

en procès à Berlin

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16304 - 7,50 F SAMEDI 28 JUIN 1997 FONDATEUR: ROBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Europride: 200 000 homosexuels attendus à Paris

LES ORGANISATEURS du défilé de l'Europride 97 attendent 200 000 marcheurs à Paris, samedi 28 juin, en provenance de toute l'Europe. L'une des principales revendications des manifestants, la reconnaissance sociale des couples homosexuels, est en voie d'être satisfaite après l'annonce dans *Le Monde*, par Elisabeth Guigou, ministre de la justice, de la prochaine mise en place du contrat d'union sociale (CUS).

Amnesty International dénonce les exactions commises à travers le monde contre les homosexuels et définit la libre orientation sexuelle comme « un droit fondamental ».

La présence d'annonceurs grand public comme partenaires de l'Europride exprime l'apparition en France d'un marketing gay à part entière.

Lire pages 10 et 11

Les consignes budgétaires de Lionel Jospin

- Le premier ministre exige du gouvernement la réduction des déficits publics
- L'avantage fiscal pour l'emploi à domicile sera réduit
- Pas d'augmentations catégorielles pour les fonctionnaires en 1998

LIONEL JOSPIN a adressé, jeudi 26 juin, à tous les membres de son gouvernement les « lettres de cadrage » qui fixent les priorités budgétaires pour 1998. Le premier ministre propose de « donner la priorité absolue à la lutte pour l'emploi » tout « en réalisant l'union économique et monétaire aux échéances prévues par le Traité ».

Ce double objectif, prévient le chef du gouvernement, exigera de « modifier profondément la répartition des dépenses et des recettes de l'Etat ». Dans le premier cas, celui des dépenses, les ministres sont invités à faire des « propositions » coördinant « d'une manière certaine » certains engagements pris par le gouvernement précédent. Ils devront de surcroît financer les promesses électorales sur la base des crédits de leur propre ministère, c'est-à-dire en changeant leurs priorités. M. Jospin suggère de remettre en cause certaines « dépenses fiscales » qui prévalent des « exonérations » ou des « crédits d'impôts ».



Invitée du Forum de l'Expansion, Martine Aubry a, sans attendre, laissé entendre qu'elle pourrait revoir à la baisse la réduction d'impôt (plafonnée à 45 000 francs par foyer) en faveur de l'emploi à domicile, estimant que le dispositif actuel est trop avantageux. M. Jospin souhaite que « les effectifs de fonctionnaires » soient « maintenus en 1998 à leur niveau de 1997 » et exclut « des mesures catégorielles ». Pour le volet des recettes, qui sera arrêté pendant l'été, le gouvernement envisage de procéder à un « réajustement » fiscal. Plusieurs pistes sont à l'étude pour relever la fiscalité des entreprises, tandis que les ménages bénéficieront d'un allègement de la TVA.

Selon l'enquête annuelle de l'Insee, l'économie française a perdu 62 000 emplois entre mars 1996 et mars 1997, alors que le nombre des chômeurs progressait de 53 000.

Lire pages 6 et 7 et notre enquête page 16



Les noces de Hongkong

A LA VEILLE de la rétrocession de Hongkong à la Chine, fixée au 1^{er} juillet, seize auteurs, occidentaux et chinois, marient leurs regards pour esquisser le portrait d'une cité méfiante qui échappe à toutes les classifications.

Romancier, peintre et photographe, Ma Jian ouvre ce cahier, illustré par les calligraphies de Li Shuang, en analysant le « mariage à la chinoise ».

Lire notre cahier spécial

A L'ETRANGER

Sierra Leone: le souvenir de Graham Greene

La réunion de New York consacrée à l'environnement s'achève sans résultat notable ni engagement ferme. p. 2

Sommet de la Terre: l'échec

Une perquisition a eu lieu au conseil régional d'Ile-de-France, jeudi 26 juin, dans le cadre de l'instruction sur les irrégularités de passation de marchés publics dans la région. p. 12

Les « affaires » en Ile-de-France

Une perquisition a eu lieu au conseil régional d'Ile-de-France, jeudi 26 juin, dans le cadre de l'instruction sur les irrégularités de passation de marchés publics dans la région. p. 12

Un point de vue d'Omar Bongo

Le président de la République gabonaise plaide pour une force de paix internationale au Congo. p. 17

Et si l'euro ne se faisait pas...

Un report de la monnaie unique ne renforcerait pas obligatoirement le deutschemark. p. 20

Nuages sur la Formule 1

Des incertitudes financières pèsent sur l'avenir du circuit de Magny-Cours (Nièvre), qui accueille le Grand Prix de France dimanche 29 juin. p. 23

Hommage aux ingénieurs

Le Centre Pompidou, à Paris, présente la plus vaste exposition jamais réalisée sur cette profession méconnue. p. 28

Les îles Caïmans veulent oublier les Barbe-Noire de la finance

LONDRES. De notre correspondant dans la City. Les îles Caïmans entendent bien exorciser leur mauvaise image de marque. Dans le film *The Firm*, tiré d'un best-seller, des avocats breux se servaient du groupe de trois îles britanniques de la mer des Antilles pour blanchir l'argent sale de la Mafia. Le sacro-saint secret bancaire, dont la violation était punissable de prison et que cultivait amoureuxment ce paradis fiscal, permettait des tours de passe-passe. Une terrible réputation qui collait assez parfaitement à la réalité.

Juré, promis : ces mauvaises habitudes vont disparaître. Finies les valises bourrées de billets verts acceptés les yeux fermés par des banquiers si discrets qu'en comparaison les Suisses passaient pour d'incorrigibles bavards ! Désormais, les polices du monde entier pourront avoir accès aux comptes ouverts auprès des quelque cinq cents établissements, filiales pour la plupart des plus grandes banques de la planète. Le coup est rude pour les multinationales du crime comme pour tous ceux qui craignent les impôts comme la peste.

Les îles Caïmans, qui comptent autant de

sociétés immatriculées que d'habitants (trente mille), sont considérées comme le premier centre offshore du globe, avec mille milliards de dollars de dépôts, soit un cinquième du total mondial. « Ceci est le dernier clou au cercueil de ceux qui croient pouvoir utiliser notre île en toute impunité pour cacher leurs avoirs illégaux », assure George McCarthy, le secrétaire financier de l'administration locale.

Scandales BCCI et Noriega, délits d'initié, fraudes en tout genre... une succession d'affaires, conjuguées aux pressions des Etats-Unis, ont contraint les autorités à muscler une réglementation pour le moins complaisante. Craignant de se faire accuser de « colonialisme », Londres fermait les yeux sur ce qui se passait à Georgetown, le chef-lieu d'un site touristique qui sentait l'argent noir à plein nez. Au début des années 90, la puissance tutélaire s'était déjà soumise, sans enthousiasme, au diktat de Washington en acceptant un échange d'informations avec la CIA et le FBI et l'installation d'une base radar de la Drug Enforcement Agency (Agence de lutte contre le trafic de drogue) pour dépister le narcotrafic. Un pas supplémentaire est fran-

chi. La fin du secret bancaire permettra-t-elle aux îles Caïmans de devenir une place financière « propre » ? On peut tout de même en douter.

Rien n'empêchera les mafiosi et les fraudeurs d'investir leurs fonds dans l'immobilier ou les commerces de luxe via une kyrielle de sociétés, écrans par excellence, des fies volés, peu regardants, comme Anguilla, Saint-Vincent ou les îles Vierges. Malgré l'aide de la Banque d'Angleterre et le recrutement d'un ancien chef de service juridique du contre-espionnage de Sa Majesté, George McCarthy manque dramatiquement de moyens pour piloter la réforme bancaire.

Grand Caïman devrait garder longtemps encore sa réputation de sanctuaire en dépit de cette opération de transparence financière. La preuve, le principal responsable du récent scandale Bre-X, le Canadien John Felderhof, a trouvé refuge dans un duplex de Seven Mile Beach. Sur cette plage renommée, le célèbre pirate Barbe-Noire avait déjà enterré son trésor de guerre, il y a trois cents ans...

Marc Roche

Kourou-sur-Garonne

DOMINIQUE BAUDIS, le maire de Toulouse, inaugure dans sa ville, samedi 28 juin, la Cité de l'espace. Ce « Kourou-sur-Garonne », vaste complexe scientifique et pédagogique, devrait attirer chaque année des dizaines de milliers de visiteurs. Mais l'ambition de la Ville rose est plus vaste : elle veut devenir le pôle européen de la recherche et du développement industriel en matière spatiale. Capitale européenne de l'aéronautique, elle attire de plus en plus d'entreprises tournées vers l'espace, secteur prometteur en création d'emplois. Versa-b-oo de main des officiels chinois ou japonais venir signer de mirifiques contrats de l'espace, comme ils le font aujourd'hui pour Airbus ?

Lire page 15

La République et ses immigrés

FERME sur les flux d'entrées, mais généreux sur l'intégration des étrangers déjà présents ; ouverture radicale non seulement avec la politique de leurs prédécesseurs, mais avec les pratiques développées par la gauche elle-même pendant les deux septennats de François Mit-

terrand. A en croire les premières déclarations solennelles, l'immigré devrait passer du statut peu enviable de *punching ball* du débat politique à celui de figure emblématique du renouveau républicain. Dès les premières minutes de son discours de politique générale, le

19 juin, Lionel Jospin a affirmé ce choix. En présentant la future réforme des lois sur l'immigration comme l'un des symboles du « retour aux sources de notre République », en définissant la nation française comme « un alliage d'antiquité plus forte que ses composants [sont] divers et nombreux », le premier ministre a transposé l'enjeu de l'immigration du terrain de la sécurité, auquel il est souvent abusivement mêlé, vers la sphère de l'identité nationale, largement phagocytée par le Front national.

A ces déclarations déjà très « chevènementistes », le ministre de l'intérieur lui-même a ajouté sa patte de refondateur de l'esprit républicain. « C'est travailler contre la France et contre son rayonnement que de vouloir mettre l'immigré au cœur du débat politique [...], à renchérir Jean-Pierre Chevènement. Ce débat-là fait le lit de l'extrême droite » (*Le Monde* du 26 juin).

Ainsi, l'immigration est-elle désormais présentée par le premier ministre de France, non plus seulement comme une question de bouclage des frontières et d'efficacité des expulsions, mais comme un problème d'intégration sociale, d'emploi, de rayonnement extérieur et de coopération avec les pays du Sud.

Philippe Bernard

Lire la suite page 18

Un Allemand dans le ciel français



LUFTHANSA proposera le 1^{er} juillet des vols communs avec son partenaire français Air Littoral. Dans un entretien au *Monde*, Jürgen Weber, président du directoire depuis 1991, explique sa politique d'alliances pour profiter au mieux de l'ouverture à la concurrence du transport aérien en Europe.

Lire page 19

Un scénario irrésistiblement hitchcockien. Une merveilleuse intrigue qui nous tient en haleine, de la Provence à l'île Saint-Louis, où l'on se frotte à la mafia russe. Un régal, on ne vous dit que ça !

Jean-Louis Edne
Le Nouvel Observateur

Editions du Seuil

PARIS 8

CD - CD ROM - VIDEOS - DVD

M 0147 - 628 - 7,50 F

3615 LE MONDE

ÉCOLOGIE L'Assemblée générale extraordinaire de l'ONU, qui devait faire le bilan du Sommet de la Terre de Rio, s'achève dans la nuit de vendredi à samedi 28 juin, à New York.

● LA DÉCLARATION FINALE était encore l'objet de tractations, mais l'ensemble des participants considère que cette réunion, à laquelle une soixantaine de chefs d'Etat et de

gouvernement ont participé, est un échec et que l'environnement de la planète s'est dégradé depuis cinq ans. ● LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN, très critiqué après son refus, lors du

G 8 à Denver, de procéder à une réduction des émissions de gaz à effet de serre, s'est engagé à fournir 1 milliard de dollars sur cinq ans aux pays du Sud pour leur permettre de ré-

duire leurs propres émissions. ● AUX ETATS-UNIS mêmes, M. Clinton a donné des gages aux écologistes en proposant une série de normes anti-pollution, critiquées par l'industrie.

Les Etats reconnaissent que l'environnement s'est dégradé depuis cinq ans

Le deuxième Sommet de la Terre, qui devait s'achever à New York dans la nuit du vendredi 27 au samedi 28 juin, s'est limité à réaffirmer les principes adoptés en 1992 à Rio. Accusé d'immobilisme, Washington propose un milliard de dollars aux pays du Sud pour lutter contre l'effet de serre

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondant

Avant même son adoption, la déclaration finale qui devait marquer la clôture du Sommet de la Terre, à New York, était considérée comme un aveu d'échec. « Ce document représente l'abdication des responsabilités par les gouvernements », nous déclare le représentant de Greenpeace, Cliff Curtis. En effet, dans le texte final dit « déclaration politique », qui devait être adopté tard dans la nuit du vendredi 27 au samedi 28 juin, les gouvernements reconnaissent le fait que « l'environnement de la planète s'est considérablement dégradé depuis cinq ans ». Pourtant, en guise de solution, les Etats décident seulement de « s'assurer » que lors du prochain sommet, prévu pour l'an 2002, « plus de progrès soient réalisés ».

Pour M. Curtis, comme d'ailleurs pour plus de deux mille autres organisations non gouvernementales (ONG) présentes à New York, le message final des gouvernements est clair : « Les Etats disent : nous reconnaissons notre échec à l'égard de l'environnement mais nous sommes incapables d'arriver à un accord sur la solution et nous avons donc décidé de renvoyer toute décision à une réunion dans cinq ans ». Il ajoute : « Entre-temps, l'environnement se dégrade davantage ».

AMÈRE DÉCEPTION

Le projet de la déclaration politique qui, jeudi soir, faisait l'objet d'une discussion ardue au niveau ministériel à New York ne devait donc pas déboucher sur de grandes décisions engageant les gouvernements à des actions concrètes. Elle réaffirmera le prin-

cipe de développement durable, officialisé dans le programme d'action du premier sommet, tenu à Rio en juin 1992, dit « agenda 21 ». Le réchauffement climatique sera révoqué à une prochaine conférence prévue à Kyoto au Japon en décembre 1997, les Etats-Unis refusant de s'engager sur des limitations chiffrées des émissions de gaz à effet de serre. Les paragraphes 41 et 42 de la déclaration finale sur le changement climatique sont « absolument inacceptables » pour les ONG. « Nous sommes amèrement déçus », affirme Deling Wang, du Caucus du changement climatique. La déclaration n'engage « rien ». Les ONG exigent, dit-elle, des engagements fermes sur 20 % des réductions d'émission de gaz dans les pays industrialisés d'ici à l'an 2005 par rapport à leur niveau de 1990.

L'élaboration d'une convention mondiale de protection des forêts, défectueuse notamment par l'Union européenne, ne fait toujours pas l'objet d'un consensus. Mais les forêts rejoindront, sans doute, la convention sur la biodiversité qui, elle, sera invitée à préparer un programme de travail spécifique.

« ÉCRAN DE FUMÉE »

Les Etats feront part de leurs « préoccupations » sur la désertification mais ne s'engagent pas sur davantage de moyens. La nécessité de mieux partager les ressources en eau douce fait l'objet d'un consensus général dont la prochaine étape sera une conférence ministérielle, au printemps 1998 à Paris, selon la proposition de Jacques Chirac. Le texte du sommet à New York devait aussi inclure une mise en garde sur

l'utilisation des produits chimiques toxiques, en particulier les pesticides.

Une des questions les plus controversées, et hautement politique, est celle de l'aide au développement. Les promesses de Rio à ce sujet ne sont pas tenues. Cette aide, qui devrait passer à 0,7 % du produit intérieur brut (PIB), est aujourd'hui inférieure à 0,3 %. Et même s'ils reconnaissent cet échec, les Etats s'efforcent de ne pas s'engager définitivement : les formulations dans le texte restent très vagues. Les Etats-Unis n'ont consacré en 1995 que 0,1 % de leur PIB à l'aide au développement.

Les ONG ne cachent pas leur déception, voire leur colère, contre les Etats-Unis. Plusieurs centaines d'écologistes s'étaient regroupés, jeudi, en face du bâtiment de l'ONU pour dénoncer

l'inaction de Washington. Aux cris de « Halte au réchauffement de la planète », les manifestants attendaient l'arrivée du président Clinton au siège de l'ONU. Les mesures antipollution annoncées, la veille, par l'administration américaine est qualifiée par les écologistes d'« écran de fumée ». « C'est un sujet purement de politique intérieure qui n'a pas de sens », déclare une représentante du mouvement Ozone Action.

Le Sommet de la Terre devait se terminer, vendredi, avec l'adoption par acclamations de la déclaration politique. Basée sur le plus petit dénominateur commun entre cent quatre-vingt-cinq Etats membres des Nations unies, cette déclaration n'aura été, selon des experts, « qu'un pas en arrière pour la santé de la planète terre ».

Afsané Bassir Pour

Bill Clinton admet que les Etats-Unis doivent s'engager davantage

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondant

Après le sommet de l'ONU sur l'environnement et le développement, jeudi 26 juin, le président américain Bill Clinton n'a pas cessé de surprendre : il ne s'est pas engagé à réduire l'émission des gaz à effet de serre avec, comme le demandaient les Européens, des objectifs chiffrés. Ces gaz sont à l'origine du réchauffement climatique. Mais il a su diviser

les experts en laissant la porte ouverte à un engagement plus ferme de Washington à cet égard lors du sommet sur le changement climatique, prévu en décembre à Kyoto (Japon).

Souvent critiqué par les Verts aux Etats-Unis (lire ci-contre) comme à l'étranger, il a reconnu que les Etats-Unis devaient faire beaucoup plus pour l'environnement. « Ils le feront », a-t-il assuré, avant de souligner que, pour cela, il lui fallait d'abord « arriver à convaincre le peuple américain et le Congrès que le changement climatique est un problème grave et urgent ». Il a promis, en termes vagues, d'aller à la conférence de Kyoto avec un engagement américain « réaliste, sur des limites contraignantes afin de réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre ».

Paroles qui n'ont pas convaincu les experts. Bill Hare, de Greenpeace, estime que la position de M. Clinton ne fait que prouver que son administration « n'a toujours pas su résister aux grandes industries américaines, comme celle du pétrole ou de l'automobile ».

Le président a lancé trois initiatives, qui ont été accueillies plus ou moins favorablement par les organisations non gouvernementales (ONG). Les ONG se sont félicitées de l'intention de M. Clinton d'utiliser davantage l'énergie solaire pour réduire la dépendance du pays à l'égard du carbone fossile. Pour ce faire, M. Clinton propose l'installation d'un million de panneaux solaires « sur un million de toits d'ici à 2010 ».

Afin d'aider le tiers-monde, le président américain a annoncé 1 milliard de dollars (près de 5,8 milliards de francs) d'aide sur cinq ans, pour les programmes visant à ré-

duire les émissions de gaz à effet de serre. Selon les experts, cette proposition est « moins intéressante qu'elle ne le paraît », car, expliquent-ils, les trois quarts de cet argent font déjà partie du programme d'aide du gouvernement américain. M. Clinton entend enfin encourager l'investissement privé qui répond aux normes écologiques, y compris dans l'industrie automobile.

« MANQUE DE LEADERSHIP »

La première réaction du président (français) de la commission pour le développement a été positive : « Il veut se servir de la technologie pour combattre les défis du changement climatique », explique Christian Brodhag.

Même si M. Clinton n'est pas venu à l'ONU « les mains vides », comme l'avaient prédit les ONG, celles-ci ont pas attendu longtemps pour critiquer son « manque de leadership global en matière d'en-

vironnement ». La critique contre la politique écologique de M. Clinton avait déjà commencé après la fin, dimanche 22 juin, du sommet des Huit à Denver (Colorado). Le président américain y avait refusé d'accepter que soient octroyés des crédits, dans le communiqué final, des objectifs chiffrés pour la réduction des gaz à effet de serre. Avec 4 % de la population de la planète, les Etats-Unis sont responsables de 23 % des émissions de gaz à effet de serre, suivis par la Chine avec 13,9 %, la Russie avec 7,2 %, le Japon avec 5 %, et l'Allemagne avec 3,8 %.

Mais les organisations non gouvernementales ne sont pas les seules à avoir trouvé matière à critiquer les Etats-Unis. Depuis un certain temps déjà, l'ONU est devenue le lieu où les gouvernements, ainsi que les ennemis de Washington, déversent leurs griefs contre l'Amérique du Nord. Considérablement irrités, l'an dernier, par les dictats de Washing-

ton sur la nomination du secrétaire général de l'ONU, les cent quatre-vingt-cinq Etats membres se sont d'autant plus justifiés dans leurs attaques contre les Etats-Unis que ceux-ci refusent de payer, inconditionnellement, leur dette - légalement contraignante - qui s'élève à 1,3 milliard de dollars (environ 7,5 milliards de francs).

LES CRITIQUES DE M. BLAIR

Cette semaine, l'environnement a fourni une nouvelle occasion de critiques. Plus ou moins vigoureusement, les intervenants ont dénoncé les politiques « écologiquement inacceptables » menées par l'Amérique. Cuba et l'Irak s'en sont donné à cœur joie. Mais le premier ministre britannique, Tony Blair, ne s'est pas contenté de pointer du doigt le « plus grand pollueur du monde ». Quelques deux mille organisations non gouvernementales ont menacé de priver le vice-pré-

sident Al Gore des votes « Verts » lors de l'élection présidentielle de l'an 2000.

Ainsi que la plupart des chefs d'Etat des grands pays ont prononcé leur discours le premier jour, jeudi 26 juin, le président Clinton n'était pas entouré d'amis. Son intervention, dans la salle de l'Assemblée générale de l'ONU, a été précédée de celles de l'Irak, de la Libye, de la Syrie, du Soudan et de la Corée du Nord, entre autres. Encouragé par l'ambiance antiaméricaine, l'Irak, qui se distingue par un très mauvais bilan en matière d'environnement, a dénoncé la politique écologique « criminelle » des Etats-Unis : « Par les bombardements et le refus de transferts de technologies, les Etats-Unis ont largement contribué à la dégradation de l'environnement en Irak », a déclaré le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz.

A. B. P.

Le président américain a dû donner des gages aux écologistes

WASHINGTON de notre correspondant

A défaut de répondre à l'attente des partenaires des Etats-Unis qui, au Sommet de la Terre de New York, critiquent la pusillanimité américaine, Bill Clinton a donné, chez lui, de sérieux gages aux défenseurs de l'environnement. Le chef de la Maison Blanche et le vice-président Al Gore (le « M. Ecologie » de l'administration) étaient soumis à des pressions pour arbitrer une après bataille à propos des nouvelles normes antipollution proposées par l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA).

D'un côté, les groupes de pression extrêmement actifs se situant dans la mouvance écologiste et proches des « libéraux » (démocrates) ; de l'autre, une coalition de puissants intérêts industriels soutenus par les maires de nom-

breuses grandes villes. Les premiers, qui constituent le véritable fonds de commerce électoral d'Al Gore (candidat en puissance du Parti démocrate à l'élection présidentielle de l'an 2000), avaient laissé entendre que les électeurs « Verts » pourraient bien faire défaut au vice-président, le moment venu. Al Gore - qui ne peut davantage s'allier la sympathie des élus locaux - s'est montré discret s'agissant des propositions de Carol Browner, administratrice de l'EPA.

LEVÉE DE BOUCLIERS

En arbitrant en faveur des environnementalistes comme il l'a fait, mercredi 25 juin, Bill Clinton a mené une clientèle électorale précieuse, tout en rehaussant la crédibilité des Etats-Unis à la veille de son intervention devant l'Assemblée générale des Nations unies.

M. Clinton n'a pas l'intention d'accepter les objectifs chiffrés des Européens en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent le réchauffement de la planète. Il souhaite se placer sur le long terme : selon lui, c'est la situation de la terre à l'horizon 2050 que la communauté internationale doit envisager avant de fixer des objectifs contraignants.

La politique de défense de l'environnement est particulièrement sensible aux Etats-Unis, où l'industrie dispose au Congrès de puissants relais. En dépit des progrès accomplis ces dernières années, les véhicules à moteur thermique produisent un tiers des émissions de dioxyde de carbone présentes dans l'atmosphère. M. Clinton a donc pris un risque politique en imposant des normes plus strictes (le nombre autorisé de « particules

par million » devrait passer de 0,12 à 0,03) pour lutter contre la pollution atmosphérique.

Celle-ci se manifeste surtout sous la forme de brouillards d'ozone et de smog. En pratique, cela signifie que les usines polluantes devront réduire le volume des émissions qu'elles rejettent dans l'atmosphère, sous peine de fortes sanctions. Afin d'atténuer une inévitable levée de boucliers, Bill Clinton a précisé que cette adaptation aux nouvelles normes s'appliquerait de manière « flexible » (c'est-à-dire progressive), afin « de protéger l'environnement et d'assurer la croissance de l'économie ».

Les environnementalistes ont salué une « victoire pour la santé publique et la qualité de l'air », et la Maison Blanche a assuré que les effets de la nouvelle réglementation devraient permettre d'éviter quelque quinze mille décès prématurés chaque année. Pour leur part, les représentants des industries concernées insistent sur les « milliards de dollars » de dépenses qui seront nécessaires pour adapter l'outil industriel aux normes de l'EPA, voire délocaliser certaines usines loin des centres urbains.

Une coalition d'intérêts bipartisans, formée de maires républicains et démocrates, va se mobiliser pour combattre les propositions de M. Clinton. Si celles-ci sont adoptées en l'état par le Congrès, la réglementation concernant les brouillards de pollution devrait s'appliquer à partir de 2004. En ce sens, la politique de l'EPA rencontre une partie des préoccupations des chefs d'Etat et de gouvernement réunis au Sommet de la Terre.

Laurent Zecchini

CALVITIE

Parce que l'Esthétique doit être une discipline sans faille...

Repousse définitive

Entièrement naturelle, la technique de micro-greffes permet de retrouver la densité de cheveux souhaitée, sans véritable indisponibilité sociale ou professionnelle. La réimplantation au laser, cheveux par cheveux, vous garantit une repousse parfaite et définitive.

Prenez rendez-vous pour un Conseil Gratuit avec un spécialiste

Clinique du Rond-Point des Champs-Élysées

agréée par le ministère de la Santé

61, avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris - 01 53 77 25 88

COMMENTAIRE

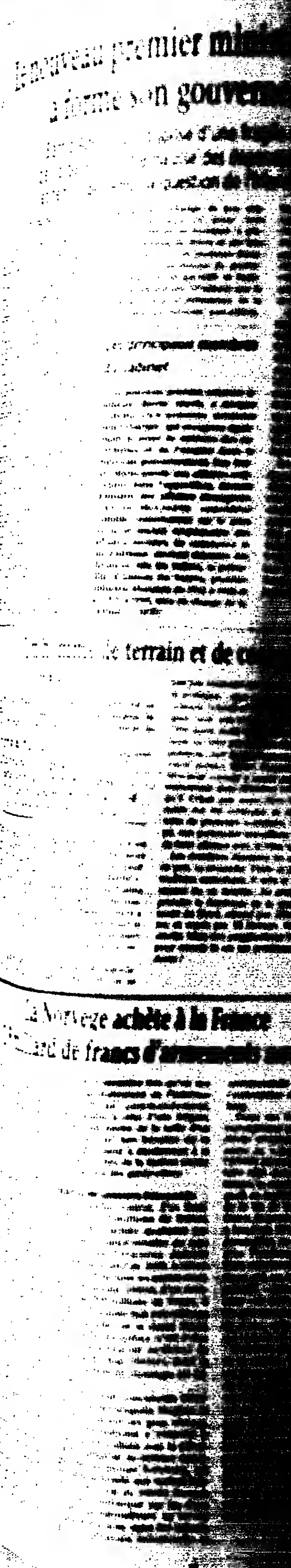
MEA CULPA

Bill Clinton n'est pas plus malade que ses confrères sur les effets d'annonce. Le milliard de dollars (près de 5,8 milliards de francs) qu'il va accorder, sur cinq ans, aux pays du Sud pour aider ceux-ci à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre - même si la somme est dérisoire par rapport au chiffre de Rio qui estimait que la communauté internationale devait consacrer 125 milliards de dollars (725 milliards de francs) pendant dix ans à l'environnement mondial - pèse plus que les énièmes conférences proposées par Helmut Kohl et Jacques Chirac.

Cet engagement a l'avantage de mettre le doigt sur une face cachée du problème. Si les pays du Sud suivent le modèle de développement du Nord, ils vont contribuer de manière catastrophique à la crise écologique mondiale. La Chine est déjà devenue le deuxième émetteur mondial de gaz carbonique, l'Inde le sixième. Or ces pays ont droit au développement. Pour qu'ils y parviennent sans rompre l'équilibre général de la planète, ils ont un besoin prioritaire de transferts de technologies et de financement venu des pays du Nord. Les dollars de Clinton vont dans ce sens.

Sans doute les Etats-Unis seraient-ils plus convainçants s'ils commençaient à balayer devant leur porte en réduisant leurs propres émissions de gaz. Leur proposition ne suffira d'ailleurs pas à sauver le Sommet de la Terre de New York, dont l'échec est patent. Nul ne conteste la gravité du bilan, chacun reconnaît qu'il n'a pas fait ce qu'il s'était engagé à faire, tout le monde se frappe la poitrine. Etomante unanimité dans le mea culpa.

Jean-Paul Besset



Le nouveau premier ministre irlandais a formé son gouvernement

Bertie Ahern, qui dispose d'une fragile majorité, devra gérer la faible hausse des dépenses publiques et tenter de régler la question de l'Irlande du Nord

DUBLIN

correspondance
En premier ministre par 85 voix contre 78 au chef du gouvernement sortant, James Bruton, Bertie Ahern a annoncé, jeudi 26 juin, dans la soirée, la composition de son nouveau cabinet. La coalition entre son parti, le Fianna Fail, et les démocrates progressistes — dont le chef, Mary Harney, a été nommé vice-premier ministre — ne disposera pas d'une majorité absolue.

La transition s'est effectuée sans heurts entre les deux équipes gouvernementales, et, durant les trois semaines qui se sont écoulées depuis les élections du 6 juin, la politique a perdu son aspect de confrontation. M. Ahern et ses principaux collaborateurs ont été régulièrement tenus au courant des questions économiques ou du dossier d'Irlande du Nord. Ils ont même rencontré l'ex-sénateur américain Mitchell, et des représentants du gouvernement britannique. Cette atmosphère de bonne humeur n'a cependant pas masqué les problèmes auxquels aura à faire face la nouvelle administration.

En premier lieu, la majorité de M. Ahern est fragile. Il a fait le siège des deux députés indépendants les plus favorables, leur pro-

mettant en échange de leur soutien des cadeaux pour leur circonscription se montant à plusieurs millions de livres et qui leur seront accordés en plusieurs livraisons. Cette technique du goutte-à-goutte devrait garantir sa majorité parlementaire. D'autant que la nomination à la présidence de la Chambre du vétéran travailliste,

Les principaux membres du cabinet

Le nouveau premier ministre irlandais, Bertie Ahern, a désigné comme vice-premier ministre Mary Harney, qui occupera également le poste de ministre des entreprises et de l'emploi dans le nouveau gouvernement. Ray Burke, porte-parole aux affaires extérieures dans l'opposition, devient ministre des affaires étrangères. Charlie McCreevy, considéré comme conservateur sur le plan fiscal et ancien responsable des affaires sociales, du commerce et du tourisme, devient ministre des finances. Sile De Valera, la petite-fille d'Eamon De Valera, premier ministre irlandais de 1932 à 1948 et de 1951 à 1959, sera en charge de la culture. — (AFP)

Seamus Pattison, fera perdre une voix à l'opposition. La nouvelle coalition n'aura toutefois pas la majorité dans les commissions parlementaires. Les Verts et les Indépendants pourraient donc y exercer un rôle déterminant. Ce qui risque de bloquer la politique de M. Ahern.

Autre risque d'instabilité : l'Irlande du Nord. Tous les partis irlandais sont d'accord pour dire que le Sinn Féin (branche politique de l'IRA) n'a plus aucune excuse pour repousser un cessez-le-feu, préalable aux pourparlers de paix. Mais alors que M. Bruton et M. Harney insistent sur le fait qu'il n'y a plus de place pour des manœuvres de dernière minute, la stratégie de M. Ahern est plutôt de ne fermer aucune porte.

La coalition devra également affronter des problèmes économiques. M. Ahern s'est fixé un maximum de 4 % de hausse annuelle des dépenses publiques, chiffre déjà pratiquement atteint. Qui plus est, il avait promis des baisses d'impôts pour le prochain budget, cet automne. Mais c'est sur la question de l'Irlande du Nord que le gouvernement réussira ou échouera.

John Horgan.

Un homme de terrain et de compromis

DUBLIN

de notre envoyé spécial
Peu connu à l'étranger, Bertie Ahern est avant tout un homme politique ancré dans son territoire d'origine de Dublin. Fortement implanté dans sa circonscription de

Portrait

Député depuis vingt ans, Bertie Ahern fut précédemment ministre des finances de 1991 à 1994 après avoir été ministre du travail

Central, il est député depuis vingt ans, alors qu'il n'est âgé que de quarante-six ans. Il a conquis ses électeurs par sa présence permanente sur le terrain. Dès le chauffeur de taxi hélé à l'aéroport, on se sent chez « Bertie » : à ses heures perdues, il distribue la littérature du Fianna Fail ; sur la route, il pointe avec chaleur la modeste maison de « Bertie ». Un autre de ses administrés, qui n'a pourtant pas voté pour lui, ajoute : « Il est toujours sur la brèche, ses équipes sont toujours prêtes à l'avance, toujours disponibles pour rendre service ou porter la bonne parole. »

C'est à ses qualités de communicateur, de négociateur, d'homme de compromis — dans ce pays où l'on ne

sait pas toujours où s'arrête la combine et où commence la politique — que ce bourreau de travail, diplômé de la London School of Economics et monté à la force du poignet, doit son succès. Ministre des finances de 1991 à 1994 après avoir été ministre du travail, il avait été présenté en 1993 par Charles Haughey pour lui succéder au poste de chef du gouvernement. « Charlie » avait finalement préféré Albert Reynolds à cet homme un temps brocardé comme n'ayant pas la peinture de l'emploi, et surnommé avec dérision « l'homme à l'andorak » parce qu'il n'était pas assez bien habillé. Après que M. Reynolds eut été contraint de démissionner, fin 1994, à la suite de plusieurs scandales, le pouvoir lui avait échappé, son partenaire travailliste, Dick Spring, ayant décidé de faire alliance avec le Fine Gael de John Bruton.

Les dernières élections lui auront permis de prendre, de peu, sa revanche. Dans ce pays encore marqué par la tradition catholique, il sera le premier taoiseach à vivre séparé de sa femme. Sa première tâche sera de reprendre le flambeau de la croisade pour la paix en Irlande du Nord, allumé par Albert Reynolds et John Major, et repris par M. Bruton. M. Ahern a promis de s'y atteler. Mais son pragmatisme habituel sera-t-il suffisant pour réussir là où ses prédécesseurs s'étaient cassés les dents ?

Patrice de Beer

La Norvège achète à la France 1,5 milliard de francs d'armements navals

APRÈS deux ans de discussions, la Norvège a choisi la France, contre des offres concurrentes notamment des États-Unis et de l'Italie, pour la fourniture de systèmes de combat naval qui seront embarqués sur des patrouilleurs lance-missiles de la marine royale. Le contrat est évalué à environ 1,5 milliard de francs. Sur un plan politico-militaire, l'importance de la transaction tient au fait qu'il s'agit d'un marché type OTAN que la France remporte, aux dépens principalement du groupe américain Hughes et du groupe italien Alenia, dans un pays qui n'est pas spécialement un client traditionnel de l'armement français. La Norvège a toutefois déjà acheté à la France des missiles anti-aériens Mistral.

De fait, deux contrats ont été signés avec Oslo par DCN international, la branche commerciale de la Direction des constructions navales (DCN). Le cœur de l'opération concerne le *Senit* (système d'exploitation navale des informations tactiques), un matériel informatique qui collecte des renseignements sur la menace, les transmet à des centres de décision et met en œuvre les armements adaptés à la situation. Le *Senit* est déjà en service, en France, à bord des frégates de la classe *La Fayette* et il le sera sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle* dans une version modernisée.

C'est la première fois qu'un système de traitement de l'information et de commandement, comparable à celui d'une frégate, équipe un navire de la taille d'un patrouilleur. Les besoins de la Norvège visent à moderniser à la fois des unités de la marine royale et le service des garde-côtes.

Huit concurrents étrangers

Le premier contrat, d'un montant de 700 millions de francs, consiste à armer quatorze patrouilleurs lance-missiles du type *Houk*. Les livraisons doivent commencer en l'an 2000, à raison d'un système tous les quatre mois. Avec le second contrat, d'un montant de 800 millions de francs, il s'agit d'équiper huit patrouilleurs lance-missiles de la classe *Sjofold*, dits à effet de surface (c'est-à-dire qu'ils se déplacent au-dessus de l'eau à grande vitesse), dont la construction du prototype est décidée.

Contre huit concurrents étrangers, parmi lesquels Hughes et Alenia étaient les plus sérieux, DCN international a remporté le marché en s'alliant avec la principale entreprise de défense norvégienne, le groupe Kongsberg, qui produit le missile anti-surface *Penguin* (un rival du missile français *Exocet*) embarqué sur les deux types de patrouilleurs. La société française a donc signé des accords de coopération industrielle et

commerciale à long terme avec l'entreprise norvégienne Kongsberg.

Dans ses missions, la marine norvégienne a toujours été considérée comme étant en quelque sorte le « bouclier » naval de l'OTAN au nord du dispositif militaire allié, dans une zone où, longtemps, la marine ex-soviétique régnait en maître des mers. En dépit de la fin de la guerre froide Est-Occident, le gouvernement norvégien a lancé en 1996 un projet de modernisation de ses forces armées, avec l'assistance de nombreux États membres de l'Alliance atlantique, qui, en cas de crise majeure, prévoit — dans l'attente de renforts — de mettre sur pied des unités anti-invasion mobilisées à partir d'une conscription nationale qui reste la loi du pays.

Outre un plan de renforcement de sa marine, la Norvège a établi un programme de modernisation de ses garde-côtes pour améliorer encore la défense de ses 6 000 kilomètres de côtes ou de fjords et pour protéger ses intérêts économiques en mer du Nord. En effet, les Norvégiens ont d'importantes exploitations *off shore* de gaz et de pétrole. De même, leurs zones de pêche (2,2 millions de kilomètres carrés), qui sont l'une des ressources nationales, nécessitent des moyens navals de veille.

Jacques Isnard

Le roi Leka I^{er} participe à la campagne électorale en Albanie

Les électeurs se prononceront par référendum sur le rétablissement de la monarchie

Le président albanais, Sali Berisha, tente de recouvrer à la faveur des législatives anticipées, dimanche 29 juin, son autorité perdue après quatre mois de ré-

bellion armée et de violences qui continuent de ravager l'Albanie. Les bandes armées l'ont empêché de mener sa campagne au sud du pays.

Tirana

de notre envoyé spécial
Un roi en campagne, ce n'est pas banal ! Et, pourtant, ce phénomène étrange existe actuellement dans la nation la plus déshéritée d'Europe : l'Albanie. A vrai dire, rien ne distingue Leka I^{er}, prétendant au trône de Tirana, d'un quelconque chef de file politique de l'actuelle campagne électorale, sauf une certaine réserve. Il n'est pas question de haranguer la foule, mais seulement de lui demander en quelques phrases polies et mesurées — toujours les mêmes — de lui faire confiance. Les électeurs décideront en effet, dimanche 29 juin, par référendum, si, oui ou non, l'Albanie, à peine sortie du communisme, doit renouer avec la monarchie.

Celle-ci fut pourtant bien éphémère — tout juste onze ans de 1928 à 1939 — et d'une légitimité douteuse. Zog I^{er}, qui après tout n'était qu'un chef de clan, avait d'abord réussi à se hisser à la présidence de la République. Il s'est ensuite tout simplement autoproclamé souverain grâce à un statut concocté avec l'Assemblée. L'invasion italienne d'avril 1939 a mis fin à cette aventure sur le territoire de l'ancienne Illyrie.

Leka n'avait que trois jours quand il fut contraint de quitter sa terre natale, et il n'a eu de cesse d'y revenir, après avoir traîné son exil de France, en Egypte, d'Espagne en Rhodésie, avant de se fixer, en 1980, à Johannesburg. Lorsque le régime de fer des héritiers d'Enver Hodja s'est écroulé, Leka tenta un premier retour, en 1993. Sa présence sur le sol national ne fut tolérée que pendant trois petites heures par Sali Ber-

ha. Cette fois, le retour a été officiellement admis, et l'aspirant à la couronne arpente le pays de long en large pour dire qu'il peut être le sauveur de la nation, l'arbitre au-dessus des partis, un facteur d'équilibre et le garant de l'unité du pays.

Sous l'imposante statue de Skanderberg, le héros national, trônant au cœur de la capitale, Leka I^{er} se tient droit comme un lys, col ouvert sur sa poitrine nue, les cheveux blancs et l'air pénétré. Du

fraternité ». « Le Roi n'est pas un produit de la politique, mais est issu de la volonté du peuple. Il appartient ainsi à tout le peuple, dit son programme. C'est pourquoi il est un facteur d'équilibre, le défenseur de l'impartialité des lois et le garant de la justice sociale. » Un programme digne d'un chef d'Etat, après tout.

Au début, les Albanais ont regardé d'un œil intrigué ce personnage qui ne ressemblait pas à un Albanais, mais dont ils supputaient qu'il pouvait être riche,

Neuf blessés à un meeting du président Berisha

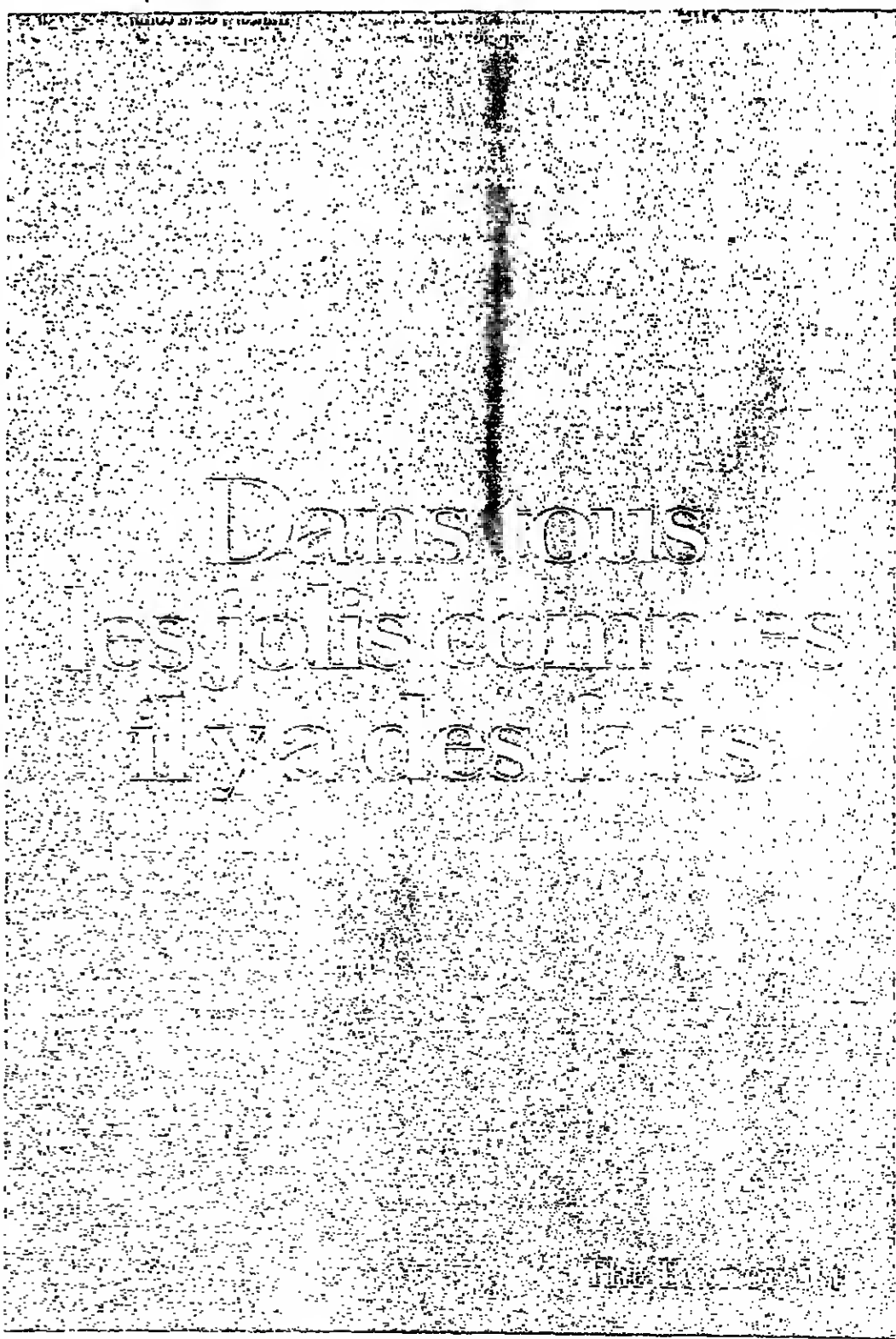
Neuf personnes ont été blessées par balles, dont quatre grièvement durant un meeting du président Sali Berisha, à Lushnje, une ville située dans le sud du pays, qui est contrôlée par des bandes armées rivales. Le chef de l'Etat a quitté précipitamment la ville, selon des sources hospitalières. Un garde du corps de Sali Berisha a été très grièvement touché, et emmené à l'hôpital de Tirana par hélicoptère. M. Shehu, président du Parti démocrate, qui se trouvait avec Sali Berisha, a indiqué à son retour dans la capitale qu'il s'agissait d'une « provocation terroriste montée par des éléments d'extrême gauche ». — (AFP)

haut de ses deux mètres et quelque, il contemple cette foule d'un millier de personnes descendue de vélo pour écouter la parole royale. Mais les mots tombés de la bouche de ce monarque en puissance sont rares. Les mauvaises langues prétendent que son albanais n'est pas des meilleurs et que, de toute façon, « il est vraiment trop grand pour être albanais ».

Il laisse donc à d'autres le soin de faire son éloge et de vanter tous les mérites d'un retour à la monarchie auquel personne ne semble vraiment croire, si ce n'est quelques porteurs de banderoles en faveur de « la paix, l'union et la

même si un grand mystère a toujours persisté sur ses revenus. Officiellement, il a vécu de « commerce international ». Mais, très vite, les Albanais ont remarqué qu'il portait toujours la même veste et ne changeait même jamais de chaussures, selon la rumeur. Alors, un roi, cela intrigue. Mais un roi pauvre dans un pays ruiné, cela ne suscite guère l'enthousiasme. Le cortège de voitures noires qui le transporte sous bonne escorte d'un meeting à un autre est donc rapidement apparu comme un convoi officiel de plus.

Michel Bôle-Richard



Le manque de moyens financiers provoque une crise dans les universités d'Afrique de l'Ouest

Les mouvements de protestation se multiplient sur les campus de plusieurs pays.

Côte-d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Niger : un même malaise touche les campus d'Afrique de l'Ouest affectés par le manque de

moyens. Les étudiants, plus nombreux chaque année, manifestent pour obtenir le paiement de leurs bourses, l'accroissement du nombre des

professeurs, un allègement de la sélection. Ils dénoncent les rigueurs budgétaires et doutent de la bonne volonté politique de leurs dirigeants.

ABIDJAN
de notre correspondant
en Afrique de l'Ouest

Alors que l'année universitaire s'est terminée le 19 juin, le conflit qui oppose les étudiants ivoiriens au gouvernement n'en finit pas de pourrir. Il y a deux semaines, le principal syndicat étudiant, la Fédération étudiante ivoirienne et scolaire de Côte-d'Ivoire (Fesci) avait appelé à la reprise des cours, se prévalant d'une poignée de maigres acquies. Dès le lendemain, le conseil des ministres démentait la plupart des concessions gouvernementales, et la Fesci appelait ses militants à désertir les campus et à « retourner au village ». Depuis, la tension monte entre grévistes et étudiants soucieux de ne pas gâcher leur année. Des incidents ont opposé, mercredi 18 juin, les deux camps à l'université de Cocody.

Entamé en décembre 1996, le mouvement étudiant visait à contrer les diminutions des bourses et le renforcement de la sélection. Au fil des mois, les dirigeants de la Fesci - une organisation dissoute en 1991 - ont été tour à tour jetés en prison et reçus dans les ministères, dénoncés comme criminels marginaux et plébiscités par des étudiants confrontés à la détérioration constante de leurs conditions d'études.

EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE

Ce malaise se retrouve sur tous les campus d'Afrique sub-saharienne. Au Sénégal, les étudiants ont manifesté pour protester contre le renchérissement des études, mais aussi pour demander aux enseignants de cesser une grève qui remettait en cause leur année. Finalement, les professeurs ont ratifié, mardi 17 juin, un accord revalorisant leur prime de logement et se sont engagés à faire passer les examens. Le Burkina Faso, le Mali ou le Niger ont tous connu des troubles, qu'il s'agisse de la part des étudiants ou des enseignants. Partout l'université reste coincée par la double contrainte de l'explosion démographique et de la rigueur budgétaire.

En Côte-d'Ivoire, par exemple, l'enveloppe consacrée aux bourses

est restée la même - 5,4 milliards de francs CFA (54 millions de francs) depuis 1991. Dans le même temps, le nombre d'étudiants est passé de 20 000 à 60 000. Ces difficultés matérielles rendent impossible la tâche que se sont assignée les responsables de l'enseignement supérieur : refaire le terrain perdu au fil des années 70, lorsque le niveau a plongé, faute de ressources, et à cause de la crise de confiance entre dirigeants politiques et milieu universitaire.

Comme le fait remarquer le ministre ivoirien de l'enseignement supérieur, Salou Touré, « de la fin des années 70 à 1994, on n'a pas posé une seule brique » sur le campus de l'université de Côte-d'Ivoire. A l'époque, le président Félix Houphouët-Boigny avait préféré privilé-

gier les grandes écoles installées à Yamoussoukro, son village natal, élevé au rang de capitale administrative. On privait ainsi l'université - foyer de contestation - de son monopole intellectuel.

Curieusement, cette méfiance, qui repose sur une conception assez éloignée de la démocratie à l'occidentale, a renforcé les préoccupations de la Banque mondiale, au moment même où celle-ci aspirait à prendre la direction de l'économie des Etats africains. Non sans raisons, les universités ont été cataloguées comme des « machines à produire des chômeurs ». Depuis les indépendances, l'enseignement supérieur servait avant tout à former des fonctionnaires, privilégiant les filières juridiques et littéraires. Qui plus est, les

rien envisage de rétablir la sélection à l'entrée de l'université - les effectifs du corps enseignant sont restés stables, ce qui a provoqué, par exemple, l'arrêt des travaux pratiques pour le premier cycle de la Faculté de sciences d'Abidjan.

Jean-Louis Sarbib, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, estime que cette inclination pour l'éducation de base n'est pas une manifestation d'hostilité à l'égard de l'université. Mais il justifie la sévérité de son organisation : « Nous avons commandé un rapport sur l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucd) ». Il y avait des étudiants qui restaient quatorze ans. La part du budget consacrée à la vie des étudiants empêchait tout investissement. Pour accélérer les flux d'étudiants, on a accentué la sélection.

Thomas Sotinel

Le président ivoirien prive les étudiants de télévision

La crise universitaire en Côte-d'Ivoire aura au moins suscité une mesure concrète. Le chef de l'Etat, Henri Konan Bédié, a « donné des instructions afin que les émissions de télévision soient ramenées à une seule heure par semaine, afin que les élèves et les étudiants retournent dans leurs régions d'origine pour aider leurs parents aux champs ». C'est ainsi que l'un des deux « télé-crochets » (un concours de danse, un autre de chant) sera supprimé. Quant à la philosophie de la mesure, le bulletin du quotidien indépendant *Le Jour* se permet de demander « où vont les enfants de ceux qui prennent ce retour au village ? Surtout pas à la campagne ! ».

DISCOURS CONCILIANT

Dirigeant de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), M. Tshisekedi venait de faire un discours devant plusieurs milliers d'étudiants à l'université de Kinshasa, dans lequel il avait notamment déclaré que des contacts

étaient en cours entre son mouvement et les nouvelles autorités. Ce discours avait été jugé très conciliant.

M. Kabila a interdit les manifestations et les activités de tous les partis politiques, à l'exception du sien, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL, ancienne rébellion). Opposant historique au régime du président déchu Mobutu Sese Seko, M. Tshisekedi avait appelé fin mai ses partisans à « résister » aux nouvelles autorités.

Le 3 juin dernier, les forces de M. Kabila avaient déjà encerclé la maison de M. Tshisekedi, et ses partisans affirmaient craindre une arrestation. - (AFP)

Thomas Sotinel

Etienne Tshisekedi agressé par les soldats de M. Kabila à Kinshasa

DES OPPOSANTS ont incendié, jeudi 26 juin, dans la soirée, au moins trois voitures et un bus, après l'arrestation d'Etienne Tshisekedi, chef de l'opposition au régime du président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila. Les militants de l'opposition s'attaquaient à tous les automobilistes dans le quartier de Limete et incendiaient leur véhicule. M. Tshisekedi a été relâché, vendredi matin, après une dizaine d'heures de détention.

Une cinquantaine de soldats, lourdement armés - certains avaient des lance-roquettes - sont arrivés en début de soirée dans le quartier de Limete. « Ils disaient que M. Tshisekedi devait les accompagner car le président Kabila voulait le

voir. On a refusé car il était tard, a indiqué Jean-Joseph Mukendi, un conseiller du leader de l'opposition. Ils sont partis puis revenus. La troisième fois, ils ont pénétré dans la résidence, forcé la porte de la chambre, saisi tout et emmené M. Tshisekedi, sa femme, trois de ses neveux et plus de dix autres personnes qui se trouvaient à l'intérieur. »

DISCOURS CONCILIANT

Dirigeant de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), M. Tshisekedi venait de faire un discours devant plusieurs milliers d'étudiants à l'université de Kinshasa, dans lequel il avait notamment déclaré que des contacts

étaient en cours entre son mouvement et les nouvelles autorités. Ce discours avait été jugé très conciliant.

M. Kabila a interdit les manifestations et les activités de tous les partis politiques, à l'exception du sien, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL, ancienne rébellion). Opposant historique au régime du président déchu Mobutu Sese Seko, M. Tshisekedi avait appelé fin mai ses partisans à « résister » aux nouvelles autorités.

Le 3 juin dernier, les forces de M. Kabila avaient déjà encerclé la maison de M. Tshisekedi, et ses partisans affirmaient craindre une arrestation. - (AFP)

Thomas Sotinel

Des soldats belges reconnaissent des exactions commises en Somalie

BRUXELLES

Deux parachutistes belges, Claude Baert et Kurt Koenen, ont comparu, lundi 23 juin à Bruxelles devant le conseil de guerre, pour répondre d'exactions commises sur des civils somaliens dans le cadre de l'opération « Restore Hope ». Des journaux avaient publié, au début du mois d'avril, des photos révélant des sévices dont des militaires belges se sont rendus coupables lors de cette

campagne, engagée en 1993 en Somalie sous l'égide des Nations unies. On voyait les deux accusés, qui appartenaient au 3^e bataillon de commandos parachutistes basé à Tielen, tenir un enfant au-dessus d'un brasero allumé.

A l'audience, les accusés ont prétendu qu'il ne s'agissait que d'un jeu. Ils étaient poursuivis pour « coups et blessures avec menaces », un chef d'accusation qui ne satisfait pas le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le

racisme, qui s'est portée partie civile. L'association a demandé que les faits soient qualifiés en « infraction de la loi antiraciste et au droit de la guerre », qui implique des peines plus lourdes que celles requises par le procureur (un mois de prison et 1600 francs d'amende). Leurs avocats ont demandé l'acquiescement, estimant que l'opinion publique avait déjà condamné les accusés. Le jugement sera rendu le 30 juin.

« RESPONSABILITÉ PARTAGÉE »

Ce procès est le premier d'une série mettant en cause des parachutistes de ce bataillon. Une enquête, effectuée à la demande du ministre de la défense, Jean-Pol Pochelet, a établi qu'ils avaient commis des atrocités en Somalie, comme la mort d'un jeune garçon enroulé dans un container ou le viol collectif d'une adolescente. La justice s'attache à établir si ces exactions constituent des actes isolés ou s'ils marquent le comportement de l'ensemble de cette unité.

Le ministre de la défense peche pour la seconde hypothèse.

Luc Rosenzweig

Lorsqu'il fut question de mauvais comportement en Somalie pour la première fois, il était clair que ce ne pouvait être que des cas isolés, dit-il. Dès le moment où cela survient deux ou trois fois, je me pose des questions. Si cela apparaît comme un comportement plus systématique ou sem de cette unité, il faut envisager une démarche plus importante. La perspective d'une dissolution du bataillon, qui implique la dispersion des hommes dans d'autres unités, a provoqué la critique des syndicats de militaires, autorisés en Belgique.

Cette affaire a suscité un débat sur l'état d'esprit régnant dans ce type d'unité. « Face aux grands gaillards, cessons de jouer les vierges effarouchées », écrivait *Le Soir*. Ce qui s'est passé en Somalie est horrible. Mais le terrain de cette horreur est une œuvre commune, une responsabilité partagée. Une école macabre voulut qu'après l'épisode somalien l'unité ait été envoyée au Rwanda, où elle était censée se reposer.

Luc Rosenzweig

La Turquie retire ses troupes du nord de l'Irak

DIYARBAKIR. La Turquie a annoncé, jeudi 26 juin, qu'elle avait retiré la majorité de ses forces du nord de l'Irak où l'armée avait lancé, le 14 mai, une offensive contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon le colonel Suleyman Canpolat, la Turquie maintiendra plusieurs unités à la frontière, prêtes à intervenir si besoin. Les autorités militaires ont affirmé que l'offensive, qui aurait, selon leurs chiffres, causé la mort de 3009 combattants du PKK et de 113 soldats turcs, a atteint tous ses objectifs en un temps record. Des quantités importantes d'armes et plusieurs centaines de tonnes de nourriture auraient été saisies. Quelques prisonniers, syriens pour la plupart, membres du PKK, ont été présentés à la presse. Parmi les captifs figuraient une douzaine de toutes jeunes filles à l'air accablé, âgées de quatorze et quinze ans, qui correspondaient mal à l'image traditionnelle du « terroriste » dont parlent les autorités turques. - (Cor)

Au Congo, les combats continuent autour de l'aéroport de Brazzaville

BRAZZAVILLE. Pour la seconde journée consécutive, l'aéroport de Brazzaville était l'enjeu d'affrontements intenses. Jeudi 26 juin, entre les partisans du président Pascal Lissouba et de son rival Denis Sassou Nguesso. Les duels d'artillerie se poursuivaient autour de l'aéroport de Maya-Maya après l'assaut déclenché par les forces de M. Sassou Nguesso. La Croix-Rouge internationale, seule organisation humanitaire à l'œuvre dans la capitale congolaise, a annoncé que ses représentants étrangers se retiraient devant la dégradation de la situation.

Les accrochages se sont étendus à une zone neutre de Brazzaville contrôlée par le maire Bernard Kolelas, qui a mené, jeudi, une nouvelle médiation entre militaires. Dans une déclaration, toutes les parties sont convenues de la nécessité d'un retour à la paix et à l'ordre public, sans pouvoir s'entendre sur un arrêt des hostilités. - (Reuters)

Six morts lors de l'éruption d'un volcan de l'île de Montserrat

CARAÏBES. Les corps de six personnes tuées par l'éruption du volcan de la colline de la Soufrière, sur l'île de Montserrat dans les Antilles britanniques, ont été retrouvés, jeudi 26 juin. Une vingtaine d'habitants sont portés disparus depuis le début de l'éruption pyroclastique, mercredi, qui a causé l'expulsion de plusieurs millions de mètres cubes de poussières et de roches brûlantes. Les scientifiques prévoient de nouvelles projections, qui menacent notamment un village de mille trois cents habitants. L'unique aéroport, situé au sud de l'île, a dû être fermé. La Barbade et la France ont envoyé des hélicoptères de secours, et un destroyer britannique fait route vers Montserrat. L'alerte orange avait été décrétée en mai, alors que le stratovolcan, de type explosif, était entré en activité en juillet 1995. Quatre mille des onze mille habitants ont été évacués vers la partie nord de l'île. - (AP, Reuters)

AMÉRIQUES

■ CUBA : les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé, jeudi 26 juin, lors de la réunion des chefs de la diplomatie des Quinze, de prolonger de six mois le gel de leur coopération avec Cuba, considérant que la situation des droits de l'homme ne s'y était pas améliorée. Le gel de la coopération avec La Havane avait été décidé en décembre 1996 par les Quinze. - (AFP)

■ ARGENTINE : le ministre argentin de la Justice, Elias Jassan, qui a démissionné de ses fonctions le 24 juin, a été remplacé par Raul Granillo Ocampo, jusque-là ambassadeur aux Etats-Unis. Elias Jassan avait été mis en cause en raison de ses liens avec Alfredo Yabrán, homme d'affaires soupçonné d'être impliqué dans le meurtre, en janvier, du journaliste-photographe Jose Luis Cabezas. - (Reuters)

■ PÉROU : La commission dite « des grâces », qui a obtenu, depuis 1996, la libération de 226 innocents injustement condamnés pour « terrorisme », a demandé un délai supplémentaire pour pouvoir traiter des centaines d'autres cas. 116 personnes, dont certaines étaient détenues depuis plus de quatre ans, sont encore sorties de prison le 25 juin après avoir été graciées par le président Alberto Fujimori. Selon le père Hubert Lantieri, qui anime la commission, au moins 2100 dossiers lui ont été soumis et « plus de 700 cas de personnes emprisonnées et supposées innocentes sont actuellement examinés ». - (AFP)

AFRIQUE

■ ALGÉRIE : quatre femmes ont été tuées et dix-huit autres personnes ont été blessées lors d'un attentat à la bombe, jeudi matin 26 juin, dans le quartier populaire d'El Harrach, à Alger, ont rapporté des sources hospitalières. La veille, un train avait déjà été visé par un double attentat à la bombe, qui avait fait deux morts et une quarantaine de blessés, dans ce quartier situé dans la banlieue de la capitale. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ SYRIE : la création d'un marché commun inter-arabe a été convenue, jeudi 26 juin, au cours d'une réunion à Lattaquié, entre les ministres des affaires étrangères de Syrie, d'Egypte et des six Etats arabes du Conseil de coopération du Golfe. Une commission se réunira avant septembre pour préparer sa mise en place. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ PÉTROLE : l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) réunie à Vienne a reconduit, jeudi 26 juin, pour six mois son plafond de production fixé à 25 millions de barils/jour. Ses onze membres se sont engagés à respecter leurs quotas individuels de production pour stabiliser les marchés. La prochaine conférence aura lieu le 26 novembre à Djakarta en Indonésie. - (AFP)

Etats-Unis : la cour suprême interdit le suicide médicalement assisté

WASHINGTON. Les médecins n'ont pas le droit d'aider à mourir des malades en phase terminale, a tranché, jeudi 26 juin, la Cour suprême des Etats-Unis, où le débat autour du suicide médicalement assisté fait rage depuis des années. Dans deux arrêts distincts, les magistrats ont estimé qu'« à la lumière de l'histoire », une telle aide « n'était pas une liberté fondamentale ». Etablissant une claire différence entre le suicide médicalement assisté et le non-achèvement thérapeutique, les juges ont estimé qu'il fallait faire la distinction entre « laisser un patient mourir et le faire mourir ». Le président Bill Clinton, qui s'était publiquement opposé aux suicides médicalement assistés, avait signé en avril une loi interdisant leur financement par des fonds fédéraux. D'après les sondages, les Américains sont pourtant, dans leur majorité, favorables au suicide médicalement assisté. - (AFP)

DESS

HAUTES ETUDES INTERNATIONALES
Langues Orientales

Débouchés

- Entreprises et banques à vocation internationale
- Journalisme spécialisé et agences de presse
- Centres d'études et d'informations
- Organismes internationaux
- 1^{re} année : Licence, connaissance d'une langue orientale, entretien
- Admission directe en 2^{ème} année : maîtrise, connaissance d'une langue orientale, entretien.

Admission

Renseignements

Institut National des Langues et Civilisations
Orientales - Hautes Etudes Internationales

2, rue de Lille 75343 Paris - Tél. 01.49.26.42.14

La Turquie retire ses troupes du nord de l'Irak

Au Congo, les combats continuent autour de l'aéroport de Brazzaville

Six morts lors de l'éruption d'un volcan de l'île de Montserrat

La commission de l'ONU sur le désarmement de l'Irak change de président

Le diplomate australien Richard Butler succède à Rolf Ekeus

Le Suédois Rolf Ekeus quitte la présidence de la commission de l'ONU sur le désarmement irakien pour devenir ambassadeur à Washington. Après six ans de

relations difficiles avec le régime irakien, qui en a fait sa bête noire, M. Ekeus va être remplacé par un Australien, Richard Butler.

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante

Rolf Ekeus n'a pas eu la tâche aisée. Le diplomate suédois, qui a créé et présidé la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (Unscm), a subi,

Portrait
Diabolisé en Irak, Rolf Ekeus a su s'imposer à l'ONU

pendant plus de six ans, des pressions politiques de toutes parts. Depuis la guerre du Golfe, en 1991, ce sont ses rapports au Conseil de sécurité de l'ONU qui ont été à la base du maintien de l'embargo imposé à Bagdad.

En Irak, il est diabolisé. Le journal du parti Baas l'a récemment qualifié de « poignard sioniste venu du aux Américains ». Pour la population irakienne, il est « l'ogre dont on parle aux enfants ». Plus d'un représentant des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU a affirmé qu'il était manipulé par les Etats-Unis. Rolf Ekeus a aussi, très souvent, irrité Washington. Et pourtant son départ de l'Unscm, le 1^{er} juillet 1997, est unanimement regretté. C'est le diplomate australien, Richard Butler, qui lui succédera.

L'Unscm a été créée en avril 1991, en vertu de la résolution 627 imposant le cessez-le-feu dans la guerre du Golfe. Elle est chargée de superviser les armées de destruction massive de l'Irak et de veiller à empêcher ce pays de reconstruire sa machine de guerre. Un système de haute technologie observe l'Irak par satellites, par avions et par hélicoptères. Des capteurs terrestres, des équipes de contrôle et tout un réseau de caméras vidéo ont été installés par M. Ekeus et son équipe d'experts. « Au moment de la création de l'Unscm, les membres du Conseil de sécurité pensaient qu'en six mois l'Irak serait désarmé », dit M. Ekeus dans un entretien au Monde. « Près de sept ans plus tard, je ne suis toujours pas en mesure de confirmer ce désarmement ».

Une telle confirmation permettrait au Conseil de sécurité de lever l'embargo pétrolier imposé à l'Irak après l'invasion du Koweït. Selon le diplomate suédois, en refusant de coopérer avec l'Unscm, l'Irak a perdu 140 milliards de dollars de revenus pétroliers. La logique de Bagdad, qui revient à se « tirer systématiquement des balles dans les pieds », en refusant de divulguer ses programmes et ses stocks d'armes, échappe à tous les analystes.

Avec cette somme, le régime de Bagdad n'aurait-il pas pu reconstruire, sur le marché noir, son arsenal ? « Je me suis évidemment souvent posé la question », répond

M. Ekeus, qui l'a aussi posée à son interlocuteur principal à Bagdad, le vice-premier ministre irakien, Tariq Aziz. La réponse a surpris le diplomate suédois : les autorités de Bagdad croient sincèrement que l'histoire a dévolé un rôle sacré à l'Irak. Le régime a survécu à deux guerres pour protéger le monde arabe contre l'agression perse, lui aurait expliqué M. Aziz, ajoutant que c'est grâce à l'utilisation d'armes chimiques que la guerre qui a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988 a pris fin. « Et vous essayez de venir nous priver de cette arme sans laquelle le monde arabe serait vulnérable ! », se serait indigné le responsable irakien.

« La décision a été prise ou plus haut niveau du régime, c'est-à-dire par Saddam Hussein, de ne pas rendre les armes. J'ai donc décidé de mettre en place une structure pour trouver ces armes que l'Irak affirmait avoir déjà détruites. Et en les trouvant ! », affirme M. Ekeus. Rolf

Avec son air affable, ses manières douces, son anglais approximatif et ses réponses vagues, M. Ekeus ne paie pas de mine. « Détrompez-vous, avertit-il de ses collaborateurs. Cette allure détachée, Ekeus l'utilise à merveille. Il suffit de le voir face à ses interlocuteurs irakiens. Il les écoute poliment, reste calme et ne cède rien. » Il est demeuré tout aussi placide face aux pressions américaines, affirme un autre collaborateur. Tony Lake, l'ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Bill Clinton, a « tenté de peser de son poids politique considérable pour le persuader de ne pas faire un rapport favorable à l'Irak », indique ce collaborateur. « Ekeus l'écouterait poliment, mais ne changeait pas un mot du rapport destiné au Conseil de sécurité. » « J'ai toujours été guidé par la résolution du cessez-le-feu accordant, heureusement, des droits à l'Irak », affirme l'intéressé.

Rolf Ekeus peut voir « quand il le

Les raisons du maintien de l'embargo

Selon Fadjoint de M. Ekeus, l'Américain Charles Duffier, « l'Unscm ne peut toujours pas assurer que l'Irak n'est plus un danger pour ses voisins ». Les Américains, qui ne cachent pas leur désir de maintenir l'embargo pétrolier aussi longtemps que le régime de Saddam Hussein restera en place, comptent sur l'insatisfaction de l'Unscm. Et Bagdad leur facilite la tâche en créant périodiquement des incidents avec les inspecteurs de l'ONU. Le dernier en date a entraîné l'adoption à l'unanimité, le 22 juin, par le Conseil de sécurité d'une résolution menaçant l'Irak de nouvelles sanctions ou octobre. Dans son rapport semestriel sur les activités de l'Unscm, M. Ekeus ne mâche pas ses mots. « Il faut que les dirigeants irakiens, au plus haut niveau, écrivent, décident une fois pour toutes d'abandonner leurs ambitions militaires. » C'est sur la base de ce rapport que le Conseil de sécurité a décidé de maintenir l'embargo pétrolier contre l'Irak pour une nouvelle période de six mois. — (Corresp.)

Ekeus, qui quitte ses fonctions pour devenir ambassadeur de son pays à Washington, assure que les irakiens « ont systématiquement triché » lors des opérations de contrôle. Le résultat est que l'Unscm et le Conseil de sécurité ne croient plus un mot de ce qu'ils disent.

UNE INFLUENCE CONSIDÉRABLE

L'ambassadeur irakien à l'ONU, Nizar Hamdoun, a « personnellement » beaucoup de respect pour Rolf Ekeus, « mais ce n'est pas le cas des irakiens », dit-il au Monde. Le diplomate suédois a même fait l'objet de nombreuses menaces, au point que, lors de ses séjours en Irak, il n'habite plus à l'hôtel, mais dans une villa gouvernementale. M. Hamdoun comprend les ressentiments contre M. Ekeus : « Le matériel a été détruit depuis des années déjà, et nous ne nous querellons plus qu'au sujet de la documentation », affirme le diplomate irakien, pour qui « le travail de M. Ekeus est impossible car il n'est basé que sur des soupçons ». « S'il était de bonne foi, estime-t-il, il aurait proposé la suspension des sanctions, avec la possibilité de les réimposer. »

« n'importe quel ministre dans n'importe quel pays », dit un diplomate de haut niveau à l'ONU, mais son influence ne s'arrête pas là. Les milieux économiques et financiers sont eux aussi très intéressés par son jugement. « Les gens de Wall Street sont en permanence au téléphone », dit sa secrétaire. Chaque rapport de M. Ekeus peut créer des vagues à la Bourse de New York, « et ils veulent savoir avant les autres ce qui va être dit ».

Pour ou contre Ekeus, tout le monde, à l'ONU, a du respect, voire de l'affection pour le diplomate suédois. « En six ans, il a réussi à garder la réputation de l'Unscm intacte, et ce n'était pas évident », commente un ambassadeur européen, sous couvert d'anonymat. Né à Kristinehamn, en Suède, en 1935, Rolf Ekeus est avocat de formation. Très tôt dans sa carrière diplomatique, il s'est consacré au désarmement, devenant un des champions de cette spécialité dans le nucléaire. Il estime que « les cinq grandes puissances nucléaires devraient donner l'exemple ». Il est marié et père de six enfants.

Afsane Bassir Pour

Le Nouveau Testament menacé d'interdiction en Israël

JÉRUSALEM de notre correspondant

Le Saint-Siège a réagi « avec vigueur » et convoqué en mai l'ambassadeur d'Israël au Vatican pour lui dire, « discrètement mais avec fermeté », que la façon de penser, dans la presse, des porteurs de sectes chrétiennes sionistes dénonçant « l'irréligion » galopante du pays de leur cœur. « Est-il acceptable, demandait-elle, que l'un d'entre eux dans le Jerusalem Post, qu'il s'agit, signataire de la déclaration universelle des droits de l'homme, puisse interdire la possession du Nouveau Testament ? »

Tout a commencé à la fin février à la Knesset avec l'adoption, en lecture préliminaire, d'un projet de loi bannissant, sous peine d'un an de prison, « la possession, l'impression, la diffusion ou l'importation de brochures ou matériels contenant un élément de persuasion au changement de religion ». La « Bible chrétienne » tombe évidemment dans cette catégorie et plusieurs évêques ont fait part aux instances israéliennes de leur « mécontentement » à propos d'un texte « qui reflète une attitude hostile et non démocratique ».

Déposé par Moshe Gafni, député ultra-orthodoxe du Parti du « drapeau de la Torah » — membre de la coalition au pouvoir — et, plus surprenant, par Nissim Zivli, secrétaire général sortant du Parti travailliste, le texte se veut un amendement, un durcissement, de la loi dite « anti-missionnaire » de 1977. Cette législation qui avait provoqué un tollé de protestations à travers

le monde chrétien n'a jamais été appliquée et le président de l'Etat juif, Ephraïm Katzir, s'était alors engagé auprès des Eglises, à ne jamais y recourir.

Reste que la loi existe. Et si l'amendement déposé était prochainement voté en seconde et troisième lecture — 78 députés sur 120 y seraient favorables... —, il deviendrait alors difficile de pratiquer le christianisme en Terre Sainte. Le Vatican est d'autant plus inquiet que, depuis l'élection de Benjamin Netanyahu il y a un peu plus d'un an, le processus de normalisation avec Israël, engagé en 1993 avec la reconnaissance mutuelle entre les deux Etats, est au point mort.

COMBATTRE LES SECTES

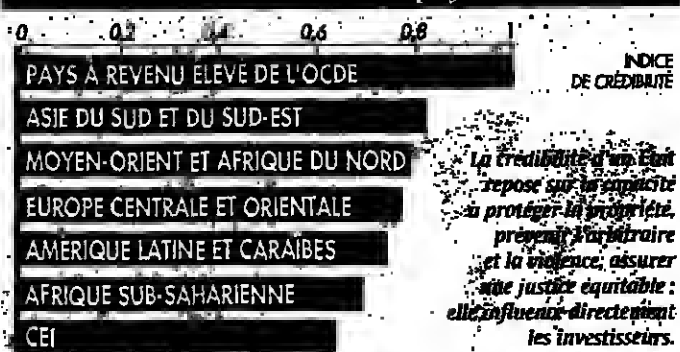
Les Eglises « historiques » ne sont pas visées, a fait savoir Nissim Zivli. Il s'agit surtout, dans son esprit, de combattre le prosélytisme militant de diverses sectes comme les témoins de Jéhovah et d'autres mouvements évangéliques américains qui cherchent à convertir le maximum de juifs. « Si l'amendement porte atteinte aux libertés fondamentales, jure le travailleur, je retirerai mon soutien. » L'autre parrain du texte, Moshe Gafni, est tout aussi catégorique, mais dans l'autre sens. « Au cours de son histoire, confie-t-il au Jerusalem Report, la nation juive a suffisamment souffert des tentatives de conversion massive : que veut, au regard de cela, la liberté d'expression ? »

Patrice Claude

La Banque mondiale veut restaurer le rôle économique de l'Etat

Les marchés ne peuvent se développer ni la prospérité augmenter sans un pouvoir public efficace estime le rapport sur le développement de l'institution internationale

Crédibilité des pays



La crédibilité d'un Etat repose sur la capacité à protéger la propriété, à préparer l'avenir et la justice, à assurer une justice équitable et à influencer directement les investisseurs.

Source : Banque mondiale

vivre mieux ». Lui seul, et non le marché, peut agir sur les réglementations, les politiques économiques, les services sociaux et les infrastructures, la protection de la population vulnérable, la défense de l'environnement. Les réformes nécessaires ne peuvent porter leurs fruits en un jour : au Japon, rappelle la Banque, les réformes de l'ère Meiji, entreprises à partir de 1868, mirent vingt-cinq ans à réellement porter leurs fruits.

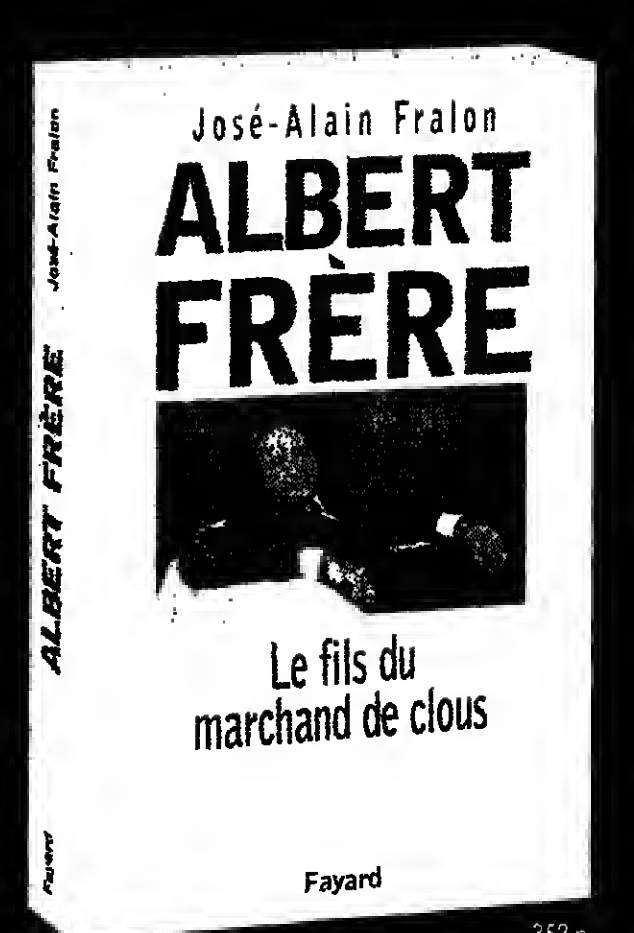
Il est essentiel pour les Etats, selon la Banque mondiale, de circonscrire leurs interventions aux domaines essentiels, en démultipliant leurs capacités grâce à un partenariat plus étroit avec les acteurs de la vie économique et la société civile. Rien ne sert d'imaginer des projets grandioses, pourtant irréalisables. Ainsi, en matière sociale, « les pays émergents, comme le Brésil ou la Chine n'auront pas les

moyens de mettre en place un régime analogue ou système européen, même dans une version édulcorée, notamment en raison du vieillissement rapide de leurs populations ». Dans la mise en œuvre des réformes, l'Etat doit agir « comme partenaire, catalyseur, et promoteur » de solutions inédites, « associant les entreprises, les travailleurs, les ménages et les groupes de proximité... pour assurer une plus grande sécurité à un moindre coût ».

La Banque mondiale se propose d'aider les Etats à éviter de s'immiscer trop dans la vie économique, mais aussi à ne pas se désengager des services essentiels. Une nouvelle vocation qui réconcilierait l'institution multilatérale avec sa mission originelle : elle ne peut, statutairement, intervenir qu'après le seul secteur public.

Françoise Lazare

José-Alain Fralon



Fralon a eu l'intelligence d'abandonner l'homme pour son mouvement, le héros pour sa trajectoire, pour mieux nous entraîner, avec une jubilation communicative, dans cet univers impitoyable, agressif et cocasse, superbe et accablant, qu'est le monde des affaires dans la deuxième moitié du siècle.

Yvon Toussaint, Le Monde

FAYARD

ESG
La Grande Ecole parisienne leader pour l'emploi et les salaires

CONCOURS PARALLELE
d'entrée en 1ère année
ouvert aux étudiants de niveau BAC + 2:

2 SESSIONS
21 et 22 juillet 1997
8 et 9 septembre 1997

Options de : DROIT-SCIENCES ECO. GESTION
concours : LETTRES SCIENCES

Ecole Supérieure de Gestion

RECONNUE PAR L'ETAT
DIPLOME HOMOLOGUE
PAR L'ETAT

25, RUE ST-ANDRÉ
75011 PARIS

Renseignements : 01 43 55 44 44

ÉCONOMIE Lionel Jospin a signé, jeudi 26 juin, les lettres de cadrage à ses ministres pour le budget de 1998. Donnant la « priorité absolue » à l'emploi tout en voulant respecter les

échéances de la monnaie unique, le premier ministre veut modifier « profondément la répartition des dépenses et des recettes de l'Etat en fonction des priorités de la nouvelle majorité ».

● AU Forum de l'Expansion, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, a laissé entendre que le gouvernement prendra en compte le dérapage des déficits publics mais ne

cherchera pas à respecter le seuil des 3 % de déficits dès 1997. ● MARTINE AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité, a indiqué que les allègements fiscaux pour les emplois à do-

micile pourraient être revus à la baisse. ● HELMUT KOHL a affirmé, vendredi 27 juin, que le calendrier et les critères de l'euro devraient être respectés.

Le gouvernement cherche une voie budgétaire entre rigueur et relance

Dans ses lettres de cadrage pour 1998, Lionel Jospin veut donner une « priorité absolue » à l'emploi tout en respectant les échéances européennes. Le critère des 3 % de déficit public ne devrait pas être tenu en 1997

N'IMPORTE quel autre ministre des finances aurait été fort embarrassé d'annoncer à un parterre de patrons que la France n'honorera pas, dès la fin 1997, le fameux critère de 3 % de déficits publics fixé par le traité de Maastricht et que le fameux objectif ne sera vraisemblablement atteint que l'année suivante. Dominique Strauss-Kahn a pourtant l'art de mettre les rieurs de son côté, même quand il a une mauvaise nouvelle à annoncer. Invité du « Forum de l'Expansion », jeudi 26 juin, il a ainsi pris son auditoire à témoin, lui demandant s'il serait vraiment de bonne politique de relever l'impôt sur la fortune d'un montant proche de 48 milliards de francs, soit 0,6 point de PIB, s'il s'agirait que les déficits publics risquaient d'atteindre cette année un tel montant.

Dans l'esprit du ministre des finances, ce n'était qu'une boutade. Elle est cependant révélatrice non seulement des difficultés budgétaires du moment mais aussi du cap économique qu'il s'est fixé.

M. Strauss-Kahn n'a d'ailleurs pas fait mystère de ces difficultés. S'il n'a pas voulu confirmer que les déficits publics étaient sur une pente proche de 3,6 %, au lieu des 3 % prévus par le traité, il a néanmoins donné crédit à cette hypothèse. Soulignant que « le budget, tel qu'il a été voté, n'a pas été maîtrisé dans les premiers mois de 1997 », il l'a clairement suggéré : « Tout donne à penser qu'il y a un dérapage au niveau du budget et des comptes sociaux ». Il a même admis que le gouvernement ne disposait « pas de marge de manœuvre » budgétaire.

Même si les « lettres de cadrage » que le premier ministre a envoyées, jeudi, à tous les membres du gouvernement, dans le cadre de la préparation du budget de 1998, ne donnent aucune indication chiffrée, il est donc acquis que le gouvernement prendra en compte ce dérapage et ne cherchera pas, à toute force, à respecter la fameuse barre des 3 % de déficits dès 1997. Sa stratégie économique consistait à tenter de ma-

trier deux exigences, apparemment contradictoires, qui servent de préambule aux lettres de cadrage : « Donner une priorité absolue à la lutte pour l'emploi » tout « en réalisant l'Union économique et monétaire aux échéances prévues ».

« DÉLAI RESPECTABLE »

Ce message, laissant entendre à demi-mot que la France chercherait à baisser ses déficits publics, mais pas forcément au rythme prévu, le gouvernement l'a répété à plusieurs reprises. Rendait compte des travaux de la réunion des ministres, autour de M. Jospin, le porte-parole du premier ministre, Manuel Valls, a ainsi souligné que le gouvernement ne se « laisserait pas étouffer par l'orthodoxie budgétaire », mais qu'il serait tout aussi vigilant à ne pas « s'effranchir des engagements européens ». M. Strauss-Kahn, de son côté, a indiqué que les déficits publics, en 1997 et 1998, devraient être « cohérents » avec le passage à la monnaie unique, mais que leur diminution devrait se faire « dans

un délai respectable » compte tenu « de l'état de l'économie ».

Comment cette prouesse serait-elle réalisée ? Si le gouvernement se garde donc de le préciser, il apparaît clairement qu'il entend se donner du temps. Les déficits publics, qui atteignent 4,2 % de la richesse nationale en 1996, ne seraient abaissés à 3 % qu'à l'horizon de la fin de 1998.

Tout le débat, au sein du gouvernement, porte donc sur la question de savoir quel devrait être le niveau intermédiaire affiché à la fin 1997. Pour ne pas prendre de mesures restrictives, alors que l'économie est encore fragile, faut-il se fixer pour objectif de stabiliser les déficits au niveau que devrait révéler l'audit, c'est-à-dire aux alentours de 3,5 % ou 3,6 % du PIB ? Ou bien, pour ne pas susciter la colère de Bonn, faut-il faire un effort complémentaire, de 0,1 ou 0,2 point de PIB, pour rapprocher les déficits français du niveau probable des déficits allemands ?

Dans tous les cas de figure, le gouvernement estime que pour

consolider la reprise, il faut soutenir le pouvoir d'achat des ménages. En clair, si des efforts supplémentaires doivent être envisagés, ils ne devront pas peser sur les consommateurs. En même temps qu'il cherche à baisser les déficits, le gouvernement a donc mis à l'étude plusieurs pistes de réforme fiscale. Aucune mesure n'est encore précisément arrêtée, mais Maignon admet que la philosophie du dispositif consistera à procéder à « un réajustement » entre ménages et entreprises. Celles-ci devraient donc être mises à contribution, sous une forme qui sera tranchée durant l'été. Une idée consisterait ainsi à relever la fiscalité sur les entreprises, soit sous la forme d'une hausse de la taxation des plus-values à long terme, soit sous la forme d'une majoration de l'impôt sur les sociétés.

Une autre piste a été évoquée par M. Strauss-Kahn, celle d'un allègement de la fiscalité de l'épargne. Il a ainsi admis que « des réflexions sont en cours qui trouveront une traduction dans le projet de loi de finances ». Mais il a précisé que ces mesures seront « modestes » et qu'elles auront d'abord pour ambition de « tracer une orientation » pour la législature. Les ménages, eux, devraient à l'inverse bénéficier d'une baisse de la TVA. Le groupe socialiste a ainsi émis le souhait que cet allègement bénéficie notamment aux services au logement (entretien, réparation...).

Ce durcissement de certains volets de la fiscalité ne devrait toutefois pas suffire. La « lettre de cadrage » évoque donc très clairement des mesures d'économies. Tous les ministres ont ainsi reçu la consigne de dégager par eux-mêmes, c'est-à-dire par redéploiements, le financement des mesures nouvelles. Ils sont également invités à proposer des écono-

mies, quitte à remettre en cause certains « engagements » pris par le gouvernement précédent, ou encore certaines « exonérations » ou « crédits d'impôt ». Martine Aubry a bien compris le message, puisqu'elle a sur le champ annoncé que le dispositif de déduction fis-

Livret A : fin de non-recevoir de M. Strauss-Kahn

C'est une fin de non-recevoir claire et nette. En réponse au patron du Crédit agricole, Lucien Douroux, qui lui demandait, lors du Forum de l'Expansion, s'il comptait baisser la rémunération des livrets dont les taux sont administrés (livret A, plans d'épargne-logement, etc.), Dominique Strauss-Kahn a répondu ironiquement mais fermement à cette « sempiternelle question » : « Vous n'allez tout de même pas demander à un gouvernement de gauche qui vient d'être élu de faire exploser les livrets de caisse d'épargne ! ». Le nouveau ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a également exclu de confier la gestion de ces taux administrés au comité de la politique monétaire de la Banque de France. Il s'est dit opposé à ce que l'on « soustraie » une telle responsabilité « à la volonté politique ».

cale en faveur de l'emploi à domicile sera revu à la baisse (lire ci-dessous).

Bref, le gouvernement cherche une voie budgétaire entre rigueur et relance. Une voie visiblement très étroite...

Laurent Mauduit

« Modifier profondément la répartition des dépenses »

LES « LETTRES DE CADRAGE », envoyées jeudi 26 juin par Lionel Jospin à tous les ministres, fixent cette priorité : « Le budget de l'Etat pour 1998 démontrera la volonté du gouvernement de donner une priorité absolue à la lutte pour l'emploi et à la justice sociale, en réalisant l'Union économique et monétaire aux échéances prévues par le traité ». Le premier ministre précise que ce but sera atteint « en modifiant profondément la répartition des dépenses et des recettes de l'Etat en fonction des priorités de la nouvelle majorité ».

Les lettres ajoutent : « Le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre de nouvelles priorités

sans augmenter le niveau global des dépenses publiques. L'Etat doit donc dépenser mieux afin de ne pas accroître les prélèvements obligatoires et progresser dans la voie de la réduction des déficits publics. Les recettes supplémentaires qui pourraient résulter d'une croissance plus forte doivent permettre prioritairement de réduire le déficit budgétaire, ce qui impose une approche exigeante de la gestion des dépenses publiques, fondée sur la recherche d'une meilleure efficacité au service des priorités sur lesquelles le gouvernement s'est engagé ».

Évoquant les « engagements pris par nos prédécesseurs », M. Jospin poursuit : « Retrouver des marges de manœuvre pour financer les nouvelles priorités (...) peut donc nous conduire à remettre en cause certains de ces engagements. J'attends de vous des propositions dans

ce domaine ». Dans le cas des dépenses nouvelles, promise par le gouvernement, M. Jospin précise : « Vous devrez dégager par vous-mêmes les moyens de financement nécessaires. Cette démarche devra s'appliquer à l'ensemble des interventions publiques, y compris les dépenses fiscales (exonérations, crédits d'impôt, etc.) ».

« Les effectifs de fonctionnaires », poursuit le premier ministre, seront maintenus en 1998 à leur niveau de 1997 (...). Par ailleurs, je vous demande de ne pas proposer pour 1998 des mesures catégorielles concernant la situation de vos personnels (...). Vos propositions ne devront pas intégrer d'augmentation des moyens de fonctionnement des administrations, qui seront, au plus, maintenus en francs courants au niveau des crédits disponibles en 1997 ».

France Télécom : le référendum semble exclu

L'ÉVENTUELLE ouverture du capital de France Télécom cet automne sera-t-elle accompagnée d'une « consultation » des salariés comme l'avait déclaré Lionel Jospin avant les élections législatives ? Dès la première entrevue entre des collaborateurs de Michel Bon, PDG de l'opérateur public, et le cabinet de M. Jospin, les premiers ont transmis le message suivant : « Surtout pas de référendum ». Deux raisons étaient mises en avant : les syndicats réformistes seraient placés dans une situation intenable et une victoire du non risquerait de geler le projet durant plusieurs années.

Ces arguments n'ont été entendus. Dans l'après-midi du 26 juin, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, précise que la consultation « ne signifie pas nécessairement qu'il y aura référendum ». Beaucoup évoquent un « nouveau rapport Prévot ». En 1988, Paul Qui-

lès, ministre des PTT, avait confié à Hubert Prévot, ancien commissaire au Plan, la conduite d'un grand débat sur « la place du service public de la poste et des télécommunications en France ». Celui-ci avait disposé de huit mois pour rencontrer une centaine de personnalités (syndicalistes, grands clients, associations de consommateurs...) et rédiger son rapport, qui allait servir de base à la consultation menée par M. Quilès.

Si M. Jospin donne son accord à l'ouverture du capital de France Télécom dès cet automne, les délais sont trop courts pour mener ces discussions. C'est pourquoi certains consultants travaillant pour l'entourage de M. Bon envisagent plutôt des forums régionaux pour expliquer la démarche aux agents de France Télécom, accompagnés éventuellement de sondages d'opinion.

Jeudi 26 juin, les deux principaux syndicats de France Télécom, la CGT et SUD, ont appelé leur position. SUD estime que l'ouverture du capital « serait d'une extrême gravité » et rappelle que l'ensemble de la gauche avait voté contre la loi du 26 juillet 1996 transformant France Télécom en société anonyme. De son côté, la CGT « réaffirme son exigence pour que le projet d'ouverture du capital soit définitivement enterré, le processus de privatisation stoppé ». En revanche, interrogé dans l'après-midi du 26 juin sur l'ouverture du capital de certaines entreprises publiques, Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, est plus ambigu puisqu'il déclare qu'il « faut absolument assurer le développement et la rénovation [de certains services publics] et utiliser le formidable atout qu'ils représentent ».

Frédéric Lemaître

M^{me} Aubry et la réduction d'impôt pour l'emploi à domicile

ON SAVAIT la gauche hostile à une trop forte réduction d'impôt pour les employeurs de personnel à domicile, mais le programme du PS n'avait rien prévu sur ce point. La ministre de l'emploi et de la solidarité a remis le sujet au goût du jour en annonçant, jeudi 26 juin, au Forum de l'Expansion, son intention de rouvrir ce dossier. « Cela fait partie des dossiers qu'il faut regarder », a indiqué Martine Aubry. Cette démarche est en cohérence avec la lettre de cadrage budgétaire que Lionel Jospin a adressée, jeudi, à tous les membres du gouvernement. Elle prévoit que certaines dépenses fiscales pourront être revues pour financer certaines priorités.

M^{me} Aubry a rappelé que c'est elle qui avait créé cette réduction d'impôt en 1992, mais qu'elle avait alors l'intention de « toucher les classes moyennes ». Or elle n'est « pas sûre qu'un tel soit pas allé un

peu trop loin aujourd'hui », faisant ainsi allusion à la réduction d'impôt décidée par Edouard Balladur en septembre 1994 (45 000 francs maximum). Cumulée avec l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED), qui prévoit que les caisses d'allocations familiales financent jusqu'à 12 836 francs de charges patronales (par trimestre) pour les parents faisant garder leurs enfants de moins de trois ans, cette mesure est très avantageuse pour les revenus relativement élevés.

La ministre de l'emploi et de la solidarité est revenue sur la décision de Lionel Jospin de soumettre les allocations familiales à des conditions de ressources, affirmant que « ce pays devra s'habituer à ce qu'on prenne des décisions de solidarité ». Elle a ajouté qu'« il faut du temps pour discuter et se concerter ». La réforme sera intégrée dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, soumis au Par-

lement à l'automne. M^{me} Aubry a toutefois insisté qu'elle aurait préféré une fiscalisation des allocations, mais que, « dans la conjoncture actuelle, fiscaliser c'était donc porter atteinte à la consommation et au pouvoir d'achat de ces familles ».

D'une manière générale, M^{me} Aubry estime qu'il faut aller « vers une égalité de traitement devant l'impôt ». Mais en touchant à la fois aux allocations familiales et au crédit d'impôt, le gouvernement risque de se mettre à dos une frange de classes « moyennes-supérieures ». De plus, de nombreux experts jugent qu'une baisse trop importante du crédit d'impôt pour l'emploi de personnel à domicile va inciter les employeurs potentiels à faire travailler des salariés « au noir ».

J.-M. B.

Helmut Kohl ne peut accepter une interprétation trop laxiste des critères de convergence

LE GOUVERNEMENT français va répéter que, pour le passage à la monnaie unique, les déficits devront être jugés « en tendance ». Cette volonté, compatible avec le traité de Maastricht, peut-elle être acceptée par les Allemands, qui ont fait des critères de convergence – et d'abord des 3 % de déficit budgétaire par rapport au PIB – la condition sine qua non de la troisième phase de l'Union économique et monétaire ?

C'est la question qui dominera les discussions européennes jusqu'au moment où, au printemps 1998, sera établie la liste des premiers pays qualifiés pour l'euro. Elle se divise en deux : l'Allemagne se ralliera-t-elle à une interprétation « en tendance » ? Et si oui, jusqu'où peut-elle aller au-

delà de la limite des 3 % ? Sur ces deux points, les prises de position, outre-Rhin, apparaissent contrastées. Sur le premier, la réponse est sans doute positive, malgré les quelques déclarations officielles allant dans le sens contraire. Le ministre des finances, Theo Waigel, souffle le chaud et le froid. Il est l'inventeur de la formule « 3 %, c'est 3,0 % » qui a donné naissance au parti dit « Dreikommanull », c'est-à-dire au parti du « trois-vingt-zéro », mais ce représentant de l'orthodoxie la plus stricte s'est parfois laissé aller à proposer des interprétations moins rigoristes du traité. Il a notamment suggéré que les subventions consacrées au redressement de l'ancienne RDA soient retranchées de la dette pu-

blique et, confrontés aux déficits du budget fédéral, il s'est montré un adepte plein d'imagination de la « comptabilité créatrice », c'est-à-dire de la recherche d'expédients destinés à présenter des comptes en équilibre, pratique que les Allemands reprochaient naguère à leurs partenaires. La dernière tentative pour la réévaluation du stock d'or de la Bundesbank ne lui a pas très bien réussi.

ALLIÉS EUROSCEPTIQUES

Contrairement à son ministre des finances ou aux dirigeants de la banque centrale, le chancelier Kohl s'est gardé de faire des déclarations définitives. Il s'en tient publiquement à l'invocation du double respect des critères et du

calendrier. Il l'a répété, vendredi 27 juin devant le Bundestag : « Rien ne sera changé au calendrier et aux critères (...). Qui souhaite ajourner le lancement de l'euro doit savoir que cela signifierait un report à tout jamais ». En privé, le chancelier affirme que la décision du passage à la monnaie unique sera avant tout politique.

Toutefois, sa marge de manœuvre apparaît de plus en plus réduite. L'opposition à un euro affaibli par une interprétation souple des critères et par la présence de pays du Sud dès 1999 s'est cristallisée autour de la CSU, branche bavaroise de la démocratie chrétienne. Elle prend les allures d'un euroscepticisme très proche de celui des Britanniques. Son porte-parole le plus éminent

est le ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, qui va lutter, en 1998, pour conserver la majorité absolue de la CSU à la Diète de Munich et qui est le rival de Theo Waigel, lui-même président de la CSU.

Helmut Kohl, dont la majorité au Bundestag dépend de l'appoint des chrétiens-sociaux bavaarois et qui affrontera, à l'automne 1998, des élections générales, a encore suffisamment de poids politique pour imposer une interprétation souple des critères de Maastricht, afin que la France et l'Allemagne soient qualifiées à temps pour l'euro, mais pas à l'importe quel prix. Quelle est la limite au-delà de laquelle il ne saurait aller ? Toute déclaration officielle à ce sujet pouvant apparaître comme

une invitation au relâchement des disciplines, il ne l'a jamais dit. Mais il a récemment fait passer à l'Élysée un message selon lequel un taux de 3,2 % en 1997 serait encore acceptable. Au-delà de 3,5 %, l'opinion allemande considérerait sans doute que le déficit public n'est plus de l'ordre symbolique de 3 %, mais déjà de 4 %.

Le gouvernement de Bonn doit aussi tenir compte de l'arrêt du tribunal constitutionnel de 1993, qui, en autorisant la ratification de Maastricht, a fixé des conditions strictes. S'il lui prenait la fantaisie d'accepter une interprétation trop laxiste du traité, les adversaires de la monnaie unique ne reculeraient pas devant un recours.

Daniel Vernet

Faisons

pour le 1er juillet 1997. Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Jean-Pierre Jérome, a annoncé que les allocations chômage seraient versées à partir du 1er juillet.

Entre rigueur et relance

Portée absolue à l'emploi
ne devant pas être tenu en 1997

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Jean-Pierre Jérome, a annoncé que les allocations chômage seraient versées à partir du 1er juillet. Il a également souligné l'importance de la rigueur dans la gestion des finances publiques, tout en insistant sur la nécessité d'une relance de l'économie pour créer des emplois.

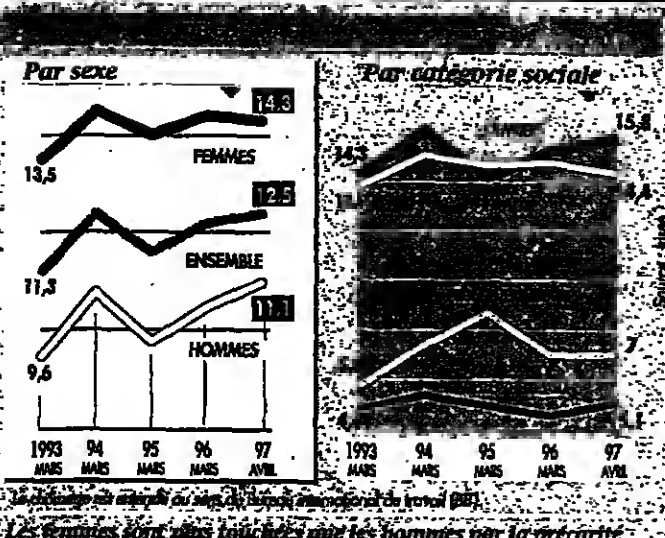
réduction d'impôt pour l'emploi à durée

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Jean-Pierre Jérome, a annoncé que les allocations chômage seraient versées à partir du 1er juillet. Il a également souligné l'importance de la rigueur dans la gestion des finances publiques, tout en insistant sur la nécessité d'une relance de l'économie pour créer des emplois.

existe des critères de convergence

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Jean-Pierre Jérome, a annoncé que les allocations chômage seraient versées à partir du 1er juillet. Il a également souligné l'importance de la rigueur dans la gestion des finances publiques, tout en insistant sur la nécessité d'une relance de l'économie pour créer des emplois.

Le nombre de chômeurs en hausse constante



Selon l'Insee, le nombre de chômeurs a progressé de 53 000 depuis mars 1996

« PRIORITÉ ABSOLUE à l'emploi ». Les résultats de l'enquête annuelle sur l'emploi, publiée vendredi 27 juin par l'Insee (Chômage et emploi en mars 1997, Insee Première, n° 530, juin 1997), confirment, s'il en était besoin, que le mot d'ordre lancé par Lionel Jospin à ses ministres est plus que jamais d'actualité. Entre mars 1996 et mars 1997, le chômage a progressé de 53 000, bien que le rythme ait été moins soutenu qu'entre mars 1995 et mars 1996 (+163 000). A l'exception d'une courte période (juin 1994-juillet 1995), le nombre de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) n'a cessé de s'accroître depuis le début des années 90. Fin mars, il concernait 3 151 000 personnes, soit 12,5 % de la population active, qui compte 22,4 millions de personnes.

Comme chaque année, l'Insee révisé le taux de chômage (en hausse ou en baisse) : il passe, fin mars, de 12,8 % à 12,5 % ; la différence s'explique essentiellement par une sous-estimation antérieure du « taux de chômage des moins de vingt-cinq ans et, à l'inverse, d'une surévaluation de celui des adultes. Effectivement, chaque année auprès d'un échantillon de 75 000 ménages, cette enquête reste, selon l'Insee, « la seule source permettant de mesurer le chômage au sens du BIT », la définition du BIT (une personne sans activité, cherchant un emploi, immédiatement disponible) étant elle-même la seule norme internationale en la matière. Or, si l'on reconstitue la série depuis janvier 1992, on arrive à un constat alarmant : le nombre de chômeurs est passé de 2,5 millions à 3,2 millions, soit sept cent mille de plus en cinq ans. La France a, aujourd'hui, un niveau de chômage identique à celui qu'elle affichait début 1994, au sortir de la récession.

En un an (mars 1996-mars 1997), le chômage des jeunes a progressé de 1,7 point, alors que celui des 25-49 ans est resté « à peu près stable ». Le chômage des femmes s'est stabilisé, tandis que celui des hommes a légèrement progressé. La durée moyenne du chômage, qui s'allonge chaque année, mais qui ne figure plus dans les statistiques mensuelles du ministère de l'Emploi, atteint désormais quinze mois, l'une des durées les plus longues constatées dans les pays développés. Le chômage de plus d'un an frappe 38,9 % des demandeurs d'emploi, soit deux points de plus qu'en mars 1996. La hausse s'explique, en partie, par le fait que de nombreux salariés ayant perdu leur emploi courant 1995 n'ont pas pu bénéficier des dispositifs en fa-

Lionel Jospin se veut « juge des rythmes et des méthodes » de son action

EST-CE parce que, comme il devait le confier, le cirque est « un lieu magique » ? Toujours est-il que Lionel Jospin ne dissimulait pas son plaisir, jeudi 26 juin lors de la fête organisée par la fédération de Paris du Parti socialiste en l'honneur des neuf élus de gauche, huit socialistes et Georges Sarre (MDC, Mouvement des citoyens) du 1^{er} juin. « J'ai un péché mignon, j'aime la politique », a confié le premier ministre, venu avec trois ministres - Daniel Vaillant, Pierre Moscovici et Christian Sautter - prendre sa part de fête. Avant son arrivée, Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, Daniel Vaillant, Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris, et François Hollande, premier secrétaire délégué du PS - « une responsabilité lourde, surtout pour un Corrèze », avait plaisanté M. Jospin - avaient entretenu la flamme de ce public de militants.

d'un déclin de l'extrême droite », a martelé M. Jospin qui a récusé de nouveau la thèse selon laquelle la gauche n'aurait pas droit à l'erreur. « Nous commettrons des erreurs, nous nous efforçons de les éviter au maximum, nous en rendrons compte », a-t-il indiqué en affirmant que « l'extrême droite ne reviendra pas au pouvoir ».

UN PARTI « FER DE LANCE »
« Je suis fier d'avoir été à la tête de ce Parti socialiste qui a obtenu cette victoire », a confié le premier ministre en invitant le PS, comme il l'avait fait le 14 juin lors de son conseil national, à être « un parti pleinement vivant » et le « fer de lance » de la lutte contre la droite, et plus encore contre l'extrême droite. « Je souhaiterais qu'à l'issue de ces années ou gouvernement, nous ayons comme résultat l'amorce

est revenu à la charge en évoquant le « cloisonnement » de la circulaire de régularisation adressée aux préfets, qui, selon lui, est une « récompense à la fraude ». L'ancien ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, a également évoqué ce sujet, dans un style qui lui est propre. Évoquant une « conférence de presse tenue par des chondistes sur le perron de Matignon », M. Bonnet s'est exclamé : « On croit rêver ! », avant de s'interroger : « A quod ? "Nique ta mère" sur le perron de Beauvau ? »

LA DROITE sénatoriale a réservé au premier ministre, jeudi 26 juin, à l'occasion de la première séance de questions d'actualité au gouvernement, un accueil moins chaleureux que les députés de l'opposition au Palais-Bourbon. Cela ne signifie pourtant pas qu'elle compte rester sur la touche. Lionel Jospin ne s'y est pas trompé, qui a choisi de répondre lui-même à trois des onze questions posées au cours de cette séance.

« Oubliant » les projets du gouvernement en matière institutionnelle - limitation du cumul et de la durée des mandats, inscription d'un objectif de parité hommes-femmes dans la Constitution -, dont chacun pressent qu'ils ont peu de chances de « passer » au Palais du Luxembourg, la majorité sénatoriale, dont les hautes et basses classes, a concentré ses attaques sur les fronts de l'immigration et des allocations familiales.

PEU À PEU, les rites, le rythme et la méthode du nouveau premier ministre s'installent à l'Assemblée nationale. Un trait dominant de Lionel Jospin apparaît déjà : la volonté de se donner un espace, des marges, du temps. Le problème pour M. Jospin est de prouver qu'il peut « gouverner autrement » pour faire autre chose tout en restant dans l'épure européenne qui impose des contraintes inverses, notamment en matière de temps : la quadrature du cercle. La première réunion de ministres, qui s'est tenue, jeudi 26 juin, à Matignon - la précédente avait regroupé l'ensemble du gouvernement, avec les secrétaires d'Etat qui se réunissent dorénavant une fois par mois autour du premier ministre - en a donné plusieurs illustrations.

Le désir de M. Jospin, selon les propos rapportés par Manuel Valls, son porte-parole, est de ne pas engorger le début de la session unique, alors même que les attentes sont fortes. En vertu de quoi, « une demi-douzaine de textes » seulement seraient inscrits à

Le premier ministre explique aux sénateurs « l'art de gouverner »

Le premier ministre a eu une autre occasion, lors de cette séance de questions, de préciser ce dernier point. En réponse à Maurice Blin, président du groupe centriste, qui avait critiqué la méthode employée en soulignant que « gouverner (...) suppose une écoute particulièrement attentive du pays », M. Jospin s'est lancé dans une explication sur ce qu'était, selon lui, « l'art de gouverner » : « Décider et concilier, parfois concorder avant la décision, parfois concorder après la décision ».

L'emploi des jeunes fera l'objet d'un projet de loi en septembre

PEU À PEU, les rites, le rythme et la méthode du nouveau premier ministre s'installent à l'Assemblée nationale. Un trait dominant de Lionel Jospin apparaît déjà : la volonté de se donner un espace, des marges, du temps. Le problème pour M. Jospin est de prouver qu'il peut « gouverner autrement » pour faire autre chose tout en restant dans l'épure européenne qui impose des contraintes inverses, notamment en matière de temps : la quadrature du cercle. La première réunion de ministres, qui s'est tenue, jeudi 26 juin, à Matignon - la précédente avait regroupé l'ensemble du gouvernement, avec les secrétaires d'Etat qui se réunissent dorénavant une fois par mois autour du premier ministre - en a donné plusieurs illustrations.

l'ordre du jour, en plus du projet de loi de finances pour 1998 qui nécessite de longs débats, du collectif budgétaire de fin d'année et de la loi de financement de la Sécurité sociale. La rentrée anticipée verra se concrétiser deux textes qui, dans l'esprit du premier ministre, ont un caractère prioritaire : le projet de loi incitant à la création de 700 000 emplois pour les jeunes dans les secteurs public, parapublic et privé d'une part, le projet de loi de cohésion sociale remanié, le texte initial n'ayant plus d'existence juridique en raison de la dissolution de l'Assemblée prononcée, le 21 avril, par Jacques Chirac.

Le projet de loi sur le code de la nationalité et le droit du sol, qui sera défendu par le ministre de la Justice, et celui sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, préparé par les ministres de l'Intérieur, de la Justice, de l'Emploi et des affaires étrangères, en liaison avec la mission que dirige Patrick Weil. M. Jospin a également « la volonté politique », se-

Faisons passer les villes au vert...

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Jean-Pierre Jérome, a annoncé que les allocations chômage seraient versées à partir du 1er juillet. Il a également souligné l'importance de la rigueur dans la gestion des finances publiques, tout en insistant sur la nécessité d'une relance de l'économie pour créer des emplois.

Philippe Séguin s'engage à rénover et à démocratiser le RPR en six mois

La direction sortante s'emploie à limiter le pouvoir du futur président

Après s'être entretenu, en début de semaine, avec le président de la République puis avec Édouard Balladur, le président du groupe RPR de

l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, est sorti de son silence, jeudi 26 juin, à Marseille, en indiquant qu'il proposerait la réunion, avant la fin

de l'année, de nouvelles assises, afin d'adopter de nouveaux statuts et de mieux organiser le débat interne.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Philippe Séguin veut disposer de six mois pour mener à bien la rénovation du RPR. Lors d'une première « tournée des popotes », l'ancien président de l'Assemblée nationale a précisé, jeudi 26 juin à Marseille, que, dans l'hypothèse où il serait élu président du RPR, des « assises ouvertes » seraient à nouveau organisées en décembre pour décider de l'organisation et du mode de fonctionnement du mouvement. Dimanche, le maire d'Épinal doit se rendre dans une deuxième fédération, celle du Cher.

En présence du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, venu le saluer, et devant plusieurs centaines de militants de la fédération RPR des Bouches-du-Rhône - la troisième de France -, animée par Renaud Muselier, député premier adjoint au maire de Marseille, M. Séguin a pu constater combien sa volonté de démocratiser le parti chiraquien rencontre l'agrément de

la base. « Assez, dans notre mouvement comme partout, d'ailleurs, de cette division entre ceux qui savent et ceux qui n'ont qu'à suivre », a-t-il ainsi lancé, sous les applaudissements.

Il a aussi été approuvé lorsqu'il a fait part de son regret que les militants non pourvus de mandats ne soient pas admis aux assises, contrairement à la tradition du Rassemblement. A la fin de la réunion, il a pu enfin mesurer sa popularité en signant, pendant près d'une heure, des autographes à des militants manifestement satisfaits d'avoir retrouvé un nouveau chef.

« Je veux répéter que notre mouvement doit se reconstruire avec lui-même, qu'il doit s'ouvrir aux autres, qu'il doit se rénover profondément, a affirmé M. Séguin. C'est la triple condition de la nouvelle métamorphose à laquelle il est appelé. » Si on veut bien me faire confiance, je serai indéfectiblement, absolument indéfectiblement, a-t-il ajouté.

Après un entretien avec Jacques Chirac, l'ancienne député de la Nièvre Simone Rignault a confirmé, jeudi, que le président de la République lui était « apparu tout à fait en phase avec la vision qu'a Philippe Séguin de l'avenir du RPR ».

La motion présentée par ce dernier, intitulée « Rénover pour rassembler », est, enfin, signée par des chiraquistes tels que Michel Péricard, ancien président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Philippe Bédard, député d'Indre-et-Loire, ou les anciens

ministres Guy Druet et Eric Raoult.

A une semaine des assises, la stratégie des chiraço-juppéistes s'est donc quelque peu modifiée. Elle a toujours pour objet d'empêcher la désignation de Nicolas Sarkozy au poste de secrétaire général, mais elle vise aussi à contenir les pouvoirs du futur président. Alors que les partisans de M. Séguin se sont prêts à voter pour la motion présentée par les amis de M. Juppé, ces derniers ont refusé de cautionner le texte du député des Vosges. Celui-ci prévoit de mandater le président du mouvement afin de « préparer les prochaines assises instituant une réforme des statuts » et de « mettre en place pour ce faire les structures provisoires les plus adaptées à la réussite de notre objectif et du bon fonctionnement du RPR ». C'est là une liberté sans surveillance qu'une partie de l'appareil du mouvement néogaulliste ne peut se résoudre à abandonner à M. Séguin.

Jean-Louis Saux

M. Le Pensec confirme, devant le CNJA, l'élaboration d'une loi d'orientation

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES (Ardennes)

de notre envoyé spécial

Auslôtôt bouclé le marathon agricole européen de Luxembourg, Louis Le Pensec, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, est intervenu, jeudi 26 juin à Charleville-Mézières (Ardennes), devant le 31^e congrès du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs). Son intervention était très attendue par une organisation qui avait jeté toute son énergie dans la préparation de la loi d'orientation agricole annoncée par le précédent ministre, Philippe Vasseur, et qui s'inquiétait de la continuité des intentions gouvernementales.

M. Le Pensec s'est voulu immédiatement rassurant : « Il nous faut, avec les matériaux déjà accumulés lors des travaux préparatoires du texte déposé par mon prédécesseur, et ce que fera émerger la concertation que nous allons engager, trouver le voie entre le souhaitable et le possible. » Il y aura une loi qui « poursuivra avec détermination » la politique d'installation des jeunes agriculteurs et à laquelle « des moyens budgétaires suffisants seront consacrés ».

Le ministre est arrivé dans un congrès en pleine effervescence. Pour la première fois, depuis les conflits internes post-soixante-huitards, le rapport d'orientation a été contesté par une importante minorité. Pour : 65,3 %, contre : 11,6 %, abstention : 23,1 %. Ce rapport, « Paysans-entrepreneurs : notre contrat pour l'Europe », se présentait comme une « réflexion novatrice et lucide sur les outils qui ré-

gissent la politique agricole commune » dans un contexte européen et international lourd d'incertitudes : élargissement de l'Europe à l'Est, démantèlement des politiques de soutien à l'exportation, mondialisation du marché. Il s'agissait donc, expliqua la présidente du CNJA, Christiane Lambert - dont le congrès a fêté mercredi le trente-troisième anniversaire -, de « prévoir » et d'« anticiper » des évolutions programmées par le nouvel ordre mondial.

Partant de la constatation que la « demande sociale » attend de l'agriculture de nouvelles tâches - l'occupation et la gestion de l'espace rural, l'entretien du paysage, l'accueil et l'animation -, le CNJA propose une politique contractuelle à double détente : « un contrat de marché » pour les productions agricoles et alimentaires, un « contrat d'entreprise » pour les activités non directement productives.

CONTRAT DE MARCHÉ, CONTRAT D'ENTREPRISE

Cette proposition a suscité un double tir nourri d'amendements. Le contrat de marché implique un alignement des prix sur les cours mondiaux (inférieurs, on le sait, aux coûts de production français), avec une compensation par des aides directes proportionnelles aux volumes produits. Le contrat d'entreprise devrait « rémunérer les aspects qualitatifs de l'activité agricole », « orienter l'exploitation agricole vers de nouvelles priorités » et, en mobilisant l'essentiel des aides publiques, devenir « un levier essentiel de l'installation ».

La double captation est venue d'abord

des « libéraux », pour qui l'argent et les droits à produire doivent aller aux secteurs efficaces - les grandes cultures, pour l'essentiel -, et ensuite des régions à handicap, qui redoutent l'arrivée soudaine d'une « agriculture duale » qui les réduirait à la fonction, si réduite, de jardinier de l'espace socialement assisté.

La vigueur des débats a incité Christiane Lambert à préciser qu'il s'agit, en ce rapport, « d'ouvrir une réflexion et non d'établir des modalités techniques ». Le rapporteur du projet, Antoine Herth, a précisé que « la réflexion et la discussion restent ouvertes et doivent se poursuivre ». M. Le Pensec, quant à lui, s'est dit intéressé par l'approche du CNJA, qu'il estime « très novatrice et riche de développements futurs ». Elle n'est pas éloignée du contrat entre l'agriculture et la nation que souhaitent le premier ministre et son ministre de l'Agriculture. Il a souligné « l'étroitesse des marges de manœuvre sur le plan national », face aux « enjeux communautaires et internationaux », face aussi aux contraintes budgétaires françaises. « J'ai trouvé, en prenant mes fonctions, une partie des crédits gelés, notamment concernant l'installation. » Mais il n'en dira pas plus avant la publication de l'audit commandé par Lionel Jospin. « Vous pouvez croire, a simplement affirmé le ministre de l'Agriculture, que je défendrai le rétablissement des moyens nécessaires, dans les arbitrages que le gouvernement rendra dans les semaines à venir. »

Georges Chatain

M. Dugoin chahuté au conseil général de l'Essonne

JEUDI 26 JUIN, en séance publique de l'assemblée départementale, Xavier Dugoin, président (RPR) du conseil général de l'Essonne, a échappé à une révolution de palais mais n'a pu empêcher la révolte de gagner du terrain. Le compte administratif 1996, par lequel les conseillers approuvent au non sa gestion du budget départemental, a été adopté à une voix près. M. Dugoin a perdu sa large majorité. Le résultat du scrutin donne une parfaite égalité entre les voix pour et les voix contre (dix-neuf), auxquelles s'ajoutent deux abstentions.

Sachant que dix-neuf voix - les douze voix de l'opposition de gauche et celles des six membres du nouveau groupe dissident de droite, Renouveau majorité - ne seraient pas suffisantes pour rejeter le compte administratif, Jean de Boishue (RPR), président de Renouveau majorité avait réclamé un vote à bulletin secret, espérant ga-

gner les voix de droite manquantes. « Je voulais, explique-t-il, que chacun se détermine avec sérénité, déconnecté du tissu relationnel toujours un peu oppressant ». Le résultat du vote a révélé que trois élus de la majorité ont, à travers une voix contre et deux abstentions, manifesté leur méfiance à l'égard de M. Dugoin.

A l'annonce du scrutin, un mouvement de panique a saisi la majorité : le compte administratif est-il adoptable ? Dans l'incertitude, M. Dugoin faisait circuler une pétition réclamant un nouveau vote, public celui-ci, pour annuler le précédent. Serge Dassault (RPR), fidèle parmi les fidèles, a hésité pas à la signer. Entre-temps, les services administratifs réapparaissent dans l'hémicycle avec le texte de loi tirant M. Dugoin de cette mauvaise passe : « Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption. » Le compte administratif adopté sur le fil du rasoir, M. Dugoin se sort en extrême d'une situation au départ très mal engagée. « C'est parce que le vote du compte administratif n'a aucune incidence sur le fonctionnement du conseil général que certains se sont permis ces dévoiements », a-t-il commenté après coup.

L'état se resserre néanmoins autour de M. Dugoin, qui perd une partie de ses soutiens habituels. C'est sans doute dans les rangs de l'UDF qu'il faut chercher l'origine des trois nouveaux votes protestataires. Le groupe dissident de la majorité aurait, la veille de la

séance publique, tenté quelques rapprochements avec l'UDF, ce que démentent M. de Boishue et Michel Pelchat, premier vice-président UDF du conseil général. Sur les bancs du public, le député Jean Marsaudon, président du comité directeur du RPR de l'Essonne, assistait au vote. « C'est un vote de défiance qui ne m'honore pas. Tant que le président ne se mettra pas en congé, on assistera de plus en plus à ce genre de démonstration », a-t-il déclaré.

Anne Rohou

Un éditeur breton proche du FN poursuit plusieurs journaux

RENNES
de notre correspondante régionale
L'ambiance était tendue à l'entrée du tribunal de Saint-Brieuc, jeudi 26 juin. Des militants bretonnants et des syndicalistes étaient venus « défendre la liberté de la presse » et soutenir leurs camarades accusés de diffamation par la société des Presses bretonnes. Fondée en 1620, c'est l'une des plus anciennes imprimeries d'Europe. Depuis 1993, elle est dirigée par Ferdinand Le Rachinel, conseiller général dans la Manche et député européen du Front na-

tional. « On ne peut pas profiter de son appartenance au FN à Toulon et vouloir la faire en Bretagne », s'est exclamé Roaen Apéry, l'avocat de la défense devant le tribunal correctionnel. Le problème est bien là : la présence d'une institution comme les Presses bretonnes à la tête du livre, organisée par la municipalité FN varoise en novembre 1996, a fait très mauvais effet dans l'Ouest. Révélée par l'hébdomadaire Bretagne-Breizh Info, puis par Le Peuple breton, organe de l'Union démocratique bretonne, elle a entraîné, pour l'imprimerie, la perte de plusieurs clients de la région. Tout en évoquant « des raisons purement économiques », l'évêché de Saint-Brieuc décidait brusquement de cesser ses commandes, après cent vingt-huit ans de fidélité, racontait ainsi Ouest-France quelques jours plus tard.

Breizh Info avait, le premier, consacré un long article aux publications et éditions des Presses bretonnes, le 20 décembre 1996. Outre de nombreux ouvrages portant la signature de responsables du FN - Samuel Maréchal, Jean-Yves Le Gallou, Jean-Claude Martinez, ainsi que, par exemple, le programme électoral de Jean-Marie Le Pen lors de la campagne présidentielle de 1995 -, l'hébdomadaire recensait des revues comme Présent, Jûnéroires et Révision. « Il est particulièrement infâme qu'une telle publication, ouvertement révisionniste, soit imprimée en Bretagne par des Bretons », s'élevait alors Breizh Info. Comme pour mieux

souligner à quel point il s'agit pour lui de défendre l'honneur d'une région, jusque-là moins touchée par la manie du FN, Martial Ménard, le directeur du journal, a refusé de s'exprimer autrement qu'en breton devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc.

A la liberté de la presse, Robert Apéry, avocat des Presses bretonnes, a opposé la « liberté d'imprimer » et a dénoncé l'« amalgame » fait entre l'entreprise, son dirigeant, et le parti de Jean-Marie Le Pen. Il a l'intention de poursuivre Ouest-France pour préjudice commercial devant le tribunal de commerce de Saint-Brieuc et lui réclame 4 millions de francs. Il demande en outre que Breizh Info et Le Peuple breton soient condamnés à verser 2 millions chacun. Le procureur, Jérôme Laurent, n'a pas pris la parole. Le tribunal doit rendre sa décision le 28 août.

Martine Valo

Le Monde
« IMMOBILIER »
TOUS LES
LUNDIS DATÉS MARDIS et
MERCREDIS DATÉS JEUDIS,
PASSER VOTRE ANNONCE AU
01.42.17.39.45

Le Parlement européen
informe avoir lancé un appel d'offres ouvert portant sur du mobilier destiné aux espaces publics du bâtiment Espace Léopold à Bruxelles, Rue Wiertz.
Le marché global comprend 106 ensembles de sièges de 5 places assises et table basse associée.
L'avis à paraître au Journal officiel des Communautés européennes a été envoyé à l'Office des Publications des Communautés européennes le 6 juin 1997.
Le cahier des charges peut être demandé par fax transmis à l'attention du Service de l'Équipement, Bât. BAK, Bur. 4/67 à L-2929 Luxembourg au n° (+352) 4300 4918 en y indiquant la référence « A.O. Espaces publics ».
La date limite pour le dépôt des offres est le 5 août 1997

Le Carnet du Monde
POUR VOS
HEUREUX ÉVÉNEMENTS
**NAISSANCES,
MARIAGES**
70 F la ligne hors taxes
01.42.17.39.80
01.42.17.38.42

Amélie
un de

Jacques Chirac multiplie les consultations à l'Élysée

Le Président de la République a reçu, vendredi 27 juin, à l'Élysée, le Premier ministre, Jean-Pierre Juppé, pour une consultation. Cette rencontre, la sixième depuis le début de son mandat, s'inscrit dans une série de consultations que le Président de la République mène avec ses partenaires politiques.

DEPECES

LES POUVOIRS Le Président de la République a reçu, vendredi 27 juin, à l'Élysée, le Premier ministre, Jean-Pierre Juppé, pour une consultation. Cette rencontre, la sixième depuis le début de son mandat, s'inscrit dans une série de consultations que le Président de la République mène avec ses partenaires politiques.

Nouveau record pour le commerce extérieur

Le commerce extérieur de la France a enregistré, en mai 1997, un nouveau record. Les exportations ont atteint 40,5 milliards de francs, contre 39,8 en mai 1996. Les importations ont atteint 38,5 milliards de francs, contre 37,8 en mai 1996. Le commerce extérieur a donc enregistré un excédent de 12 milliards de francs, contre 12 milliards de francs en mai 1996.

Leon proche du FN pour une nouvelle fois

Leon, le candidat du Front national aux élections municipales de 1997, a été élu maire de la commune de... (text is partially illegible due to image quality).

Améliorer la qualité de l'air, un devoir, une urgence...

Il y a trois ans, dix-sept agglomérations françaises ont créé un espace d'échange pour confronter leurs expériences dans la protection de l'environnement en milieu urbain. Sur ce principe fondateur, le Club des Villes Diester* a poursuivi son ambition d'être une force de proposition collective pour améliorer la qualité de l'air.

Nous sommes maintenant plus de trente collectivités adhérentes à penser que la maîtrise de la pollution passe par une nouvelle approche des transports urbains. Depuis quelques années, un ensemble de solutions énergétiques nouvelles et complémentaires s'offrent aux décideurs publics. Mais, soyons réalistes, le renouvellement du parc automobile actuel ne se fera que très progressivement. Les technologies peu polluantes ont un coût et ces investissements sont lourds à supporter pour les collectivités, les entreprises et les citoyens.

Et pourtant, le problème de l'asphyxie urbaine est de plus en plus aigu : alertes à la pollution, multiplication des affections respiratoires. Nos agglomérations seront-elles bientôt aussi irrespirables qu'Athènes, Mexico ou Tokyo ?

Sur ce point déterminant, la Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996 établit un nouveau cadre de référence, où le Diester en tant qu'énergie renouvelable occupe une place particulière. Les ingénieurs qui avaient imaginé une solution aussi hardie que de transformer la matière végétale en carburant oxygéné pour les moteurs diesel, ont aujourd'hui gagné leur pari : la Loi sur l'air a pris en compte les essais techniques effectués durant quatre ans sur près de 4000 véhicules et bus municipaux, en coordination avec l'ADEME** et avec l'expertise technique de l'Institut Français du Pétrole (IFP). La nouvelle législation peut désormais permettre de généraliser l'utilisation du Diester à toutes les grandes collectivités.

Cette perspective nous amène à réaffirmer avec force notre vocation première : fédérer des villes, des syndicats de communes, des districts et des communautés urbaines pour utiliser une solution réaliste, économique et fiable à l'usage des flottes existantes de bus.

Le Club des Villes Diester souhaite être le carrefour de nouveaux engagements de maires et d'élus de groupements de collectivités qui agissent avec conviction et réalisme pour préserver un cadre de vie sain et agréable. ”

* Le Diester est un carburant oxygéné pour moteurs diesel, fabriqué à partir d'huile végétale.

** Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Le Président du Club des Villes Diester
Sénateur Charles DESCOURS

1^{er} Vice-Président du Groupement
des Autorités Responsables de Transport

District de l'Agglomération d'AGEN, Communauté Urbaine d'ALENÇON, Ville d'AMIENS, Ville d'ALBI, District du Grand ANGOULEME, Communauté Urbaine de BORDEAUX, Ville de CAHORS, Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération de CHALON-SAONE, Ville de CHELLES, Ville de CRETEIL, District de l'Agglomération de DIJON, Syndicat Mixte des Transports Publics de la Communauté Urbaine de DUNKERQUE, Ville d'EPERNAY, Syndicat des Transports Urbains d'EVREUX, Ville de Grand COURONNE, Agglomération de GRENOBLE, Ville du HAVRE, Syndicat Intercommunal des Transports Urbains de LAON, Ville de MONTAUBAN, Ville de MULHOUSE, Communauté Urbaine du Grand NANCY, Ville de PALAISEAU, Ville de PARIS, Syndicat Intercommunal des Transports en commun de l'Agglomération de PAU, District de ROANNE, Communauté des Villes de l'Agglomération de La ROCHELLE, Ville de SARREGUEMINES, Ville de SETE, Communauté Urbaine de STRASBOURG, Syndicat Intercommunal des Services de l'Agglomération de VALENCE.



SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 28 JUIN 1997

DISCRIMINATION Près de 200 000 personnes venues de toute l'Europe devraient défiler lors de l'Europride, samedi 28 juin à Paris, pour la reconnaissance sociale des

couples homosexuels. ● LES ORGANISATEURS de la manifestation se disent « satisfaits » par l'engagement pris par Elisabeth Guigou, ministre de la justice, de mettre en

place un contrat d'union sociale (CUS) ouvert à tous. ● AUX ÉTATS-UNIS, la congrégation des baptistes du Sud a appelé au boycottage de la firme Disney, accusée d'accorder à

ses employés homosexuels les mêmes droits qu'aux couples mariés. ● DANS UN RAPPORT rendu public vendredi 27 juin, Amnesty International dénonce les exactions

commises contre les gays et les lesbiennes à travers le monde. ● LA PRÉSENCE D'ANNONCEURS grand public à l'Europride reflète l'apparition, en France, d'un marketing gay.

Les homosexuels d'Europe marchent à Paris pour l'égalité des droits

Les organisateurs de l'Europride 97 espèrent rassembler deux cent mille personnes
Les déclarations d'Elisabeth Guigou, ministre de la justice, sur l'institution du contrat d'union sociale (CUS) satisfont les associations

GAGNÉ ! C'est dans une atmosphère de liesse que devrait se conclure, samedi 28 juin, la semaine de la « fierté gay et lesbienne » à Paris : l'une des principales revendications des associations, la reconnaissance du couple quelle que soit son orientation sexuelle, vient d'être annoncée par le gouvernement. Mardi 24 juin, dans un entretien publié dans *Le Monde*, le garde des sceaux a en effet indiqué que le gouvernement tiendrait ses engagements sur la création d'un contrat d'union sociale (CUS). « Les homosexuels ont posé le problème, mais ils ne sont pas les seuls concernés », déclarait Elisabeth Guigou. Aujourd'hui, il s'agit d'une véritable exigence : on ne peut pas résumer l'union entre deux personnes à la seule institution du mariage.

« On ne peut pas résumer l'union entre deux personnes à la seule institution du mariage »

Pour l'instant, la situation des couples de même sexe devant la loi est proche du non-droit absolu. Le drame du sida a servi de révélateur : des compagnons ont été expulsés de leur logement à la mort du titulaire du bail, des familles ont récupéré en héritage des biens

achetés en commun... Seul le statut d'ayant droit Sécurité sociale leur a été reconnu en 1993. « La reconnaissance du contrat d'union civile ou sociale n'est pas une haine, explique Christophe Hannequin, du Centre gay et lesbien. Elle correspond à des situations concrètes. Un homosexuel étranger ne peut pas obtenir de carte de séjour s'il vit avec un Français, alors que, s'ils étaient hétérosexuels, ils pourraient se marier. Ils n'ont qu'une solution : le statut d'étudiant. Sinon, c'est la situation irrégulière. »

La ministre de la justice, Elisabeth Guigou, a indiqué que le futur CUS ne se limiterait pas aux couples homosexuels. Le contrat d'union sociale sera donc également un nouveau statut pour les couples : il réglementera les conséquences patrimoniales de la vie à deux et pourrait être ouvert à tous : homosexuels, concubins hétérosexuels, mais aussi amis, frères et sœurs, parents - sans que l'Etat se mêle de savoir si les deux partenaires ont des relations sexuelles. « Cela peut notamment être une solution pour les personnes âgées qui souhaitent vivre ensemble », estime pour sa part Michel Dauriel, président du mouvement La Flamboyance, une association de réflexion sur le vieillissement.

La situation des concubins devrait s'en trouver clarifiée. Si la jurisprudence a permis de faire

émerger des droits nouveaux pour les couples hétérosexuels non mariés, ces acquis restent en effet fragiles. Souvent, le concubinage ne permet pas de régler clairement les situations de rupture ou les questions relatives à la retraite, aux successions ou au patrimoine. « Quand il y a séparation, il y a souvent spoliation », entend-on dans les charges notariales. « Les couples qui vivent en concubinage ne sont pas au courant de ce qui les attend », explique Christine Priotto, membre du bureau national du PS, qui a travaillé durant deux ans sur le dossier du CUS. Quand ils vont arriver à l'âge de la retraite, cela sera la catastrophe. » Jack Lang conduira une délégation du PS à la marche de ce samedi.

Du côté des partisans de la re-

connaissance du couple homosexuel, l'ouverture du contrat d'union sociale à tous fait l'unanimité. « Il est très important pour nous que le CUS soit ouvert aux hétérosexuels comme aux homosexuels », indique ainsi Danièle Lo-chak, pour la Ligue des droits de l'homme (LDH). Cela est d'ailleurs conforme à la conception française du droit, universaliste. Le Syndicat de la magistrature soutient lui aussi le projet. « Il existe de nombreuses discriminations en droit français qui ne reposent que sur une conception réactionnaire de la société », explique Jean-Pierre Bouchet, son président. Il faut les combattre. Pour sa part, la CFDT plaide en faveur d'une « réelle égalité des droits des individus, hétérosexuels ou homosexuels, qui, par

choix ou par impossibilité, vivent en couple hors du mariage ». « Cette exigence », poursuit la CFDT, suppose l'adoption d'un cadre légal qui permette la mise en œuvre effective d'une solidarité juridique, matérielle et morale entre des personnes engagées dans un projet de vie commune. Enfin, la CGT, qui soutient l'Europride, affirme exiger « une égalité effective des droits de tous les couples, mariés ou non, hétérosexuels et homosexuels ».

Les associations d'homosexuels demeurent très attachées au fait que le CUS soit ouvert aux étrangers et qu'il autorise les rapprochements de fonctionnaires homosexuels en cas de mutation, deux dispositions qui n'avaient pas été reprises par la proposition de loi socialiste déposée lors de la précédente législature. « Nous sommes euphoriques mais nous restons vigilants », résume donc un militant qui participera à la marche symbolique du 28 juin. Si la majorité des acteurs associatifs estime qu'il faut avancer par étapes, d'autres, moins nombreux mais très actifs, veulent aller plus loin. Aides et l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens réclament, par exemple, le mariage et certains droits qui en découlent : l'adoption et la procréation médicale assistée.

Michèle Aulagnon



Dès 21 heures, samedi, un concert est organisé sur la pelouse de Reuilly, avec Yvette Horner, Jackie Quart, Bill Medeiros, Jimmy Sommerville, Gloria Gaynor, Yazoo et Tony. L'ABACADABRA... jusqu'au dimanche 29 juin, l'Euro Salon de l'homosexualité se tient sur la pelouse de Reuilly. Diverses expositions y sont présentées. Un débat littéraire est prévu.

Des dispositifs légaux très disparates

● Le Parlement européen a adopté en 1994 une résolution appelant les Etats de l'Union à accorder aux couples homosexuels les mêmes droits qu'aux couples mariés. Pour l'instant, aucun pays n'a autorisé le mariage entre homosexuels. Le traité d'Amsterdam, adopté mercredi 18 juin, prévoit que « le Conseil (...) peut prendre des mesures appropriées pour combattre les discriminations fondées sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les opinions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle ».

● En Danemark est le premier pays à avoir reconnu le couple homosexuel par le biais du partenariat. En 1989, ce statut est exclusivement réservé aux homosexuels. Près de 2 000 couples y ont souscrit. Les dispositions fiscales et successorales sont semblables à celles des couples hétérosexuels, mais le mariage religieux, l'adoption et l'insémination artificielle ne sont pas autorisés. La

Les baptistes américains excommunient Disney

NEW YORK
de notre correspondant
Peut-on boycotter Disney ? Réunis en congrès le 18 juin à Dallas, les baptistes du Sud, qui, avec seize millions de fidèles, constituent la congrégation protestante la plus importante aux Etats-Unis, n'ont peut-être pas vraiment réfléchi à la question avant de lancer leur mot d'ordre de boycottage de Disney. Les religieux ont voulu punir le géant des loisirs, coupable d'avoir offert à ses employés des conditions favorables aux homosexuels : chaque employé de Disney peut en effet faire bénéficier son partenaire d'avantages sociaux tels que l'assurance-maladie, qu'il soit hétérosexuel ou non.

La décision peut surprendre, dans la mesure où de plus en plus d'employeurs, publics ou privés, pratiquent ce système aux Etats-Unis : les municipalités de San Francisco et de New York, Time Warner, Microsoft, IBM, etc. Mais, aux yeux des baptistes du Sud, Disney a aggravé son cas en faisant une énorme publicité à la diffusion, sur ABC - chaîne qui lui appartient - de l'épisode d'une sitcom, « Ellen », dans laquelle l'héroïne découvrait et avouait son homosexualité.

En réalité, personne ne s'inquiète beaucoup pour Disney. D'abord, la congrégation des baptistes du Sud n'est pas monolithique et ses délégués au congrès sont réputés en représenter la frange la plus conservatrice ; l'un des plus célèbres de ses adeptes aux Etats-Unis, le président Bill Clinton, s'est par exemple empressé de dire qu'il n'avait pas l'intention d'appliquer la consigne de boycottage. Ensuite, les consommateurs américains, et tout particulièrement les enfants, votent avec leurs pieds : peut-on vraiment expliquer à ses enfants qu'ils n'ont pas à Disneyland cette année parce que l'entreprise a une politique sociale favorable aux homosexuels ?

Boycotter Disney, enfin, c'est presque s'arrêter de respirer : cela veut dire non seulement ne pas se rendre dans les parcs d'amusement Disney, mais aussi ne pas aller voir les films Disney ou Miramax au cinéma, ne pas mettre les pieds dans les cinq cents magasins

que la firme possède dans le pays, ne regarder à la télévision ni ABC, ni Disney Channel, ni la chaîne sportive ESPN, ni quelques autres, ne pas aller aux matchs des clubs de base-ball ou de hockey qui appartiennent à Disney, ne pas acheter de disques du label Hollywood Records et, à la limite, ne pas aller chez McDonald's, où le moindre Coca vous est servi dans un gobelet orné du dernier-né des dessins animés Disney, *Hercule*, dont le personnage pare aussi quelques milliers d'autobus dans les rues de New York.

La Bourse ne s'y est pas trompée : les actions de Disney ont très peu bougé depuis l'annonce de ce mot d'ordre de boycottage. Un précédent appel de ce type contre Disney, lancé par l'Association de la famille américaine il y a un an, n'avait eu aucun effet. Preuve que, en dépit de quelques prises de position spectaculaires, la tolérance de l'opinion publique américaine à l'égard des gays est en hausse.

Sylvie Kauffmann

Une communauté qui « reste en danger dans le monde entier »

Amnesty International dresse la liste des violences et persécutions envers les gays et les lesbiennes

LA COUVERTURE du premier rapport d'Amnesty International sur « les violations des droits de l'homme à l'encontre des homosexuels dans le monde » est illustrée par le tableau d'un artiste homosexuel de Mexico, Salvador Salazar, réalisé pour commémorer l'assassinat, en 1993, de Neftali Ruiz Ramirez, un travesti qui organisait dans l'Etat du Chiapas des manifestations contre les meurtres et les arrestations arbitraires d'homosexuels. Baptisé *Breaking the Silence* (briser le silence), ce rapport devait être présenté, vendredi 27 juin, à l'occasion de l'Europride.

« L'orientation sexuelle est une dimension fondamentale de l'identité humaine, et elle doit être considérée comme un droit fondamental », souligne Amnesty.

Tortures, viols, exécutions sommaires, détentions arbitraires, discriminations, humiliations : la liste des violations des droits de la personne à l'encontre des gays et des lesbiennes paraît sans limite. Aucun des cinq continents n'est épargné. Aux Etats-Unis, un tribunal de Virginie a par exemple refusé en 1995 la garde de son enfant à une mère lesbienne au motif qu'elle était « inapte au rôle de parent ».

Outre-Manche, des allégations faisant état de mauvais traitements envers les homosexuels ont été portées à la connaissance d'Amnesty International. Ces abus, perpétrés par des policiers, « seraient motivés par la seule identité sexuelle, raciale ou ethnique des victimes », indique le rapport. En Grèce, la rédactrice d'une revue gay et lesbienne a été condamnée à cinq mois d'emprisonnement et une amende pour un article publié en 1991 : la cour a jugé que ses commentaires offensaient les « sentiments de décence publique et les mœurs sexuelles ». En Roumanie, entre 1993 et 1995, onze personnes au moins ont été emprisonnées en vertu d'une législation qui criminalise les actes homosexuels librement consentis entre adultes.

« VIOLENCE SYSTÉMATIQUE »
En Amérique latine, le constat est terrifiant. Au Mexique, les autorités ont freiné toute enquête sur l'assassinat de Neftali Ruiz Ramirez. Le procureur chargé de l'enquête a démissionné en juin 1994, assurant qu'il ne recevait aucun soutien dans ses recherches. Entre 1991 et 1994, douze homosexuels ont été tués dans l'Etat du Chiapas, où Amnesty dénonce une « violence systématique » à l'encontre de la communauté homosexuelle.

Au Brésil, des « escadrons de la mort [policiers en civil] sont à l'origine de certaines d'assassinats de membres des minorités sexuelles au cours des quinze dernières années », ajoute l'enquête d'Amnesty International. Le 14 mars 1993, un conseiller municipal bisexuel de Coqueiro Seco (nord-est du Brésil), Renildo Jose dos Santos, qui avait reçu des menaces de mort après avoir annoncé son homosexualité à la radio, a été assassiné. Sa tête et son corps ont été retrouvés séparément, portant des traces de torture. Selon sa famille, des policiers figuraient parmi les ravisseurs.

Au Pérou, les descentes de policiers dans des bars et discothèques gay de la capitale, Lima, sont monnaie courante. En Afrique, le président zimbabwéen, Robert Mugabe, n'a pas hésité à indiquer qu'il considérerait comme « scandaleux et répugnant pour la conscience humaine que des organisations aussi repoussantes que celles des homosexuels, qui offensent à la fois les lois et la nature et les mœurs et croyances religieuses [...] trouvent des défenseurs parmi nous, voire à l'étranger ». C'était en 1995. L'association Gays and Lesbians of

Zimbabwe (GALZ) voit d'ailleurs son action largement entravée, souligne Amnesty.

En Turquie, bien que l'homosexualité ne soit pas proscrite par la loi, les arrestations de gays sont nombreuses, et les mauvais traitements qui leur sont infligés commencent à être dénoncés.

Depuis des années, Amnesty International s'oppose au refoulement des demandeurs d'asile qui sont persécutés, dans leur pays, en raison de leur orientation sexuelle. Un nombre croissant d'Etats accordent le statut de réfugiés à des gays ou à des lesbiennes qui ont fait leur demande en vertu de leur « appartenance à une catégorie particulière ». C'est le cas des Pays-Bas, du Danemark, de l'Irlande, de la Norvège, de la Finlande, de l'Australie, de l'Allemagne, de la Nouvelle-Zélande et du Canada.

« Amnesty International a la conviction que les gays et les lesbiennes du monde entier restent en danger », conclut le rapport.

M. A.

Diest
La ville

Les homosexuels les plus dévoués...
Amnesty International...
commence contre les gays et les lesbiennes à travers le monde...
présence d'annonceurs...
public à l'échelle internationale...
en France, d'un marketing...

Pour l'égalité des droits

et mille personnes
non sociale (CUS) satisfait les associations

Les associations de gays et de lesbiennes ont obtenu un succès remarquable lors de la manifestation de la fierté homosexuelle à Paris. Les participants ont été accueillis par une pluie battante, mais cela n'a pas empêché la manifestation d'être un succès. Les participants ont été accueillis par une pluie battante, mais cela n'a pas empêché la manifestation d'être un succès. Les participants ont été accueillis par une pluie battante, mais cela n'a pas empêché la manifestation d'être un succès.

Salut de vie commune

Les associations de gays et de lesbiennes ont obtenu un succès remarquable lors de la manifestation de la fierté homosexuelle à Paris. Les participants ont été accueillis par une pluie battante, mais cela n'a pas empêché la manifestation d'être un succès. Les participants ont été accueillis par une pluie battante, mais cela n'a pas empêché la manifestation d'être un succès.

Critiques excommuniées

Les associations de gays et de lesbiennes ont obtenu un succès remarquable lors de la manifestation de la fierté homosexuelle à Paris. Les participants ont été accueillis par une pluie battante, mais cela n'a pas empêché la manifestation d'être un succès. Les participants ont été accueillis par une pluie battante, mais cela n'a pas empêché la manifestation d'être un succès.

En danger dans le monde entier

Les associations de gays et de lesbiennes ont obtenu un succès remarquable lors de la manifestation de la fierté homosexuelle à Paris. Les participants ont été accueillis par une pluie battante, mais cela n'a pas empêché la manifestation d'être un succès. Les participants ont été accueillis par une pluie battante, mais cela n'a pas empêché la manifestation d'être un succès.



L'apparition d'un marketing ciblé sur fond de communautarisme

EN DÉPÎT de leur succès grandissant, les précédentes Gay Pride - manifestations de la fierté homosexuelle - organisées chaque année à Paris depuis 1977 n'avaient guère drainé d'annonceurs grand public dans leur sillage. Le « business homo » restait fermé sur lui-même, cantonné aux traditionnels produits de consommation du milieu gay : habillemeent, presse, boîtes de nuit, boissons alcoolisées. Cette année, pour la première fois, plusieurs grandes entreprises se manifestent au grand jour pour accompagner l'Europride, qui compte réunir 200 000 participants, le 28 juin, dans la capitale. Les précédentes éditions de l'Europride avaient eu lieu à Berlin, à Amsterdam, puis à Copenhague en 1996.

La RATP a émis des tickets de métro et de bus de couleur rose d'une durée de trois ou onze jours calqués sur le « Paris visite » réservé aux touristes. La SNCF, qui avait déjà accordé spontanément aux couples homosexuels les mêmes avantages qu'aux couples hétérosexuels, a proposé des rabais de 30 % sur ses billets à tous les voyageurs en partance pour l'Europride. La société de location de voitures Avis d'affaires engendré par les différents événements organisés depuis le 20 juin à Paris.

Un syndicat qui revendique 900 adhérents
Créé en 1990, le Syndicat national des entreprises gales (SNEG) entend jouer un rôle de syndicat professionnel. Le SNEG, qui se conçoit comme le représentant du « business gay », revendique 900 adhérents appartenant à quinze secteurs d'activités différents, pour un chiffre d'affaires annuel évalué à 1 milliard de francs.

Le voyageur LVR ont eux aussi offert des tarifs minorés. « En nous adressant spécifiquement de cette population, nous attirons sa sympathie et sa fidélité sans, pour autant, perdre nos clients habituels, considère un responsable d'Avis. Le risque - mais il est calculé - est de désorienter certaines personnes ».

corps et de visages subtilisés est devenue « tendance ». Le succès du Queen, le club de l'avenue des Champs-Élysées, devenu par la force de ses « événements » le haut-lieu d'une nuit parisienne que

« La culture gay se dilue, se brouille en s'universalisant »
Selon Jacky Fougeray, directeur de la publication du magazine *Illico*, la vogue disco, lancée dans les clubs homosexuels américains, avait constitué une première incursion gay dans la culture de masse. Les musiques techno et house ont suivi. « Cette influence est à ce point accentuée que, désormais, la culture gay se dilue, se brouille en s'universalisant », ajoute-t-il. La Gay Pride prend, selon lui, des allures de super « dance machine », et les boys bands renvoient à des stéréotypes masculins ambigus.

« Les homosexuels sont les pasteurs avancés de la consommation de masse, cherchant en permanence des signes distinctifs de reconnaissance pour un besoin évident de séduction, estime un des responsables de Radio FG (anciennement Fréquence gale). Ces modes de reconnaissance sont ensuite empruntés par les jeunes qui veulent se différencier, sans trop être conscients des systèmes de codes qu'ils adoptent. »

Les formes d'expression culturelle puisant leur source dans l'homosexualité rencontrent par ailleurs certaines attentes de la jeunesse, sensible aux remises en cause des normes sociales. Les jeunes, cooptés le sociologue Frédéric Martel, sont immergés dans une « culture sida » qui les a rapprochés de la communauté gay, notamment via l'usage du préservatif ou l'« eogoumeot » pour des films comme *Les Nuits fauves* ou *Philadelphia*. A l'en croire, les mondes hétérosexuels et homosexuels se sont rapprochés sous le double effet de la banalisation du fait homosexuel et de la fascination pour l'érotisme des gays, « pour ce monde de la nuit, qui jouit d'un grand prestige parce qu'il passe pour inventeur de nouveaux codes amoureux et pour initiateur en matière de modes ».

Pascale Krémer et Jean-Michel Normand

La réputation torride du Queen attire aux portes du club une clientèle sélectionnée

Événements, soirées thématiques et programmation musicale branchée

PAS DE PARADE sans un char du Queen, le club de l'avenue des Champs-Élysées, devenu par la force de ses « événements » le haut-lieu d'une nuit parisienne que

REPORTAGE
Ce temple de la nuit, aux Champs-Élysées, est fréquenté surtout par des hommes

les night-clubs internationaux jugent pauvre. A quelques pas de l'Arc de Triomphe, la devanture du club attire la curiosité. Au Queen, on a peur du « touriste », venu voir de près à quoi ressemble un homosexuel, avec l'espoir revendiqué de tomber sur une drag queen à talons abusifs, costume défilant et perruque en rapport.

La cérémonie d'entrée dans ce temple de la communauté gay commencera donc, comme dans tous les endroits « sélects » de la capitale, par un passage devant des physionomistes aux épaules carrées, jaugeant de la capacité des têtes inconnues à participer à la réussite d'une nuit que l'on désire brillante, et veillant à ne pas passer l'équilibre du sexe - majoritairement masculin.

La tenue du *rower* de base - déshabillé décollé, jeans - est conseillée. Les *breakers*, danseurs issus de la culture rap, porteront des maillots de basket-ball ou de football américain, des sweat-shirts cinq tailles au-dessus, le chevron ras ou les dread-locks. Ils y feront piste séparée avec les stars du show-biz ou du sport - jamais présents avant 4 heures du matin - les caducs en cravate, bref tous les *happy-few*. Ceux-là ont leur *boule* et sont parqués dans un « *curry VIP* », surmonté d'un filet de crêpe. Les cordes, comme les estrades, serviront aux plus « *show* », les fumeurs, à nourrir de serpentes danses.

Le *curry VIP* du Queen s'attire les critiques. « Il y a là des hétéros fringés qui viennent mater avec des petites nanas, s'insurge une jeune femme piller du lieu. La clientèle gay est dans la fosse, les autres sont au spectacle. » Au bar, un militant de la cause gay commente : « C'est inégal. Il y a des soirs où tout s'embrase, d'autres où l'on se regarde en chien de fennec. Des mecs montrent leur nouveau bronzage et leurs abdos en tablette de chocolat, en affichant une satisfaction irritante de se retrouver entre nous, entre garçons. »

Le mercredi, le club ouvre ses portes plus largement. C'est le jour

des soirées « Respect », très fréquentées par les vrais amateurs de house et de techno, et même de rap, homos ou pas, menées par trois disc-jockeys (DJ), dont David Nova. Le DJ est dans sa cage de verre, et le Queen, avec ses grands escaliers moquetés de rouge que l'on peut descendre à la façon de Zizi Jeanmaire, ses recoins, ses passerelles et ses beaux mecs, ses filles post-punk, danse jusqu'à 7 heures du matin. Le Queen est un joyeux bric-à-brac, symbole d'une culture gay, festive, et basiquement mélangée.

La programmation à la veille de l'Europride en donne l'image : élection de Mister Gay Europe 97 sur fond disco, genre toujours à la mode chez les gays, soirée « Mousse » le mardi - ou comment s'éclater sans être vu dans une couche de mousse répandue sur deux mètres de hauteur, l'idée a été volée il y a quelques années à Ibiza -, shows torrides avec Chichi la Rue & Porn-stars, *house-party* avec le DJ Charles Schillings - on en profitera pour goûter les nouveaux bonbons X-energy « offerts tout au long de la soirée » -, gala de soutien à Act-Up, et performance de Troy Parish, excellent DJ, new-yorkais et gay, invité spécial du Queen. La clientèle est jeune, l'ambiance presque collégienne. Gays purs et durs ou fans de *row*, tout le monde y trouve son compte.

IMAGE SUFFRÉUSE
La réputation du Queen tient à ses fêtes thématiques passées en présentiel, la fameuse « Mousse », la « White Party », ou de mémoires récentes de Nuits des punitions interminables. « Du délire, dit un acro du lieu, hétéro et *rower* patenté. J'étais venu pour la musique, j'ai découvert des lesbiennes dans des baignoires remplies avec du polystyrène pour figurer des bulles de savon ! »

Pour le néophyte, l'image du Queen est liée à celle des *drag queens*, créatures de nuit, dont Super Nana, pionnière des radios libres, de Carboe 14 à Skyrock, noctambule notoire, organisatrice, le dimanche au Gibus, de soirées house avec Valérie Bastide. Un garçon qui travaille à Radio FG dit qu'elles sont « la cerise sur le gâteau, pour le gogo. C'est passé de mode. Aujourd'hui, le public vient davantage dans les clubs pour écouter un DJ dont il connaît le nom, comme pour les *row* ».

Cette image sulfureuse, toujours outrée, datant du temps des soirées dégingolées du Palace, de la glorification des *back-rooms* avant

l'épidémie de sida, hérisse les plus moralistes, outrés que le Queen ait élu domicile sur la plus belle avenue du monde, à deux pas du tombeau du Soldat inconnu. La sortie, entre 8 et 9 heures du matin auparavant, a dû être avancée d'une heure, « *pédés noctambules et chiens du matin n'étant pas censés faire bon ménage* », dit un habitué.

C'est occulter la fonction musicale du lieu, équivalent parisien du Minister Sound de Londres. Par ici passent de grands DJ internationaux, « les stars de la nouvelle musique d'aujourd'hui », dit Thibault Jardon, tels les Américains Junior Vasquez, Danit Nagrya, Les Lewis, David Morales, Troy Parish, Li

Le dernier club en vogue de la capitale

Le Queen - en anglais, *queen* signifie « folle » - a été créé en 1992 à l'emplacement du Central, autre club gay, par Philippe Fattien, propriétaire du Bus Palladium, depuis peu de Castel, et qui serait en passe de racheter la Scala. La société Queen, une SARL, au capital de 250 000 francs, présidée par Pascal Pratelloni, affichait en 1995 un chiffre d'affaires moyen de 2 millions de francs par mois.

L'entrée est gratuite en semaine, la consommation pénalisante. Un espace confortable pouvant accueillir 1200 personnes, une sonorisation performante et une équipe compétente ont fait du Queen le club parisien à la mode de ces cinq dernières années. Liza Minnelli ou Ute Lemper y ont présenté leurs nouveaux disques, Orlando, légataire universel de Dalida, celui des « *rentré dance* » des tubes de sa scène. On y lance des collections de prêt-à-porter de luxe, des parfums, des films, en première partie de soirée.

Louis, ou les Français de Daft Punk. Le Queen emploie une équipe de sept DJ résidents, chargés de jauger un auditoire prêt à toutes les folies, prompt à créer un « événement » sur l'instant. Le milieu gay a lancé le disco, il adhère « au côté tribal, transe, de la techno », dit David Blot. Mais, même si de grands DJ ont ouvertement revendiqué leur homosexualité, tels Frankie Knuckles, de Chicago, Larry Levan, ex-DJ du *Paradise Garage* de New York, mort récemment, on ne peut pas du tout dire que cette musique soit liée au milieu gay. La scène underground boude d'ailleurs les gays et leur business.

Pour réussir, le Queen doit naviguer entre sa cible première, les gays, et la clientèle branchée des faiseurs de mode, un problème pour les directeurs de clubs : ils se lassent vite, ils zappent d'un club à l'autre. « Ils donnent son image à un club, mais pas forcément son âme. Les gays ont l'esprit de la fête », dit Thibault Jardon, directeur artistique du Queen. Ici, on vient s'amuser, se jouer de tout. Se protéger aussi. « Le Queen ne peut pas se livrer, ajoute le jeune homme, il veut garder son mystère. »

Véronique Mortaigne

Diester. La ville passe au vert.

Club des Villes Diester, 12, avenue George V, 75008 Paris



Vague de perquisitions dans l'enquête sur les marchés publics d'Ile-de-France

Plus de cinquante policiers appartenant à différents services ont participé à cette opération

Armand Riberolles et Marc Brisset-Foucault, les deux juges d'instruction du tribunal de Paris chargés de l'enquête sur les marchés publics du

conseil régional d'Ile-de-France, ont mené, jeudi 26 juin, une vague de perquisitions. Les policiers ont fouillé les bureaux de plusieurs membres de

l'exécutif régional, les locaux de l'administration, et le siège du bureau d'études Patrimoine Ingénierie.

LES MAGISTRATS parisiens Armand Riberolles et Marc Brisset-Foucault, désignés, mardi 24 juin, pour codiriger l'enquête sur les marchés publics d'Ile-de-France, ont mené, jeudi 26 juin, une opération de grande envergure dans le cadre de l'information judiciaire n° 97-10, dite « affaire des marchés publics ».

Pendant plus de douze heures, une quinzaine de policiers du 8^e cabinet de délégués judiciaires, épaulés par des membres de la brigade financière et de la brigade centrale de répression de la criminalité informatique, ont perquisitionné dans les locaux de l'exécutif du conseil régional, rue Barbet-de-Jouy, à Paris, et de la direction des affaires scolaires, boulevard des Invalides. Ils ont également fouillé les bureaux des principaux responsables de la région, dont celui de Michel Giraud. Ils ont, aussi, fait procéder à l'ouverture du coffre du directeur général des services, également directeur de cabinet du président, Pierre Pommet, et emporté des documents qui se trouvaient dans les archives de François Houy, directeur des affaires scolaires.

Les investigations des magistrats ont également conduit d'autres policiers au siège du bureau d'études Patrimoine Ingénierie, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), ainsi qu'à Lille, où se trouve la principale filiale de l'eco-

entreprise. Ils se sont rendus au domicile de Gilbert Sananes, directeur de cette société décrite par de nombreux témoins comme ayant pu jouer un rôle de pivot dans la répartition des marchés. La direction nationale des enquêtes de concurrence, trait spécialement chargée des contrôles de la régularité des marchés, a effectué des perquisitions au sein de plusieurs entreprises ayant obtenu des

montants des investissements, jamais atteints par une collectivité territoriale, s'élève à plus de 23 milliards de francs.

Les investigations portent sur des éléments apportés, en 1996, par l'ancienne présidente de la commission des marchés, Claude-Annick Tissot, qui, la première, avait dénoncé le caractère irrégulier du fonctionnement des appels d'offres. Les autres avaient été

des comptes d'Ile-de-France a, en outre, transmis au parquet de Paris deux « révélations » mettant en valeur des faits délictueux dans la passation des marchés publics. Bien que le procureur de Paris, Gabriel Bestard, ait annoncé, en avril, qu'il souhaitait engager des poursuites, la hiérarchie judiciaire avait attendu la fin de la campagne législative pour ouvrir une information.

Dans les trois jours précédant cette perquisition, les juges Riberolles et Brisset-Foucault ont entendu, très longuement, au titre de témoins, Claude-Annick Tissot, Jean-Jacques Porchez, l'élus des Verts qui avait porté plainte, et Didier Sellès, l'ancien responsable financier de la région. Ces auditions leur ont permis de mettre une touche finale à leur stratégie dans ce dossier particulièrement vaste.

Pour parfaire la préparation de cette opération, le juge Riberolles avait obtenu, dès sa désignation, que l'enquête coïncide, depuis juin 1996, par le Conseil de la concurrence, et étendue, en octobre 1996, à l'ensemble des marchés conclus par la direction des affaires scolaires, lui soit directement rattachée. Le magistrat a délivré une commission rogatoire aux services de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, chargés d'effectuer le travail de recherche pour le compte du conseil afin de mener les investigations nécessaires auprès des entreprises sous contrôle avec la région Ile-de-France.

Jacques Follorou

Le « réseau de corruption » des Yvelines

Franck Borotra, président (RPR) du conseil général des Yvelines, a fait, vendredi 27 juin, le point sur les affaires de corruption qui, depuis plus de deux ans, ont mis en cause plusieurs élus du département, dont son ancien président, Paul-Louis Tenaillon (UDF-FD), mis en examen il y a deux semaines. Lors d'une séance à huis clos, M. Borotra a estimé que l'affaire était « grave, très grave », mais qu'elle ne touchait certains élus et fonctionnaires qu'à titre individuel. L'objectif de M. Borotra est d'éviter que le climat des affaires qui pèse sur le conseil régional d'Ile-de-France, le département de l'Essonne (lire page 8) et la Ville de Paris n'entraîne le fonctionnement des Yvelines. M. Borotra a, sans se livrer à de nouvelles révélations, décrit les mécanismes qui ont rendu possible la mise en place d'un « réseau de corruption » et les mesures prises depuis 1994 pour mettre un terme au favoritisme dont avaient bénéficié auparavant plusieurs entreprises de travaux publics.

contrats de construction ou de rénovation d'établissements scolaires.

Cette brutale accélération de l'enquête survient trois semaines après l'ouverture, le 3 juin, d'une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles l'assemblée régionale a géré, entre 1991 et 1995, la passation des marchés publics dans le cadre de la restructuration du parc de lycées de la région Ile-de-France. Le

renforcés par le résultat d'une enquête préliminaire, ouverte le 12 décembre 1996, à la suite d'une plainte de trois élus Verts mettant en cause le monopole du bureau d'étude Patrimoine Ingénierie. Présent en tant qu'assistant à la maîtrise d'ouvrage, ce bureau a concentré près de 80 % des marchés et géré, à ce titre, la mise en concurrence des entreprises pour plus de 10 milliards de francs de marchés. La chambre régionale

Les maîtres auxiliaires attendent une réponse du ministère de l'éducation

Ils sont 33 000 à espérer une titularisation

« MAIS quand donc obtiendrons-nous une réponse ? » Michèle, maître auxiliaire de mathématiques depuis sept ans, est excédée. Comme trois mille autres candidats en Ile-de-France (douze mille trois cents dans toute la France), elle s'était inscrite pour passer le concours national réservé aux maîtres auxiliaires. Elle n'a jamais pu composer. Le 29 mai, date de convocation pour les épreuves écrites, le centre d'examen du Parc floral de Paris s'est transformé en une assemblée générale menée par le Collectif des non-titulaires de l'éducation nationale (Le Monde du 31 mai).

Le concours a été annulé et les candidats ont été reconvoqués le 6 juin dans six centres d'examen. A nouveau, les épreuves ont été perturbées par les opposants au concours. Depuis, Michèle n'a plus aucune information. Elle a écrit au ministère de l'éducation nationale, au rectorat, au président du jury, à l'inspection académique, mais « personne n'a d'information à fournir ». Pis, à la direction des personnels enseignants, d'autres maîtres auxiliaires ont obtenu pour seule réponse : « Vous serez considérés comme absents ».

En province, où les épreuves ont pu se dérouler normalement, les admissibilités ont été prononcées et les oraux débuteront dans quelques jours (deux mille sept cents postes sont offerts cette année). Sur le service ministériel du ministère (36 15 EDUTELPLUS), à la rubrique « concours réservé, académie de Paris », il est simplement indiqué qu'« aucun candidat inscrit n'a été déclaré admissible » et son histoire géographique, mathématiques, anglais, etc. Au total, mille trois cent cinquante personnes seraient dans la même situation kafkaïenne que Michèle.

DES PROMESSES

Jamais un concours national n'a connu de telles péripéties. En décidant, dès le 29 mai, de réorganiser des épreuves pour une partie des candidats, le ministère, alors dirigé par François Bayrou, a pris le risque juridique de remettre en cause le principe d'égalité. Désormais, Claude Allègre entend « calmer la situation » et promet de « ne pas laisser des gens non réemployés ». Les maîtres auxiliaires ayant une ancienneté de plus de trois ans, et qui étaient en poste cette année, devraient obtenir un emploi à la prochaine rentrée. Mais la question de leur titularisation reste toujours en suspens.

« Jospin, promesses et pouvoir ne s'est pas contradiqué », scandaient, mercredi 25 juin, sous les fe-

nettes de Claude Allègre une centaine de membres du Collectif des non-titulaires, soutenu par le syndicat SUD-éducation. Pour sa dernière manifestation, le collectif a jeté en tas devant le ministère des vieux manuels scolaires, des cahiers usagés, des formulaires de copies d'examen, des rapports de jurys de concours, « tout ce qui représente notre métier d'enseignant ».

Si les fondateurs du collectif revendiquent toujours « une titularisation pour tous, sans préalable de concours ni discrimination de nationalité », ceux qui ont rejoint le mouvement ces dernières semaines ont un discours plus tempéré. « Nous sommes prêts à négocier un plan de titularisation prenant en compte l'ancienneté, le diplôme, la notation pédagogique et administrative », souligne Pierre, maître auxiliaire d'histoire depuis neuf ans, qui a déjà, comme beaucoup d'autres, reçu son dossier d'inscription à l'ANPE.

UNE MASCARADE

Mais tous considèrent que le concours réservé – avec « ces conditions d'inscription arbitraires, le flou des épreuves et la quasi impréparation des candidats » – est « une mascarade ». Le ministère se dit prêt à envisager des modalités d'examen qui prendraient en compte les acquis professionnels. Néanmoins, toute titularisation s'effectuera dans le cadre « de la loi de la fonction publique ». « J'enseigne dans un lycée difficile depuis dix ans et je participe aux jurys de bac. Je trouve cela humiliant de devoir faire la preuve de ma compétence », s'insurge Sylvie.

Le collectif, dont une délégation a été reçue, mercredi 25 juin, par Georges Septours, responsable de la direction des personnels enseignants, entend « intensifier » son action et devrait installer, vendredi 27 juin, un campement proche du ministère. Le collectif ne se gèle pas pour rappeler qu'un vaste plan de titularisation avait été engagé en 1983 pour plus de quarante mille maîtres auxiliaires. Cette année, ils sont trente-trois mille trois cent trente-quatre et représentent 11 % des effectifs enseignants du secondaire (Le Monde daté 20-21 avril). Les manifestants font en outre valoir un courrier de Lionel Jospin, daté du 30 mai, dans lequel il promettait de « mettre fin au statut précaire des maîtres auxiliaires ». Désormais, au ministère de l'éducation nationale, on souligne que « le problème est réel », mais qu'il réclame « des arbitrages budgétaires importants ».

Sandrine Blanchard

L'opposition demande la démission de Michel Giraud

MICHEL GIRAUD, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, avait déclaré qu'il ne croyait pas à des suites judiciaires sur le rapport de la chambre régionale des comptes sur les marchés publics. En apprenant l'arrivée des magistrats et des policiers dans les locaux du conseil régional, jeudi 26 juin, l'opposition lui a rappelé ces propos, alors que s'ouvrait la première séance publique de l'assemblée régionale depuis le rejet du budget, au mois de janvier. La séance a été intégralement consacrée à cette affaire, l'ordre du jour normal ayant été reporté au vendredi 27 juin.

Yannick Bodin, président du groupe socialiste, a ouvert le feu en affirmant que le fonctionnement de l'institution régionale était bloqué « en raison d'une information judiciaire qui, à l'évidence, concerne l'exécutif ». C'est-à-dire M. Giraud. Le président a eu beau rappeler que l'information judiciaire ouverte le 3 juin pour « faux, usage de faux, favoritisme et pratiques anti-concurrentielles » ne visait nullement personne, rien n'y a fait. Jean-Yves Le Gallou,

président du groupe Front national, a souligné qu'« on ne parlait plus de la région que pour évoquer des affaires judiciaires » et a demandé le départ de M. Giraud « sans attendre sa mise en examen ». Le nouveau président du groupe des Verts, Jean-Félix Bernard, a pour sa part exigé « une nouvelle fois » que M. Giraud fasse savoir clairement si la mise en examen d'un élu serait ou non suivie de leur démission...

COINCIDENCES

Dans l'esprit de nombreux élus régionaux, cette perquisition des juges Riberolles et Brisset-Foucault marque une accélération du cours de la justice. François Guérard, président du groupe UDF, a relevé la coïncidence entre cette perquisition spectaculaire et l'agenda de l'assemblée régionale : les magistrats sont en effet arrivés dans les locaux de la rue Barbet-de-Jouy, qui abritent les bureaux des membres du cabinet de M. Giraud, alors que ce dernier y tenait un point de presse sur les difficultés de l'emploi dans la région, à l'ordre du jour de la

séance publique du même jour. M. Guérard s'est demandé si, « en dépit des déclarations d'Elisabeth Guigou », garde des sceaux, sur la liberté d'action des parquets, « on n'a pas essayé de nous empêcher de fonctionner » et de provoquer la paralysie du conseil régional.

M. Giraud a préféré banaliser cette perquisition en l'annonçant lui-même aux journalistes, déclarant qu'elle s'inscrivait « dans le déroulement normal de l'information judiciaire » ouverte au début du mois par le parquet de Paris. Si le président du groupe RPR, Robert Pan-draud, ne s'est livré qu'à des déclarations anecdotiques sur ce nouvel épisode judiciaire, il n'a pas hésité à faire part d'un pronostic. Selon lui, M. Giraud ira au terme de son mandat, en 1998, mais il aurait fait savoir qu'il « ne voulait pas se représenter ». Le RPR est déjà à la recherche d'un chef de file susceptible de garder dans son giron la plus importante région de France, qu'il détient depuis sa création, il y a vingt ans.

Pascale Sauvage

Des peines de prison avec sursis requises dans le procès du Drac

Le ministère public dénonce une « incroyable accumulation de légèretés et d'irresponsabilités »

GRENOBLE de notre correspondante A l'issue d'un réquisitoire dans lequel il a dénoncé « l'incroyable accumulation de légèretés et d'irresponsabilités » qui a abouti, le 4 décembre 1995, à la mort de six enfants et de leur accompagnatrice, le premier procureur adjoint de Grenoble, Pierre-Marie Cuny, a réclamé, jeudi 26 juin, des amendes et des peines de



PROCÈS Le premier procureur adjoint de Grenoble, Pierre-Marie Cuny, a réclamé, jeudi 26 juin, des amendes et des peines de

prison avec sursis contre les responsables de la tragédie du Drac. Contre les trois cadres d'EDF, il a réclamé, outre une amende de 50 000 francs, une peine d'emprisonnement qui ne puisse « descendre en dessous de deux années » avec sursis. Contre l'institutrice, il a demandé dix-huit mois avec sursis et 30 000 francs d'amende ; contre les deux fonctionnaires de l'éducation nationale, dix mois avec sursis et 20 000 francs d'amende ; et contre la ville de Grenoble, une amende qui « ne soit pas inférieure à 100 000 francs », assortie d'une obligation d'affichage. Et revanche, il a laissé au tribunal le soin de fixer la peine de la directrice de l'école.

Au cours de sa démonstration, le magistrat du parquet n'a épargné personne. Ni la directrice de l'école, qui se contentait « de faire confiance à la ville » ; ni l'institutrice, qui, selon lui, a fait preuve de « négligence », « d'inconscience » et « d'absence de clairvoyance », en ne préparant pas mieux une sortie « bâclée », puis, en ne l'accompagnant pas lorsqu'il a fait preuve de l'absence de la seconde accompagnatrice a été constatée ; ni l'éduca-

tinn nationale qui a donné, sans contrôle, son feu vert à la sortie. « Lorsqu'on appose sa signature en dessous du mot autorisation, on doit en assumer les conséquences », a lancé le représentant du ministère public. « Vous avez laissé faire n'importe quoi », a-t-il lancé ensuite à l'inspecteur d'académie. La ville de Grenoble n'a pas bénéficié de plus d'indulgence pour « le manque de vigilance de ses services qui, soit, ne cherchaient pas à savoir ou, soit, lorsqu'ils savaient, ne disaient rien ».

AUCUNE PRÉCAUTION

C'est sur EDF, sinistré au bout de cette chaîne d'erreurs et de négligences, que les foudres du procureur se sont abattues avec le plus de fermeté. Les extractions de graviers réalisées dans les années 70 par EDF sans qu'aucune étude d'impact ait jamais été réalisée, et qui n'avaient cessé qu'après une action en justice de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, auraient ainsi largement participé à la destruction du site, et favorisé des vagues d'eau anormalement fortes.

EDF avait en outre l'obligation, inscrite au cahier des charges, d'as-

surer le déboulement du site. Or, elle ne l'a pas fait, laissant se développer une faune et une flore qui ont encouragé la fréquentation du site. Quant aux consignes relatives aux lancers d'eau, EDF ne les a pas appliquées. « M. Alphondevy a été mal renseigné », a raillé le procureur. Le 4 décembre, ce n'est pas 25, mais 30 mètres cubes par seconde qui ont été lâchés. M. Cuny a enfin dénoncé « la légèreté » dont EDF faisait preuve pour s'assurer de la mise en sécurité du site, envoyant un jour un agent pour vérifier si aucun promeneur ne se trouvait en aval, puis, non simple fax aux communes voisines, comme ce fut le cas les 30 novembre et 1^{er} décembre 1995.

Le 4 décembre, en revanche, rien. Aucune précaution, à part un message laissé par erreur sur le répondant d'un riverain, à la place de la société Pascal, une entreprise de travaux publics qui avait un chantier, plus bas, et avec laquelle EDF était liée par une convention. « Cet exemple illustre bien l'incohérence avec laquelle l'entreprise publique agissait », a conclu Pierre-Marie Cuny.

Nicole Cabret

Quatre policiers bordelais mis en examen pour « viol »

SOUÇONNÉS d'avoir participé à une série de viols commis contre une femme de trente-trois ans, quatre policiers en tenue ont été mis en examen, jeudi 26 juin, à Bordeaux. A la suite d'un accident de la route provoqué, en mars, par une automobiliste en état d'ivresse, des gardiens de la paix du commissariat de Canon lui auraient proposé des relations sexuelles en échange d'un abandon de toute procédure. Des policiers seraient revenus à diverses reprises à son domicile pour la violer. La jeune femme a déposé plainte. L'un des policiers a été mis en examen pour « viols sur personne particulièrement vulnérable par personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions » et les trois autres pour « complicité de ces faits ».

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : Les jurés de la cour d'assises du Val-de-Marne ont acquitté, jeudi 26 juin, un patron de brasserie de Vincennes, Jean-Pierre Péru, qui avait mortellement blessé un jeune cambrioleur, le 14 juin 1994. Durant les deux jours d'audience, les jurés avaient été confrontés à un réquisitoire de fermeté – six ans d'emprisonnement, sans retenir la légitime défense – et à un dilemme : sanctionner l'autodéfense ou excuser la « peur légitime » d'un homme victime de plusieurs cambriolages.

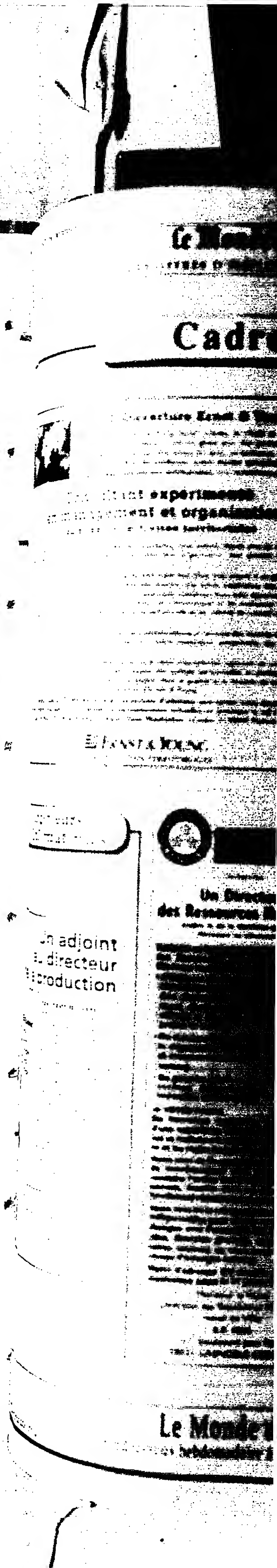
■ FRANÇAISE DES JEUX : Les enquêteurs de l'Office central de répression de la grande délinquance financière ont procédé, mercredi 25 juin, à une perquisition au siège parisien de la Française des jeux. Selon Le Parisien du 27 juin, les policiers se sont également rendus dans une imprimerie de Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme) où sont fabriqués des tickets de jeux. L'enquête, confiée aux juges d'instruction Alain Philibeaux et Patrick Desmure, porte sur d'éventuelles surfacturations dont la justice cherche à identifier les bénéficiaires.

■ MEURTRES : Alex, un adolescent d'origine russe accusé d'avoir tué quatre membres de sa famille et un couple d'amis, le 26 février 1995, à Louveciennes (Yvelines), comparaitra devant la cour d'assises des mineurs, sur une décision rendue vendredi 27 juin, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles.

paringer
Qui en dormant protège son dos, chausse à son réveil domestiqué. Lit double géométrique. Direction sur lattes, Matelas noir. 2 Matelas laine et crin, comme en 1800. Double housse déhoussable, comme chez 2 orfèvres, 2 traversins.

PRIX DE LANCEMENT : 6 000 F

Modèle déposé
121, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS
Tél. 01.42.22.22.08 - 01.45.44.07.23
12, rue de la Chapelle, 75007 PARIS



Les maîtres auxiliaires attendent une réponse du ministère de l'éducation
 Ils sont 33 000 à espérer une titularisation.

Le Monde des INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

L'Ouverture Ernst & Young

La vocation d'Ernst & Young, leader mondial de l'Audit et du Conseil est d'apporter à nos clients un service global pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs stratégiques, améliorer leurs performances et conduire le changement. Afin de renforcer notre équipe spécialisée en Conseil auprès des collectivités territoriales, nous recherchons pour LYON un

Consultant expérimenté en management et organisation dans les collectivités territoriales

- Implantés dans les principales métropoles régionales, nous aidons, depuis plus de 14 ans, de très nombreuses collectivités territoriales à optimiser leur organisation, leur gestion, leurs moyens d'action et leurs finances.
- A 30/40 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis, à un poste de direction dans une moyenne ou grande collectivité territoriale, une solide expérience des composantes du management, à savoir l'organisation et les ressources humaines. Vous avez également développé de bonnes connaissances en contrôle de gestion, en informatique et en évaluation de politiques publiques. Une double expérience en collectivité territoriale et en cabinet de conseil serait particulièrement appréciée.
- Reconnu pour vos compétences et votre professionnalisme, à l'écoute des besoins de vos clients internes et/ou externes, vous avez su créer, par votre implication personnelle, des relations de confiance durables.
- Nous offrons à un candidat ambitieux, dynamique, doté d'excellentes capacités de communication tant écrites qu'orales, l'opportunité de développer ses qualités personnelles et professionnelles au sein d'équipes pluridisciplinaires, fortement engagées dans la qualité et la réussite de leurs missions, tout en bénéficiant des outils et méthodologies d'Ernst & Young.

Pour ce poste basé à LYON, nous vous remercions d'adresser sans tarder votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle), en précisant la réf. EYC 9924 à Monique Herbet - Ernst & Young Conseil - Tour Manhattan - Cedex 21 92095 Paris-la Défense 2.

ERNST & YOUNG
 COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

La ville de Vaulx-en-Velin (Nord est de Lyon)
 45 000 habitants, recrute

Directeur des Ressources Humaines
 par voie de mutation ou détachement.

Pour ce recrutement statutaire de directeur territorial ou d'attaché, à pourvoir immédiatement et sous l'autorité du secrétaire général adjoint, vous êtes chargé de coordonner une équipe de 23 personnes.

Vous dirigez et coordonnez l'activité de la D.R.H., assurez la préparation et le suivi du budget du personnel. Vous élaborez et mettez en œuvre les orientations stratégiques de gestion des ressources humaines. Vous gérez les dossiers de contentieux du personnel. Vous êtes conseil en ressources humaines et en organisation auprès de la direction générale et des services municipaux. Vous élaborez un système d'information et de pilotage des données concernant le personnel.

De formation Bac + 4 minimum, vous possédez une très bonne connaissance du statut et des organisations publiques. Vous connaissez les systèmes informatiques de gestion du personnel. Vous bénéficiez d'une bonne capacité relationnelle collée à une expérience validée dans un emploi similaire de la fonction publique.

La connaissance de la M14 serait un atout supplémentaire.

Rémunération statutaire : 13e mois et régime indemnitaire.

Vaulx-en-Velin

Vous êtes disponible rapidement ?

Merci d'adresser votre lettre de motivation avec photo et CV avant le 15 juillet 1997, à Monsieur le Maire, Direction des ressources humaines, place de la Nation, 69120 Vaulx-en-Velin.

Ingénieurs et Informaticiens

Un adjoint au directeur de la production

Principales missions : assurer la coordination technique et administrative de 3 services opérationnels pour la mise en œuvre des expositions. A en charge la centralisation des marchés et contrats passés ainsi que leur suivi. Le profil recherché est celui d'un Ingénieur Travaux Publics ayant de très bonnes connaissances de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. Une expérience professionnelle de 5 ans est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 9773 Au Monde Publicité 21 bis, rue Claude Bernard BP 218 75226 Paris Cedex 05

VILLE DE GRENOBLE (Isère)

recherche

Un Directeur des Ressources Humaines
 Cadre A de la fonction publique (Directeur ou administratif)

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône organise à Lyon en commun avec les Centres de gestion de l'Ain, l'Ardèche, l'Isère, le 29 octobre 1997 un examen professionnel de REDACTEUR CHEF

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Examen ouvert :

- aux rédacteurs ayant atteint ou pouvant atteindre à l'ancienneté maximum le 7ème échelon de leur grade au 29 octobre 1998,
- Aux rédacteurs principaux, sans condition d'ancienneté.

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION du 4 août au 8 septembre 1997 au :

Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône - 18, rue docteur Edmond Locard - 69322 LYON Cedex 05 sur place ou par courrier (joindre une enveloppe 24 x 32 affranchie à 6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat).

DATE LIMITE DE DEPOT OU D'EXPEDITION DES DOSSIERS COMPLETS

Lundi 15 septembre 1997 minuit, le cachet de la Poste faisant foi, au Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Rhône.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône organise à Lyon en commun avec les Centres de gestion de l'Ain, l'Ardèche, l'Isère, le 29 octobre 1997 un examen professionnel de REDACTEUR CHEF

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Examen ouvert :

- aux rédacteurs ayant atteint ou pouvant atteindre à l'ancienneté maximum le 7ème échelon de leur grade au 29 octobre 1998,
- Aux rédacteurs principaux, sans condition d'ancienneté.

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION du 4 août au 8 septembre 1997 au :

Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône - 18, rue docteur Edmond Locard - 69322 LYON Cedex 05 sur place ou par courrier (joindre une enveloppe 24 x 32 affranchie à 6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat).

DATE LIMITE DE DEPOT OU D'EXPEDITION DES DOSSIERS COMPLETS

Lundi 15 septembre 1997 minuit, le cachet de la Poste faisant foi, au Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Rhône.

LA VILLE D'HEROUILLE SAINT-CLAIR
 25.000 habitants - 2^e ville du Calvados - 600 agents recrutés selon conditions statutaires son

Directeur Général des Services

Collaborateur direct du Maire, vous serez chargé d'impulser les politiques de la Ville, de mettre en œuvre les projets municipaux. Vous dirigerez et coordonnerez l'activité des services, suivrez tous les projets de développement. Vous assurerez l'équipe de direction et prendrez la responsabilité de l'administration générale. Doté d'une solide formation supérieure, vous justifiez déjà d'une expérience probante dans une fonction similaire et vous avez acquis une réelle connaissance des collectivités locales et de leur environnement. Votre personnalité, votre capacité de conduite du changement, votre sens du travail en équipe, votre disponibilité seront parmi les critères déterminants du choix.

Ce poste de Directeur Territorial est à pourvoir si possible au 1^{er} septembre 1997 par mutation ou par détachement d'un fonctionnaire titulaire de la fonction publique territoriale, ou par détachement d'un fonctionnaire d'Etat, ou par un contractuel.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci de téléphoner au 01 42 66 66 05 ou d'adresser rapidement votre CV accompagné d'une lettre de motivation + photo sous référence CDC97016M à FC Conseil, 9 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui garantira la confidentialité.

AVIS D'EXAMEN PROFESSIONNEL

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône organise à Lyon en commun avec les Centres de gestion de l'Ain, l'Ardèche, l'Isère, le 29 octobre 1997 un examen professionnel de REDACTEUR CHEF

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Examen ouvert :

- aux rédacteurs ayant atteint ou pouvant atteindre à l'ancienneté maximum le 7ème échelon de leur grade au 29 octobre 1998,
- Aux rédacteurs principaux, sans condition d'ancienneté.

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION du 4 août au 8 septembre 1997 au :

Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône - 18, rue docteur Edmond Locard - 69322 LYON Cedex 05 sur place ou par courrier (joindre une enveloppe 24 x 32 affranchie à 6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat).

DATE LIMITE DE DEPOT OU D'EXPEDITION DES DOSSIERS COMPLETS

Lundi 15 septembre 1997 minuit, le cachet de la Poste faisant foi, au Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Rhône.

NOISY-LE-GRAND
 (Seine-Saint-Denis - Marne La Vallée)
 Ville nouvelle en pleine expansion
 58.000 habitants

Dans le cadre du développement de sa politique en direction de l'animation de quartier Recherche

• UN DIRECTEUR DE MAISON DE QUARTIER •

Missions

- Elaborer un projet d'animation prenant en compte la diversité des attentes des différents publics
- Mettre en place un partenariat avec l'ensemble des acteurs de terrain, institutionnels et associatifs
- Gérer un équipement de quartier (personnel, activité, budget).

Profil

- DEFA
- Capacité à travailler en équipe et à élaborer des partenariats
- Capacité d'innovation et d'impulsion
- Disponibilité
- Expérience de plusieurs années dans un poste similaire

Poste à pourvoir de suite

Candidature à adresser à Monsieur le Député Maire - Hôtel de Ville BP 49 - 93161 NOISY-LE-GRAND Cedex

صكا من الامل

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

15 mn RER A de Paris
2^e ville des Yvelines
50440 habitants

recrute pour son service logement

UN ATTACHÉ OU UN RÉDACTEUR

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du directeur de l'action sociale, de la santé et de logement, vous serez chargé(e) :

- de diriger le service du logement avec l'objectif d'une amélioration constante de la qualité de l'habitat du public,
- de gérer le fichier des demandes de logements sociaux,
- d'assurer le suivi des attributions de logements,
- d'assurer des relations de qualité avec l'ensemble des partenaires (bailleurs sociaux, services municipaux, préfecture...),
- d'organiser le travail de votre équipe (3 personnes), en introduisant et en généralisant l'utilisation de moyens informatiques,
- de conduire l'évolution du service et l'extension de ses missions.

Titulaire d'une maîtrise de droit social, d'un DESS d'urbanisme ou d'un diplôme équivalent, vous êtes un homme ou une femme de terrain, familier(e) avec l'outil informatique, possédant une aisance relationnelle et une expérience réussie dans une collectivité territoriale.

Rémunération + régime indemnitaire + prime annuelle.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre de motivation à M. le Maire, 2 rue Bédou, B.P. 275, 78506 Sartrouville cedex.

Le Doubs
CONSEIL GÉNÉRAL

recrute par voie de mutation, détachement ou liste d'aptitude POUR LA DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA COOPÉRATION COMMUNALE, CELLULE "DÉVELOPPEMENT LOCAL"

Deux animateurs des plans locaux de développement
(attachés territoriaux ou ingénieurs subalternes)

Vos missions :

- animation de réunions d'élus, aide à la formation et à la rédaction des projets (programmes thématiques européens, plan local de développement...),
- réponse aux appels d'offres nationaux ou européens,
- participation active à l'exécution des crédits engagés auprès des maîtres d'ouvrage publics,
- appui technique auprès des collectivités dans les domaines fiscaux et juridiques en particulier, réalisation des documents administratifs et simulations nécessaires à la mise en œuvre d'une démarche intercommunale,
- mobilisation des connaissances nécessaires à la prise de décision des élus locaux.

Vos atouts :

- sens de l'économie et de la synthèse,
- disponibilité,
- créativité, innovation, rigueur et réserve,
- maîtrise des logiciels Word et Excel.

Tous renseignements sur ces postes peuvent être obtenus auprès du directeur du cadre de vie et de la coopération communale au 03 81 25 81 40.

Les candidatures manuscrites + CV sont à adresser à M. le Président du Conseil Général du Doubs, Secrétaire général pour l'administration et la logistique, service du personnel et de la formation, 7 avenue de la Cure d'Eau, 25031 Besançon cedex jusqu'au 15 juillet 1997 inclus.

LA VILLE DE DECINES-CHARPIEU (69)
25 000 HABITANTS
COMMUNE DE L'EST LYONNAIS
recrute un

Secrétaire Général Adjoint

Missions :

Sous l'autorité et en collaboration directe avec le Secrétaire Général, vous participerez à la direction générale des services de la commune.

Vous prendrez en charge plus particulièrement les dossiers concernant la politique de la ville (D.S.U. - insertion - prévention - logement social).

A ce titre, vous assurerez la coordination des services exerçant une mission dans le cadre de dispositifs contractuels avec l'Etat et les autres partenaires institutionnels.

Profil :

- Attaché territorial avec formation supérieure alliant des connaissances en droit public et droit privé,
- très bonne connaissance des collectivités territoriales,
- capacité d'analyse, de synthèse et de proposition,
- aptitude à l'encadrement et au dialogue,
- expérience dans fonction similaire appréciée.

Conditions de recrutement :

- rémunération statutaire emploi fonctionnel Secrétaire Général Adjoint des villes de 20 000 à 40 000 habitants + régime indemnitaire + prime de 13^e mois + véhicule de service.

Poste à pourvoir à compter du 1^{er} septembre 1997.

Candidature manuscrite + CV + photo à adresser avant le 4 juillet 1997 à :

Monsieur le Maire
B.P. 175
69151 DECINES CEDEX

CHALON SUR SAÔNE

La Ville de CHALON-SUR-SAÔNE (Saône-et-Loire)
Citée de l'Image et Ville d'Art et d'Histoire
56 000 habitants
recrute

un directeur adjoint du service information et relations publiques

Il aura pour principales missions la direction du journal municipal (mensuel, 40 pages, 30 000 exemplaires), le suivi d'un ensemble de supports d'édition, le suivi d'événements, et participera, d'une façon plus générale en collaboration avec les autres responsables du service, à l'ensemble des campagnes de communication organisées par la Ville de Chalon-sur-Saône.

Interlocuteur privilégié des associations, il devra être également attentif aux projets ou aux initiatives qui participent à l'animation de notre cité.

Ce poste motivant et exigeant s'adresse à un candidat diplômé de troisième cycle de communication (DESS, CELSA, Sciences Com.), doté d'une bonne culture générale, d'une réelle aisance rédactionnelle et devant justifier, sur la base d'expériences significatives, de sa capacité à animer une équipe de rédaction et à gérer de façon autonome la conception, la réalisation et le suivi technique de produits de communication.

Le poste offert est de 140 à 160 KF bruts annuels suivant l'expérience du candidat. Le statut est celui de salarié sous contrat de la fonction publique territoriale.

Merci d'adresser votre candidature avec curriculum vitae, sous la référence CA SIRP, ainsi qu'un ou deux exemples de textes (articles de presse de préférence) manifestant de vos aptitudes rédactionnelles, avant le 15 juillet 1997, à :

Monsieur le Député-Maire
Hôtel de Ville - B.P. 92
71321 CHALON-SUR-SAÔNE CEDEX

Sezanne

6.000 habitants au cœur du sud-ouest marais recrute un(e)

Directeur(trice) du Service Enfance/Jeunesse

à la suite du départ en retraite de l'actuelle directrice

Dans des locaux entièrement réhabilités et adaptés aux besoins (salles d'activités pour les 3-6 ans, 7-9 ans et 10-12 ans) qui seront opérationnels dès le mois de septembre, les élus souhaitent développer les activités proposées aux enfants de 3 à 12 ans et mettre en place une politique en direction des adolescents.

Missions :

- Redynamiser le service enfance qui regroupe l'accueil périscolaire des 3-12 ans et un CLSH.
- Conception, animation et coordination d'actions en direction des adolescents.
- Accueil des adolescents au sein d'une structure adaptée en soirée et les week-ends.
- Encadrement de l'équipe des animateurs (avec participation aux recrutements).

Diplômes et compétences requis :

- D.E.F.A./B.E.A.T.E.P.
- Solide expérience d'animation auprès des enfants et des adolescents.
- Capacité à s'intégrer au sein de l'équipe municipale.
- Force de propositions, impulsion et organisation de projets.
- Sens des responsabilités et de l'initiative.
- Capacité à l'encadrement.
- Grande disponibilité.

Poste à pourvoir au 1^{er} septembre 1997.

Recrutement par voie contractuelle.

Avantages liés à la fonction.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite de motivation accompagnée de votre CV détaillé et d'une photo à :

Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, BP 88, 51122 SEZANNE Cedex

LE CONSEIL GÉNÉRAL DES ALPES-MARITIMES
recrute

par voie statutaire de préférence

Un attaché territorial

pour le poste de

CHARGÉ D'ÉTUDE LOGISTIQUE DU TOURISME

Vous serez chargé au sein du service de la direction du développement local et touristique :

- de participer à la mise au point des projets de développement touristique et notamment le montage juridique et financier des dossiers ;
- de prendre en charge le suivi des associations et organismes du secteur ;
- d'assurer une veille touristique et suivre les grandes tendances d'évolution de l'environnement et les expériences menées dans d'autres départements ;
- préparer les dossiers du Plan.

Profil :

Formation Bac + 3/4 (licence, maîtrise en droit public de préférence) et spécialisation ou expérience dans l'économie touristique indispensable.

Anglais ou Italien courant nécessaire.

Adresser candidature et curriculum vitae à :

CONSEIL GÉNÉRAL DES ALPES-MARITIMES
Direction des Ressources Humaines
Bureau des Effectifs et des Concours
B.P. 3007 - 06201 NICE CEDEX 3
avant le 15 juillet 1997, dernier délai sous la référence MOI

LA VILLE DE LA SEYNE SUR MER
(Var) - 60.000 habitants

RECRUTE

PAR CONCOURS SUR TITRES AVEC ÉPREUVES UN MÉDECIN TERRITORIAL
(Spécialité Médecine professionnelle).

Les dossiers de candidature sont à retirer du : 23 juin 1997 au 23 août 1997, et à envoyer à l'adresse suivante :

Monsieur le Maire de La Seyne s/mer
Direction du Service du Personnel
B.P. 406
83507 - LA SEYNE SUR MER Cedex.

LA VILLE DE LANNION

organise du 2 au 7 octobre 1997 un concours externe sur titre avec épreuve pour le recrutement

d'1 ASSISTANT(E) SOCIO-ÉDUCATIF TERRITORIAL (spécialité éducation spécialisée)

Ce concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme d'état d'éducateur spécialisé.

Les dossiers sont à retirer au Service du Personnel - Hôtel de Ville - 22300 LANNION, à compter du 1^{er} juillet 1997.

Date limite du dépôt des dossiers : le 31 août 1997.

AVIS DE CONCOURS

LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE organise

LE CONCOURS INTERNE SUR TITRES AVEC ENTRETIEN POUR L'ACCÈS AU CADRE D'EMPLOIS DES COORDINATRICES DE CRECHES TERRITORIALES (femme ou homme)

Période d'inscription : du 4 juillet 1997 au 4 septembre 1997.

Date des épreuves : à partir du 22 octobre 1997.

Lieu des épreuves : 42, rue de Romainville - Paris 19^{ème}

Nombre de postes ouverts : 8

Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être demandés :

Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la Région Île-de-France
3, rue de Romainville - 75940 PARIS Cedex 19

Gestionnaires et Financiers

La Chambre de Commerce & d'Industrie de Tarbes & des Hautes-Pyrénées recherche son

Directeur de Centre de Formation (B/F)

• Définition de la mission :

- Concevoir et mettre en œuvre la politique de formation initiale et continue de l'organisme gestionnaire.
- Organiser et gérer l'ensemble des dispositifs de formation des établissements intégrés au Centre.
- Animer l'équipe de collaborateurs permanents et d'intervenants extérieurs.
- Elaborer et exécuter le budget du Centre, et en assurer le contrôle de gestion et le suivi de trésorerie.

• Profil requis :

- Environ 35/40 ans.
- Formation supérieure en gestion ou équivalent.
- Solide expérience professionnelle, de préférence à la tête d'un organisme de formation.
- Aptitude au management, à la gestion et aux relations publiques.
- Excellente connaissance des procédures de financement de la formation initiale et continue exigée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo à :

Monsieur le Directeur Général de la Chambre de Commerce & d'Industrie de Tarbes & Hautes Pyrénées
Centre Kennedy - BP 350 - 65003 Tarbes Cedex

313 000 Cadres de l'administration sont des lecteurs du Monde*.

Pour tous renseignements, contactez Sacha LAUZANNE au 01.42.17.39.34

* source IPSOS Cadres actifs 1996 LNM

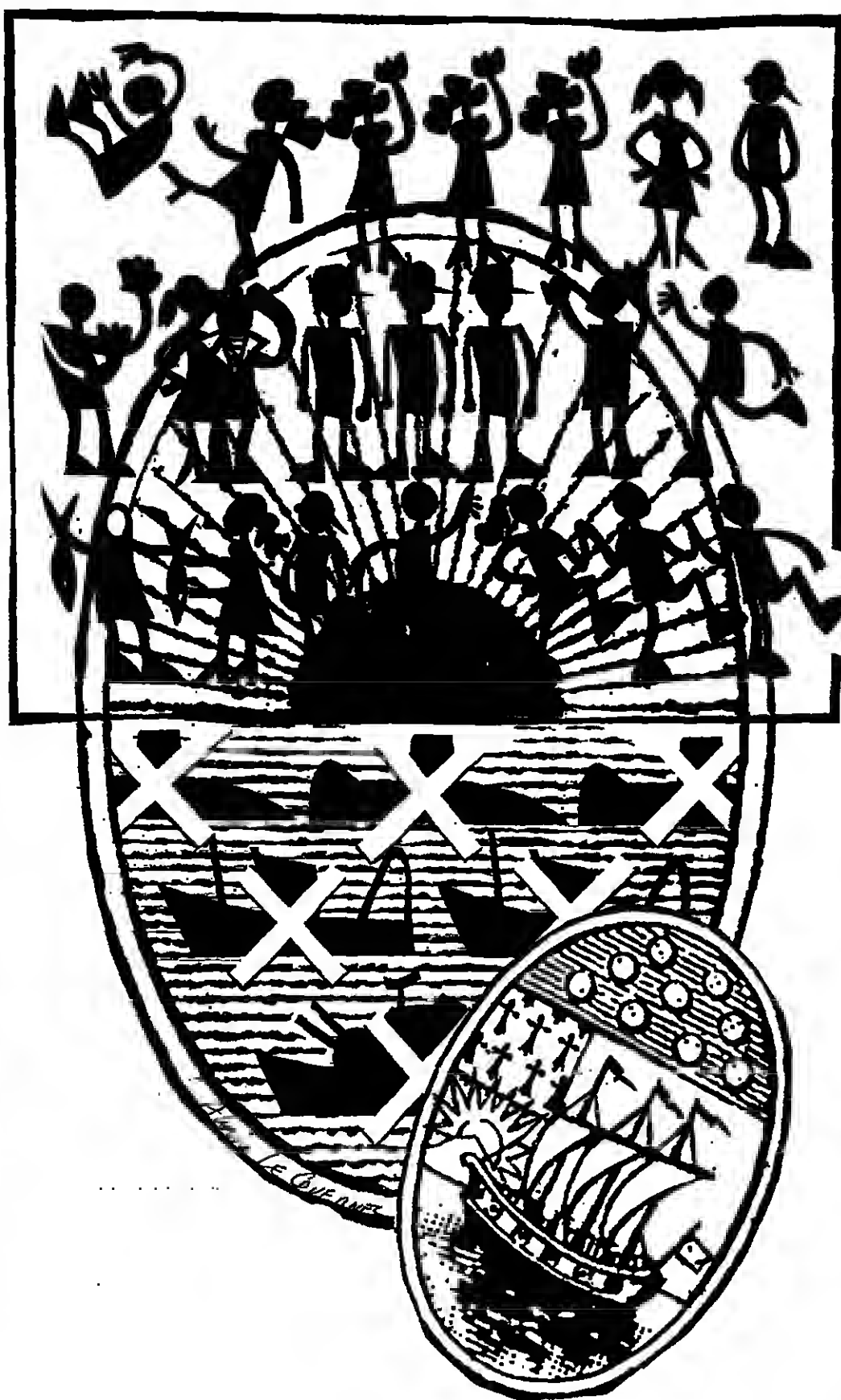
HORIZONS

REPORTAGE

CHAQUE matin, à 9 heures moins vingt, elles se retrouvent au café en bas des immeubles. Dans la salle, Marcel, l'homme de ménage, passe la main sur le comptoir, se frotte les mains, évoque les mesures gouvernementales : « Vous avez vu les sous à la rentrée scolaire ! Les mères de familles sourient. Yvelise avait regardé, la veille, la déclaration de politique générale de Lionel Jospin à la télé. Dans son salon transformé en chambre à coucher pour ses enfants, elle avait crié « super ! » en entendant l'annonce de la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire. Au café, les mères parlent de « l'histoire des allocations familiales ». C'est normal. Pourquoi le cadre serait privilégié ? Il est riche, le cadre. Deux millions cinq (25 000 francs, NDLR) et une fille interrogée à la télé dit qu'à deux, c'est pas beaucoup. Ben voyons ! Si on les avait, nous, on serait contents. » La femme du Millionnaire précise : « Deux millions cinq, c'est dix fois le RMI ! » Elle, elle vit avec 3 016 francs et quatre enfants qui sont grands. « Dans un supermarché, on passe notre temps à quatre pattes parce que les produits les moins chers sont en bas des rayons, voilà à quoi on est réduits. » Les autres mères de famille, également RMistes, se demandent si Jospin va tenir parole. « L'été, le gouvernement peut retirer ce qu'il donne, ça s'est vu. » Le matin, au café, les femmes se passent des vêtements, s'échangent des adresses : « La choupette valait des Adidas, j'en ai trouvée à 50 francs. Elles parlent souvent du sort des enfants : « Si on a la possibilité de bien les élever en bas âge, après, le reste, ça suit. » Elles vivent à Lorient, dans un quartier populaire, à Kervénec.

Plus loin, entre Lorient et Hennebont, au food d'une zone industrielle, il y a certains matins où Michel, ouvrier à la SBFM (Société bretonne de fonderie et de métallurgie), se demande : « J'y vais ou j'y vais pas ? » Il est 5 h 30. « Sur le parking, il fait nuit, j'entends déjà le bruit de l'usine, je vois les fumées. » Le jour de la déclaration de politique générale de Jospin, un collègue, Julien, était dans l'équipe du soir. « Les gars, pendant la pause, étaient prêts à débrayer. 200 francs d'augmentation du SMIC, c'était de la provocation. C'était pas possible, on était en train de se faire couillonner comme en 1981. Certains voulaient descendre dans la rue. » Ici, dans cette filiale de Renault, dernière « cathédrale » industrielle du pays lorientais, on sent que les « acquis se fissurent », qu'il faut toujours s'adapter. Autrefois, on pouvait travailler « comme un boulanger », simplement avec ses bras en enfournant les pièces. « Maintenant, les charges mentales sont lourdes, c'est presque la tête et les jambes. On essaie de baisser la machine pour respirer un peu. C'est elle qui commande », expliquent les ouvriers. La productivité doit progresser de 6 % chaque année. « Avant, on était de la viande ; maintenant, c'est le stress de ne pas suivre la machine, on a vu des dépressions nerveuses, des mecs qui disent : Bien sûr, faudra être ingénieur pour contrôler les pièces qui défilent sur le tapis. »

On a peur d'un laisser-faire, de la menace de la flexibilité, de la tentation de remplacer les salariés par une main-d'œuvre précaire. Un ouvrier, en CDD pendant deux ans, se retrouve aujourd'hui au même poste de travail, mais employé désormais par une société de travail intérimaire. Bruno, lui, fait partie des vingt-œuf « exclus », chômeurs de longue durée qu'on a remis au travail à la fonderie grâce à un contrat de préqualification, puis à un contrat de retour à l'emploi. Sur vingt-neuf, dix seulement devraient être gardés dans l'entre-



Lorient voudrait croire en Jospin

prise. « On va nous refaire à la rue. Dans le même temps, l'entreprise va prendre quinze nouveaux CDD, comme nous, financés par l'argent public. Jospin parle de créer 700 000 emplois, c'est bien joli, mais si on n'est pas capable de préserver vingt-neuf CDD à la fonderie... On est des balles de ping-pong », dit-il. « Les patrons nous laissent toujours un espoir, en gardant dix sur vingt-neuf, ça nous divise. Les chefs essaient des trucs avec nous et pas avec les autres : faire tourner les ateliers pendant la pause casse-croûte, par exemple. On nous fait comprendre que ce n'est pas dans notre intérêt de faire grève, ni de se faire voir avec des gars du syndicat. Mes collègues en CDD, eux, ils ont un naud, là, dit-il en désignant son ventre. Ils se taisent. »

Au bal des marins, au Palais des congrès de Lorient, les femmes, les enfants, les amis sont là. La bière coule à flots, un groupe chante Déjà mal marié. Un ancien armateur, un des « seigneurs » de Lorient, évoque ses vingt ans, ses souvenirs de descente à L'Excelsior, de petites femmes. Les marins sont contents d'être réunis. « D'habitude, on se croise à l'aéroport, à Paris ou en Écosse, au moment de relever les équipages. » Depuis trente-cinq jours, les huit bateaux de l'armement Jégo-Quérét

restent à quai. Les marins poursuivent une grève qu'ils pressentent historique contre leur nouvel employeur, le grand groupe espagnol Pescanova. Ce dernier a pris le contrôle de l'armement breton en 1994, avec des aides publiques. « Il s'était engagé à moderniser les pavillons, ramener 30 000 tonnes de poisson par an, créer une usine de transformation à Lorient. Le groupe a touché 150 mil-

« Au supermarché, on passe notre temps à quatre pattes parce que les produits les moins chers sont en bas des rayons. Voilà à quoi on est réduits »

lions de francs de fonds communautaires, et rien de tout cela n'a été fait », s'insurgent les délégués de la CFDT. Là aussi, on a réduit les équipages, « alors que les bateaux sont rentables ».

La situation a été explosive lorsque la direction a décrété la suppression de la « godaille » — les quelques poissons attribués aux pêcheurs — et demandé aux patrons de bateaux de leur consigner par écrit leurs « plans de pêche », c'est-à-dire la localisation très

exacte de leurs prises en mer. « Là, on ne pouvait plus céder. Si on l'avait fait, le lendemain, tous les bateaux espagnols du groupe se seraient pointés sur nos positions, expliquent les capitaines. La pêche fraîche, c'est comme la chasse. On est très réactif. Sentir le coup de colin, ça se fait sur place. Il faut prendre la bonne décision au bon moment selon une multitude de paramètres en mer, pas dans un bu-

reau. On nous demande une obligation de résultat, mais qu'on nous laisse de l'autonomie pour cela. » Un responsable fait un petit discours, taute le monde pense à « Jean-Pierre », Jean-Pierre Hervé, un patron de bateau, « un bon copain, un des premiers à rentrer au port en cas de conflit », disparu en mer en 1993. Les marins de Lorient ont enregistré le changement de gouvernement et la nomination de Louis Le Penec « comme un bon point, pas comme une victoire, faut

laisser le temps de voir ». « Si la grève est dure, c'est qu'on est persuadé qu'on a affaire à une logique de prédateurs, qu'on va se faire dépecer, tout perdre dans six mois, un an et tout ça avec le concours de l'argent public », disent les marins. Eux aussi parlent de moralité. A la campagne, à quelques kilomètres de Lorient, l'usine de confection Maryllo ressemble à un grand garage blanc au milieu des champs. Il est 17 heures, et les employés ont le sentiment de revivre un moment noir de l'hiver. Humiliées, insultées par un nouveau directeur de production, ces dernières avaient débrayé du 9 janvier au 6 février, tout simplement pour être respectées. Contraint au départ, après une indignation d'une ampleur nationale (Le Monde du 4 février), l'ex-chef de production, Alain Le Brucher, vient de faire une apparition surprise dans l'entreprise. « T'es pas encore licenciée, toi ? Ça va venir », dit-il à une employée, ancienne gréviste, à la sortie de l'usine. « Il ose revenir, nous narguer, c'est incroyable », s'exclament les ouvrières.

Dans la sous-préfecture du Morbihan, les promesses du premier ministre ont redonné un peu d'espoir aux plus démunis et aux victimes des conflits sociaux. Mais, après les désillusions de 1981, la méfiance reste de rigueur

socialiste, est content que « les vieux schnocks du PS n'aient plus trop leur mot à dire. Les élus descendent de leur tour d'ivoire, ils reviennent à l'écoute des gens, c'est bon signe ». Du côté du mouvement des chômeurs AC ! (Agir ensemble contre le chômage), « on ne veut pas donner de chèques en blanc au nouveau gouvernement, on regardera ce qu'il fait, explique Claude Lemaître. Honnêtement, les dirigeants ont trop joué. Il faut restaurer la primauté du politique. Nos grands-parents étaient contents d'avoir fait 36, et nous, qu'est-ce qu'on va laisser à nos enfants ? Si la politique est forte, le peuple suivra. Jospin, on le sent préoccupé par ça. Faut voir ». Régine Molla, elle, vivait d'un CES, est, en compagnie d'une dizaine de RMistes de Kervénec, auteur de Zone mortuaire, un polar écrit sur le quartier et publié dans la « Série noire », chez Gallimard. Elle se dit « méfiante » : « En 1981, on avait fait la fête pendant deux jours. On a vu le résultat après. »

Ici, quelque chose est né avant et pendant l'écriture de ce roman collectif. « Tant qu'ils avaient à bouffer, les gens restaient enfermés chez eux, regardaient la télé. La faim a débarrassé les toupes. Un jour,

ELLES se souviennent de l'homme qui tapait du poing contre les cloisons, interdisait qu'on le regarde en lui parlant, installait des caméras, multipliait les mises à pied et les injures. « Une ouvrière a dû être évacuée par les pompiers, elle était tétaisée, se souvient Mario-Paule Quérou, qui, avec d'autres, a monté une section syndicale CFDT. Son objectif était clair : il choisissait de faire craquer les filles entrées en 1992. Les aides à l'embauche se terminaient en 1997, il s'agissait de 1 800 francs d'exonération de charges sociales par fille. Il voulait doubler le rendement. Il disait : "T'es gère, je veux et quand je veux, fobtiens." A l'atelier, on ne pouvait pas relever la tête, ni adresser un regard ou un sourire à une copine. » Avant son élection, Lionel Jospin était venu apporter son soutien aux ouvrières. « Il nous a félicités et écoutés. On lui a dit que l'inspecteur du travail n'avait pas assez de pouvoirs pour réprimer les brimades et les insultes. On a demandé qu'il y ait un suivi et un contrôle des aides publiques à l'emploi. » Dans leur local syndical est affiché un article sur la naissance d'un mouvement dans les ateliers de confection au Cambodge. « Là-bas, les ouvrières réclament 250 francs au lieu de 175. Elles travaillent douze heures par jour, sept jours sur sept. Avec un accord sur la réduction du temps de travail, les ouvrières de Maryllo cherchent à faire chuter de soixante-quatre à onze le nombre de licenciements prévus. » Grâce au système du FNE, on pourrait même envisager un salaire de 4 400 francs net pour un mi-temps pendant deux ans », assurent les déléguées.

A la sortie de l'usine, les ouvrières disent que « Jospin, élu, ça remonte un peu le moral. L'espoir est petit, mais quand même. Il a l'air de vouloir réformer les procédures de licenciement ». Sur le parking, les anciennes grévistes évoquent ce qu'elles appellent le « syndrome Maryllo » : « Quand on réalise l'ampleur du soutien qu'on a eu, les lettres qu'on a reçues, c'est que notre situation parle à beaucoup de gens. Tout le monde a la conviction qu'on vit une régression. C'est aussi aux gens de réagir, de se battre eux-mêmes. Faut pas tout attendre de l'Etat, déclare Evelynne. Il y a trop d'assistanat. Un droit, ça ne vient pas tout seul. L'ouvrier l'a oublié, mais autrefois les gens se battaient. Peut-être que cette mémoire a disparu. »

Au pied des immeubles de Kervénec, Alain, le postier, militant

« Le gouvernement, on regardera ce qu'il fait. Il faut restaurer la primauté du politique. Si le politique est fort, le peuple suivra. Jospin, on le sent préoccupé par ça. Faut voir »

on a remarqué qu'il y avait plein de gens comme nous. On a appris à se regarder, à se parler. Les femmes qui prennent le café le matin et se donnent des coups de main, c'est nouveau. Les gens découvrent le partage. On n'a plus peur. Cette conscience collective, les hommes politiques ne peuvent pas l'ignorer. Ce sont des funambules. Au moins deux fois, il y a maintenant un risque d'explosion. On n'en est plus à demander du fric, mais à être reconnu pour ce qu'on est. Ce n'est pas le savoir-faire, mais le savoir-être qui devrait être homologué aujourd'hui. »

Régine ne se sent pas Don Quichotte, elle tente simplement de changer sa vie avec ses voisins. Alors, Jospin... « Il y aura toujours de la méfiance. J'aimerais que ce soit vrai quand il bent le discours de "l'avenir est entre vos mains". Autrement, on n'est pas loin de la catastrophe, et ce discours ne servirait qu'à calmer les petites gens. » Au café, en bas de l'immeuble, les mères se demandent ce que ça ferait « si les cinq millions de chômeurs descendaient une seule fois dans la rue ». Aux forges de la SBFM, les ouvriers concluent : « On en est tous là : à attendre le jour du "tous ensemble en même temps". » A force de ne plus rien attendre, ils finiront peut-être par nous entendre », suggère une RMiste. « De toute façon, on refuse le monde de fric, de consommation et de télévision. Nous, on réinvente notre vie, et c'est pas le New Age, c'est le "new courage" ! »

Domitille Le Guillaudoux
Dessin : Alain Le Querret

Dans la sous-préfecture du Morbihan, les promesses ont redonné un peu d'espoir aux plus démunis et aux victimes des conflits sociaux. Mais, après les désillusions de 1981, la méfiance reste de rigueur

Une force pour la paix au Congo !

par Omar Bongo et Mohamed Sahnoun

L n'est pas fréquent que les dirigeants des pays les plus industrialisés se préoccupent des crises africaines, du développement du continent ou de sa démocratisation. Sans faire de l'Afrique le sujet principal de ses délibérations, le sommet du G 8 qui vient de se tenir à Devoir a eu le réflexe, pour une fois, d'aborder certaines urgences africaines actuelles, notamment en lançant un appel pour le retour à la paix au Congo-Brazzaville et pour le respect de la démocratie et des droits de l'homme dans la nouvelle République démocratique du Congo (ex-Zaïre).

Si l'on ajoute à cela la décision récente du président Clinton, confirmée à Devoir, d'ouvrir davantage le marché américain aux produits africains, il y a de quoi penser que les pays industrialisés sont enfin disposés à tenir compte des préoccupations du continent africain.

Il convient toutefois de donner un contexte à cet appel qui semble constituer une ouverture en direction de l'Afrique. De ce point de vue, la crise qui agite depuis quelques jours le Congo-Brazzaville offre une occasion aux pays développés, surtout à ceux d'entre eux qui occupent un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, de passer de la parole aux actes. C'est le moment où jamais d'exprimer leur solidarité aux pays africains qui cherchent à définir une politique cohérente face aux conflits du continent.

Le sommet de Denver s'est tenu au moment précis où, sous l'égide de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), une médiation internationale d'inspiration africaine a été engagée pour mettre un terme aux violences et tueries qui ont soudainement remplacé le Congo sous les feux de l'actualité. Plusieurs centaines, voire des milliers de personnes ont déjà payé de leur vie le regain de tension intervenu depuis le 5 juin dans ce pays placé au cœur d'une région d'Afrique centrale dont la volatilité n'est plus un secret.

Il reste à la communauté internationale, à l'opinion publique des pays développés, à la presse internationale à apporter leur soutien à l'effort africain

Déterminer les causes de ce conflit, et surtout trouver une solution pour l'éteindre et éviter sa réédition constitueraient des tâches suffisantes pour convoquer à Libreville, au Gabon, pays voisin du Congo, les protagonistes de la crise afin de les amener à s'engager dans la voie d'un dialogue. Plusieurs chefs d'Etat africains ont pris part, à nos côtés, à cette médiation internationale commencée le 16 juin.

Mais la bonne volonté des médiateurs, tous africains, ne suffit pas pour atteindre les buts assignés aux négociations en cours. Il s'agit de ramener la paix grâce à l'instauration d'une force internationale de maintien de la paix; de restaurer la confiance entre Congolais en s'attaquant aux causes du conflit et de préparer le pays à assumer les échéances constitutionnelles normales.

Les avancées obtenues par les médiateurs africains ont permis de calmer la crise pendant quelques jours, mais la paix du Congo est précaire. La preuve: le fragile cessez-le-feu de trois jours signé le 17 juin, puis prolongé d'une semaine, a été violé et les combats ont repris par intermittence à Brazzaville. Les risques d'une flambée de violence sont réels si

De notre présence en Afrique

par Michel Roussin

M ALGRÉ tous ceux qui en doutent, et quels que soient les bouleversements géopolitiques dont nous sommes témoins, notre présence en Afrique est une réalité tangible. A propos des événements récents survenus dans l'ex-Zaïre, la presse unanime saluait le « *fiat co français* », ou tirait abondamment: « La France a perdu l'Afrique ». Ce bilan expéditif aux allures de parti pris doit être nuancé. D'une part, la « *perte* » est toute relative: la communauté française dans ce pays se limite à quelques six cents personnes, dont la plupart a choisi de rester sur place, et notre implantation économique y est plutôt modeste. D'autre part, il est un peu surprenant de constater l'absence totale de la Belgique dans ce débat médiatique, mis à part sa reconnaissance, de facto mais néanmoins officielle, de la nouvelle République « démocratique » du Congo, le 21 mai. Pourtant, et malgré toute l'amitié que nous portons à notre partenaire européen, sa responsabilité dans cette affaire est indiscutable: il n'est pas vain de rappeler que, durant soixante-quinze ans, l'administration belge n'a rien fait pour la formation de cadres autochtones, y compris dans l'armée et la police. Seule exception: le sergent Mobutu, l'un des rares rescapés de cette colonisation « pure et dure », mis au pouvoir grâce à la CIA.

Mais tout cela n'excuse en rien l'échec diplomatique de la France dans la région, qui a plusieurs origines. La première erreur fatale de nos responsables politiques a été de croire que Mobutu était incontournable et irremplaçable; le ministre des Affaires étrangères déclarait en mai qu'il s'agissait de « la seule personnalité capable de contribuer à la solution », tandis que la cellule Afrique de l'Elysée pensait qu'il était « l'homme le mieux à même de représenter son pays ». Nous avons aussi payé le prix de notre soutien passé au président Habyarimana et à ses partisans hums, au début des années 90, qui nous a « collé à la peau » durant toute la durée du conflit.

Enfin, la multitude d'intervenants dans la gestion de cette crise, qu'il s'agisse des quatre responsables Afrique de l'Elysée, des services du Quai d'Orsay, du ministère de la Défense, sans oublier les pseudo-réseaux, ne pouvaient qu'engendrer téléscopages, appréciations approximatives et absence d'anticipation. A côté de ces déboires, il convient de mettre au crédit de notre politique la préoccupation humanitaire, qui fut constante et tout à l'honneur de notre président, Jacques Chirac. La France a été le premier pays à s'insurger contre l'épuration ethnique des réfugiés hutus, en réclamant auprès de l'ONU, dès le 4 novembre 1996, la mise sur pied d'une intervention humanitaire.

L'hésitation des Américains, échaudés par le précédent somalien d'octobre 1993, retardait si bien le processus de décision que le vote du Conseil de sécurité ne put intervenir que le 15 novembre. Le président Bill Clinton déclarait à cette occasion que « la première puissance mondiale ne peut tourner le dos à la situation humanitaire dans l'est du Zaïre. Peine perdue car, le 6 décembre, le Rwanda affirmait que le retour des réfugiés redonnait caduque l'aide internationale, opinion partagée par Washington qui, parallèlement, soutenait politiquement, financièrement et militairement, l'offensive de l'Alliance menée par Laurent-Désiré Kabila...

Soyez rassurés, chers amis d'outre-Atlantique, nous ne développons aucune paranoïa à votre égard: hieo au contraire, nous sommes satisfaits et aussi soulagés de constater que vous vous intéressez enfin à l'Afrique

Soyez rassurés, chers amis d'outre-Atlantique, nous ne développons aucune paranoïa à votre égard: nous sommes satisfaits et aussi soulagés de constater que vous vous intéressez enfin à l'Afrique

bleu entendu ! En réalité, seul le double langage tenu par les Américains nous met mal à l'aise. D'un côté, il s'agit d'une approche purement mercantile et opportuniste. De l'autre, nous savons que les Etats-Unis élaborent une véritable stratégie de conquête africaine, un deuxième plan Marshall couvrant tous les secteurs de développement: économie, infrastructures, santé, éducation. Tel est le but réel de la mission conduite actuellement dans l'ex-Zaïre par M. Richardson.

Pourquoi ne pas l'avouer? La France admet qu'elle ne peut plus demeurer le principal bailleur de fonds de l'Afrique, et que celle-ci, dans son propre intérêt, doit accueillir tous les investissements et toutes les formes de coopération internationale. Nous ne pouvons que souhaiter bonne chance aux Américains, qui vont enfin se collecter avec les

LES RENDEZ-VOUS MUSICAUX EN RÉGION CENTRE

Séminaires Musicaux de Jouss (Jouss - Indre-et-Loire) Du 6 au 31 juillet Yves Badier, Solistes de Moscou, Moscow Symphony Orchestra Renseignements: 01 47 22 37 06	Val de Jaz 97 (Bourges-sur-Lake - Indre) Du 31 juillet au 9 août Jazz dans les champs Renseignements: 02 47 61 22 25	Journées Lyriques de Chartres (Chartres - Eure-et-Loire) Du 12 au 14 septembre Orchestre des Concerts Lamoureux, Alfred Krumpholtz, El Bacha, Gérard Casadeu Renseignements: 02 37 56 04 63
Festival d'Orchestre de Chartres (Chartres - Eure-et-Loire) Du 7 juillet au 7 septembre Concert d'Orchestre des Concerts Lamoureux, Ensemble Gilles Binchois Renseignements: 01 47 46 31 74	Les Bouillottes de Jaz de Bourges (Jaz de Bourges - Indre-et-Loire) Du 16 au 24 août Michael Levine, Serge Mialou, Ensemble Gilles Binchois Renseignements: 02 47 24 84 12	Pier de Jaz (Chartres - Eure-et-Loire) Du 3 au 5 octobre Jazz et musique d'illuminés Renseignements: 02 37 56 04 63
Rencontres Internationales de Lorient (Lorient - Morbihan) Du 17 au 19 juillet Les musiciens du monde dans le parc du château Renseignements: 02 54 40 22 54	Jazz en Sud-Est (Agen - Lot-et-Garonne) Du 6 au 19 août Opposum, Gorg, A. S. S. S. S. Renseignements: 02 54 24 90 73	Séminaires d'Harmonie (Bourges-sur-Lake - Indre-et-Loire) Du 18 au 19 octobre Jean-François Hébert, Les Solistes de l'Orchestre de Paris Renseignements: 02 37 56 04 63
L'ère de Nohad (Nohad - Indre) Du 12 juillet au 16 août Ensemble Sagittarius, 2e Sol Vocal, Ensemble vocal et instrumental de Lorient Renseignements: 02 40 20 08 62	Festival de Musique (Chartres - Eure-et-Loire) Du 16 au 17 août Festivals de musique Renseignements: 02 37 56 04 63	Scènes Musicales Internationales d'Orléans (Orléans - Loiret) Du 15 au 30 septembre Ensemble Sagittarius, Orchestre National d'Île-de-France, Groupe Ensembles Renseignements: 02 38 62 51 04
Rencontres Internationales Frédéric Chopin (La Châtre - Indre) Du 16 au 24 juillet Dominique Merlet, Jean-Marc Lussan, Bruno Rigault Renseignements: 02 54 40 22 54	Festival d'Art à Combleux (Combleux - Indre) Du 23 au 31 août Discours IV, Park Stickney, Strichotte, de Chambord Renseignements: 02 54 47 95 06	Festival de Musique (Chartres - Eure-et-Loire) Du 16 au 17 août Festivals de musique Renseignements: 02 37 56 04 63
Festival de Théâtre Musical de Jouss (Jouss - Indre-et-Loire) Du 21 au 31 juillet Orchestre régional de Jouss du Centre Renseignements: 02 47 59 46 20	Jazz en Touraine (Vendôme - Loir-et-Cher) Du 16 au 20 septembre Richard Galliano, Didier Lockwood, Michel Portal Renseignements: 02 47 45 99 85	Scènes Musicales Internationales d'Orléans (Orléans - Loiret) Du 15 au 30 septembre Ensemble Sagittarius, Orchestre National d'Île-de-France, Groupe Ensembles Renseignements: 02 38 62 51 04

Pour plus d'informations sur les rendez-vous musicaux en Région Centre et les villes à ne pas manquer, recevez « *Régions* » en remplissant ce coupon et l'envoyer au: ADARTEC, 9, rue Saint-Pierre, 45001 Orléans Cedex.

Nom: _____
Prénom: _____
Adresse: _____

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Les Américains, Internet et la censure

EN attendant au réseau des réseaux, Internet, le principe constitutif de la liberté d'expression, la Cour suprême américaine a pris, jeudi 26 juin, une décision historique. Le développement du réseau mondial se trouve ainsi débarrassé d'une épée de Damoclès qui, brandie par un pays démocratique, les États-Unis, aurait pu justifier, dans l'avenir, une cascade de censures dans d'autres pays moins attachés aux libertés. Elle libère aussi l'ambition économique des États-Unis d'user du réseau pour conforter leur domination du monde.

Les juges de la Cour suprême ont considéré comme « anti-constitutionnelle » la loi fédérale adoptée en 1996, le fameux Communications Decency Act (CDA), qui dénonçait l'envoi « d'une personne âgée de moins de dix-huit ans de tout commentaire, de message, de suggestion, de proposition, d'image ou autre communication qui dépeint ou décrit, en termes manifestement choquants (...) des activités sexuelles ou exotiques ou des organes ». Les peines encourues par les contrevenants, elles, ne manquaient ni de précision ni de brutalité : plus d'un million de francs d'amende et deux ans de prison.

Le législateur américain s'était inquiété de ce que les enfants, de plus en plus nombreux à utiliser les ordinateurs, puissent accéder aux sites les plus sordides d'Internet.

Les Européens de l'Est perplexes après Amsterdam

PASSONS à l'ordre du jour. Comme si de rien n'était. Comme si Amsterdam avait tenu ses promesses. Le conseil européen, tenu la semaine dernière dans la capitale néerlandaise, avait pour but premier de réformer les institutions de l'Union pour lui permettre de s'élargir. Les négociations avec dix pays d'Europe centrale et orientale, plus Chypre, devaient commencer six mois après l'achèvement de la conférence intergouvernementale. Peu importe que la réforme institutionnelle ait été à peine entamée à Amsterdam, affirment en choeur les dirigeants des pays de l'Est, les délais pour l'élargissement doivent être tenus.

Les engagements pris à l'issue du conseil européen devraient rassurer au moins certains d'entre eux puisque les Quinze ont décidé de tenir le calendrier et de renvoyer à plus tard les réformes douanières. Mais cette satisfaction est mitigée, car les difficultés internes de l'Union, dont l'impossibilité de procéder à des changements institutionnels en profondeur ne constituent qu'un aspect, risquent de l'emporter sur le désir d'accueillir de nouveaux membres.

Or, au cours d'une rencontre organisée en Basse-Autriche les 21 et 22 juin, à l'occasion du troisième anniversaire du référendum autrichien sur l'adhésion, tous les participants venus de l'Est - du président hongrois Árpád Göncz à l'ancien ministre des affaires étrangères polonais Władysław Bartoszewski - ont mis en garde contre les déceptions de leurs

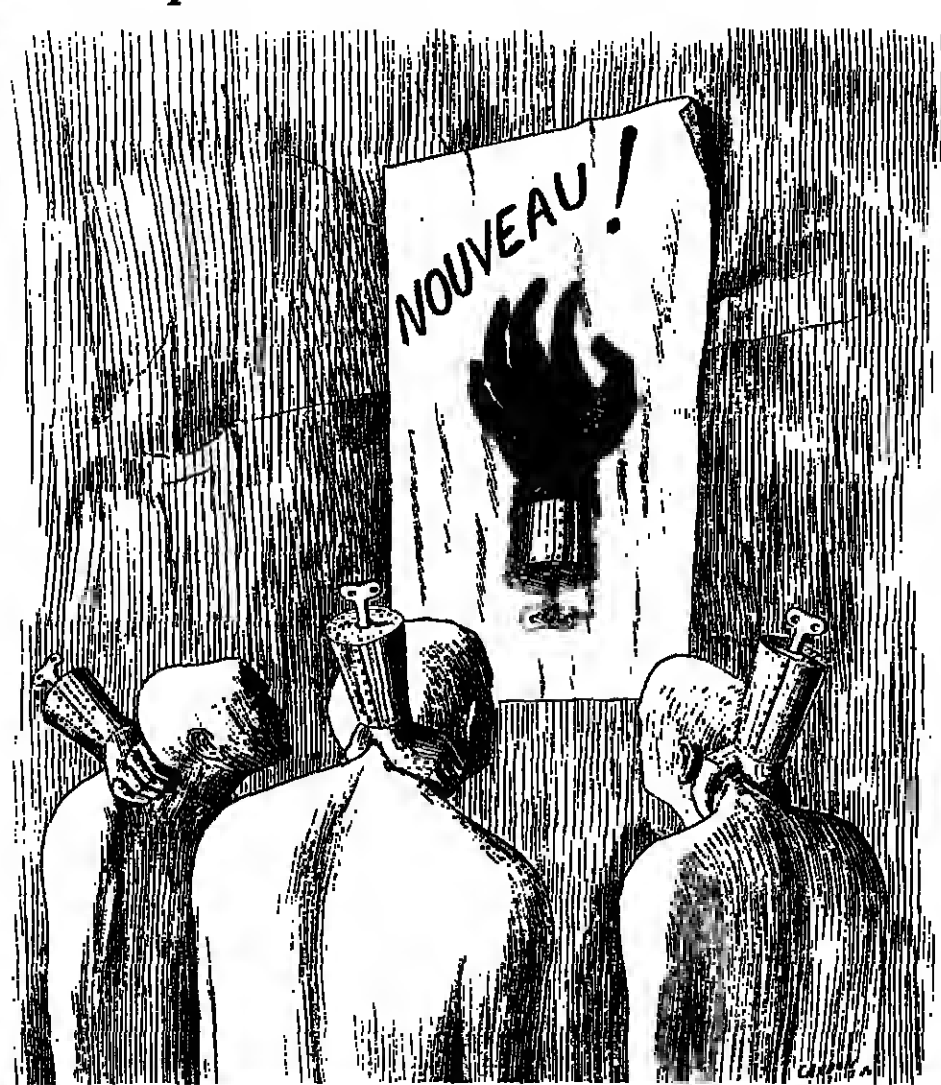
opinions publiques. En mettant plus l'accent sur les obstacles à l'élargissement que sur l'appartenance historique des anciens pays communistes à l'Europe, les Quinze risquent de provoquer un choc en retour et de déstabiliser des démocraties encore fragiles.

Au lendemain de la réunion d'Amsterdam, le premier ministre tchèque, Václav Klaus, avait réagi avec son franc-parler habituel : « Le sommet d'Amsterdam met en doute la possibilité d'élargir l'Union européenne à d'autres pays ». Le responsable de l'intégration européenne au ministère des affaires étrangères de Prague était cependant plus optimiste. Pour lui, les résultats du conseil européen « ouvrent la voie à un démarrage souple des négociations entre l'UE et un nombre limité d'États candidats. Il sera nécessaire d'appliquer un principe de différenciation ». Il mettait ainsi l'accent sur une question que les Quinze n'ont pas encore tranchée : les négociations s'ouvriront-elles avec tous les pays candidats, quitte à suivre un rythme différent selon l'avancement des réformes économiques dans chacun d'entre eux ? Ou une première sélection sera-t-elle opérée dès le début ?

LES FLOTS DU CALENDRIER

C'est de toute évidence cette solution que préfèrent les Polonais, les Tchèques et les Hongrois qui ont toutes chances d'être dans la première vague du prochain élargissement. Qu'ils

Confort par Cardon



soient aussi les candidats les mieux placés pour l'élargissement de l'OTAN les conforte dans leur position de meilleurs élèves de la classe est-européenne. Le demi-échec d'Amsterdam ne les dérange pas, dans la mesure où les Quinze ont décidé que les institutions actuelles permettraient d'accepter cinq États membres supplémentaires. Ce qu'il adviendra ensuite n'est pas leur préoccupation principale.

L'inquiétude est pourtant là. En dépit des assurances données par Helmut Kohl et Jacques Chirac, des doutes subsistent. La Commission doit rendre ses avis sur les candidats à l'adhésion le 16 juillet ; après, le calendrier est plus fin. Même si les trois pays les mieux placés achèvent en l'an 2000 leurs négociations avec l'UE, il faudra que la question de la pondération des voix soit réglée avant que l'élargissement puisse entrer dans les faits. Il y aura ensuite le processus de ratification dans tous les États membres et chez les nouveaux venus.

L'élargissement de l'UE, un processus voué aux « retards » ? L'opposition social-démocrate tchèque en est convaincue, mais pour d'autres raisons. Non pas à cause du sommet d'Amsterdam, mais à cause du « coût financier, pour l'instant sous-évalué, de tout le processus ». Le sénateur Jan Kavan, « ministre des affaires étrangères » du « cabinet fantôme » de l'opposition, estime que « deux tâches devront désormais être menées de front : d'une part les négociations entre l'UE et les pays candidats, de l'autre les discussions au sein de l'UE sur la réforme des institutions ».

Durant ce laps de temps, les Quinze font faire des découvertes décevantes, explique cet homme politique tchèque, parce que son pays « est bien moins prêt qu'on ne le dit. Notre industrie n'est pas compétitive et il nous faudra négocier des dérogations dans le domaine social, comme la France a tenté de le faire ». La récente crise monétaire semble lui donner raison, alors que le gouvernement de Prague se vantait, il n'y a pas si longtemps, de respecter les critères... pour la monnaie unique.

« HEUREUX GROUPE DES CINQ »

Le sommet d'Amsterdam a déclenché un nouveau suspense sur le rythme de l'élargissement. Les Hongrois se demandent si la complexité de l'entreprise ne va pas provoquer de nouveaux ajournements. Plus que les Polonais sans doute, ils sont attentifs au sort et aux revendications des « petits » pays ; ils espèrent que des solutions seront trouvées, alors que le conseil européen d'Amsterdam a buté sur une représentation équilibrée des uns et des autres. « Tout le monde aurait été plus heureux si un document contenant des précisions à ce sujet avait été adopté à Amsterdam », dit-on à Budapest.

En limitant à vingt le nombre total des commissaires avec un par pays, les responsables européens ont ouvert la voie à un élargissement à cinq pays. Cet « heureux groupe des cinq » comportera la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, bien sûr, et sans doute la Slovaquie et un pays balte qui devra être l'Estonie. Pour produire des encouragements à tout le monde, les négociations commenceront peut-être par une « photo de famille », avec des invitations très larges. Cela ne rassurera rien, car à un moment ou à un autre il faudra bien choisir ; expliquer à ceux qui n'ont pas été retenus que leur tour viendra et prévoir un soutien à leur économie dans la phase intermédiaire qui pourrait durer des décennies, avec des coûts dont tout le monde s'accorde à penser qu'ils seront aussi élevés... qu'une adhésion.

Natalie Nougayrède et Daniel Vernet

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le retour des drags

POUR Apollinaire, les souvenirs étaient « cors de chasse ». Aujourd'hui, c'est à son de trompes que le passé se rappelle à vous. Cet après-midi, c'est le tuba du mail-coach de M. Guy Duval et les sonneries de trompe de l'équipage du Rallye de la forêt de Retz qui ressuscitent cette atmosphère de drags chère au prince de Sagan, illustrée autrefois par Crafy.

Il s'agit bien, en effet, d'une résurrection, car d'année en année, avant la guerre, le cortège traditionnel des drags s'animait. Allait-il disparaître tout à fait ? En 1933, deux attelages seulement avaient pris part à cette manifestation classique de la grande semaine hippique de Paris. En 1934, un seul mail-coach s'y montrait. Les élégants attelages étaient remplacés par des ouées d'automobiles.

Or, cette année, ils sont vingt-cinq, dont un mail-coach et deux breaks. Marquins d'une pierre blanche cet agréable renouveau. Par exemple, ce n'est plus de la place de la Concorde, c'est de l'avenue d'Armilly qui le cortège a pris le départ. C'est une innovation. Tilbury, américaines, attelages au charme désuet, bruits de cuir et de sabots, fouets, flots, baus de forme, trompes de chasse, piqueurs, voici tous les éléments d'une gravure anglaise dans le style de Cecil Alding.

Mais la grâce frivole, l'élégance vaporeuse propres à notre capitale participent aussi à la fête. Journée des drags ? « Beaucoup de bruit pour rien », disent les uns ; « trompe l'œil », disent les autres. En fait, une tentative pour redonner à Paris son brlo d'antan.

F. D.

(28 juin 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-27-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La République et ses immigrés

suite de la première page

Jamais depuis 1983, date de l'irruption du thème de l'immigration dans le débat politique français, un ministre de l'Intérieur n'avait à ce point relativisé l'importance de la question des flux migratoires - même si leur « maîtrise » reste à l'ordre du jour - et ne s'était montré aussi détaché des préoccupations répressives.

Il faudra bien d'autres efforts pédagogiques au gouvernement pour convaincre une opinion largement hostile aux nouveaux arrivants de la légitimité de ce tournant sur l'immigration et de la décision de régulariser certains sans-papiers. Pourtant, les objectifs semblent clairs. La réappropriation par la gauche du thème de l'identité nationale et le lien affiché entre l'accueil des étrangers et le prestige de la France visent à rassurer des électeurs désorientés. En reconnaissant l'ineffectivité de certains flux légaux d'étrangers (conjoints et familles de résidents, réfugiés et travailleurs dans quelques secteurs précis) et en les justifiant, le gouvernement fait un pas sur la voie du « parier-vrai » ou matière d'immigration. L'évidente contradiction entre les discours répétés sur l'« immigration zéro » chère à M. Pasqua et la réalité perceptible dans les quartiers populaires a trop longtemps jeté la

suspicion sur l'honnêteté des présentations officielles, et nourri les diatribes du Front national sur l'« invasion » étrangère.

Il s'agit aussi de sortir du piège tendu par l'extrême droite, qui impose depuis bientôt quinze ans à tous les gouvernements une surenchère répressive incessante dont elle tire les bénéfices, au prix d'une banalisation de la xénophobie et d'un recul des libertés publiques. Le gouvernement prétend aussi rompre avec une époque où de grands problèmes sociaux (banlieues, école, logement) n'ont été largement analysés à travers le prisme déformant de l'immigration, qui a ainsi servi d'alibi à l'impuissance des autorités.

En invitant la population issue de l'immigration à participer à la reconstruction de la République, en régularisant certains « clandestins », le ministre veut aussi rassurer une population étrangère déstabilisée par des années de suspicion et de précarité statutaire, et faciliter ainsi l'intégration, facteur de paix civile. A sa manière, M. Chevènement prend acte du refus, exprimé au printemps dernier par les opposants à la loi Debré, de voir l'étranger érigé en problème central de la société française.

RECTIFICATIFS

GABON

M. Sassou-Nguesso n'est pas le

gendre du président Bongo, mais son beau-père, contrairement à ce que nous avons écrit par erreur (Le Monde du 11 juin). Le président gabonais a épousé une fille de l'ancien chef de l'Etat congolais.

REINE MÈRE

Dans la rubrique « Kiosque » (Le Monde du 14 juin), nous avons par erreur donné à la reine mère d'Angleterre, veuve de George VI, le

prénom de Mary, alors qu'il s'agit d'Elizabeth. Mary, grand-mère d'Elizabeth II, était l'épouse du roi George V.

EXCISION

Dans notre information sur l'Égypte publiée dans Le Monde du 27 juin, il fallait lire que l'Organisation égyptienne de défense des droits de l'homme (OEDH) a l'intention de faire appel devant la justice (et non devant le Conseil d'Etat) de la décision du tribunal administratif du Caire autorisant l'excision.

Philippe Bernard

La Commission européenne a décidé de...

l'athansa tire parti de...

Le président de la Commission européenne...

l'athansa tire parti de...

Le président de la Commission européenne...

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 28 JUIN 1997

TRANSPORT AÉRIEN A partir du 1^{er} juillet, Lufthansa proposera des vols en commun avec son partenaire français Air Littoral, dont le groupe allemand devrait prendre à terme 15 % du capital.

● LA LA DÉRÉGLEMENTATION du transport aérien, effective depuis le 1^{er} avril, lui permet désormais d'avoir des ambitions sur le marché français, dont Lufthansa ne dédient que 5 %.

● LA COMPAGNIE aérienne, qui a tissé un réseau d'alliances en Allemagne, en Europe et dans le monde, est en quête d'un partenaire en Espagne. ● SON PRÉSIDENT, Jürgen Weber, a redressé la

compagnie, dont il a pris les rênes en 1991. La réduction des coûts engagée alors s'est faite par le biais d'accords de modération salariale mais aussi d'intéressement du personnel. ● LA PRIVATI-

SATION de Lufthansa se terminera cette année, avec la cession des 37,50 % du capital que l'Etat détient encore, qui lui rapportera 5 milliards de deutschemarks (près de 17 milliards de francs).

Lufthansa tire parti en France de l'ouverture à la concurrence

Dans un entretien au « Monde », le président du directoire, Jürgen Weber, détaille ses projets de développement pour la compagnie allemande. A partir du 1^{er} juillet, elle proposera des vols communs avec son partenaire français Air Littoral

PRÉSIDENT du directoire de Lufthansa depuis septembre 1991, Jürgen Weber a redressé la compagnie aérienne allemande. Cet ingénieur de formation, âgé de cinquante-six ans, conduit cette année la dernière étape de la privatisation entamée en 1994. Avec 58 000 salariés, Lufthansa a réalisé 558 millions de deutschemarks de bénéfices (1,9 milliard de francs) en 1996, pour un chiffre d'affaires de 20,8 milliards de DM.

« Lufthansa et Air Littoral proposeront des vols communs à partir du 1^{er} juillet. Que signifie ce partenariat pour vous ?

— Il s'agit d'un partenariat commercial et technique très important pour aborder le marché français, qui nous permettra d'offrir à nos clients un meilleur service dans le sud du pays, vers Marseille, Nice, Lyon et Toulouse, ainsi que vers l'Espagne et l'Italie. Nous allons proposer des vols communs, harmoniser nos horaires et partager nos programmes de fidélisation. Nous souhaitons mieux relier les aéroports d'Air Littoral — Nice, et puis Lyon un peu plus tard — à Munich et à Francfort, pour proposer des destinations intercontinentales. Nous prévoyons de prendre en charge la distribution d'Air Littoral en Europe et dans le monde et profiterons de leur réseau de vente en France.

— Vous détiendrez aussi une

part du capital d'Air Littoral ?

— Nous prenons des obligations convertibles en actions jusqu'à 15 % du capital. Nous ne voulons ni dominer, ni contrôler. En général, nous ne sommes pas intéressés par une participation au capital de nos partenaires, sauf dans quelques cas particuliers comme Luxair ou Lunda Air. Vis-à-vis d'Air Littoral, Lufthansa n'a pas l'intention de s'engager davantage.

— Quelles sont les perspectives de Lufthansa sur le marché français ?

— Avec moins de 5 %, nous avons une part de marché très modeste et nous voulons faire davantage, sans entamer toutefois une guerre commerciale avec Air France. La France est le troisième marché aérien d'Europe. Notre activité y est bénéficiaire. Pour les cinq premiers mois de l'année, le nombre de nos passagers a augmenté de 35 %. Notre objectif est de maintenir ce taux de croissance.

— Vous allez créer de nouvelles liaisons avec l'Allemagne ?

— Oui, l'objectif est de mieux relier Francfort et Munich, nos aéroports, aux grandes villes françaises. Cette année, nous avons augmenté les liaisons entre Francfort et Nice. Nous voulons faire passer de deux à trois le nombre de vols quotidiens entre Lyon et Francfort et entre Nice et Munich. Entre Lyon et Munich, la fréquence des vols est pas-

sée à quatre liaisons quotidiennes. Entre l'été 1996 et l'été 1997, nous avons créé soixante-dix liaisons entre l'Allemagne et la France.

— En France, votre stratégie est plus prudente que celle de votre concurrent British Airways, qui contrôle TAT et Air Liberté. Pourquoi ?

— Nous ne voulons pas réaliser de gros investissements ou prendre le contrôle de sociétés françaises. Notre approche privilégie les partenariats, avec trois niveaux de coopération. Le premier, c'est Star Alliance, où Lufthansa est allié à cinq compagnies mondiales, Air Canada, SAS, Thai International, United Airlines et, prochainement, le brésilien Varig. Le deuxième niveau, ce sont les partenaires européens, comme Air Littoral, mais aussi Air Dolomiti, en Italie, Lunda Air en Autriche ou Luxair au Luxembourg. Le troisième niveau, ce sont les franchises, au sein du Team Lufthansa, avec des partenaires allemands qui desservent les aéroports plus modestes.

— Votre réseau Star Alliance a été présenté voici un peu plus d'un mois. Qu'en attendez-vous ?

— L'année dernière, nous avons économisé 200 millions de deutschemark grâce à nos alliés internationaux. Cette année, nous économiserons entre 200 et 300 millions. Cette coopération ne profite pas seulement à Lufthansa

mais aussi à la clientèle. Nous offrons le plus vaste réseau mondial, des fréquences plus importantes, avec des délais de transit raccourcis. La formule a déjà trouvé un bon écho. Nos vols intercontinentaux n'ont jamais été aussi bien remplis.

— Cherchez-vous de nouveaux partenaires ?

— Ce n'est un secret pour personne que nous voulons nous renforcer en Asie et nous pourrions présenter des projets concrets d'ici à la fin de l'année. Notre partenaire South African Airways pourrait rentrer dans l'alliance, mais il devrait travailler avec United Airlines, alors qu'il est lié pour le moment à American Airlines. La condition pour intégrer cette alliance est en effet de travailler avec tous les partenaires.

— Souhaitez-vous d'autres coopérations en Europe ?

— Nous cherchons un associé en Espagne et nous prendrions peut-être une décision cette année. SAS, présent dans Star Alliance, dispose d'une participation de 40 % dans Span Air, qui pourrait devenir un de nos partenaires.

— Que pensez-vous du redressement en cours d'Air France ?

— On ne peut pas encore l'évaluer. Les subventions masquent des problèmes. En liaison avec d'autres compagnies européennes, nous faisons tout ce qu'il faut à Bruxelles pour qu'aucune autre subvention, quel que soit le destinataire, ne soit

autorisée sans conditions strictes. Les subventions utilisées par Air France pour augmenter ses capacités et imposer des prix de dumping ne sont pas compatibles avec la libéralisation et la concurrence. Notre recours devant la Commission de Bruxelles a été rejeté l'été dernier mais une plainte a été déposée devant la Cour européenne de justice de Luxembourg par différentes compagnies et gouvernements européens.

Nous devons être meilleurs ou Lufthansa aura des problèmes

— Le changement de gouvernement en France et les incertitudes sur la privatisation d'Air France vous troublent-ils ?

— Oui, bien sûr, car, en 1991, une des conditions mises à l'autorisation, par la Commission européenne, de subventions à Air France était sa privatisation. Nous observons avec beaucoup d'attention l'évolution du dossier et serons prêts à protester s'il le faut auprès de la Commission.

— Comment ont évolué vos activités depuis le début de l'année ?

— La bonne tendance se maintient. Le deuxième trimestre sera bien meilleur que l'an dernier, notamment dans le fret, qui avait posé de grands problèmes en 1996. Notre objectif est d'atteindre le record de 1995. Les prix du carburant sont plus avantageux. Nous avons su réagir à la concurrence comme le montre notre progression en France. Nous avons une croissance nette du nombre de nos passagers, nos appareils sont mieux remplis. Nous profitons du deutschemark relativement faible et notre programme d'économies porte ses fruits.

— En quoi consiste ce plan de baisse des coûts ?

— Nous avons étudié de manière très critique tous les facteurs de coûts de manière à économiser 1,5 milliard de deutschemark d'ici 2001. Par exemple, nous cherchons à limi-

ter les taxes d'atterrissage et de décollage. Lorsque nous demandons à nos salariés des efforts pour réduire le coût du travail de 4 % grâce à des gains de productivité, nous pouvons aussi demander un effort aux aéroports. Un autre exemple, ce sont les achats, réalisés en commun avec nos partenaires. Cela représente des économies de plusieurs centaines de millions de deutschemarks. Troisième exemple, la vente des billets, qui nous coûte 3 milliards de deutschemarks de commissions chaque année : une réduction de 1 % représenterait déjà beaucoup d'argent.

— Les restructurations engagées en 1992 se sont déroulées sans conflit social dur, contrairement à Air France. Pourquoi ?

— Cela se passe très différemment chez nous, même si nous avons eu deux grèves d'avertissement cette année. Peut-être qu'à Air France les syndicats n'ont pas compris que, dans une économie libéralisée, des accords salariaux raisonnables et une compétitivité importante sont incontournables. Au printemps, nous avons réussi à signer des accords salariaux avec nos deux syndicats, qui excluent des augmentations de salaire pendant dix-huit mois et accordent ensuite des hausses très modérées de 1,4 %.

— Nous avons un dialogue très intense avec les syndicats et avec le maximum de collaborateurs qui ont compris l'alternative : nous devons être meilleurs ou Lufthansa aura des problèmes. Nous avons mis en place une rémunération qui dépend du niveau des dividendes. Pour les cadres, nous versons plus de 40 % du revenu annuel en fonction des performances de la société et des réalisations individuelles. Ces dispositifs jouent un rôle car chaque salarié doit réagir comme un entrepreneur. Nous avons donné le choix, en 1997, entre de l'argent ou des actions : la moitié des salariés ont choisi les titres. C'est étonnant ! Et ce programme doit être développé lors de la dernière phase de notre privatisation. Pour l'instant, 3 à 4 % du capital appartient au personnel. Je souhaiterais 20 % à terme.

Propos recueillis par Philippe Ricard

Air France continue à se désengager de ses filiales de tourisme

APRÈS la cessation d'activités de Go Voyages en octobre 1996, la compagnie nationale réfléchit à l'avenir de Jet Tours et se désengage de Visit France, une filiale tournée vers une clientèle étrangère et française souhaitant voyager dans l'Hexagone. Vendredi 27 juin était convoqué le conseil d'administration qui devait entériner sa vente à Sopartour (Société de participations touristiques), une société créée par un ancien salarié d'Air France, François Fourquet, et un ancien employé du Comité central d'entreprise de la compagnie aérienne, Christian Orofino.

« Nous ne savons pas gérer une entreprise de cette taille », admet Air France. Visit France, qui a supprimé trente postes en 1996, emploie soixante-douze personnes. La société affichait, pour l'exercice clos au 31 mars 1997, une perte de 27 millions de francs et un chiffre d'affaires de 270 millions. Dès février, les salariés avaient attiré l'attention de Christian Blanc, PDG d'Air France, sur la situation de l'entreprise.

Leur lettre est restée sans réponse jusqu'au 22 mai, date à laquelle M. Blanc annonçait à une délégation de la CFDT la cession de Visit France, entérinée une semaine plus tard par les administrateurs d'Air France. Le Trésor a donné son accord tacite entre les deux tours, mais on attend l'aval officiel des ministères des transports et des finances.

La vente de Visit France à Sopartour inquiète les salariés, qui ont manifesté le 29 mai devant le siège d'Air France. Ils s'interrogent sur les capacités financières du repreneur, sur sa stra-

tégie et sur sa future politique sociale. Mais aussi sur les modalités de la transaction. Air France s'est engagée à renvoyer la société à hauteur du déficit de 1996-97 et à prêter 12 millions de francs au repreneur. Visit France devrait être cédée pour le franc symbolique avec abandon de créances et clause de retour à meilleure fortune.

Les salariés s'étonnent aussi de la personnalité des repreneurs. M. Orofino, qui a été salarié du Comité central d'entreprise (CCE) d'Air France pendant dix ans, est un proche de Robert Génovès, lui-même longtemps secrétaire général (FO) du CCE. M. Génovès, qui doit partir à la retraite en septembre, est un homme qui compte chez Air France, où il a passé près de quarante ans. Il a soutenu Christian Blanc dès son arrivée en 1993, et aucune décision importante n'a été prise sans lui. Très critiqué par ses adversaires syndicaux pour sa collaboration avec la direction, il gèrait, à la tête du CCE, environ 300 millions de francs.

M. Génovès est un homme d'influence : son frère est directeur du tour-opérateur qui organise les voyages financés par le CE aux Etats-Unis, sa fille Florence est administrateur salarié au conseil d'administration d'Air France. Certains voient dans la cession de Visit France à M. Orofino une dernière marque de sympathie envers M. Génovès. « Si c'était vrai, ce serait un cadeau empoisonné », tempère un dirigeant de Visit France, qui doute de la capacité de l'entreprise à redevenir bénéficiaire.

M. Orofino, lui, est confiant. « Au CCE, je

m'occupais du pôle tourisme. Je faisais travailler soixante-dix personnes en envoyant 60 000 clients en vacances chaque année, soit un chiffre d'affaires de 170 millions de francs. Cela fait vingt ans que je m'occupe de tourisme », explique-t-il. « Avec une stratégie adaptée, Visit France peut se développer ».

C'est pourquoi il négocie un accord commercial avec Air France, dont les agences à l'étranger pourraient vendre les produits proposés par Visit France. Accord qu'il espère étendre aux partenaires d'Air France, comme Delta ou Continental Airlines. M. Orofino veut aussi développer un type de clientèle qu'il connaît bien : celle des mutuelles et des comités d'entreprise. « On veut devenir le tour-opérateur privilégié des acteurs de l'économie sociale », assure-t-il. Pour 1998, il prévoit des ventes de 330 millions de francs et le retour à l'équilibre.

Visit France ne sera vraisemblablement pas la dernière filiale d'Air France, à être cédée. Le groupe Air France cherche à se retirer de Jet Tours, dont il détient 75 %, ou à réduire sa participation. Fran, qui s'était porté candidat, a baissé les bras au mois de juin. « Jet Tours continuera de bénéficier de l'appui du groupe Air France dans sa stratégie de redressement », précise depuis la compagnie aérienne, qui y a réinjecté 320 millions de francs de capital à l'automne. En l'absence de repreneur, un rachat de l'entreprise par ses salariés est à l'étude.

François Bostrnavaron et Virginie Mallinre

GIAT Industries est autorisé à ne pas arrêter ses comptes 1996

LE GROUPE d'armement GIAT Industries a été autorisé par le tribunal de commerce à ne pas arrêter ses comptes 1996. Cette situation exceptionnelle est due à l'incertitude qui pèse sur l'avenir de sa filiale belge, la société Herstal. Celle-ci est menacée de dépôt de bilan, à moins qu'elle ne soit rachetée par l'américain Colt, si les négociations aboutissent avant fin 1997.

Présidé par Jacques Loppion, un conseil d'administration de GIAT Industries France, qui comprend — outre GIAT Industries SA — Luchaire, Manurhin et Cime-Bocuze, a établi, jeudi 26 juin, un constat des comptes sans pouvoir les arrêter. En 1996, le chiffre d'affaires a été de 6,1 milliards de francs (en hausse de 13 % par rapport à 1995), et le résultat opérationnel (hors situation de la filiale Herstal) a été négatif, de 530 millions de francs environ, après reprise de provisions à hauteur de 900 millions. GIAT Industries France connaît « une situation délicate », a, le même jour,

commenté, le ministre de la défense, Alain Richard, qui assure la tutelle administrative du secteur de l'armement.

Deux données majeures handicapaient le groupe. D'une part, l'armée de terre française a réduit sa « cible » de commandes de char Leclerc — avec 406 exemplaires au total, au lieu de 1 200, ramenés entre-temps à 800, puis à 620 — passant à trente-trois unités à fabriquer par an au lieu des quarante-quatre prévues à l'origine. D'autre part, GIAT Industries France a pris à perte en 1993, avec l'accord et la garantie de l'Etat français, un marché d'un montant de 20,6 milliards de francs — de 436 Leclerc pour l'émirat d'Abou Dhabi, qui a versé d'importants acomptes. En 1996, Abou Dhabi avait réglé 83 % de son contrat, mais GIAT Industries France n'a livré que 20 % des chars, à raison de soixante-dix par an.

Ces deux contrats, selon M. Loppion, ont « des effets pénalisants »,

Pobligeant à réclamer à l'Etat une nouvelle augmentation du capital d'ici à fin 1998, après celle de 1996 (3,4 milliards de francs), et à appliquer « un plan de retour à l'équilibre » prévu, en principe, à la même date. Ce plan prévoit une diminution du temps de travail et la suppression de 2 750 suppressions de postes entre 1996 et 1998. Actuellement, le groupe emploie 11 500 salariés, soit une réduction de 10 % en quinze mois.

L'arrêté définitif des comptes 1996 aura lieu quand des décisions pourront être prises pour Herstal. Occupant 3 000 personnes (dont 2 000 à Liège), Herstal, détenu à 92 % par le français, a vu son chiffre d'affaires tomber à 2,17 milliards de francs en 1996 (-23 % par rapport à 1995). Ce recul affecte les activités militaires et civiles. Depuis août 1995, M. Loppion a averti ses partenaires belges, notamment les autorités provinciales de Wallonie, que GIAT Industries France, lui-même en grande difficulté, cherchait à se

séparer d'Herstal. Aujourd'hui, le français a le choix entre le dépôt de bilan ou la cession à un repreneur qui ait l'aval de tous les partenaires.

Le groupe américain Colt's Manufacturing Company s'est manifesté. A ce jour, les discussions butent sur plusieurs points. Echaudés par l'affaire de la fermeture de l'usine Renault à Villorve, les responsables wallons n'entendent pas renoncer à leur droit de veto qui leur permet de contrôler l'avenir d'Herstal, ni au maintien de l'unité de cette entreprise. Si Colt fait valoir qu'il existe des synergies avec ses sociétés aux Etats-Unis, il n'écartera pas l'idée de réduire les effectifs. Si GIAT Industries France devait mettre en faillite sa filiale, cette décision, venant d'un groupe entièrement dépendant de l'Etat français, serait sans doute très mal accueillie en Belgique, après la crise créée par Renault et les délégués judiciaires de Serge Dassault.

Jacques Isnard

La chambre de commerce de Paris prône une réforme des tribunaux de commerce

APRÈS avoir adopté en assemblée générale un rapport présenté par Jean Courtière, la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) a formulé, jeudi 26 juin, ses propositions pour que les tribunaux de commerce demeurent la juridiction économique et proche du justiciable qu'ils ont été depuis leur création, en 1563. Elle prône surtout une réduction de leur nombre et une révision de leur carte géographique.

La carte des 228 tribunaux fixée en 1809 n'a été modifiée que par la création des juridictions de Nanterre, Bobigny et Créteil, en région parisienne, et La Roche-sur-Yon, en Vendée. C'est dire qu'elle n'est plus adaptée aux réalités économiques : vingt tribunaux assurent à eux seuls plus de la moitié des dossiers et soixante et onze traitent moins de deux cents affaires nouvelles de contentieux général par an.

La CCIP estime qu'on ne rend pas de bonne justice dans ces conditions. Il faut un minimum de candidats à la justice consulaire pour que les commerçants aient le choix, car, selon elle, les magistrats économiques doivent demeurer élus. Il faut aussi un minimum d'affaires traitées pour que ces juges bénévoles acquièrent l'expérience nécessaire pour rendre des jugements équitables et qu'ils disposent de greffes opérationnels.

Les procédures collectives et les nécessités de la prévention, notamment en matière de cessation de paiement, militent aussi pour un nombre plus restreint de tribunaux de commerce. La confidentialité des solutions étudiées par le président du tribunal pour éviter à une entreprise le redressement ou la liquidation judiciaire ne peut être garantie quand le ressort du tribunal est trop étiqué. Le rapport note : « Des juges peuvent ainsi ne pas disposer de toute la sérénité nécessaire pour rendre la justice » en raison d'une « trop grande proximité des intérêts locaux ». La CCIP souhaiterait que la présence d'un procureur de la République soit assurée au sein des tribunaux de commerce pour « éclairer les juges et leur éviter des erreurs ». Cela suppose qu'il y ait, à proximité, un tribunal de grande instance, voire une cour d'appel.

Enfin, les responsables consulaires voudraient améliorer la formation des juges économiques effectuée en grande partie « sur le tas ». Ils préconisent pour ceux-ci des stages dans des juridictions classiques ainsi qu'une formation initiale au sein de l'école nationale de la magistrature et, pour les magistrats de carrière, des détachements temporaires dans les tribunaux consulaires avec voix consultative.

Alain Faujas

Guinness et GrandMet vont négocier avec Bernard Arnault

BERNARD ARNAULT est en train de marquer des points dans son combat contre la fusion des deux géants britanniques GrandMet et Guinness. Les patrons des deux groupes britanniques, Tony Greener et George Bull, ont eu au téléphone Bernard Arnault mercredi 25 juin. Ils se rendront à Paris en milieu de semaine prochaine pour rencontrer le patron de LVMH, qui détient désormais 14,2 % de Guinness et 6,4 % de GrandMet.

Guinness et GrandMet ont prévu de fusionner contre l'avis de LVMH, créant un groupe diversifié dans les alcools, la bière, la restauration rapide et l'agroalimentaire. Bernard Arnault s'y oppose. Il veut fédérer un groupe de vins et spiritueux dont il serait l'opérateur industriel, regroupant au minimum les champagnes et cognacs de Moët Hennessey et les alcools de Guinness. Cela impliquerait la scission de Guinness, qui abandonnerait ses activités brassicoles. Le scénario idéal de M. Arnault serait de récupérer aussi les alcools de GrandMet.

DÉPÊCHES

■ **TELECOMMUNICATIONS** : aux Etats-Unis, la Commission fédérale des communications (FCC) a refusé, jeudi 26 juin, à la compagnie régionale SBC l'autorisation d'offrir un service de téléphone longue distance à ses clients en Oklahoma. La FCC estime que SBC n'est pas encore en situation de véritable concurrence sur le marché des particuliers et des entreprises. Pour le même motif, le département de la justice a refusé, mercredi 25 juin, la demande d'une autre compagnie régionale, Ameritech, qui voulait proposer le téléphone longue distance à ses clients du Michigan.

■ **AIR FRANCE** : confronté à une « pénurie de pilotes », le groupe Air France (Air France et ex-Air Inter) a prévu d'annuler 17 vols, vendredi 27 juin, sur environ 1 000 habituellement, 14 sur 750, samedi 28 juin, 18 sur 800, dimanche 29 juin, et 12 sur 1 000, lundi 30 juin.

■ **RATP** : le métro parisien devait subir des perturbations limitées, vendredi 27 juin, en raison d'un appel à une grève de deux heures en fin de chaque service lancé par la CGT, à l'indiqué jeudi 26 juin la direction. Le métro devait ainsi fonctionner entre 80 % et 100 % de la normale.

■ **THOMASINFOR** : le tribunal de commerce de Versailles a placé en redressement judiciaire l'entreprise de maintenance informatique (1 300 salariés). Thomasinfor a été cédée par Thomson-CSF le 19 février au groupe américain Libra Global Services (LGS).

■ **NATWEST** : la banque britannique a expliqué, jeudi 26 juin, que ses lourdes pertes sur le marché des options (90 millions de livres), révélées en mars, étaient la conséquence d'une dissimulation délibérée de la part d'un de ses courtiers, mais aussi de la faiblesse de ses contrôles internes.

■ **GAZPROM** : le géant gazier Gazprom a assuré 41 % des recettes fiscales de l'Etat russe en juin, en s'acquittant d'un coup de ses dettes, soit 7 700 milliards de roubles, 7,5 milliards de francs à l'indiqué, jeudi 26 juin, le conseiller économique du Kremlin, Alexandre Ljvchits.

Les marchés ne prennent pas en compte les risques de report de l'Union monétaire

Le deutschemark ne profiterait pas nécessairement d'un abandon de l'euro

Les critiques de Reimut Jochimsen, membre du conseil de la Bundesbank, formulées jeudi 26 juin contre le projet monétaire européen,

n'ont pas entamé la conviction des marchés financiers sur le lancement à la date prévue de l'euro. En raison des difficultés de l'économie al-

lemagne, un report de l'Union monétaire ne provoquerait pas forcément une envolée durable du deutschemark, estiment certains experts.

ALORS QUE CERTAINS analystes prédisaient un complot des marchés financiers contre la monnaie unique européenne, c'est pour l'instant l'inverse qui se produit. En dépit des nombreuses incertitudes entourant l'Union monétaire, de la difficulté de nombreux pays à respecter les critères fixés par le traité de Maastricht, des désaccords apparus entre Paris et Francfort à propos du pacte de stabilité et d'une politique européenne de l'emploi, les opérateurs continuent à parier sur le lancement de l'euro au 1^{er} janvier 1999.

La vigueur des places financières d'Europe du Sud reflète cette certitude. La lire poursuit sa progression face à la monnaie allemande (à 977 liras pour 1 mark, elle a atteint jeudi 26 juin son plus haut niveau depuis cinq mois) tandis que l'écart de rendement à long terme entre l'Italie et l'Allemagne continue à se réduire (1,2 %). Ces mouvements témoignent de la conviction croissante des opérateurs selon laquelle, avant la fin du siècle, Rome pourra financer sa dette au même coût que Bonn ou Paris et posséder une devise forte.

Les marchés ont une vision avant tout politique de l'euro : ils sont donc persuadés que la détermination du chancelier Helmut Kohl et du président de la République Jacques Chirac l'emportera sur les

aspects comptables et les dérapages budgétaires. Les économistes anglo-saxons en particulier, qui ont une grande influence sur les stratégies des gestionnaires, croient à l'arrivée à bon port de la monnaie unique, malgré leurs doutes sur l'intelligence, la cohérence et la viabilité du projet monétaire européen tel qu'il a été conçu.

SUPÉRIORITÉ ÉCONOMIQUE

Même les déclarations, jeudi, de Reimut Jochimsen, membre du conseil de la Bundesbank, n'ont pas réussi à ébranler cette confiance. Jamais pourtant un responsable monétaire allemand n'était allé aussi loin dans ses critiques contre l'Union monétaire. « Je ne suis pas contre l'euro. Il peut être une bonne chose si les préconditions politiques et économiques sont favorables, ce qui n'est pas le cas actuellement », a affirmé M. Jochimsen. Il a ajouté « craindre vraiment » un report de l'Union monétaire tout en notant qu'une telle décision n'entraînerait pas forcément un renforcement durable du mark sur les marchés de changes.

Sur ce point, M. Jochimsen va à l'encontre de l'opinion reçue selon laquelle un abandon de la monnaie unique provoquerait une envolée du deutschemark, qui retrouverait de cette façon son statut de mon-

naie de référence en Europe. M. Kohl lui-même a exprimé à plusieurs reprises ce point de vue en soulignant qu'un report de l'Union monétaire aurait « des conséquences catastrophiques » pour la compétitivité des entreprises allemandes.

Selon le raisonnement du chancelier, qui se fonde sur l'idée d'une supériorité économique, financière et monétaire de l'Allemagne, un non-respect du calendrier aurait pour conséquence de provoquer un plongeon des marchés financiers d'Europe du Sud. Les taux d'intérêt à long terme remonteraient fortement dans ces pays, les Bourses y reculeraient violemment, la lire, la peseta et l'escudo se déprécieraient fortement face au deutschemark. Depuis le début de l'année 1996, les investisseurs internationaux ont massivement investi sur les places italienne, espagnole et portugaise dans la perspective d'une adhésion rapide de ces pays à la zone euro. En cas d'abandon de l'Union monétaire, ils retireraient leurs fonds de ces pays pour les placer en Allemagne.

Certains analystes - c'est aussi le cas de M. Jochimsen - ne croient pas à un tel scénario. Selon eux, les grandes difficultés économiques de l'Allemagne, son manque de compétitivité (les flux d'investissements directs sont nuls), le déficit de sa balance courante (-81 milliards de francs en 1996 alors que la France dégage un excédent de 116 milliards de francs), son incapacité à engager des réformes de

structure, à dynamiser sa croissance, à réduire son taux de chômage et à assainir ses finances publiques empêcheraient une appréciation durable du mark en cas de report de l'euro. Elles dissuaderaient les investisseurs de placer leurs capitaux outre-Rhin. Ces derniers préféreraient des pays où la situation économique et financière est meilleure qu'en Allemagne, ce qui est le cas de la plupart des grands pays industrialisés.

PERTE DE PRESTIGE

La perte de prestige du modèle allemand sur les marchés expliquerait d'ailleurs, selon les analystes, la forte baisse du mark observée depuis six mois face au dollar (-10 %). L'Allemagne est enfin, de tous les pays de l'Union, celui où le taux de détention de la dette publique par des investisseurs étrangers est le plus élevé (plus de 40 % contre 10 % seulement en France), ce qui est une source de très grande fragilité pour son marché obligataire.

« L'Allemagne s'est affaiblie, économiquement, financièrement, et son image est également altérée », affirme Patrick Artus et Norbert Meisner, économistes à la Caisse des dépôts et consignations. « Pour éviter un nouveau recul du mark et une hausse des taux longs, elle a besoin d'une unification monétaire. » Loin de doper le deutschemark, un report de l'euro risquerait de le mettre en péril.

Pierre-Antoine Delhommeais

General Electric s'intéresse au premier courtier mondial d'assurance

L'INFORMATION, publiée dimanche 22 juin dans un journal londonien, *London Mail*, a mis en émoi le monde de l'assurance : le géant General Electric, qui réalise environ 80 milliards de dollars de chiffre d'affaires (465 milliards de francs), et maison-mère de GE Capital, serait sur le point d'entamer des négociations pour le rachat du premier courtier mondial d'assurance, l'américain Marsh & McLennan. Une transaction de quelque 12 milliards de dollars. Après la diffusion de cette nouvelle, la firme de Fairfield (Connecticut) a déclaré qu'il n'était pas dans ses habitudes de commenter des rumeurs. Marsh & McLennan, de son côté, refusait de réagir officiellement.

Les raisons d'une telle alliance, si elle se réalisait, s'inscrivent dans un vaste mouvement de restructuration de l'assurance - et surtout de la réassurance - mondiale. L'ensemble du secteur cherche à réduire ses coûts en raison d'une croissance faible et de bénéfices en baisse. On connaît l'appétit de GE Capital, pour les services financiers en Europe. En France, la société a repris successivement, en 1995 et 1996, le Crédit de l'Est, la Sovac et Locafinance, la filiale de crédit-bail d'Indosuez. Sa maison-mère, General Electric, s'est lancée, elle, il y a une dizaine d'années dans la réassurance en achetant une des plus importantes compagnies de réassurance américaine, Employers Re. Celle-ci s'est elle-même développée il y a deux ans en Europe en achetant les deux firmes allemandes Frankona et Aachener.

Grâce à l'absence de catastrophes majeures au cours des dernières années, les résultats des compagnies de réassurance flambent. Pourtant, les résultats d'Employers Re sont relativement faibles. General Electric pourrait en profiter pour se recentrer sur les services financiers.

Marsh & McLennan est de ce point de vue une cible idéale. La firme de courtage s'est développée par croissance externe. Après l'achat en janvier du deuxième courtier français, la CECAR, elle a acquis, en mars, sa compatriote Johnson & Higgins pour 1,8 milliard de dollars. Avec un chiffre d'affaires de 28,7 milliards de francs, elle a retrouvé sa position de leader, perdue un an auparavant au profit de la

firme de Chicago, Aon Corp. Marsh & McLennan s'est également déployée sur de nouveaux métiers. Elle s'est lancée dans la réassurance financière en créant aux Bermudes, avec JP Morgan, la société Mid Ocean Reinsurance. Mieux, elle recèle, depuis les années 70, un véritable joyau : la société de gestion d'actifs Putnam Investments. Basée à Boston, Putnam gère plus de 190 milliards de dollars d'actifs pour 575 clients institutionnels et plus de 8 millions d'actionnaires individuels. Elle a signé, mercredi 25 juin, un accord avec le numéro un mondial de l'assurance-vie, le japonais Nippon Life, pour la gestion des fonds de pension nippons.

BATAILLE POUR LA SUPRÉMATIE

Au premier trimestre 1997, les bénéfices nets de Marsh & McLennan ont augmenté de 15 %, à 990 millions de francs, notamment tirés par Putnam. La société traverse pourtant une passe délicate. Elle s'est endettée pour acheter Johnson & Higgins, et son capital n'est pas verrouillé.

General Electric pourrait bousculer le marché de l'assurance. Se déplacer de la réassurance au courtage en vendant une société très valorisée pour prendre pied dans un secteur en croissance serait cohérent avec sa stratégie financière. La bataille pour la suprématie que se livrent les deux leaders mondiaux de la réassurance, le suisse Suisse de Re et l'allemand Munich Re, peut être une aubaine. En 1996, les deux concurrents s'étaient déjà livrés à une course à la taille effrénée. Une semaine après le rachat par Munich Re de l'américain American Re, le Suisse annonçait l'acquisition du britannique Mercantile and General. Les deux réassureurs payaient au prix fort, l'un son implantation sur le marché américain, l'autre sa suprématie dans le domaine de la santé et de la vie. La Suisse de Re est pourtant faible aux Etats-Unis. La mise en vente par General Electric d'Employers Re lui permettrait de compléter son dispositif.

Voilà de quoi justifier la spéculation boursière : en un mois, l'action GE a gagné 6,3 % et celle de Marsh & McLennan 11 %.

Babette Stern



LA COMPAGNIE BANCAIRE LANCE DES OPA SUR SES FILIALES CARDIF ET UFB LOCABAIL

La Compagnie Bancaire a déposé le 25 juin 1997 auprès des autorités boursières deux projets d'opérations financières :

- une OPA simplifiée sur sa filiale Cardif au prix de 900 francs l'action. Cette OPA, qui porte sur les 2 269 378 actions détenues par le public, soit 39,4 % du capital, sera suivie ultérieurement d'une fusion de Cardif avec la Compagnie Bancaire ;
- une OPA simplifiée sur sa filiale UFB Locabail au prix de 600 francs l'action. Elle porte sur les 1 579 860 actions détenues par le public, soit 27,5 % du capital.

Le montant total de ces deux opérations représente pour la Compagnie Bancaire un investissement maximal de 3 milliards de francs.

MOTIFS DE CES OPERATIONS

Dans un environnement marqué par une concurrence toujours plus intense et une exigence des investisseurs pour une visibilité et une rentabilité meilleures de leurs placements, la Compagnie Bancaire a décidé de proposer deux opérations qui visent à accroître sa rentabilité et à donner plus de souplesse à sa gestion financière, dans des conditions attractives pour les actionnaires concernés.

Accroître la rentabilité de la Compagnie Bancaire

La Compagnie Bancaire se trouve dans une situation où elle a été amenée à supporter la totalité des pertes des sociétés immobilières en difficulté. En revanche, elle n'intègre dans son résultat consolidé qu'une quote-part, variant de la moitié aux trois-quarts, des profits des sociétés cotées.

En augmentant la contribution de Cardif et d'UFB Locabail au résultat consolidé en part de la Compagnie Bancaire, les opérations projetées auront pour effet de majorer ce bénéfice et d'assurer un meilleur équilibre de sa composition ; elles conforteront ainsi la solidité financière de la Compagnie Bancaire. Elles visent également à donner plus de souplesse à la gestion financière et fiscale du Groupe.

Offrir des conditions attractives aux actionnaires

La Compagnie Bancaire entend que ces modifications soient conduites dans le respect des intérêts des actionnaires qui, au cours de son histoire, se sont joints à elle et à ses sociétés pour l'accompagner dans leur développement. C'est pourquoi elle offre à tous les actionnaires de Cardif et d'UFB Locabail un paiement en numéraire à un prix faisant ressortir une prime significative par rapport aux cours de bourse.

- Le prix proposé pour Cardif est de 900 francs par action, soit une prime de 26 % par rapport à la moyenne des cours de bourse des 3 derniers mois.

Un projet de fusion-absorption de Cardif par la Compagnie Bancaire sera soumis avant la fin de l'année au vote des actionnaires des sociétés concernées. La partie envisagée est de 11 actions Compagnie Bancaire pour 10 actions Cardif. La Compagnie Bancaire reconstruira ensuite un holding qui reprendra le nom de Cardif et regroupera les activités d'assurance afin d'en maintenir l'autonomie opérationnelle.

- Le prix proposé pour UFB Locabail est de 600 francs, soit une prime de 13 % par rapport à la moyenne des cours de bourse des 3 derniers mois. Pour des raisons de coût et de complexité liées au renouvellement des cartes grises des véhicules financés et loués par UFB Locabail, une fusion avec la Compagnie Bancaire a été écartée.

Pour chaque opération, une attestation relative à l'équité des conditions financières proposées aux actionnaires minoritaires a été émise par un expert indépendant, Associés en Finance.

FINANCEMENT DE CES OPERATIONS

Ces opérations représentent un investissement total de 3 milliards de francs. Pour les financer, la Compagnie Bancaire envisage de procéder avant la fin de l'année à une augmentation de capital en numéraire, avec droit préférentiel de souscription, d'un montant maximum de 2 milliards de francs. Dans ce cas, la Compagnie Bancaire de Paris y souscrit à hauteur de sa participation, soit 50 %.

PERSPECTIVES

Ces opérations contribueront à donner au Groupe de la Compagnie Bancaire des moyens d'accroître sa rentabilité, de mieux assurer son développement et de relever ainsi les défis de l'avenir. Il demeure fidèle à sa stratégie qui consiste :

- à cultiver la spécialisation de ses sociétés par métier et leur autonomie opérationnelle ;
- à enrichir et étendre les liens de partenariat noués par les différentes filiales ;
- à développer ses métiers de services financiers, actuels et nouveaux, tant en France qu'à l'international, dans des conditions de risque et de marges maîtrisées.

INFORMATION • Service Actionnaire : 01 40 67 34 52 • Internet : www.cie-bancaire.fr
• Communiqués disponibles sur le service Ecofin accessible par le 3615 COB (1,29 F/min)

Le XV de France rêve d'un triomphe à Brisbane, pour clore sa tournée australienne

S'ils veulent gagner, les Français doivent dynamiser leur jeu et commettre moins de fautes

L'équipe de France de rugby devait affronter l'Australie, samedi 28 juin, sur la pelouse du stade de Ballymore, à Brisbane, à l'occasion du dernier test-

match de sa tournée. Pour prendre leur revanche sur les Wallabies, après la défection de Sydney (29-15), samedi 21 juin, les joueurs de Jean-Claude Skrela et

Pierre Villepreux comptent sur une mystérieuse combinaison de trois-quarts susceptible de dynamiser leur jeu et de leur rendre l'enthousiasme.

BRISBANE

Le XV de France a une arme secrète. On ne connaît que son nom. Elle s'appelle « Brumbies ». Pour le reste, mystère. D'ici à samedi 28 juin sur le terrain du stade de Brisbane, personne n'en dira mot. On sait juste que cette appellation très contrôlée cache une combinaison des trois-quarts, une surprise d'attaquants, belle comme une franchise estocade. L'Australie est présente. Avec cette « Brumbies », née d'une coquetterie de Pierre Villepreux, elle sera mise à mort. A moins qu'elle n'ait appliqué sa propre formule magique au cœur d'une partie que les tricolores rêvent de transformer en chant d'homme. Un rugby à pleine voix, à plein temps, un rugby qui enthousiasme et fait s'égosiller, une fête du jeu à donner la nausée aux terribles Wallabies, voilà l'espoir. La tournée s'achève. Il faut donc vaincre et convaincre. Ou s'en aller en carlin, désertant le bout du monde sans l'ombre d'une victoire qui compte, dans l'attente d'un jeu qui peine à éclore.

Bien sûr, les Australiens ne sont peut-être pas les teneurs annoncés. L'équipe se cherche encore, dans le titonement des premiers matches d'une longue saison internationale. Mais, au bout de trois semaines, les Français ne se sont pas tout à fait trouvés. Ils se sont amusés des trois premières rencontres gagnées sans l'ombre d'un doute, face à trois provinces australiennes amputées de leurs internationaux. Les essais pleuvaient, le jeu pénétrait par instants, prenait forme, écho inspiré d'une belle fin de

Tournoi. Et puis, devant le premier obstacle sérieux, l'enthousiasme impressionnant s'est effacé. Le XV de France est retombé dans les travers d'une histoire qu'on croyait oubliée : fautes à répétition, mauvaises utilisations du ballon, création en panne. Les Wallabies n'étaient pas les seuls responsables de ce gâchis désoeuré par la rudesse d'un chiffre. Dans la première mi-temps du premier test, à Sydney, les Français n'ont marqué qu'une fois. Ils ont eu cinq occasions d'essai. Un déluge de pénalités a été sifflé contre les joueurs. C'est un autre élément d'inquiétude pour l'encadrement. A Sydney, la seconde mi-temps avait ressemblé à un film catastrophe. Le scénario s'est encore embourbé, mardi 24 juin, à Newcastle, contre les Barbarians australiens. L'arbitrage déséquilibré ne suffit pas à tout expliquer. La plupart des vingt-six fautes françaises étaient pas imaginaires. A Brisbane, elles ont même provoqué un début de polémique. Greg Smith, l'entraîneur des Wallabies, s'est fendu de violentes déclarations, appuyées par l'image

du coup de genou donné à Tim Horan par Abdelatif Benazzi, lors du premier test, et les accusations de « fourchettes » (doigts dans les yeux) lancées par certains joueurs. « Je ne comprends pas ce que font les Français. Ils sont en train de saper les fondements mêmes du rugby, a-t-il déclaré. Les lois du jeu sont faites pour être respectées. Sinon, ce n'est pas la peine de jouer ».

SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Samedi, au stade de Ballymore, l'équipe de France sera donc sous haute surveillance. Les entraîneurs ne veulent pas se laisser aller à une stérile guerre des mots. Tout au plus, soulignent-ils, les différences sensibles d'arbitrage entre les hémisphères Nord et Sud, les difficultés d'interprétation de la règle, avant de rappeler que les Australiens, eux aussi, commettent des fautes. Tout leur problème est de reconstruire les joueurs sur les enjeux du terrain. Leur faire comprendre que ce samedi est leur ultime chance de s'illustrer face à une équipe d'Australie loin

d'être invincible. Retour au jeu, retour à la dynamique qu'ils ont voulu instaurer dans les séances d'entraînement, le programme simple en apparence n'est pas facile à réaliser au sein d'un groupe que trois semaines de vie en commun n'ont pas suffi à totalement rassembler.

Le succès – ou l'échec – repose désormais sur « l'envie » des joueurs, sur l'éventuelle mise en place d'un « esprit du deuxième test » que Pierre Villepreux avait appelé de ses vœux dès le lendemain de la défaite de Sydney. Christophe Lamaison a conscience que le deuxième test, samedi, ne sera pas un match comme les autres. Pour cause de blessure à la cuisse, le trois-quart centre de Brive a assisté au premier Australie-France de la tournée en spectateur. A Brisbane, l'équipe doit se montrer capable de réussir loin du confort et de la tradition de la petite Europe. Elle s'efforcera de donner les signes de maturité, de prouver qu'elle sait vivre son rugby aux quatre coins du monde. « Le Tournoi a un parfum particulier, dit-il, marqué par le contenu franco-anglais. Ici, c'est différent. On s'attend plutôt à ce que l'on compare les deux rugby, le jeu à la priorité ».

Il faut donc jouer. Olivier Brouzet est d'accord. Le deuxième ligne de Brive a déjà réussi sa tournée. L'Australie lui a permis de retrouver une place de titulaire dans le XV de France. Cela le rend sans doute plus enclin à l'autocritique. « Nous devons gagner en discipline, admet-il. Nous avons souvent péché par précipitation, envie de bien faire. A nous de nous ressaisir, de ne pas nous offenser si l'on est très regardé par l'arbitre. Moi, en tout cas, j'ai envie d'être vite sur le terrain. » Et de surprendre les Australiens.

Pascal Ceaux

Les équipes

Le match France-Australie est retransmis en direct sur France 2, samedi 28 juin, à partir de midi. La composition des équipes est la suivante :

● Australie : 15. Stephen Larkham (ACT) ; 14. Ben Tune (Queensland) ; 13. Jason Little (Queensland) ; 12. Pat Howard (ACT) ; 11. Joe Roff (ACT) ; 10. Tim Horan (Queensland) ; 9. George Cragan (ACT) ; 8. Troy Coker (ACT) ; 7. David Wilson (Queensland) ; 6. Brett Robinson (ACT) ; 5. John Eales, cap. (Queensland) ; 4. David Giffin (ACT) ; 3. Ewen McKenzie (ACT) ; 2. Marco Caputo (ACT) ; 1. Richard Harry (Nouvelle-Galles du Sud).

● France : 15. Jean-Luc Sadourny (Colonniers) ; 14. Philippe Bernat-Salles (Pau) ; 13. Christophe Lamaison (Brive) ; 12. Thomas Castaignède (Toulouse) ; 11. Sébastien Vias (Brive) ; 10. Alain Penaud (Brive) ; 9. Philippe Carbonneau (Brive) ; 8. Fabien Pelous (Dax) ; 7. Olivier Magne (Dax) ; 6. Abdelatif Benazzi, cap. (Agen) ; 5. Olivier Brouzet (Bègles-Bordeaux) ; 4. Olivier Merle (Montferrand) ; 3. Frank Tounaïre (Narbonne) ; 2. Marc Dal Maso (Agen) ; 1. Christian Califano (Toulouse). Arbitre : M. Clayton Thomas (pays de Galles).

L'âge d'or de John Eales

BRISBANE

Cela se voulait une surprise. John Eales n'avait pas l'air très étonné. Au beau milieu de la conférence de presse de l'équipe d'Australie, le gâteau a surgi. Il était jaune, crémeux, orné des incontournables bougies, qui, dans le monde entier, signifient que l'on a un an de plus. Les journalistes australiens ont aussitôt entonné l'air du « joyeux anniversaire », « happy birthday » en version anglaise. Le capitaine, deuxième ligne et buteur des Wallabies, s'y est repris à trois fois pour souffler sur les petites flammes. Depuis quelques jours, il a vingt-sept ans. Et il éprouve dans ce genre de cérémonie toutes ses réserves de maladresse.

Car, John Eales est un grand. L'Australie du rugby ne le met pas par hasard en avant. Modèle sur le terrain, exemple dans le jeu, les Wallabies ne pouvaient rêver meilleur étendard. Il appartient à la jeune génération des champions du monde de 1991. Avec Tim Horan et Jason Little, Eales avait épaté toute la planète ovale. A la différence de Horan, son

camarade de l'attaque, sa carrière n'a pas connu d'accident grave. Toujours là, cité parmi les meilleurs, il promène ses deux mètres et quelques sur tous les stades avec aisance. Dans l'alignement des touches, on le reconnaît entre mille pour son physique de surfeur, si peu en vogue parmi ses collègues de la deuxième ligne. On admire son jeu.

Samedi dernier à Sydney, il s'est gâté sans complexe dans le rôle de bourreau des Français. Matt Burke, l'arrière et buteur, avait dû déclarer forfait à cause d'une blessure. Qu'à cela ne tienne. John Eales s'est chargé de convertir les pénalités. Dans le Super 12, il bute pour l'équipe du Queensland. Au Sydney Football stadium, il a marqué quinze points au pied, le meilleur score d'un deuxième ligne en match international. Il n'en dédaigne pas pour autant les tâches qui font l'ordinaire du poste. Il saute, il court, il plaque. Et il soigne son image de capitaine, comme le lui demande la Fédération australienne (ARFU).

Sur les panneaux qui vantent l'équipe d'Australie et le rugby à quinze, il occupe la

meilleure place. En matière de marketing, l'ARFU ne néglige rien. Il lui faut du spectacle sur les terrains et des joueurs symbole. « Ici, explique Greg Smith, l'entraîneur des Wallabies, nous subissons une très rude concurrence de la part du rugby à treize. Nous avons donc besoin de grands matches et de grands joueurs pour convaincre les gens. » C'est bien pour cette raison que John Eales espère que l'Australie réussira un grand match au stade de Ballymore, samedi 28 juin.

Il serait bon d'appâter le public avant la venue des Anglais, et des adversaires des trisériels, les Néozélandais et les Sud-Africains. « Nous n'avons pas été surpris par le niveau d'engagement physique des Français, lors du premier test, affirme le capitaine australien. Pour ce deuxième match, nous avons amélioré beaucoup de choses. » Samedi, ce sera au tour de Jean-Luc Sadourny de souffler les bougies. L'arrière de l'équipe de France aura trente et un ans. L'histoire ne dit pas encore si John Eales a prévu de lui faire un cadeau.

P. Ce.

Tyson et Holyfield deux poids lourds en quête de sagesse

Les boxeurs s'affrontent pour le titre mondial

EST-CE L'EFFET de l'âge, d'un abus de coups reçus et donnés ou, qui sait, d'une crise de sagesse qui les aurait saisis sur le tard ? Allez savoir. Mais l'évidence est là, fièrement campée dans leur coin du ring : Mike Tyson et Evander Holyfield, soixante-cinq ans à eux deux, ne parlent plus le langage des poids lourds. Et à peiner celui des boxeurs. Ils en ont encore l'allure et le tour de biceps. Et ils en auront sûrement le regard, samedi 28 juin au soir, au moment de se glisser entre les cordes tirées au MGM Grand de Las Vegas, le décor choisi pour leur deuxième face-à-face en moins de neuf mois.

Evander Holyfield, le tenant du titre mondial WBA des poids, a promis un combat furieux mais rapide. Et il a juré, bleu sûr, qu'il en serait le maître, comme la première fois, lorsqu'il avait poussé son adversaire au tapis avant de l'emporter par un KO technique à la onzième reprise. Mike Tyson, lui, a raconté à peu près la même chose, mais en seos contraire. Peu de rounds, beaucoup de coups et, bien sûr, la ceinture mondiale de retour dans ses mailles. Des paroles de boxeurs, donc, des vaines, arrogantes et connues d'avance. Mais elles ont, cette fois, trompé personne.

L'habituel discours d'avant-match mis à part, les deux hommes aiment se servir de mots sages et peu trancants. Et, surtout, ils semblent prendre un plaisir nouveau à ne plus seulement parler de boxe et des millions de dollars (trente-cinq pour Holyfield, cinq de moins pour Tyson) qui seront partagés ce samedi. Evander Holyfield raconte sans lassitude les circonstances de sa rencontre avec sa nouvelle épouse, Janice, une ancienne infirmière dans un hôpital de Chicago spécialisée dans le traitement de la douleur.

Détail sans surprise : la rencontre eut lieu à un moment où l'on se questionnait sur la durée d'une séance de prières. Et les premiers mots échangés par les deux futurs époux ont été piochés dans une page de la Bible. Mike Tyson, marié lui aussi à un futur médecin, se laisse entraîner avec le même enthousiasme vers le récit de sa vie conjugale. Il raconte sans embarras son émotion de père, et l'impatience qui le gagne à l'idée d'avoir, sans doute dès le mois d'août, un quatrième enfant. Et il avoue avec douceur sa fierté de pouvoir offrir à sa famille l'éducation qu'il n'a jamais eue.

Chez Mike Tyson, le passage du stade de simple boxeur à celui d'homme sage et responsable s'est fait entre les quatre murs étroits d'une cellule de l'Indiana. Empisonné pour viol en 1992, relâché trois ans plus tard pour bonne conduite, il a découvert dans la solitude que la vie ne pouvait se réduire à un simple échange de coups de poings. « J'étais sûrement un

meilleur puncheur à vingt ans que je ne le suis aujourd'hui, confiait-il au début de la semaine. Mais je buvais et sortais tous les soirs. Et je dormais de moi l'image d'un voyou ».

En prison, Mike Tyson a rattrapé au grand galop son retard littéraire. Il a lu, et souvent dévoré, tout et parfois o'importe quoi. Une plongée en apnée dans le monde du savoir dont il aime raconter les enseignements. « J'ai beaucoup lu d'ouvrages communistes, explique-t-il. Trotsky, notamment. Et cela m'a aidé à comprendre qu'un leader ne peut compter que sur lui-même. » Conséquence : « Iron » Mike a fait le ménage autour de sa personne. Il a indiqué le chemin de la sortie à la plupart de ses anciens fidèles. Don King, son manager, a réussi à sauver sa singulière coupe de cheveux. Mais son influence serait désormais, dit-on, seulement financière.

UNE NATURE SAGE ET TEMPERÉE

Le cas Evander Holyfield paraît plus complexe. A en croire ses proches, l'actuel tenant du titre aurait toujours été d'une nature sage et tempérée. Il en aurait longtemps caché les symptômes sous un masque féroce et patibulaire. Et ce n'est que l'âge, la fortune et la présence sécurisante de sa nouvelle épouse qui auraient fini par le convaincre de se montrer au monde sous son vrai visage.

« J'ai commencé la boxe à huit ans, racontait-il récemment. Mais j'ai le souvenir d'avoir toujours eu peur des coups, de la douleur et de la défaite. D'ailleurs, j'ai souvent voulu abandonner et raccrocher les gants. Et même encore au cours de ces dernières années. » A Atlanta, Evander Holyfield mène l'existence en apparence excessive et démesurée d'un poids lourd à la fortune immense. Sa nouvelle propriété ressemble plus à un palais princier qu'à la demeure d'un père de famille nombreuse (six enfants, bientôt sept) en quête de vérité. Dix-sept salles de bains, trois cuisines, une piscine de taille olympique et une salle de cinéma de cent trente-cinq sièges, le tout couvrant une surface de 6 000 mètres carrés. Mais la réalité de sa vie quotidienne se révèle plus anodine. Il accompagne ses enfants à l'école et aime se montrer raisonnable dans ses dépenses.

Samedi soir, le deuxième acte du bras de fer Tyson-Holyfield aura sûrement la violence sauvage d'un combat de rue. Les deux boxeurs frapperont sans retenue. Et ils le feront comme seuls savent le faire les poids lourds. Mais, le combat achevé, vainqueur et vaincu reprendront tranquillement le cours de leur existence. Avec la certitude que la vie, leur vie, ne se réduira jamais à un simple échange de coups de poing.

Alain Mercier

Le golf français a besoin de Jean Van de Velde dans la sélection européenne pour la Ryder Cup

SUR LE PARCOURS du Golf national, les drivers peuvent avoir l'Espagne en ligne de mire. L'Open de France, qui a lieu jusqu'au samedi 28 juin, est cette année bien plus que l'un des deux plus importants tournois de l'Hexagone. Sur les fairways de Saint-Quentin-en-Yvelines, l'objectif sera souvent la Ryder Cup de septembre. La célèbre épreuve bisannuelle opposera alors à Valderrama les sélections européennes et américaine.

Depuis 1995, et cette victoire inattendue sur la oxtail aux 25 millions de golfeurs, le Vieux Continent voudrait confirmer cette leçon donnée de belle façon au pays de Tiger Woods. Les Etats-Unis connaissent une explosion du nombre de joueurs sur les greens depuis la consécration du jeune numéro un mondial. Mais en France, le golf se cherche toujours un porte-flambeau. Celui-ci est de plus en plus indispensable pour relancer un sport qui reste ici un loisir élitiste, réservé à 250 000 pratiquants.

Ce héros ne peut être aujourd'hui que Jean Van de Velde. Le chef de file du golf français va tenter de recueillir à Saint-Quentin-en-Yvelines les points nécessaires à son entrée dans le top 10 des joueurs européens. Au dernier classement, il n'est que quinzième, à cinq places d'une qualification automatique dans la sélection pour l'Espagne. Et il ne peut pas espérer bénéficier d'une des deux invitations dont dispose Seve Ballesteros : le fier tiralgo utilisera son privilège de capitaine pour s'entourer de joueurs d'expérience.

Jean Van de Velde n'a encore jamais figuré dans l'équipe qui défend les couleurs de l'Europe. Pourtant, en 1996, et jusqu'à ses premiers mois de cette année encore, sa sélection était assurée. Un moment buté, il a perdu plusieurs places depuis le début de la saison. Il bésite cependant à aujourd'hui son programme de tournois pour aller glaner les points qui risquent de lui manquer. « Le problème est qu'il ne suffit pas de multiplier les épreuves, explique-t-il. Bien au contraire, le golf de-

mande une telle dépense mentale qu'un risque de jouer de plus en plus mal sans phase de récupération. J'ai déjà environ vingt-huit tournois au programme, je n'en ajournerai d'autres que si ma place en Ryder Cup se joue sur quelques points. »

UN ACCORD OFFICIEL

L'année est difficile pour Jean Van de Velde. Son échec aux élections pour le renouvellement du bureau de la Fédération française de golf (FFG) lui a fait mal. Il vient de laisser le titre de champion de France à Raphaël Jacquelin. Et, surtout, Jean Van de Velde ne comprend pas l'interruption, l'année dernière, de son contrat avec la FFG : « Il a pris fin au bout de sept ans alors que j'étais justement alors sélectionnable pour la Ryder Cup. Ce n'est pas un problème financier, mais la preuve que l'ancienne direction de la FFG n'a pas su continuer à travailler avec moi. »

L'amertume de Jean Van de Velde s'explique également par l'isolement dans lequel il se trouve depuis qu'il a fait le choix du professionnalisme en 1987 : « Je suis un pionnier dans ce domaine. Le circuit pro est extrêmement difficile : il y a des règles, des contraintes, des pièges, une logistique de temps à la découverte. Pour moi, il est trop tard. Mais j'aimerais faire profiter de mon expérience les joueurs français qui débarquent dans le circuit européen. »

Cette offre de services va sans doute faire l'objet d'un accord officiel qui devrait être annoncé pendant l'Open de France. Depuis l'élection de Philippe Martin à sa présidence, la FFG vit une révolution. « Elle s'occupe en priorité des amateurs et laisse les professionnels vivre leur vie. Désormais, la FFG sait que le retentissement du golf en France dépend des résultats au plus haut niveau. » reconnaît Philippe Grandou.

Le directeur technique national adjoint devrait remettre en septembre une étude sur un nouveau « plan sportif global » de la

fédération. « Il faut donner une image plus sportive du golf en France, si l'on veut profiter des retombées du phénomène Tiger Woods, explique M. Grandou. Quand un Français participera à la Ryder Cup, l'équivalent de la Coupe du monde, nous pourrions enfin prétendre à une certaine reconnaissance de notre démarche. »

UNE VÉRITABLE CRISE

En attendant, le golf professionnel français connaît une véritable crise. Moins de cent joueurs vivent plus ou moins bien de leur passion. Si les premiers enregistrent des gains qui n'ont rien à voir avec le standing de nombreux sportifs, les derniers ne réussissent même plus à rembourser les frais qu'ils engagent pour s'aligner dans les tournois. Le circuit français périclité après avoir perdu ses partenaires au fil des années. Et la victoire au championnat de France ne valait que 70 000 francs cette année.

Christophe de Chenay

DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL** : La Lituanie a battu la France (94-88), lors du Championnat d'Europe des nations, jeudi 26 juin, à Gênes (Espagne). Les tricolores n'ont pu confirmer face aux vice-champions d'Europe leur victoire de la veille contre la Slovaquie (80-75).

■ **CYCLISME** : Christophe Agnolotto a remporté le 6^e Tour de Suisse, jeudi 26 juin. A vingt-sept ans, le Padien de la formation Casino roule pour la deuxième saison chez les professionnels.

■ **FOOTBALL** : le Brésil a écrasé le Pérou (7-0), jeudi 26 juin, en demi-finale de la Copa America à Santa Cruz (Bolivie). La finale, prévue dimanche 29 juin, opposera les Brésiliens à la Bolivie, victorieuse du Mexique (3-1), mercredi 25 juin, à La Paz.

■ **TENNIS** : aucun match n'a été disputé, jeudi 26 juin, à Wimbledon à cause de la pluie, mais le retard accumulé depuis le début de la semaine n'inquiète pas les organisateurs. Quatre-vingt-trois matches ont déjà été joués, alors qu'en 1991 une météo similaire n'avait permis d'en disputer que cinquante-quatre en quatre jours sans empêcher le tournoi de s'achever dans les délais.

ALCATEL HI-SPEED COMPACT

Tyson et Holyfield deux poids lourds en quête de sagesse

Les boxeurs s'affrontent pour affronter

Olivier Panis et Jarno Trulli ont chacun une épreuve importante à affronter. Alcatel leur souhaite bonne chance.

ALCATEL, "HI-SPEED COMPANY", PARTENAIRE TECHNOLOGIQUE DE PROST

Au nom de l'ensemble de ses salariés, Alcatel formule tous ses vœux de prompt rétablissement à Olivier Panis et de succès à Jarno Trulli et Shinji Nakano. Si nous nous sommes engagés aux côtés d'Alain Prost c'est que nous partageons profondément ses valeurs de performance et d'excellence. C'est pourquoi, nous apportons à l'écurie PROST Grand Prix notre avance technologique dans les systèmes de communication. En nous impliquant dans le sport automobile par le biais de sa discipline la plus exigeante, et en développant des systèmes de communication participant pleinement à la compétitivité de nos partenaires, nous affirmons notre identité de « Hi-Speed Company ».



Des embryons de dinosaures carnivores découverts au Portugal

« C'EST UNE PREMIÈRE européenne ! », jubile Philippe Taquet, paléontologue du Muséum national d'histoire naturelle. La découverte au Portugal d'embryons de dinosaures carnivores vieux de 140 millions d'années va lui permettre de faire le lien avec son vieux rival américain John Horner, conseiller de Steven Spielberg pour le film *Jurassic Park*, et grand amateur d'œufs fossiles. Le nid trouvé à Lourinha, au nord de Lisbonne, comprend une centaine d'œufs à la coquille noire, dont quatre au moins abritent de minuscules ossements. Datant du jurassique supérieur, ces petits carnivores détiennent le record d'ancienneté et ont détrôné les embryons du Montana, vieux de 70 millions d'années.

Le mérite de la découverte revient à la famille Mateus, souligne Philippe Taquet, qui a associé ces « amateurs éclairés » à la note franco-portugaise présentée à l'Académie des sciences. C'est la mère, infirmière, Isabel, qui, en 1993, a su repérer sur une falaise du kimmeridgien supérieur l'éclat noir d'une coquille préhistorique. Avec son mari Horacio, percepteur de son état, et son fils Octavio, qui avait déjà découvert un fossile de dinosaure, elle a préservé le site du pillage avec l'aide de tout le village et entamé les fouilles.

INCERTITUDE SUR L'ESPÈCE

Appelé en renfort par son collègue Miguel Antunes, de l'université de Lisbonne, Philippe Taquet a confirmé qu'il s'agissait bien là d'une couvée de dinosaures, d'une importance hors du commun : « La vingtaine d'embryons fossiles mis au jour jusqu'ici était originaire des États-Unis et du désert de Gobi », précise-t-il. L'œuf de dinosaure le plus ancien (230 millions d'années) a lui été trouvé - vide - en Patagonie.

Reste désormais à mettre un nom sur ces œufs de 3 centimètres sur 8. Faute d'adulte sur place, la recherche en paternité paraît compromise, d'autant que des erreurs d'état civil ont déjà eu lieu : dans le désert de Gobi, on avait accusé à tort *Oviraptor* de gendier la descendance de *Protoceratops*, avant de s'apercevoir que ce présumé « voleur d'œufs » retrouvait sur le nid était sans doute en train de couvrir sa propre descendance.

D'ici un an, Philippe Taquet espère avoir des indications sur la vitesse de croissance des bébés, pour essayer d'en déduire celle des parents. Une première analyse a permis de confirmer qu'on a bien affaire à des théropodes (carnivores), qui, comme les oiseaux modernes, assimilaient le calcium de la coquille pour constituer leur squelette. « Il sera intéressant de voir s'ils disposaient, à l'instar des poussins, d'un « diamant » au bout du bec pour sortir de l'œuf. »

Hervé Morin

Le sort de Mir sera fixé dans les deux semaines

La collision, mercredi 25 juin, d'un cargo Progress avec la station russe aggrave encore son état de délabrement. Elle est pourtant irremplaçable pour l'entraînement des hommes qui assembleront, à partir de 1998, sa remplaçante, Alpha

En cinq mois, les occupants de la station spatiale russe Mir ont dû faire face à un incendie et à un début de dépressurisation. Il s'agit des deux accidents les plus graves susceptibles de survenir en orbite. Mais l'équipage est, heu-

reusement, sain et sauf et a entrepris les premières réparations. Un vaisseau de ravitaillement Progress devrait décoller dans les dix jours avec du matériel de secours. En dépit d'une baisse importante de l'alimentation élec-

trique qui rend leur vie quotidienne difficile et la poursuite des expériences scientifiques problématique, les trois cosmonautes ne sont pas en danger. Les responsables de la NASA et leurs homologues russes de la RKA décideront

d'ici deux semaines s'il convient de les rapatrier sur Terre. Cette décision remettrait en cause le séjour de trois semaines que le Français Léopold Eyharts devrait effectuer sur Mir à partir du 5 août.



quand on a perdu ses affaires », a-t-il plaisanté avant de demander que le prochain cargo Progress lui amène... une trousse médicale, une paire de chaussettes, une brosse à dents et trois tubes de dentifrice. Abandonnés dans le module Spectre endommagé, tous ses effets personnels sont, en effet, perdus. Ainsi qu'une bonne partie des expériences scientifiques américaines que l'astro-

naute de la NASA était chargé de faire fonctionner.

A défaut de pouvoir y mener toutes les manipulations scientifiques prévues, les astronautes américains et leurs collègues soviétiques auront au moins acquis, dans Mir, une expérience inestimable pour le montage en orbite de la future station internationale Alpha, qu'ils doivent commencer en commun en 1998. En cinq mois,

ils ont eu à faire face aux deux accidents les plus graves susceptibles de survenir dans l'espace : un incendie et une dépressurisation.

Dans les deux cas, ils sont passés très près de la catastrophe. En février le feu qu'ils réussirent, heureusement, à maîtriser, les séparait du vaisseau Soyuz, leur « chaudière de sauvetage » pour regagner la Terre. Mercredi, la collision a provoqué une déchirure relative-

ment limitée. La pression à l'intérieur de la station n'a chuté que de 10 % avant que les cosmonautes ne parviennent à isoler le module Spectre. Une brèche importante aurait pu entraîner une dépressurisation brutale et la mort immédiate des trois hommes.

Après onze ans de bons et loyaux services, la station Mir donne de sérieux signes de fatigue. Les Russes ont, certes, prouvé brillamment à plusieurs reprises que ses défaillances techniques étaient le plus souvent réparables. Mais ces deux incidents graves démontrent que les hommes qui vivent à bord prennent de plus en plus de risques.

Le jeu en vaut-il la chandelle ? C'est ce que les responsables de la NASA et leurs homologues russes de la RKA doivent désormais déterminer. Un dilemme pour eux. Mir représente, en effet, le seul terrain d'exercice pour les futurs « mécanos » de l'espace qui assureront le montage d'Alpha. Or ils ne possèdent pas encore le savoir-faire et l'entraînement nécessaires pour mener à bien la tâche qui les attend, estimait, en décembre 1996, l'astronaute vétérinaire Story Musgrave.

Jean-Paul Dufour

La fusée européenne Ariane-4 a lancé avec succès, jeudi 26 juin à 1 h 44 (heure de Paris), un satellite de 3,4 tonnes fabriqué par Lockheed Martin pour l'Organisation internationale de télécommunications Intelsat. Le 97^e d'une fusée Ariane et le 5^e depuis le début de l'année. Le prochain est programmé pour le 7 août.

Le vaccin contre l'hépatite B diminue le risque d'être atteint d'un cancer du foie

UNE ÉTAPE FONDAMENTALE dans la prévention des cancers humains par voie vaccinale vient d'être franchie avec la publication, dans les colonnes du *New England Journal of Medicine* (daté du 26 juin), d'un travail conduit depuis quatorze ans à Taïwan avec un vaccin de conception française protégeant contre l'infection par le virus de l'hépatite de type B (VHB).

Cette publication fournit la première démonstration, sur le terrain, de l'efficacité de la vaccination contre l'hépatite virale dans la prévention d'une forme de cancer du foie (hépatocarcinome). Il s'agit là de la plus fréquente des formes de cancers hépatiques ainsi que de l'une des localisations malignes figurant dans le groupe des dix cancers les plus souvent diagnostiqués à la surface du globe. L'hépatocarcinome constitue un problème majeur de santé publique en Asie du Sud-Est et dans les pays de l'Afrique subsaharienne ainsi, plus généralement,

que dans l'ensemble des pays de la ceinture intertropicale. Dans ces zones géographiques, on retrouve également de fortes prévalences de l'infection chronique par le VHB.

L'hypothèse du rôle cancérogène de l'infection de l'organisme par le VHB avait été avancée dès les années 50, avant même l'identification du virus par des médecins sénégalais et français qui avaient remarqué la fréquence, en Afrique de l'Ouest, de l'association chez les mêmes personnes d'une jaunisse suivie d'une cirrhose puis d'un cancer du foie. Par la suite, la découverte du virus par le professeur Blumberg devait précéder la mise au point, au milieu des années 70, du premier vaccin protecteur, à partir du sang des personnes infectées, par le professeur Philippe Maupas au CHU de Tours.

On disposait dès lors des outils nécessaires pour démontrer que l'on pouvait prévenir un cancer à partir d'une simple vaccination,

celle-ci protégeant d'autre part contre l'infection aiguë et ses séquelles. L'équipe du professeur Maupas chercha alors à mettre en place un programme de vaccination au Sénégal. Mais c'est en définitive d'Asie que la réponse est venue.

UNE ÉTUDE MENÉE À TAÏWAN

À Taïwan, un programme national ambitieux de vaccination contre l'hépatite B avait été mis en œuvre dès 1983. Au début des années 80, différents échanges franco-taiwanais avaient permis de créer une unité locale de production de ce vaccin, entreprise exemplaire en matière d'échanges de technologie médicale entre pays industrialisés et pays qui ne le sont pas. Des études épidémiologiques conduites au préalable par l'équipe du docteur Palmer Beasley avaient, dès 1981, établi qu'à Taïwan un porteur chronique de l'infection par le VHB avait deux cents fois plus de risques de mourir d'un cancer du foie qu'une

autre personne indemne vis-à-vis de cette infection virale. « Pour évaluer l'effet du programme national de vaccination contre l'hépatite B sur le développement du cancer du foie, nous avons étudié l'incidence de ce cancer chez les enfants de Taïwan, et ce de 1981 à 1994, expliquent les auteurs de la publication du *New England Journal of Medicine*. Nous avons recueilli les données concernant le cancer du foie chez les enfants à partir du registre national taiwanais du cancer qui reçoit les informations émanant des 142 hôpitaux du pays comptant plus de cinquante lits. Des données concernant les cancers hépatiques de l'enfant ont également été obtenues auprès des dix-sept centres médicaux les plus importants de Taïwan. »

Au terme de ce travail, il apparaît que l'incidence annuelle moyenne de l'hépatocarcinome chez les enfants âgés de six à quatorze ans a progressivement diminué dans l'ensemble du pays. Cette incidence est passée de 0,7 pour 100 000 enfants entre 1981 et 1986 à 0,57 entre 1986 et 1990, avant de tomber à 0,36 entre 1990 et 1994. Durant la même période les taux de mortalité associés à cette lésion cancéreuse ont également diminué.

« À Taïwan, l'incidence de l'hépatocarcinome chez l'enfant a diminué depuis l'instauration du programme de vaccination universel contre l'hépatite B », concluent les auteurs de l'hépatocarcinome médical américain. Une telle observation constitue un argument en faveur de l'hypothèse du rôle direct (ou très fortement favorisant) de l'infection par le VHB dans la physiopathologie de la forme la plus fréquente du cancer du foie. De nombreux éléments d'épidémiologie et de biologie moléculaire plaident ces dernières années en faveur de cette hypothèse dont la réalité est aujourd'hui démontrée.

Selon le professeur Alain Goudeau (CHU de Tours), spécialiste des relations entre le VHB et le cancer du foie, le modèle taiwanais (production locale de vaccin, vaccination généralisée) fournit la démonstration que la prévention de l'hépatocarcinome est un ob-

jectif accessible dans les pays en voie de développement de la ceinture intertropicale où l'infection par ce virus est endémique.

En dépit de la politique active menée d'incitation à la vaccination généralisée contre l'hépatite B, l'OMS estime qu'en Europe un million de personnes sont chaque année infectées par ce

Bénéfices considérables, dangers hypothétiques

Comme toutes les vaccinations, celle contre l'infection par le virus de l'hépatite B n'est pas dénuée de risques. Elle peut, de manière exceptionnelle, être suivie de complications neurologiques. Des spécialistes ont, ces derniers mois, cru pouvoir établir un lien entre ce geste vaccinal et l'apparition d'une poussée évolutive de sclérose en plaques. Saisis de cette question par l'Agence du médicament, les experts français ont estimé qu'aucun lien de cause à effet ne pouvait ici être démontré, et que rien ne justifiait de revenir sur les incitations à la vaccination. Pour sa part, l'OMS s'est élevée contre la diffusion en France, par voie de presse, de rumeurs de nature à nuire aux campagnes vaccinales. On observe déjà dans notre pays une diminution de la fréquence des vaccinations. Dans ce contexte, la publication du *New England Journal of Medicine* vient opportunément rappeler l'ampleur des bénéfices conférés par cette protection en regard des risques plus ou moins hypothétiques qui peuvent lui être associés.

virus. Parmi elles, il est acquis que 90 000 seront victimes d'une infection chronique et que 22 000 mourront d'une complication cirrhotique ou cancéreuse. C'est dire le rôle majeur qu'il faut accorder, en termes de santé publique, au développement de cette prévention.

Jean-Yves Nau

FUTONS OMOTÉ

Confort zen.

147, Bd du Montparnasse
75006 Paris - Tél. : 01 43 26 37 58

21, Bd des Batignolles - 75008 Paris
Tél. : 01 43 17 43 26

47, Rue St Antoine - 75011 Paris
Tél. : 01 43 42 35 74

64, Av Jean Jaurès - 75019 Paris
Tél. : 01 40 40 71 59

45, Rue Maréchal de Saxe
92006 Lyon - Tél. : 04 78 24 00 94

11, rue des Clères - 38000 Grenoble
Tél. : 04 76 01 06 70

105, Av de Genève - 71400 Anagny
Tél. : 04 90 57 00 55

OMOTÉ. UN ÉTAT D'ESPRIT

Le Monde

DOSSIERS-DOCUMENTS

L'état des conflits dans le monde

L'effondrement de l'Union soviétique, la chute du mur de Berlin et la fin, donc, de la guerre froide Est-Ouest ont changé souvent la nature des conflits dans le monde. On observe moins d'affrontements entre États et davantage de conflits au sein même des nations ou d'entités plus ou moins arbitrairement constituées.

Au sommaire : l'Amérique latine, l'Asie, l'Afghanistan, le Proche-Orient, l'Afrique, le Caucase, les Balkans.

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

les deux semaines

Peu d'amélioration en vue

LES MASSES NUAGEUSES et pluviométriques conduisent à s'enrouler autour du minimum de la France. Peu de régions seront épargnées samedi par les pluies continues ou les averses localement orageuses, et la fraîcheur sera encore de mise. Seuls l'est et le sud-est bénéficieront de belles troupes ensoleillées.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - Encore de la pluie, de la fraîcheur et un vent de nord qui atteint 70 km/h en pointes sur les côtes de la Manche. Il ne fera pas plus de 15 à 17 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les pluies, encore très fréquentes le matin et parfois orageuses plus au nord, deviennent plus rares l'après-midi. On attend 17 à 19 degrés au meilleur de la journée.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Après une matinée assez nuageuse, avec de rares averses vers l'ouest, on attend une nette amélioration ve-

nant de l'est au cours de la journée. Les températures pourront atteindre 20 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Des Pyrénées aux Landes, les pluies tombent du matin au soir. Elles sont parfois orageuses. Ailleurs, après une matinée clémente, nuages et pluies envahissent progressivement le ciel par le sud. Il fera au mieux 18 à 22 degrés.

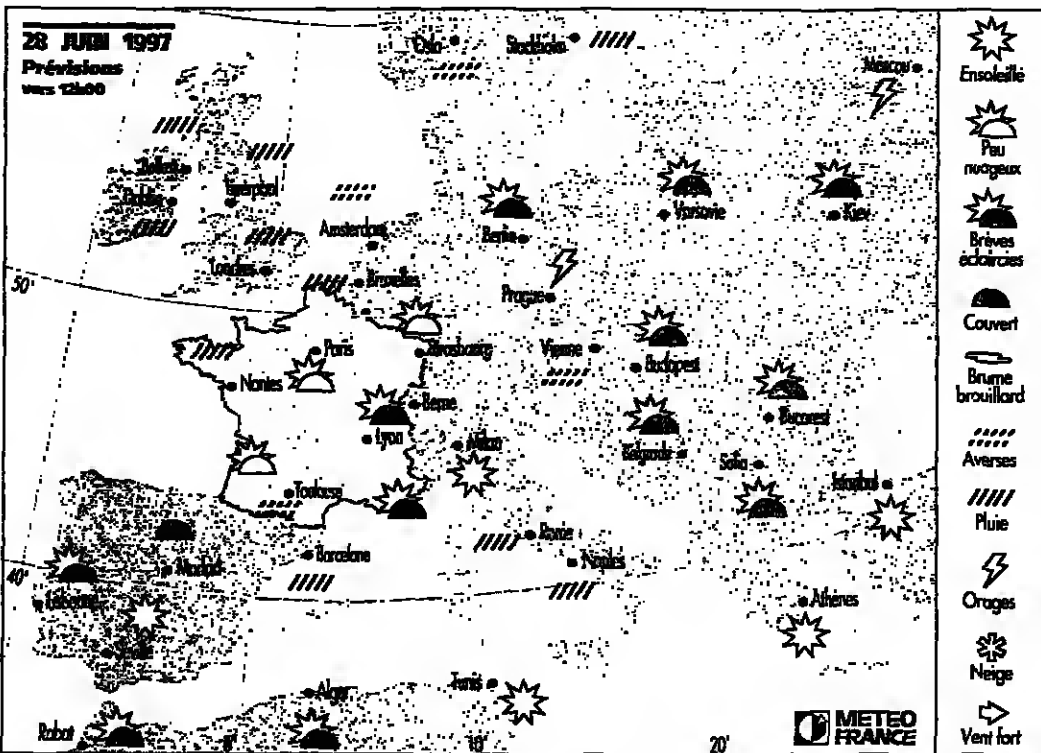
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil fait de belles apparitions le matin. Il devient de plus en plus timide et laisse les nuages et la pluie en provenance du sud-ouest l'emporter l'après-midi. Il fera 19 à 22, voire 24 degrés, l'après-midi.

Langue-d'oc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - La matinée démarre sous le soleil. Venant de l'ouest, les nuages épaississent et amènent la pluie. Le Langue-d'oc-Roussillon est touché à la mi-journée, et la vallée du Rhône en fin d'après-midi. Mais dans l'ensemble, c'est dans le sud-est qu'il fait le plus beau. On attend 21 à 25, localement 27 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 28 JUIN 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.

FRANCE métropole	NANCY	12/20 P
AJACCIO	NANTES	12/25 S
ALGER	NICE	12/16 P
BORDEAUX	PARIS	11/19 C
BOURGES	PAU	10/20 N
BREST	PERPIGNAN	11/16 P
CAEN	RENNES	12/16 P
CHERBOURG	ST-ETIENNE	11/16 P
CLERMONT-F.	STRASBOURG	10/18 N
DIJON	TOULOUSE	10/20 N
GRENOBLE	TOURS	12/23 N
LILLE	FRANCE outre-mer	11/17 P
LYON	YAMEN	9/19 P
UMOGES	FORT-DE-FR.	12/20 N
LYON	NOUMEA	12/20 S
MARSEILLE		15/23 S

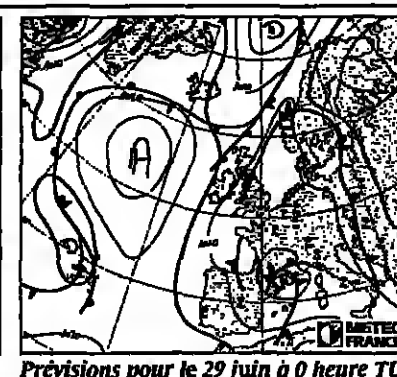
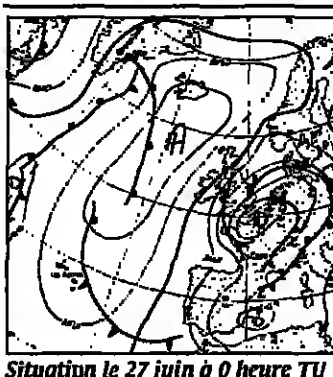
PAPEETE	22/27 S
POINTE-A-PIT.	26/33 C
ST-DENIS-RE.	19/24 S
EUROPE	
AMSTERDAM	12/18 P
ATHENES	23/31 S
BARCELONE	19/21 P
BELFAST	11/18 P
BELGRADE	17/31 N
BERLIN	15/24 S
BERNE	10/22 S
BRUXELLES	12/18 P
BUCAREST	16/29 N
BUDAPEST	17/29 S
COPENHAGUE	14/19 P
DUBLIN	11/17 P
FRANCFORT	13/22 P
GENEVE	9/22 S
HELSINKI	14/21 S
ISTANBUL	19/27 S
KIEV	15/25 N
LISBONNE	14/21 S
LIVERPOOL	13/16 P
LONDRES	14/18 P
LUXEMBOURG	11/19 P
MADRID	12/22 C
MILAN	18/26 S
MOSCOW	16/23 P
MUNICH	12/23 P
NAPLES	24/30 P
OSLO	10/19 P
PARIS	19/27 P
PARMA	15/29 N
PRAGUE	13/21 P
ROME	15/25 S
SEVILLE	14/19 P
ST-PETERSBURG	13/21 P
STOCKHOLM	12/19 P
TENERIFE	14/21 S
VARSOVIE	16/27 S
VENISE	21/23 P
VIENNE	20/26 P
AMSTERDAM	14/26 S
BRASILIA	26/30 S
BUEENOS AIR.	26/30 S
CARACAS	26/30 S
CHICAGO	18/32 N
LOS ANGELES	18/26 S
MEXICO	16/22 N
MONTREAL	17/29 S
NEW YORK	22/30 S
SAN FRANCISCO	10/17 S
SANTIAGO	15/31 S
TORONTO	15/31 S
WASHINGTON	19/30 S
ALGER	18/28 N
DAKAR	25/29 N
KINSHASA	18/28 S
LE CAIRE	22/32 N
MAARAKCH	17/20 S
NAIROBI	13/22 S
PRETORIA	5/24 S
RABAT	17/20 S
TUNIS	23/32 S
ASIE-OCEANIE	
BANGKOK	29/35 C
BOHAI	26/32 P
DIJAKART	26/31 S
DUBAI	32/41 S
HANOI	27/32 S
HONGKONG	25/27 P
JERUSALEM	22/30 S
NEW DELHI	30/34 P
PEKIN	23/32 N
SEOUL	23/27 C
SINGAPOUR	28/31 P
SYDNEY	9/16 N
TOKYO	23/26 P



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** La compagnie Air France a équipé les quatre cinquièmes de sa flotte desservant les lignes nationales et européennes de téléphones installés dans le dossier des sièges. Les instructions s'affichent sur l'écran en français, anglais, allemand, italien, portugais ou espagnol. La prise en charge par appel, depuis un vol intérieur, va de 5 à 10 francs pour l'Europe, et 15 francs pour le reste du monde. Les communications, par tranches de 30 secondes, oscillent de 7,50 à 20 francs, selon le pays appelé.

■ **POLYNÉSIE.** Air New Zealand propose de découvrir les îles Cook en offrant un aller et retour Papeete-Rorotonga (capitale des îles) aux passagers détenant un aller et retour Paris-Papeete sur la compagnie, acheté en France. Les déplacements doivent avoir lieu en septembre et octobre (tél.: 0800-90-77-12).



INFORMATIQUE

L'ordinateur de réseau se résout à la compatibilité avec Microsoft

DANS LA GUERRE qu'il livre à Microsoft, Larry Ellison, patron d'Oracle, vient de faire une concession qui, si elle relève d'une tactique élaborée, n'en est pas moins de taille. Lors de l'annonce de la mise sur le marché de son nouveau logiciel de gestion de base de données Oracle 8, il s'est attaché à promouvoir l'ordinateur de réseau (NC) qui doit, selon lui, prendre le relais du PC dans la course à la popularisation de l'informatique et d'Internet. Mais, alors que depuis 1995 il rejette tout recours aux logiciels de Microsoft (système d'exploitation Windows et programmes de bureautique Office), Larry Ellison vient de changer de stratégie.

Désormais, le NC est compatible avec les logiciels Word (traitement de texte) ou Excel (tableau), qui font la fortune de son concurrent. Au lieu de prôner l'utilisation exclusive des nouveaux programmes écrits avec le langage Java, Oracle admet le caractère incontournable des outils du numéro un mondial des logiciels de bureautique. Il réagit aussi à l'attaque de Microsoft qui, en faisant l'acquisition de la licence Clrix (Le Monde du 14 mai), a mis ses logiciels à la portée de NC.

Les entreprises, dont la majorité utilise Microsoft Office depuis des années, vont pouvoir faire appel aux ordinateurs de réseau sans modifier brutalement leurs habitudes. De plus, les premiers NC annoncés par la filiale d'Oracle NCI, fabriqués par Acton et Fujitsu, sont dotés de processeurs Intel. La croisade d'Oracle contre le duopole Intel-Microsoft perd en

intégrisme ce qu'elle gagne en réalisme. Les subtils manœuvres de Microsoft, à force de chercher à récupérer les atouts de l'adversaire, risquent surtout de valider ses arguments.

Mardi 24 juin, Larry Ellison a démontré une fois de plus qu'il maîtrise au moins autant le music-hall que la technologie. Pendant plus d'une heure et demi, il a arpenté le décor futuriste de la scène envahie par la fumée, les rayons laser

et les lumières stroboscopiques du Radio City Music Hall de New York. La vidéoconférence par satellite retransmettait ce show vers 50 000 clients et journalistes dans le monde entier. Sacrifiant à son goût pour les attaques personnelles contre Bill Gates, le patron d'Oracle n'hésite pas à présenter sa concession comme une avancée technique. Au patron de Microsoft qui a déclaré que NC signifie « non compatible », il peut maintenant répondre : « Ce n'est pas vrai. » Et il le démontre en affichant sur l'écran d'un NC un texte réalisé avec Word 7.

Ensuite, pour faire la preuve de la simplicité de l'ordinateur de réseau, Larry Ellison s'est livré à une installation en direct. Après avoir sorti un NC de son emballage, il l'a connecté à un clavier, une souris, un écran (« la manœuvre la plus délicate... »), une liaison Internet et au secteur. Saisissant ensuite un PC destiné à jouer le rôle de serveur, il l'a relié au NC et l'a mis en service en quelques secondes à l'aide d'une disquette et d'un CD-ROM contenant le système d'exploitation NC OS. En un tour de main, Larry Ellison avait

Chez Compaq, sous l'étiquette NetPC... un PC

La présentation du NetPC de Compaq, le 16 juin, a plongé les observateurs dans la perplexité. Qu'est-ce qui peut bien distinguer le Deskpro 4000 N d'un PC ordinaire ? Il dispose de processeurs classiques, de 16 à 32 mégaoctets de mémoire vive, d'un disque dur de 1,6 gigaoctet et... du système d'exploitation Windows NT. Seule originalité visible : l'absence de lecteur de disquette et de CD-ROM. Plus discrètes, les modifications logicielles permettent « l'administration, le contrôle et le paramétrage à distance ». Les nouvelles machines, promises à moins de 6 000 francs sans minifutur, ne constituent qu'un perfectionnement de PC visant à réduire le coût de maintenance de leur contenu. Par rapport au NC, qui ne fonctionne qu'en liaison avec un serveur, le NetPC n'apporte pas de rupture puisque programmes et données restent enregistrés sur son disque dur. L'idée, prônée par Microsoft et Intel, a été adoptée par 125 constructeurs dont, outre le numéro un mondial Compaq, Dell, Hewlett-Packard et Toshiba.

créé un réseau. « Il ne faut pas plus d'une demi-heure à un professeur pour connecter sa classe à Internet », a alors assuré le PDG d'Oracle, qui estime le coût par élève entre 500 et 600 dollars (3 000 à 3 500 francs), ordinateur et serveur compris.

LE SÉSAME : UNE CARTE À PUCE

C'est alors que Larry Ellison bouscule, « par mégarde », la table supportant PC et NC. Le matériel s'écroule sur le sol, en ruines. Devant le public abasourdi, l'artiste assène : « Si j'avais un PC, j'aurais tout perdu ! » Grâce au NC, un tel drame est évité. Larry Ellison brandit une carte à puce, sésame d'Internet et véritable passeport du réseau. Fournie par Schlumberger, qui en a équipé 2 000 des invités new-yorkais, la NC Card contient les informations identifiant son propriétaire et les données de connexion au serveur d'accès à Internet, au courrier électronique et aux services personnalisés tels que les abonnements. Protégée par code secret, la carte permet, à partir de n'importe quel NC, de retrouver les données personnelles enregistrées sur un

serveur. Ce dernier peut être situé dans la même pièce que le NC, ou à l'autre bout de la planète.

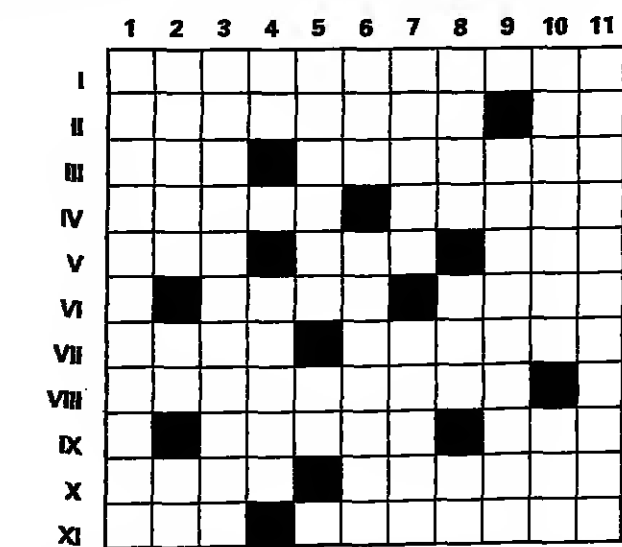
Un tel modèle n'est convaincant que dans la mesure où l'utilisateur peut accéder à une confiance quasi absolue au réseau. C'est là qu'Oracle intervient. Son métier, c'est justement le serveur et la gestion de son contenu, c'est-à-dire les bases de données. Larry Ellison retourne ainsi sur ses pieds. Oracle 8 gère dix fois plus d'utilisateurs et de données, et fonctionne dix fois plus vite que son prédécesseur, Oracle 7. Le serveur peut contenir 3,2 téraoctets (milliards de milliards d'octets) dont la moitié sert de sauvegarde. Il reste 1 600 milliards de caractères représentant jusqu'à 1,3 milliard d'enregistrements différents. Pour une recherche qu'Oracle 7 réalisait en dix minutes, Oracle 8 ne met plus que onze secondes... Appliqué à la gestion de messages électroniques par deux ordinateurs Sun totalisant vingt-quatre microprocesseurs, ce ne sont pas moins de 50 000 utilisateurs qui peuvent communiquer entre eux...

Michel Alberganti

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97134

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 €/min).



HORIZONTALEMENT

1. Travaille pour les assises. - II. Comme une paupière retournée. Article. - III. A l'origine du PC. Raz de marée dans le Pacifique. - IV. Causer des dommages. Poète et seigneur du XVII^e siècle. - V. La pointe qui relève. Au-delà, ça déborde. Pose problème. - VI. Chanté en Allemagne. Produira. - VII. Petite monnaie espagnole. Faire en sorte de ne pas subir. - VIII. Une durée pour un bail. - IX. Préparer les fibres. Fort nippon.

VERTICALEMENT

1. Retour en société. - 2. Devrait être fumée pour devenir plus riche. Fin de verbe. Qui a réussi. - 3. Cactées gracieuses et épineuses. - 4. En rapport avec le cercle. Juste après le jeûne. - 5. Donne soif. En toute innocence. - 6. Pronom. Le feu aux ganglions. - 7. Possessif.

Un lézard assez impressionnant. - 8. Coule en Sibérie, se jette dans l'Arctique. Tient toute une vie. Patron venu du ciel. - 9. Responsable du contenu des gondoles. - 10. La reine de nos plaines. Comme un ami de Maupassant. - 11. De retour, mais c'est l'échec du 1 vertical.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97133

HORIZONTALEMENT
1. Pieds-de-loup. - II. Impair. Asti. - III. Epaulards. - IV. Derme. Erard. - V. Drs. Nage. Ud. - VI. Ede. Crispée. - VII. Bastide. Arp. - VIII. Ib. Tee. Prao. - IX. Clé. Unie. Su. - X. Hémostase. - XI. Esches. Enée.

VERTICALEMENT
1. Pied-de-biche. - 2. Imperdables. - 3. Eparses. Enc (E = mc²). - 4. Daum. Ty. Oh. - 5. Silencieuse. - 6. Dra. Ardents. - 7. Régie. Ia. - 8. Ladres. Pèse. - 9. Ossa. Par. En. - 10. Ut. Rueras. - 11. Pied-de-poule.

Le Monde est distribué par la SA La Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0245-0007

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gumbourg
94005 Ivry cedex

PHILATÉLIE

Des « prêts-à-poster » régionaux

AVEC les six séries de « prêts-à-poster » régionaux que La Poste met en vente générale lundi 30 juin, le montant total des produits pré-affranchis émis depuis le début de l'année s'élève déjà à 647 F, y compris les « Postexp ». Chaque série, consacrée à une région différente, comprend cinq enveloppes et leurs cartes-correspondance assorties, six pour la série des santons de Provence.

La série « Franche-Comté » - illustrée avec des vues de la forêt du Massacre, près de Lamoura ; d'une ferme comtoise ; du lion de Belfort ; du lac de Saint-Point et d'un clocher comtois - reprend le timbre consacré à cette région en 1977. La série « Nord-Pas-de-Calais » reprend les motifs des timbres Calais (émis en 1961), Le Touquet (1962), Boulogne-sur-Mer (1967), Dunkerque (1982) et Lille (1982). La série « Vendée » - illustrée avec des photos de l'île d'Yeu,



du marais Poitevin, des marais salants et du Puy-du-Fou - comporte aussi, pré-imprimé, le timbre Paysage vendéen émis en 1965. La série « Santons de Provence » est réalisée à partir des timbres émis en 1995. La série « Châteaux de la Loire » reprend les timbres Chénanceaux (1944),

Chambord (1952, photo ci-contre), Blais (1960), Amboise (1963) et Azay-le-Rideau (1987). Enfin, le timbre Méta de Jean Tinguely (1988) a été retenu pour la série « Rhône-Alpes ».

Ces « prêts-à-poster », diffusés dans les régions concernées ou auprès du Service philatélique de La Poste, sont disponibles en lots ou à l'unité (6 F pièce).

P. J.

★ Service philatélique de La Poste, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15.

EN FILIGRANE

■ **Air France à Sainte-Lucie.** Depuis le 3 janvier, Air France dessert Sainte-Lucie (Antilles britanniques) au départ de Paris en Boeing 747 à destination de Fort-de-France, vol prolongé en ATR 42 d'Air Martinique (PN) jusqu'à Castries, aéroport de Vigie international, sous numéro de vol unique AF 550. Deux plus commémoratifs, réalisés par l'Amicale aérophilatelique d'Air France, témoignent de l'ouverture de cette ligne. Ils sont disponibles chez Bernard Abouchar, Aadaf, 74, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

■ **« Ingénio », un pli personnalisé.** A partir du 30 juin, La Poste commercialise « Ingénio ». Le principe de cet entier postal sur carte postale est simple : le recto, pré-affranchi avec un des timbres destinés par Henri Gallon (de la série « Voyage d'une lettre »), est destiné à recevoir un message et l'adresse du destinataire ; quant au verso, équipé d'un film transparent auto-adhésif, il accueille une illustration personnelle - dessin, photo... - de l'expéditeur. « Ingénio » est disponible par lot de deux au prix de 14 F à destination du monde entier.

ARCHITECTURE Le Centre Georges-Pompidou, à Paris, présente la plus vaste exposition jamais réalisée sur les ingénieurs et leurs ouvrages à travers le monde : ponts,

tours, gares, stades et prouesses en tous genres. Des œuvres souvent aussi célèbres que les plus grands monuments du patrimoine, et qui ont modifié le paysage, donc l'envi-

ronnement. ● A TRAVERS « L'Art de l'ingénieur » émerge ainsi une profession qui reste dans l'ombre, ignorée malgré ses exploits, mal aimée pour certains excès, redoutée en rai-

son même de ses compétences, et perçue, souvent à tort, comme opposée aux architectes. ● CETTE MANIFESTATION passionnante, riche de documents et de maquettes super-

bes et pour la plupart inconnus, coïncide avec le 250^e anniversaire de l'Ecole des ponts et chaussées, objet d'une autre exposition, pittoresque, aux Archives de France.

L'ingénieur, chevalier de l'âge du fer riveté et du béton précontraint

Le Centre de création industrielle présente au Centre Georges-Pompidou une exposition spectaculaire en quatre parties – le fer et ses dérivés, le béton, les structures légères et les recherches contemporaines – qui magnifie cette profession méconnue qui a pourtant forgé nos paysages modernes

LE 7 NOVEMBRE 1940 un cinéaste stoïque et persévérant se trouve sur le pont suspendu de Tacoma, dans l'Etat de Washington, superbe morceau d'ingénierie et d'architecture d'une portée de 840 mètres. Le vent souffle à 70 km/heure. Commence alors une étonnante danse du ventre qui va durer plusieurs heures. Le tablier, manquant du plus élémentaire aérodynamisme, « entre en résonance » sous l'effet du souffle, vibrant crescendo, comme une prodigieuse corde de violoncelle. Il se balance, se tord et se déform, puis s'arrête, d'où sort un homme courant et titubant. Enfin le tablier éclate lentement. Il n'y a pas de victimes, sauf un chien, mais l'ingénieur en perd la raison et la pratique des ponts suspendus est stoppée net pour quelque dix ans. Le film, un classique des écoles d'ingénieurs, passe en accéléré sur un des immenses écrans que sont devenus les cimaises du Centre Pompidou à l'occasion de l'une des plus spectaculaires expositions, *L'Art de l'ingénieur*, qu'a produites le Centre de création industrielle (CCI).



La pose des câbles sur le pont du Golden Gate (1933-1937), dans la baie de San Francisco, Californie. Les ingénieurs du grand pont suspendu étaient Joseph B. Strauss et Charles Ellis.

COMPLEXE D'ICARE

L'Art de l'ingénieur occupe l'équivalent d'un étage du Centre pour un sujet qui semble, comme l'œuf de Colomb, évident pour le CCI à la veille de l'an 2000, et qui restait pourtant inattendu, comme étranger à la culture française. Quatre zones délimitent des ensembles autonomes, meublés de grandes tables où sont étalés ou encastrés documents, objets, maquettes, modèles. Entrée en matière : le fer et ses dérivés métalliques. Plat de résistance : le béton. Fromage (à 0 %) : les structures légères. Dessert : les recherches contemporaines.

Chaque partie a eu son responsable, quatre chercheurs qui méritent un coup de chapeau, l'ensemble étant coordonné par deux commissaires, Raymond Guidot et Alain Guilheux. Le catalogue, sous la direction d'Antoine Picon, a fait bande à part. Il a pris, pour l'essentiel de ses 600 pages, la forme d'un volumineux dictionnaire qui devrait durablement s'imposer comme une bible. Exposition et livre ont cependant quelques points communs, des partis pris inévitables, sauf à développer sans limite le projet.

Ainsi, le beau métier d'ingénieur, qu'il soit constructeur, entrepreneur ou inventeur, n'apparaît qu'au XIX^e siècle, même si les ponts métalliques croissent un peu plus tôt l'exquise ordonnance de la campagne anglaise. Second parti pris : comme témoins par une sorte de complexe d'icône, on s'intéresse essentiellement à ce qui s'élève vers le ciel, flirte avec le soleil, tout ce qui est propice au vertige – les ponts, les tours, les voûtes lumineuses. On oublie un peu les tunnels, et les entrelacs du métro.

Le dernier parti pris renvoie au conflit, éternel et pour partie factice, opposant les architectes éva- cués dans la nébuleuse des « artistes », et les ingénieurs réduits au rôle de techniciens : à Beau- bourg, les notices des constructions présentées placent en tête le nom des seconds et seulement après le nom des premiers (c'est parfois, il est vrai, une seule et même personne : Eiffel, Nervi, Saarinen ou Andreu). Et voilà vengés ces hommes restés en marge de la reconnaissance publique, le photogénique Isambard Kingdom Brunel, l'audacieux Nicolas Esquillan, l'acrobate Joseph Strauss,

le mystérieux Choukhov, le subtil Peter Rice, l'ineprouvable Eugène Freyssinet, à qui l'on doit ce résumé limpide : « L'art de construire est un art ; il n'est pas, il ne sera jamais une science. »

Ces hommes de l'ombre sont archi-célèbres chez les professionnels. L'exposition se charge avec générosité de leur reconstituer la familiarité ou la notoriété qui, en revanche, a placé leurs œuvres au firmament du panthéon architectural : le défunt Crystal Palace (1851-1936) à Londres ; la voûte inégale du CNIT (1958) et l'Arche

de la Défense (1969) ; le terminal TWA de New York (1962) ; le Golden Gate à San Francisco (1937), longtemps recordman (1 280 m) du genre « suspendu », titre en passe d'être ravi par le pont d'Akashi au Japon (1 990 m) ; le pont de Normandie, champion du monde dans la catégorie « haubanés ». Et bien entendu les tours de bureaux à Chicago, New York, Hongkong ou Singapour, les tours de transmission, notre fétiche parisien (300 m), celles de Moscou (536 m), de Toronto (le record avec 553 m) ou celle de Barcelone, haut per-

chée, plus courte, remarquable par son système constructif.

L'équipe du Centre joue sans doute de la séduction des records, d'une myriade de maquettes merveilleuses, et de l'effet des projections, mais elle fait aussi un réel effort pour alder à franchir les difficultés inhérentes au sujet. Prenons le fer. L'affaire commence bizarrement. Au début, le fer ne fait pas le malin. Il imite de façon charmante la « mécanique » des charpentes de bois. Cela donne le pont de Coalbrookdale, en Angleterre. Puis le matériau va s'alléger, se renforcer, se soumettre au calcul pour se placer au service de la transparence, du verre, de formes jadis impensables.

L'ART DU BOULON

Il en naît une multitude de modèles sur lesquels l'imagination architecturale peut galoper : les ponts, les serres mais aussi de nouveaux types d'immeubles qui, via l'école de Chicago, vont accoucher de gratte-ciel, comme l'Empire State Building de New York (378 m) en 1931, dont l'ossature se dissimule sous une façade de pierre. A quelques glorieuses exceptions près, l'art du boulon et du rivet semble l'apanage du monde anglo-saxon. C'est de là qu'il nous revient depuis une vingtaine d'années, transfiguré par la soudure, le laser et l'ordinateur.

Le béton, lui, fera la gloire des ingénieurs français. Il trouve cossamment ses origines dans une barque et une alce à chien, étranges épaves qui, dans une explosion d'inventions et de brevets, vont aboutir, sous une apparente stabilité, à une immense variété de « solutions » formelles, volontiers paroxystiques : voiles, coques, résilles, nervures, plâges, coupoles,

béton précontraint, post-contraint, autant de termes expliqués avec une aisance variable. Qui expriment aussi une intense poésie.

Le métier de l'ingénieur consiste certes à chercher la solution la plus solide, la plus efficace et... la plus économique financièrement. Mais il consiste aussi, dès lors, à rechercher l'économie des moyens techniques et plastiques. « La rationalisation de la pensée technique a conduit à la notion abstraite de pureté et a fait le ménage dans les formes », nous disait l'ingénieur et architecte Marc Mimram (Le Monde du 12 avril).

Ce qui est vrai du fer et du béton paraît s'inverser dans les deux ensembles suivants. Les « structures légères », ensemble installé dans le Forum et physiquement dominé par la figure titulaire de l'Américain Buckminster Fuller, font apparaître après la dernière guerre un ensemble de techniques hétéroclites, arachnéennes, éminemment complexes : structures tridimensionnelles, applicables au cerf-volant comme aux couvertures les plus vastes, structures gonflables, tendues, déployables, etc. Un univers se dessine, à la fois un peu « démodé », victime d'une période de purgatoire, et dont la beauté réside moins dans l'élégance que dans son mystère théorique. On appréhende ici la profération des motifs, la production de masse, quand le fer et le béton semblaient propices aux unicats.

CONQUÊTE TOUJOURS INACHEVÉE

Au moins le lien se fait-il aisément, à travers l'intensité des recherches, avec le quatrième ensemble, un pari difficile et gagné sur les chemins actuels suivis par l'ingénieur. Où la matière disparaît peu à peu pour laisser place à l'inspiration écologique, à la maîtrise de l'atmosphère, dans le double sens du terme : terrestre, et celui que lui prêtait Arletty.

Ainsi, *L'Art de l'ingénieur* devient paradoxalement émouvant, comme s'il s'agissait, et c'est peut-être le cas, de l'histoire de grands enfants éblouis, de chevaliers à la conquête toujours inachevée d'un royaume de rêves. On en oublierait que les mêmes ingénieurs, en symbiose avec les réalités financières des entreprises de travaux publics, autant qu'opposés par leurs choix théoriques, s'entre-dévoient souvent dans un joyeux festin cannibale.

Frédéric Edelmann

Les inventeurs et leurs spécialités

● Isambard K. Brunel (1806-1859), Britannique. Ponts suspendus métalliques et navires.
● Vladimir Choukhov (1853-1939), Soviétique. Tours et voûtes en treillis (le Goum à Moscou).
● Nicolas Esquillan (1902-1989), Français. Recordman (1934) du pont en béton à tablier suspendu. Voûte du CNIT de la Défense (1958).
● Eugène Freyssinet (1879-1962), Français. Inventeur du béton précontraint et du béton vibré.

● Richard B. Fuller (1895-1983), Américain. Concepteur prophétique des structures autotendues et des dômes géodésiques.
● Robert Le Ricolais (1894-1977), Français. Théoricien des structures tridimensionnelles.
● Pier Luigi Nervi (1891-1979), Italien. Ingénieur et architecte (stade de Florence en 1930), inventeur du ferro-ciment.
● Jean Prouvé (1901-1984), Français. Héros des charpentes en acier

on aluminium, et de la préfabrication de l'habitat.
● Frei Otto (né en 1925), Allemand. Maître européen des structures tendues.
● Peter Rice (1935-1992), Irlandais. Issu de l'agence Ove Arup, il devient l'indispensable ami de l'architecture high-tech.
● Eero Saarinen (1910-1961), Finlandais. Virtuose du béton organique (terminal TWA de New York, 1962).

Les dessinateurs de territoire des Ponts et chaussées

De l'Ancien Régime à la V^e République, un parcours-spectacle dans la France des aménageurs

LA VIE AMÉNAGÉE. Exposition-spectacle. Scénographie par la compagnie Alain Germain. Hôtel de Rohan, 57, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tous les jours, sauf le lundi, de 12 heures à 18 heures, 35 F ; tarif réduit 25 F. Jusqu'au 31 juillet. Catalogue : *De l'espace au territoire, l'aménagement en France*, de Marc Desportes et Antoine Picon. Presses de l'Ecole des ponts (222 p., 390 F).

Un lieu prestigieux et peu connu, l'hôtel de Rohan, une mise en scène conçue comme un spectacle : c'est à un divertissement évocateur de leur histoire que les ingénieurs des Ponts et chaussées convient le public à l'occasion de leur anniversaire, celui de l'Ecole nationale fondée en 1747 par Perronet et qui vient d'emménager dans les nouveaux bâtiments construits pour elle à Marne-la-Vallée par les architectes Chais et Morel. En écho à « L'Art de l'ingénieur », centrée sur les ouvrages et les inventions techniques, l'exposition présentée au siège des

Archives nationales, dans le quartier du Marais, a retenu le thème de l'aménagement du territoire... mais prudemment renoncé à le traiter au fond, préférant l'illustrer par des documents présentés comme des œuvres d'art – ce qu'ils sont souvent.

CONSTRUCTEURS DE L'IDENTITÉ

Expliquer cette périlleuse abstraction, commenter, selon les époques, l'action des ingénieurs, véritables constructeurs de l'identité de la nation à travers son territoire, interlocuteurs et agents du pouvoir central, infatigables inspirateurs de l'équipement du domaine public et de la modernisation du pays, a dû sembler une entreprise trop contraignante pour une célébration qui, sans doute, se voulait d'abord une fête.

Et la fête commence... dans la lumière des lustres et des chandeliers, par la grâce d'une comédienne qui accueille le visiteur avec une adresse au roi de Perronet, fondateur de l'Ecole, écrite et dite dans une langue aussi châtiée que la grâce des cartes, plans, coupes et croquis techniques,

encre et aquarelle dans les tons pastel qui sont l'ordinaire de cette époque-là. Pour des travaux qui font l'admiration des voyageurs étrangers et les incitent à comparer la France à un grand jardin. On entend, dans la salle voisine, du Violon-le-Duc sur fond de machines à vapeur ; on imaginera la progression inexorable du réseau ferré, des routes et des canaux, l'édification des gares et des écluses, le percement des tunnels et l'avancée prometteuse des merveilles de l'industrie.

On s'intéressera ensuite aux reconstructions qui suivent les guerres, à l'équipement du pays en ponts, barrages et autoroutes, à l'énergie hydraulique puis nucléaire, ces ouvrages qui montrent la vaillance des techniciens, leur confiance dans le progrès et la nôtre dans leur compétence. A ce moment de l'épopée, ne pas omettre de prêter l'oreille au combat d'une femme seule contre les éléments, la mère de Marguerite Duras en Indochine, en lutte contre un Pacifique qui lui semble moins hostile, au fond, que l'administration coloniale.

Mais l'histoire n'est pas finie et ce qui semblait judicieux pour le siècle des Lumières devient, pour le XX^e siècle, une simple allusion aux ambitions des aménageurs de la région parisienne, du quartier de la Défense, sauvé par son Arche, ou à l'apothéose des grands ouvrages comme le pont de Normandie, point ultime de réconciliation esthétique avec l'œuvre des ingénieurs. De l'Ancien Régime à la V^e République, ce corps solide comme le Pont-Neuf aura su servir le pays, l'irriguer et organiser sa modernisation, tout en conservant sa part d'autorité face aux autres pouvoirs.

Ce que l'exposition ne dit pas est dans l'ouvrage qui paraît à cette occasion, où Marc Desportes, le commissaire, et Antoine Picon, l'historien, retracent au fil du temps la place des ingénieurs des Ponts dans la société et montrent comment, dès la Révolution, ils ont eu à défendre leur idée du bien public et de l'intérêt général.

Michèle Champenois

MAIRIE DE PARIS
EVENEMENT EUROPE 2 - TFI
prolongation
à partir du 30 septembre
SALLE PLEYEL
tel. 01 44 68 44 66
MICHEL JONASZ
en concert
SOUL MUSIC AIRLINES
FNAC 01 49 57 50 50, 3615 FNAC, 3615 EUROPE 2
ET POINTS DE VENTE HABITUELS
Retrouvez la fréquence radio de votre ville
sur l'application ou sur le site www.fnac.fr

Une nouvelle chanson française, conceptuelle et distante

Les héritiers de la pop anglaise, de Barbara et de Gainsbourg

Julien Baer, François Breut, Dominique A, Bertrand Betsch : la mélodie et le message au profit de la recherche formelle. Aux antipodes du rap, ils dressent à coups de métaphores un portrait distant de la France d'aujourd'hui.

lement récent, amuse le Suisse Jean Bart. Vrai prosélyte de l'économie des moyens, il est inspiré par Gainsbourg et Carax, Artaud ou Satie. Solitaire, hors mode, artiste conceptuel des collages sonores et musicaux, Jean Bart prouve que, même en matière de chanson, il est suicidaire de faire l'impasse sur la culture musicale.

BRIGADE LÉGÈRE

Ces conceptuels pusillanimes ont le mérite d'avoir signé l'arrêt de mort d'une encombrante artilerie électrique. En ce sens, ils rejoignent une famille plus classique (Thomas Fersen, Arielle). Dans les deux cas, les arrangements de cordes (Elvis Costello avait ouvert la voie) et les rythmiques mélangées (house, latino, valse...) tressent les boucles de l'acoustique, tout en glissant les ambiances sèches des échantillons de sons. A la croisée de ces chemins virtuels, Joseph Racaille, moins nouveau dans le médium, joue de l'humour et de l'érudition. Il est l'artisan du jour du poisson de Thomas Fersen, autre présent-absent et non impliqué. Une multinationale vient de publier le premier album solo de Racaille, sorte de corpus minimaliste de la musique du siècle, où Mohamed Abdel Wahab épouse Erik Satie, Bobby Lapointe, la guitare hawaïenne. La nouvelle musique blanche francophone et sa brigade légère - les quatre B (Bart, Baer, Betsch, Breut) - pourrait s'en nourrir, et pourqu'en pas regarder vers Paris Combo, orchestre joyeux mené par un trompettiste australien, David Lewis, et une chanteuse néoréaliste bien ancrée ici, Belle du Berry.

L'ancrage n'évite pas le tangage. Arielle fut d'abord mannequin, l'une des égéries du photographe Helmut Newton. Elle s'est écartée de ce destin tracé de créature diaphane, objet de tous les fantasmes sociaux, pour se plonger dans la chanson comme on entre en amour, cruellement. Malgre, androgyne - Dalida et Patti Smith -, magnétique, elle chante Trénet (Veraine), Dominique A (*Pour qui je me prends*), ses chansons (*Tout une vie à une*) et celles de Germaine Rousseau - alias Ignatius. Ce garçon absent, ex-fondateur des Objets, aujourd'hui solitaire, offre l'image acide de la nouvelle vague perdue de la chanson française, dont il résume ainsi la philosophie humaine : « On est tous pareils, mais on n'aime pas ça. »

Véronique Mortaigne

Le feu du mouvement et des corps empêché par un rituel trop sérieux

La chorégraphe Régine Chopinot a conçu un nouveau spectacle dont les ambitions sont contrebattues par un excès de cérébralité

PARCOURS DU FEU. Chorégraphie de Régine Chopinot. Ballet Adanitique. Ton-Thât Tlét (musique). Seema Usman (costumes). Régis Montambaux (maquillage). Montpelliér-Danse, cour des Ursulines, le 25 juin, à 22 heures. Tél. : 04-67-60-07-40.

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Après *Végétal*, pièce créée en 1995, *Parcours du feu* est la nouvelle chorégraphie de Régine Chopinot. Cette chorégraphie est en scène avec douze danseurs. Exploration des éléments et de la matière. Ici, le feu lui-même qui fait vivre autant qu'il consume. La création a été jouée en avant-première à la chapelle Fro nentini à La Rochelle, où la chorégraphe dirige le Centre chorégraphique national depuis 1986. Encore une fois, on n'acrocroche pas. On se sent en décalage avec un travail qui gagnerait à être présenté sous forme de *work in progress*, et non pas comme un spectacle achevé. On a trop longtemps apprécié sa danse pour ne pas comprendre en voyant *Parcours du feu* que c'est, en partie, cette formalisation trop forte de la pensée qui nous gêne depuis *Végétal*. Tant de sens et de l'œuvre. On est Chopinot ?

On respecte la nécessité qu'elle exprime d'une quête qui, si elle n'est pas spirituelle, voire même religieuse, est une aspiration à trouver ses propres mondes intérieurs. Depuis *Ana* (pour anamorphose), en 1990, et si ce n'est depuis *Saint-Georges*, en 1991, finis les branchements rock'n'roll et Jean-Paul Gaultier, les apparences et les chaos. Doot a été. Redonner du

sens. On entend ça partout. On se sent tenté de dire que le sens, il est là, ou bien, il n'est pas là. Point à la ligne.

Régine Chopinot cite Bachelard. Il n'empêche : quand elle crée *Végétal* en 1995 et s'appuie alors sur le travail de branches et de feuilles d'un plasticien du land art, Andy Goldsworthy, l'abondance du végétal en scène affaiblit le sens. La chorégraphe, dont l'intelligence est difficile à prendre en défaut, l'a bien compris puisque dans *Parcours du feu* la danse seule est invitée à dire le propos. Aidée par la partition du compositeur vietnamien Ton-Thât Tlét. Sa musique, pleine de silences coquins comme les trous d'air, attise ou apaise les états de surchauffe des corps.

TOUJOURS DANS L'EXCÈS

Dans la cour des Ursulines, le Trio à cordes de Paris est à gauche et les percussions (Jean-François Grosbras), les synthétiseurs (Christophe Maudot), sont à droite, avec le flûtiste, Patrice Bockquillon. Les danseurs sont assis tout autour de la scène. Régine Chopinot se lève. Pantalons larges et haut de couleur marine. Les cheveux sont retenus en un simple chignon de côté. La magie opère. Douceur des pleins, des défilés, travail sur la pointe, celle des pieds, celle des mains. La flûte, le bruit de l'eau, rejoignent les cordes lors de brusques arrêts, mains levées. Le corps est alors ce qu'il danse : la générosité.

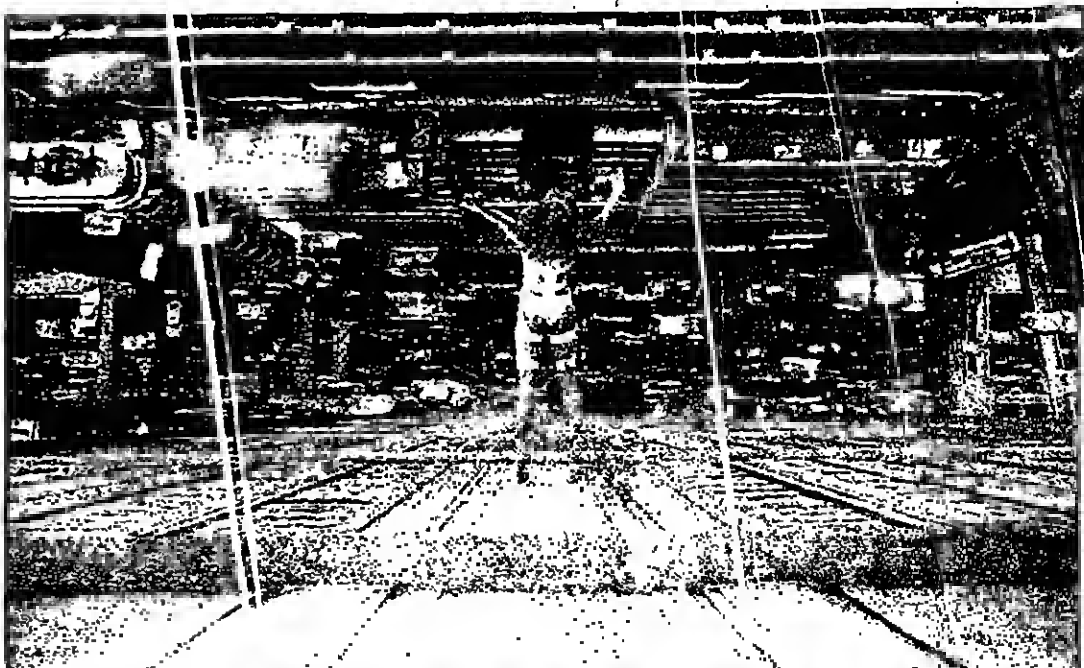
La chorégraphe est allée, ces dernières années, travailler à Shanghai et à l'Institut de danse de Pékin. Elle a vu les populations se livrer au tai chi, à la gymnastique collective. Quand le corps est bien

orienté, il est juste. Cet adossement de l'orientation, du point cardinal, soutient la construction de *Parcours du feu*. Dos à l'horizontal, verticalité étirée par des bras et des doigts tendus vers le ciel. Bras fichés en terre. Du feu intérieur, les visages, rougis, disent l'émotion. On a toutefois l'impression d'assister à des exercices. On finit par se dire que la lenteur, la frappe des pieds nus, l'enroulement et le déroulement des corps, la recherche trop visible d'un bon positionnement dans l'espace, sont autant d'éléments qui ne constituent pas forcément un ensemble mais seulement des propositions.

Il aurait convenu de moins les formaliser, de leur laisser plus de liberté et de contradictions. Le rituel se prend au sérieux. La prétention n'est plus loin. Le feu congestionne plus qu'il ne libère. On aimerait tant, non pas par nostalgie, sentiment d'esthétique, que Régine Chopinot rie. Prenez du recul. On n'est pas d'accord avec elle quand elle déclare aujourd'hui qu'elle a pu faire des choses nulles, comme *Le Défilé* avec le couturier Jean-Paul Gaultier. Pourquoi se renier ? Elle était dans l'excès, réagissant à la pensée intégriste du milieu de la danse, et créait à chaque fois la surprise et de belles pièces.

Elle est toujours dans l'excès. Comment ne pas voir qu'elle se livre au feu avec la violence et la volupté d'une Jeanne au bûcher ? « Le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas », a dit en d'autres temps André Malraux. La danse, tente, nous, sans désespoir, de renouer avec le sacré et le spirituel. Dieu la garde de devenir sectaire, et triste.

Dominique Frétyard



LE CINQUIÈME ÉLÉMENT

VOUS OFFRE UN BÉNÉFICIAIRE SURPRISE A PRES CHAQUE PROJECTION DU FILM DANS TOUTES LES SALLLES

BONNE FÊTE DU CINÉMA



Emmanuel de Roux

Discographie

● Les prédécesseurs. Jean-Louis Murat, *Le Manteau de pluie*, 1 CD Virgin 786 733-2. Etienne Daho, *Eden*, 1 CD Virgin 844316-2. Françoise Hardy, *Le Danger*, 1 CD Virgin 841661-2. ● Les continuateurs. Arielle, *Tout une vie à une*, 1 CD RCA/BMG 743214-1497. Joseph Racaille, 1 CD Tôt ou Tard 063018441-2. Thomas Fersen, *Le Jour des poissons*, 1 CD Tôt ou Tard 0630187512. Distribués par WEA. Paris Combo, *Paris Combo*, 1 CD Chantons sous la truelle/Boucherie Production

053341120, distribué par PIAS. ● La nouvelle vague. Bertrand Betsch, *La Soupe à la grimace*, 1 CD Lithium 72438-44663-2. François Breut, *François Breut*, 1 CD Lithium 844 214-2. Dominique A, *La Mémoire neuve*, 1 CD Lithium 840378-2. Distribués par Virgin. Julien Baer, *Julien Baer*, 1 CD Polydor 537043-2. Katherine : *Mes mauvaises fréquentations*, 1 CD Barclay 529842-2. Jean Bart, *Affaire classée avec fracas et pertes...*, 1 CD Suisa 117332. Distribué par Musidisc.

Le Musée de la marine cherche toujours son toit

Le transfert du Trocadéro à Austerlitz coûterait plus de 435 millions de francs

OÙ DOIT ALLER le Musée de la marine ? Le projet de Jacques Chirac d'installer le futur Musée des arts primitifs dans l'axe Passy du palais du Trocadéro exige le départ de la collection navale qui y est logée. L'ancien ministre Jean-François Deniau, chargé de mission par l'Elysée, avait retenu pour elle trois points de chute à Paris : le quai Branly - où il fallait construire -, le Grand Palais et les Entrepôts généraux du quai d'Austerlitz. Philippe Douste-Blazy, alors ministre de la culture, avait demandé un rapport à Serge Louveau, secrétaire général de l'Établissement public du grand Louvre (EPGL) pour l'aider à faire son choix. Ce rapport a été remis, le 18 juin, au nouveau locataire de la rue de Valois, Catherine Trautmann.

Sur le plan technique, estime Serge Louveau, l'implantation à Austerlitz est tout à fait possible. Les bâtiments placés le long de la Seine peuvent offrir une surface de près de 30 000 mètres carrés. Le problème des inondations peut être résolu. La Ville de Paris et la Semapa, la société qui aménage cette portion du XIII^e arrondissement, sont tout à fait favorables à cette installation qui garantirait une animation de qualité à ce quartier pour le moment déshérité. Encore faudra-t-il modifier le plan d'aménagement de la zone

(PAZ), ce qui demande un certain délai. En revanche, le Port autonome, propriétaire des édifices, réclame 600 millions de francs. En effet, ces constructions sont liées à des entreprises par des baux commerciaux de longue durée (les contrats arrivent à échéance en 2010). Il faudra donc les indemniser. Et reloger les administrations qui occupent une partie des 6 000 mètres carrés de bureaux actuellement aménagés (Conservatoire du littoral, Maison des bateaux, ministère de l'équipement).

COHABITATION POSSIBLE

Serge Louveau estime ces dommages à 150 millions de francs. Compte tenu du coût du réaménagement, chiffré à 310 millions de francs, le transfert du Musée de la marine du Trocadéro à Austerlitz se situe donc dans une fourchette de 435 millions à 670 millions de francs.

Le budget de la culture, déjà mis à mal, peut-il supporter une telle charge ? Le calendrier des travaux ne permettant pas l'ouverture du Musée de la marine avant 2004, celle du Musée des arts primitifs serait mécaniquement repoussée à 2007 ! Faut-il abandonner l'idée de déménager la Marine et construire quel Branly pour le projet présidentiel ? Dans ce cas, l'addition serait encore plus élevée : entre

500 et 600 millions de francs. Faut-il imaginer une cohabitation entre la Marine et les Arts primitifs au sein du Trocadéro ? Ce serait possible à condition de réduire l'espace consacré aux Arts primitifs (22 000 mètres carrés au lieu de 30 000), d'envoyer les collections d'ethnologie européenne au Musée des arts et traditions populaires du bois de Boulogne - qui n'attend que cela - et d'installer un certain nombre de laboratoires au Muséum d'histoire naturelle du Jardin des plantes.

On peut également imaginer de délocaliser le Musée de la marine dans un grand port de mer. Brest, Cherbourg, Lorient et Saint-Malo sont sur les rangs. Mais cette éventualité a été radicalement écartée par les responsables de l'établissement. Catherine Trautmann devra trancher. Comme elle devra afficher des priorités dans la poursuite des grands travaux du ministère. Son budget ne pourra supporter en même temps l'achèvement du Musée des monuments français et du Palais du cinéma, la rénovation du Grand Palais, la création d'un Institut d'histoire de l'art, rue de Richelieu, et l'installation d'une partie des services du ministère dans l'immeuble de la rue des Bons-Enfants près du Palais-Royal.

Emmanuel de Roux

A Gerberoy, l'un des plus beaux villages de France, se réunissent quelques artistes de premier plan

RÉGIONS

MUSIQUE CLASSIQUE

Compagnie Moleksine
 Les Compét Compét : *Guess I'm Falling in Love*, Laure Bonical : *Unlited 80*
 La Kapé, cave coopérative, 55, rue des
 Cléophas, 34 Montpellier, 22 heures, le
 20 juin, Tél. : 04-67-27-04-04, 40 F.
 Compagnie Kelemenis
 1997 MK 13.
 Studio du centre chorégraphique, les
 Ursulines, 34 Montpellier, 22 heures, le
 20 juin, Tél. : 04-67-60-07-40, 80 F.
 Nathalie Monnier
 Arrêtés, arrêtons, arrête.
 Studio du centre chorégraphique, les
 Ursulines, 34 Montpellier, 20 h 30, les
 25 et 30 juin et le 2 juillet ; 19 heures,
 le 26 juin, Tél. : 04-67-60-07-40, 80 F.
 Compagnie IDA, Jérôme Ben
 Mark Tomkins : *Under my Skin*, Jérôme Ben
 Mark : Jérôme Ben
 La Kapé, cave coopérative, 55, rue des
 Cléophas, 34 Montpellier, 22 heures, le
 20 juin et le 2 juillet, Tél. : 04-67-
 27-04-04, 40 F.
 Ballet de l'Académie royale khmère
 Musique et danse traditionnelles du
 Cambodge.
 Jacques-Cœur, centre de la vieillesse
 et du handicap, 34 Montpellier, 22 heures, le
 30 juin et le 1^{er} juillet, 80 F.
 Santiago Semper
 Tombaux.
 Opéra-Comédie, 11, boulevard Victor-
 Hugo, 34 Montpellier, 20 h 30, le 1^{er}
 juillet, 19 h 30, le 2 juillet, 80 F.
 Compagnie Ma To
 Susan Biaga : *Ubudana*, danse du
 printemps.
 Studio du centre chorégraphique, les
 Ursulines, 34 Montpellier, 22 heures, le
 2 juillet, Tél. : 04-67-60-07-40, 80 F.
 Theat'P
 Theat'P Dance Company
 Tharp.
 Curum-Opéra Berlioz, esplanade
 Charles-de-Gaulle, 34 Montpellier, 22
 h 30, les 3 et 4 juillet, Tél. : 04-67-60-
 19-99, De 40 F à 180 F
 SILVANO STORRE
 Les Étoiles internationales
 de la danse
 Chorégraphies de Marius Petipa, Augus-
 tine Bournonville, Ivan Favier et Oscar
 Araiz.
 Auditorium, parc du château, 45 Occy-
 le, 34 Montpellier, 21 heures, le 28, 29, 30
 juin et le 1^{er} juillet, 20 F., Tél. : 02-39-
 36-24-66, De 120 F à 240 F.

Après la pluie, mise en scène d'Ariel Garcia-Valdés, avec Marion Aubert, Philippe Barot, Catherine Beilin, Capucine Ducastelle, Mario Guerrero, Sébastien Lagord, Florence Michau, Richard Mitouu.

Théâtre des Treize-Vents, domaine de Grammont, 14 Montpellier, 20 h 45, les 18 et 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 1 h 30, 20 P., 04-67-58-09-13. Durée : 1 h 30. 20 P. : 45 F.

Le Tarbuffle ou l'imposteur de Molière, mise en scène d'Armand Ozeaparc, avec Véronique Clefont, Jean-Paul Oermont, Clotilde Emmanuelle, Bruno Gargès, Michel Katchevsky, Christophe Lemaire, Marie-Line Lefebvre, Camilla Locantore, Jean-Louis Pétitrou, Patrick Ridremont et Gérard Viviane.

Château d'O, 857, rue Saint-Priest, 34 Montpellier, 22 heures, les 28 et 29, 30, 31, 1 h 30, 20 P., 04-67-66-66. Durée : 2 h 10, 40 P. : 140 F.

Andromaque de Racine, mise en scène de la compagnie la Botte à Jouer, avec Emmanuelle Cordoliani, Stéphane Mercuroly, Elsa Applegate, Guillaume Gallienne, Frédéric Caxeux, Damien Dorsaz, Cathie Lewkowicz et Marina Hands.

Château d'O, 857, rue Saint-Priest, 34 Montpellier, 22 heures, les 1^{er} et 2^e, 18 heures et 22 heures, le 3^e 1^{er}, 2^e, 04-67-66-66. Durée : 2 h 10, 40 P. : 140 F.

Cyrene de Bergareç d'Edmond Rostand, mise en scène de Pino Micci, avec Pierre Santini, Magali Houet, Benoît du Jac, Eric Desfossez, Alain Choquet, Jean-François Desfossez, Alain Chabert, Christian Chevalier, Marie Collins, Philippe Hellès, Laurent Le Doyen, Thierry Montroy, Caroline Sautreau et Silvia Servio.

Château d'O, 857, rue Saint-Priest, 34 Montpellier, 22 heures, les 4 et 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 1 h 30, 20 P., 04-67-66-66. Durée : 2 h 30, 20 P. : 140 F.

PERIPYCNAN

DÉSIR de Joseph Benet Jorret, mise en scène de Pierre Chabert, avec Danielle Lebrun, Laura Morante, Jordi Dauder et Henry.

Le Théâtre municipal nara de la Répu-

CHENONCEAUX
Miquel Barcelo
Château, 37 Chenonceaux. Tél.: 02-47-
23-90-07. De 9 heures à 19 heures. Jusqu'à
3 novembre. 45 F.

COLMAR
Tal-Cout (1950-1985)
Musée d'Unterlinden, 68 Colmar. Tél.:
03-69-20-15-50. De 10 heures à 18 heures. 30 F.

COGNAC
CROUTTES-VIMOUTIERS
François Stahly
Le Prieuré Saint-Michel, 61 Crouttes-Vi-
moutiers. Tél.: 02-33-39-15-15. De
14 heures à 19 heures. Fermé lundi,
mardi et mercredi. Jusqu'au 15 sep-
tembre. 35 F.

CUON
Sylvia Bossu : œuvres 1988-1993
Espace FRAC, 49 rue de Longvic, 21 Di-
jon. Tél.: 03-80-67-18-18. De 14 heures
à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au
3 août. Entrée libre.

DOLE
Yvan Pei-Ming : morts & vifs
Musée des Beaux-Arts, 85, rue des
Arènes, 39 Dole. Tél.: 03-84-02-69-62.
De 10 heures à 12 heures et de 14
heures à 18 heures. Fermé lundi et
mardi. Jusqu'au 21 septembre. Entrée
libre.

EYMOUTIERS
Jean-Paul Riopelle : sculpture, pein-
ture, gravure
Musée de l'Art-Reboryll, route de
Necke, 87 Eymoutiers. Tél.: 05-55-69-
58-88. De 10 heures à 19 heures. Fer-
mé 19 octobre. 20 F.

HAZEBROUCK
L'Œuvre gravé de Louis Spilliaert (1861-
1945)
Musée municipal, place Georges-De-
grout, 53 Hazebrouck. Tél.: 02-28-43-
44-46. Mercredi, jeudi, samedi de
10 heures à 12 heures et de 14 heures à
17 heures ; dimanche de 10 heures à
12 heures et de 15 heures à 17 heures.
Jusqu'au 31 juillet. 10 F.

LIMOGES
William Wegman : rétrospective des
dessins, 1973-1997
Espace FRAC Limousin, les Coopéra-
tives, Impasse des Chénottes, 87 Li-
moges. Tél.: 05-57-17-08-99. De
12 heures à 19 heures ; samedi de
14 heures à 19 heures. Fermé di-

manche, lundi et fêtes. Jusqu'à 31 octobre. 10 F.

LONS-LE-SAUNIER
Philippe Maling : morts & vifs
Musée des Beaux-Arts, place Philibert-
de-Chalon, 39 Lons-le-Saunier. Tél. : 03-
84-47-64-30. De 10 heures à 12 heures et
de 14 heures à 18 heures ; samedi,
de 10 heures à 12 heures. Fermé le 14 et
17 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 26
septembre. 10 F.

LYON
Un combat pour l'art moderne, hom-
mage au Paul Derouille
Musée des Beaux-Arts, palais Saint-
Pierre, 20, place des Terreaux, 69 Lyon. Tél. : 04-72-10-17-40. De 10 h 30 à
13 heures et de 14 h 15 à 18 heures. Jus-
qu'au 11 juillet et mardi. Jusqu'au 17
août. 25 F.

NICE
Erico, collection
Martin Kippenberger
Versace, 30, avenue Stephen-Lied-
berg, 06 Nîmes. Tél. : 04-92-97-73-90.
De 13 heures à 18 heures. Fermé lundi.
Du 28 juin au 5 octobre. Entrée libre.

NIMES
Giuseppe Penone
Carre d'art - Musée d'art contem-
porain, place de la Maison-Carrée, 30
Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. De
10 heures à 18 heures. Fermé lundi.
Du 12 septembre. 24 F.

QUIMPER
Abstracts, quatre artistes au
Quartier
Le Quartier, parc des Artistes d'Intan-
te, 29 Quimper. Tél. : 02-98-65-55-77.
De 10 heures à 18 heures ; dimanche
de 14 heures à 17 heures. Fermé lundi.
Jusqu'au 5 octobre. 20 F.

SAINT-ETIENNE
In situ, in vivo : Daniel Buren

Promenade des Lices, 81 Rabastens.
Tél. : 05-63-35-64-00. Jusqu'au 28 septembre.

RENNES
Musée d'Aliment : peintures, dessins
Onis, galerie d'art contemporain,
38 rue d'Antrain, 35 Rennes. Tél. : 02-99-36-46-06. De 15 heures à 19 heures
et sur rendez-vous. Fermé dimanche et
fêtes. Jusqu'au 21 novembre. Entrée libre.

ROCHECHOUART
Richard Deane : Show and Tell
Musée départemental d'art contemporain,
château, 87 Rochechouart. Tél. :
05-47-77-77-77. De 10 heures à 12 h 30
et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé mardi.
Jusqu'au 28 septembre. 15 F.

ROUEN
Pastels de Jean Mitchell
Musée des Beaux-Arts, square Verdier,
76 Rouen. Tél. : 02-35-71-28-40. De
10 heures à 18 heures. Fermé mardi et
fêtes. Jusqu'au 21 novembre. 20 F.

SAINT-ETIENNE
Les arts du sculpteur classique
Musée d'art moderne, La Terrasse, 42
Saint-Etienne. Tél. : 04-77-79-52-52. De
10 heures à 18 heures. Fermé 7 jours
sur 7. Jusqu'au 7 septembre. 27 F.

SAINT-GERMAIN
Jean Le Gac : L'excursion
couleurs 1969-1996
Centre d'art contemporain Bouvet-La-
dubry, rue de l'Abbaye, Saint-Hilaire-
le-Vieux, 42 Saint-Germain. Tél. : 02-33-83-82-82. De 10 heures à 12 heures et
de 14 heures à 18 heures. Du 4 juillet
au 26 septembre. Entrée libre.

TANLAY
Lumière noire, art contemporain, arts
Centre d'art contemporain, château,
89 Tanlay. Tél. : 03-96-75-76-33. De
11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 octobre.
20 F.

TOURCOING
Jean Le Roy, peintures 1962-1996
Musée des Beaux-Arts, 2, rue Paul-
Doumer, 59 Tourcoing. Tél. : 03-20-23-91-60. De 12 heures à 19 heures. Fermé
mardi. Du 26 juin au 6 octobre. Entrée
libre.

VAL D'AUSENE-D'ASQ
Eugène Leroy : les quatre saisons,
1993-1994
Musée d'art moderne, 1, allée du Mu-
sée, 59 Villeneuve-d'Asq. Tél. : 03-20-
19-66-68. De 10 heures à 18 heures. Fer-
mé mardi. Du 28 juin au 6 octobre.

2° Tarifs réduits.

Fellag
L'humoriste berbère dresse avec une cruauté saïvatrice le tableau grinçant d'une Algérie « d'avant guerre », celle des années 80. Un des musts maghrébins de

Autodidacte et de l'humour grinçant.
Théâtre Jean napes, 116, *quel de jédames, Paris 10^e.*
M^e Gure-de-l'Est. 21 heures, le 27 ; 15 heures, les 28 et 29. Tél. : 01-48-03-11-09. 70 F et 100 F.
Festival reggae
Très attens du, Bouky Kiler, l'une des derniers couquilles de la Jamaïque, ne sera finalement pas tché la partie. Le programme n'est resté pas moi ni très engageant. La première soirée culminera avec les vieux lions Burning Spear, maître incontesté du reggae roots, et l'éternel d'Israel Vibration, à l'affaire le lendemain avec Luciano, l'un des chanteurs les plus convaincants de l'actuelle scè ne jamaïcaine.
29th, 211, avenue Jean-Jourès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, les 27 et 28. Tél. : 01-42-08-60-00. 165 F.
Musique transenne
Autour de la chanteuse Doudabeh Mehr, Hassan Tabar au santon, Henri Agnel aux zarb, daci et robâdi, Eljane Chemirani aux do fex zarb, j'proposent un programme d'«élection rapprochant les

raffi nements de la musique savante avec le clavier de la chanson populaire.

Es pace B, 16 rue Barbante, Paris 15^e. M^{me} Corentin-Cariou. 20 h 30, le 2/17. Tél.: 01-40-35-28-44. 95 F.

Théâtre Nô-Umewaka
Dans le cadre des célébrations de l'Année du Japon en France, le Centre Georges-Pompidou rend hommage aux arts nippons du spectacle. A cette occasion, la troupe Umewaka, une des plus prestigieuses du théâtre nô, se produit trois soirs à Paris.

Piazza du Centre Georges-Pompidou.
M^{me} Rabuteau. 21 heures, les 26, 27 et 28/10. Tél.: 01-44-78-13-15. 75 F et 100 F.

Philippe Bordes/MC Solaar
De Mونتрёuil à Los Angeles, de Lond res à Dakar, le photographe Philippe Bordes (Mohamed Dib, les boxeurs de Nairobi, Bruly Bouabré) a su vivre, pendant six ans, le rattachement MC Solaar. Un regard éclectique, exigeant, empreint d'une ironie grave.

Un ion centrale des arts décoratifs, Palais de la Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. M^{me} Palais-Royal. De 11 heures à 18 heures, mardi, jeudi, ve nredî; de 11 heures à 22 heures, m ercredi; de 10 heures à 18 heures, samedi et dimanche, jusqu'au 6 juillet. Tél.: 01-44-55-57-50. L'entrée libre.

NONLINEAR FILMS

NOUVEAUX FILMS

ANACONA
Film américain de Luis Llosa (1 h 30).
1^{re} : *Guinéo-dû*, 14-Halles, *dolby*, 1^{re} :
1^{re} : Gaumont Marignan, *dolby*, 8 (+)
UGC George-V, 8⁺
BOUGE !
Film français de Jérôme Cornuau
(1 h 30).
UGC Ciné-cité les Halles, *dolby*, 1^{re} :
Gaumont Ambassade, *dolby*, 8⁺ (01-43-
59-08-45) ; UGC George-V, *dolby*, 8⁺
Paremount Opéra, *dolby*, 8⁺ (01-47-44-
25-12) ; UGC Saint-Basille, 12⁺ (01-43-
59-08-45) ; Gaumont Faubourg, *dolby*, 13⁺ (01-
47-07-55-88-14) ; Gaumont Parnass, 8⁺
dolby, 14 (+) ; Miramar, *dolby*, 14⁺ (01-
43-79-10-00-45) ; Mitrail, 14⁺ (01-39-41-
14-14) ; UGC Convention, *dolby*, 14⁺ (01-
43-79-10-00-45) ; Paris Waj, 14⁺ (01-43-
59-08-45) ; Le Gambetta, *dolby*, 14⁺ (01-
43-79-10-00-45)
LE CIEL EST À NOUS (*)
Film franco-écossais de Graham Guit
(1 h 30).
Gaumont les Halles, *dolby*, 1^{re} (01-40-
39-99-40-45) ; Gaumont Opéra, *dolby*, 14⁺
(01-43-59-08-45) ; 14-Juillet Beau-
bourg, *dolby*, 8 (+) ; 14-Juillet Océan-
d'Or, 8 (+) ; Gaumont Ambassade,
dolby, 8⁺ (01-43-59-08-45) ; 5 Saint-Lé-
zard-Pasquier, *dolby*, 8⁺ (01-43-38-75-35-
43-45) ; 14-Juillet Bastille, *dolby*, 14⁺ (01-
43-59-08-45) ; 14-Juillet Océan-
d'Or, 8 (+) ; Gaumont Gobelins 1^{re} Fauvette
dolby, 13⁺ (01-47-07-55-88-14) ; 50
mont Alésia, *dolby*, 14⁺ (01-43-27-84-50-
50-45) ; Gaumont Parnass, 8⁺ *dolby*,
14 (+) ; Paris Expel, *dolby*, 14⁺ (01-43-
59-08-45) ; 14-Juillet Opéra, 14⁺ (+)
CITY OF CRIME (*)
Film américain de John Irvin, 1 (1 h 37).
VD : UGC Ciné-cité les Halles, *dolby*,
1^{re} ; UGC Odéon, 6⁺ ; UGC Rotonde
dolby, 8⁺ ; UGC Champs-Élysées, *dolby*,
8⁺ ; Majestic Bastille, *dolby*, 13⁺ (01-43-
59-08-45) ; 14-Juillet 1^{re} Fauvette,
dolby, 13⁺ (01-47-07-55-88-14) ; 50
dolby, 14 (+) ; Majestic Passy, *dolby*,
14⁺ (01-42-24-46-24-46)
CLUBBED TO DEATH (*)**
Film français de Yolande Zauberman
(1 h 30).
Gaumont les Halles, *dolby*, 1^{re} (01-40-
39-99-40-45) ; Gaumont Opéra, 14⁺
(01-43-59-08-45) ; 14-Juillet Océan-
dolby, 8 (+)
LIBERTÉ ÉTERNELLE
Film français de Jean-Luc Gaget, Jean-
Marc Brondolo, Olivier et Johan (1 h 30).
Gaumont les Halles, *dolby*, 1^{re} (01-40-
39-99-40-45)

Reflet Médicis, 1, 5* (01-43-54-42-34).
 MENTEUR, MENTEUR
 Film américain de Tom Shadyac
 (h 25).
 VO : UGC Cité-étoiles Halles, dolly, 14*
 UGC Odéon, dolly, 8* ; Gaumont
 Marignan, dolly, 8* ; UGC Normandie,
 dolly, 8*.
 LE DOUTEUR GILLIAN
 Film américain de Michael Pressman
 (h 33).
 VO : UGC Forum Orient-Express, 1*,
 Espace Saint-Michel, dolly, 3* (01-44-
 07-20-48) ; Elysées Lincoln, dolly, 8*
 (01-43-58-56-14) ; Sept Armes,
 dolly, 14* (01-43-20-32-20).
 PASSAGE DES HOMMES LIBRES
 Film franco-vénézuélien de Luis Ar-
 mande Roche (h 36).
 VO : UGC 14-18 (01-42-78-47-86).
 PORTRAITS THINOS
 Film français de Martine Ougoussou
 (h 50).
 UGC Cité-étoiles Halles, dolly, 14*
 UGC Canton, dolly, 8* ; Saint-Lazare,
 dolly, 14* (01-42-75-43-43) ; UGC
 Normandie, dolly, 8* ; UGC Opéra,
 dolly, 8* ; La Bastille, dolly, 11* (01-43-
 07-48-60) ; UGC Gobelin, 13* ; Mistrall
 14* (01-39-17-10-00-01) ; Sept Armes,
 dolly, 14* (01-43-20-32-20) ; UGC
 Convention, 15* ; UGC Maillot, 17* ;
 La Pie Wepler, dolly, 78* (14- ; La Pie-
 Wepler, dolly, 79* (14-).
 LES VERTUEUSES
 Film britannique de Mark Herman
 (h 90).
 VO : Gaumont les Halles, dolly, 1* (01-
 40-39-99-40-01) ; Gaumont Opéra Impé-
 rial, dolly, 2* (01-47-70-73-88-4) ; 14-
 Juillet Beauregard, dolly, 3* (14- ; Euro-
 pa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 3*
 (01-43-54-15-04) ; La Pagode, dolly,
 7* (14- ; Balzac, 8* (01-45-07-10-60)
 14- ; La Pie Wepler, 11* (01-43-07-48-60)
 Escorial, dolly, 13* (01-47-07-28-04-4)
 14- ; 14- ; 14- ; 14- ; 14- ; 14- ; 14- ; 14- ;
 Bienvenue Montparnasse, dolly, 75*
 (01-39-17-10-00-01) ; Pathé Wepler, dolly,
 by, 78* (14- ; 14- ; 14- ; 14- ; 14- ; 14- ;
 14-).

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE
3615 LEMONDÉ
ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LEMOND

Fontella Bass

& The Voices of Saint Louis

Concert exceptionnel de gospel

La Villette Jazz Festival
 Tarif : 60 F (PT) / 35 F (TR)
 Location : 0 803 075 075 (1.49 F/mn) - 01 44 84 44 84

extraits, Gar. - *pard de la nuit.*
Egloff, 60 R - *rhodes*. 20 h 30, le 7^e juil.
tél. : 02-38-64-20-59, 95 R
SAINT-LOIRE - *LENT-LEVEIL.*
Il Seminar - *musical*
Œuvres de : Couperin et Stradella. Musi-
ques bu iddiques, moines tibétains de
Labari - *3. Gérard Lemé (direction).*
Abbati - *et jardins de l'abbaye, 49*
Saint-remte-Viel, 21 h 30, le 28.
tél. : 02-38-72-62-02, 90 R
SAINTES :
Ensemb : le Huelgas
Interné : ides Florentins *pour le mariage*
de fen d'and *de Florence et Chris-
tine de Lorraine.* Paul Van Navel (direc-
tion)
Abba ye-aur-Dames, 17 Saintes
20 h 30, le 4 juillet, tél. : 05-46-97-48-
48, 2^e, 10 R
SAINT-YULS-LOIRE
Plein : yeur Thimast (piano)
Interné : Internazzi op. 117. Schu-
ma *en Carnéval.* Choppé : *Ballade n° 4.*
Detk ussi : *Hommage à Rameau, Poir-
sor n° d'or, L'Idylle joyeuse.*
Sai le des Gardes, Château, 45 Sully-sur-
Loire. 15 heures, le 28. Tél. : 02-38-36-
25-146, 170 R.
L'op Semé (clavéin)
Œuvres de Couperin, Chambonniers,
Fauré, Forquary, Anglobert et
L'isch.
: *Salle des Gardes, Château, 45 Sully-sur-
Loire, 18 heures, le 28. Tél. : 02-38-36-
25-146, 170 R.*

Alexia Lecomte, Emilie Lelouch, Chloé Moglia-Biad, Marc Parent, Amélie Riba, Fabrice Scelloux, Martine Ruben, Jean-Gilberto et Jean-Louis
Centre national des arts du cirque, 1, rue du Cirque, 51 Châlons-en-Champagne. 20 h 30 les 4 et 5. Tél. : 03-26-21-12-65. Durée 1 h 15. Oe 40 F + 70 F. Cliqua

Festival de théâtre européen
La treizième édition du Festival du théâtre européen s'ouvre par un week-end consacré aux spectacles de rue. Certains d'entre eux - ceux de l'«Ephémère» ou de l'«Al Kasaba» - disent explicitement la volonté qu'ils ont d'«exclure l'exclusion». D'autres nous y convient autrement, par le rire, le drame ou l'indignité. C'est le cas de l'Ephémère du Chili, de Palestine ou d'Italie, des femmes et des hommes de théâtre inventant durant huit jours à cette rencontre singulière et universelle avec

Festival de théâtre européen de Grenoble. Du 28 juin au 5 juillet. Tél. : 04-76-44-60-92. Spectacles en salle, de 50 F + 80 F

MAUREAU
Chœur d'Achille Tonic
Chœur vocal. Place Vauban, 59 Maubeuge. 21 heures, le 28; 16 heures, le 29. Tél. : 03-27-65-65-40. Durée : 2 heures. 30 F

MONTPELLIER
La Maloca
avec les Diablobas, les Tikunas, les Mayas, les Tonandras et les Guaras. Ch. du Q. 857, rue Saint-Friest, 34 Montpellier. 18 heures, les samedi, dimanche, mardi, mercredi, jeudi, vendredi. Tél. : 04-67-63-66-66. Durée : 2 heures. 20 F + 40 F Derniers.

La Baraque el Caféin
avec Igor, Lily, Oskit, Shani, Laxio, Nathalie, Lionel, Petr Forman, Matel Forman, William Fournier et Amir Amirah-nach

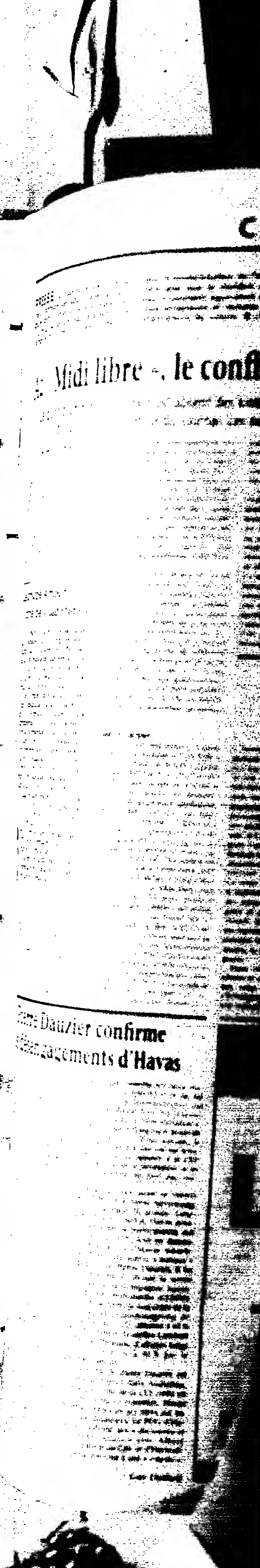
Château d'O. 857, rue Saint-Friest, 34 Montpellier. 22 heures, du 28 au 3. Tél. : 04-67-63-66-66. Durée : 1 h 30. De 40 F + 70 F

DANSE

ANGERS
Aktuel Force, the Ravers
Rencontre franco-japonaise de hip-hop.
Grand-Théâtre, 7, place du Ralliement, 49 Angers. 20 h 30, le 1^{er} juillet. Tél. : 02-41-87-80-80, 90 F

MONTPELLIER
Compagnie Antonlo Gadès
Carmen.
Corum-Dpéra Berlioz, esplanade Charles-de-Gaulle, 34 Montpellier. 20 h 30, le 28. Tél. : 04-67-00-07-40. De 210 F à 250 F

Compagnie 391



COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 28 JUIN 1997

PRESSE La parution de la nouvelle formule de *Midi libre* est bloquée depuis mardi 24 juin, date prévue pour sa sortie, par une grève du syndicat du Livre CGT. Celui-ci estime

que la modernisation de l'imprimerie implique que le nombre d'emplois soit quasiment équivalent à la situation antérieure et réclame des augmentations de salaire. ● LE PDG du

quotidien montpelliérain est revenu sur les propositions qu'il avait faites et a mis en cause les conditions de salaire et d'horaires des ouvriers du Livre dans une lettre adressée aux

habitants du Languedoc-Roussillon. ● LA NOUVELLE FORMULE, dont le coût est de 120 millions de francs, a mobilisé rédaction, services commerciaux, administration. La non-paru-

tion du journal pèse sur les entreprises sous-traitantes et pourrait mettre en péril le groupe de presse qui en plus de *Midi libre*, publie *L'Indépendant* et *Centre-Press*.

Au « Midi libre », le conflit se poursuit entre la direction et le Livre CGT

Le quotidien montpelliérain est absent des kiosques depuis le mardi 24 juin, le mouvement de grève des rotativistes empêchant la parution de la nouvelle formule du journal. Les ouvriers regrettent le manque de concertation avant l'installation du matériel moderne

MONTPELLIER

de notre correspondant
La nuit du 23 au 24 juin devait être une « grande nuit » : on allait découvrir un nouveau journal imprimé sur une rotative révolutionnaire, quatre cent cinquante bêtises devaient présenter la nouvelle formule de *Midi libre*, quotidien régional né à la Libération, diffusé surtout en Languedoc-Roussillon. Sur des panneaux, on pouvait lire : « Pour le croire, il faut le voir. »

Le groupe Amaury victime de « sabotage »

L'absence, jeudi 26 juin, dans les kiosques de la région parisienne, de *L'Equipe*, du *Parisien* et de son édition nationale *Aujourd'hui* est la conséquence d'« actions systématiques de sabotage » des ouvriers rotativistes CGT de l'imprimerie à Saint-Ouen, a indiqué la direction du groupe Amaury dans un communiqué. « Ce conflit a pour origine la demande de la catégorie des rotativistes CGT d'embaucher définitivement un certain nombre d'ouvriers syndiqués CGT en remplacement » d'ouvriers « ayant changé d'affiliation syndicale » et d'autre part « d'ouvriers partis dans le cadre des plans FNE de la presse parisienne », souligne la direction. Celle-ci indique qu'elle ne peut « ni prendre en compte ni compenser » le départ de la CGT de certains ouvriers pour d'autres syndicats - FO et CFTD, qui sont d'ailleurs désormais majoritaires dans les ateliers du groupe Amaury.

A 17 heures cependant, des rencontres entre des ouvriers du Livre CGT et Claude Bujon, PDG de *Midi libre*, commencent à alimenter la rumeur. A 20 heures, la rumeur d'une grève se répandait. A minuit, un silence pesant régnait. Depuis, la rupture est consommée et le journal est absent des kiosques. Direction et membres de la Filpac-

CGT occupent leurs quartiers respectifs dans deux bâtiments, à quelques mètres l'un de l'autre. D'une assemblée générale à l'autre, les ouvriers du Livre reconduisent leur grève et n'abandonnent pas leurs revendications : un nombre de rotativistes quasiment équivalent à l'effectif qui prévalait sur l'ancienne rotative et des baisses de salaires de 800 francs immédiatement, suivies par d'autres augmentations étalées sur trois ans.

« On nous dit : démarrez et on verra dans quelques mois si on peut parler de grille de qualification, explique Charles Robin, secrétaire CGT à *Midi libre*. Ce qui est inadmissible. » Il s'étonne de ce qu'il « découvre à une demi-heure du démarrage qu'on n'était pas d'accord et qu'il y a vingt postes de différence entre ce qu'on demande et ce qu'on nous propose ». Pour la CGT, les nouvelles rotatives automatisées ne sont pas aussi performantes que la direction le dit, et nécessitent plus de personnel qu'envisagé.

CONFLIT LATENT

Rejetant ces arguments, Claude Bujon, qui a succédé à l'été 1996 à son père Maurice Bujon comme PDG de *Midi libre*, a retiré toutes les offres faites jusqu'au soir de la négociation. Seules ses propositions seront désormais appliquées. Dans une lettre envoyée aux habitants de la région, il dénonce « quelques irresponsables, selon méthodiquement la branche sur laquelle ils sont (coincidence) assis (...) en train de jeter notre projet ». Indiquant qu'un « conducteur de rotative gagne, à *Midi libre*, plus de 16 000 francs par mois, pendant treize mois, sans compter les primes pour trente heures de travail par semaine », il précise que la CGT revendiquait « un salaire mensuel de 19 000 francs, soit une augmentation de plus de 18 % ». Pour d'autres catégories de personnel, la revendication portait sur des augmentations salariales entre 18 et 26 %. Le syndicat soutient de son côté que « ces salaires ne sont pas ceux annoncés »,

mais qu'ils sont conformes à ceux pratiqués « dans la profession, avec des contraintes de nuit, trois cent soixante-cinq jours par an, jours de fêtes compris ».

La direction semble ne pas avoir réalisé que le conflit se préparait depuis des mois. La CGT avait demandé à ses adhérents d'économiser depuis deux ans, dès qu'elle a eu vent du projet de nouvelle formule. L'acceptation d'un plan FNE réduisant le personnel, et le climat de détente apparent qui prévalait il y a quelques jours ne laissent pas présager le blocage du 23 juin. Personne ne s'imaginait de ce qu'un accord n'ait été signé avant la parution de la nouvelle maquette, l'entreprise étant mobilisée autour d'un projet ambitieux que nul ne pensait voir remis en cause.

La direction a acheté des rotatives Wifag électroniques, permettant d'imprimer à haut débit, en quadrichromie, et de varier la pagination d'une édition à l'autre, sans arrêt. Elle les a installées dans un nouveau bâtiment. L'investissement total est d'environ 120 millions de francs. Ce matériel devait inaugurer le nouveau format du journal, de type berlinois - celui du *Monde*.

Un concept rédactionnel, fruit d'une analyse et d'enquêtes menées depuis 1992, a été défini. Pour lutter contre l'image vieillissante du quotidien, répondre aux besoins croissants de l'information de proximité, et s'adresser à des lecteurs de plus en plus occasionnels, un journal de plus petit format et plus dense (quarante pages

contre trente-deux) a été conçu. *Midi libre* a aussi changé de système informatique pour permettre à chaque agence locale de faire sa propre mise en page, puis de l'acheminer. Les services commerciaux ont révisé à la baisse leurs tarifs publicitaires, les réévaluant régulièrement selon l'audience réelle du journal, comme le fait la télévision. Il s'agissait de séduire de nouveaux lecteurs et annonceurs, et de gagner 5 % de diffusion d'ici trois ans. Aujourd'hui, le risque est de voir ces annonceurs s'éloigner de *Midi libre* pour aller vers d'autres supports.

Dans ce climat tendu, Robert Groffley, rédacteur en chef adjoint confesse : « Ça fait deux ans que je me lève avec le journal, que je me couche, que je mange, que je vis

avec lui. Aujourd'hui, je vais très très mal. » Deux mille cinq cents petites entreprises (diffuseurs, débiteurs, porteurs, etc.), commencent aussi à ressentir les effets de l'absence du journal. Si l'entreprise peut se remettre d'un conflit long, il n'est pas sûr que son groupe - *Midi libre*, *L'Indépendant* et *Centre-Press* - s'en sorte, confie-t-on dans l'entourage de la direction. Le Syndicat national des journalistes (SNJ, autonome) de *Midi libre* manifeste sa « tristesse et sa déception ». Refusant « pour l'instant de juger les arguments développés de part et d'autre », il demande aux « deux parties de renouer ou plus vite le dialogue, afin de sortir de cette impasse surréaliste ».

Jacques Monin

La Cour suprême américaine étend à l'Internet la protection constitutionnelle de la liberté d'expression

NEW YORK

de notre correspondant
Saisie pour la première fois d'un recours portant sur la liberté d'expression sur Internet, la Cour suprême des Etats-Unis a rendu jeudi 26 juin un arrêt qui étend la protection constitutionnelle du droit à la libre expression au réseau mondial informatique sur lequel communiquent en permanence des millions de personnes. Par sept voix contre deux, les juges ont déclaré non-constitutionnelle une loi fédérale, la Communications Decency Act, promulguée l'an dernier par le président Clinton, qui limitait la diffusion de textes et d'images « indécentes » ou « manifestement choquants » sur Internet dans le souci de protéger les enfants. Ce souci légitime, a estimé la Cour, a conduit le législateur à interdire également aux adultes des textes ou des images qui ne sont pas illégaux et que l'on peut trouver chez les marchands de journaux ou dans les librairies, ce qui équivaut à instaurer une nouvelle forme de censure officielle. En raison des recours formés, la loi n'est jamais entrée en vigueur.

Dans cet arrêt *Reno versus ACLU*, la Cour a retenu le caractère spécifique du réseau Internet, celui d'un forum public au sein duquel s'échangent idées et connaissances et a rejeté son assimilation à la radio et à la télévision, où

l'intervention des pouvoirs publics est admise dans certaines circonstances. Le Communications Decency Act, ont estimé les juges, « prévoit une réglementation du contenu du discours. Le flou d'une telle réglementation soulève des inquiétudes en raison de son effet restrictif évident sur la liberté d'expression. La réglementation officielle du contenu du discours a plus de chances de freiner la libre circulation des idées que de l'encourager ».

VICTOIRE DES CYBERNAUTES

Les juges ont critiqué le manque de précision de la définition du matériel « indécent » ou « manifestement choquant », rappelant que l'interdiction de matériel « obscène » et de la diffusion de pornographie enfantine, prévue par des textes antérieurs, restait en vigueur pour l'ensemble des médias, y compris l'Internet. Mais ils ont voulu établir une différence entre la diffusion de propos érotiques ou de photos et la réelle pornographie, celle qui inquiète le plus les parents dont les enfants s'assoient devant l'ordinateur pour se brancher sur l'univers d'Internet dès le retour de l'école.

Aussitôt qualifiée d'historique par l'industrie de la communication en ligne, qui fournit les accès au World Wide Web ainsi qu'une partie de son contenu, cette décision représente une victoire pour les groupes de défense de libé-

tés individuelles. La loi, qui avait provoqué un tollé dans la communauté du cyberspace, a été portée devant la Cour suprême par le plus puissant de ces groupes, l'American Civil Liberties Union (ACLU) et l'association américaine des bibliothèques, avec l'aide de d'associations représentant l'édition et l'industrie informatique. Sur Internet, la décision a aussitôt été répercutée : « Victoire pour la liberté d'expression », proclame le magazine électronique *HotWire*, qui offre à ses lecteurs les 40 pages d'attentes.

Plusieurs services en ligne, comme America Online, ont déjà installé des mécanismes qui permettent aux parents de filtrer le contenu ou l'accès de sites pour leurs enfants, et l'évolution de la technologie devrait rendre ce type de procédés plus faciles à utiliser. Réagissant à la décision, le président Clinton s'est engagé à continuer à œuvrer pour une meilleure protection des enfants. « Nous devons mettre au point une solution pour Internet qui soit aussi puissante pour l'ordinateur que la V-chip (la puce anti-violence) le sera pour la télévision, et qui soit compatible avec les valeurs américaines de la libre expression, a-t-il déclaré. »

Sylvie Kauffmann

Lire aussi notre éditorial page 18

Pierre Dauzier confirme les désengagements d'Havas

Plus que des annonces, Pierre Dauzier, PDG d'Havas, a confirmé, jeudi 26 juin lors de l'assemblée générale des actionnaires, les orientations définies par Jean-Marie Messier, PDG de la Générale des eaux et principal actionnaire d'Havas (30 %). Le PDG d'Havas a confirmé que l'heure était aux désengagements. Ainsi, Havas Voyages, filiale à 45 % spécialisée dans le tourisme, « sera très vraisemblablement introduite en Bourse au cours du deuxième semestre de 1997 », ce qu'avait déjà indiqué Eric Lycot, le directeur général d'Havas. Selon Pierre Dauzier, « une partie substantielle du capital » d'Havas Voyages sera proposée aux marchés financiers : « Le tourisme est un élément de croissance forte », a-t-il expliqué, mais Havas Voyages, évaluée à « plus d'un milliard de francs », est « centrée par rapport à notre stratégie ».

Le PDG a aussi confirmé la probable redéfinition du périmètre des activités « édition et presse » au prix d'une « réflexion » autour de *L'Express* et du *Point*. Il avait expliqué récemment aux actionnaires de son groupe : « Si les équipes de la CEP me proposent des solutions d'avenir pour *Le Point* et *L'Express*, qui ne passent pas forcément ou uniquement par Havas, je les considérerai favorablement. » Pierre Dauzier entend suivre les recommandations de son principal actionnaire, et a demandé à Eric Lycot et Christian Brégon, PDG de CEP Communication, filiale à 100 %

d'Havas qui contrôle les deux magazines, de « réfléchir » et de lui « faire une recommandation qui (lui) permettra de faire une proposition ou conseil d'administration ». Le bi-mensuel *L'Expansion* pourrait aussi être cédé. Pour autant, le PDG d'Havas n'a pas encore totalement exclu de donner à la CEP « les moyens de se développer si les investissements ne sont pas inutiles ».

Havas devrait aussi se retirer partiellement d'Havas Advertising, pôle publicitaire du groupe. Détenant 38 % du capital, Havas pourrait ramener sa participation aux environs de 20 %, tout en demeurant « le socle » d'Havas Advertising. Parmi les autres « travaux » engagés par Pierre Dauzier, il lui reste encore à obtenir la sortie d'Havas de la Compagnie luxembourgeoise multimédia (CLMM), holding de contrôle non cotée de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), détenue à 60 % par le Groupe Bruxelles-Lambert (GBL) de l'homme d'affaires belge Albert Frère, et à 40 % par le groupe français.

L'objectif de Pierre Dauzier est de prendre pied dans Audiofina, holding de tête de la CLT cotée en Bourse. Avec ce transfert, Havas pourrait négocier ses titres sur les marchés financiers. Le PDG d'Havas a confirmé des « discussions et des négociations » avec Albert Frère, patron de GBL et d'Electrafina, pour parvenir à une « entente ».

Guy Dutheil

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

JACK LANG

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)
ET
DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Solides

PARIS 3, 97/98/105/107, 80 81 SEBASTIENPOI TEL : 01 42 88 10 50
PARIS 12, 10 à 18, RUE DE TROIS 111, 01 52 46 10 20
MAGASINS OUVERTS TOUTS LES JOURS DE 10H à 20H,
Y COMPRIS LES DIMANCHES 29 JUIN ET 6 JUILLET.
SOURCES ACCES DANS LES AUTRES MAGASINS DE LA REGION PARISIENNE ET DANS TOUTES LES GRANDES VILLES DE FRANCE AUX DATES EGALES.

صكنا من الامن

Round d'observation

par Jacques Buob

RÉCAPITULONS. Guillaume Durand, quittant LCI, où Ruth Elkrief a pris son fauteuil, remplacera, en septembre, Philippe Gildas à la tête de l'équipe de « Nulle part ailleurs » sur Canal+, lequel prendra la suite de Michel Field à « L'Hebdo » sur la même chaîne, ce dernier étant sur TF1 pour animer « 7 sur 7 » en lieu et place d'Anne Sinclair, qui, en raison de ses liens conjugaux avec le ministre de l'Économie, Dominique Strauss-Kahn, a choisi d'abandonner son émission pour occuper de hautes fonctions à la direction de la chaîne privée. On n'a oublié personne ? Guillaume Durand donc, celui-là même par qui ce jeu des chaises musicales arriva, faisait ses premiers pas, jeudi soir, sur le plateau de « NPA », qui sera le sien à la rentrée. On le présentait à sa nouvelle famille sous la houlette du patriarche Gildas à qui ses amis de Canal préparent une grande fête ce vendredi. A Canal, on le sait, on ne rechigne pas à l'autocélébration publique qui est la marque de la maison. Il avait le trac, Guillaume, on aurait dit un jeune homme qui fait ses premiers pas dans sa future belle-famille, c'est-à-dire en terrain incertain, cherchant à séduire tout en faisant homme impressionnant, comme on dit.

Mais à Canal, tout le monde l'est gentil, et Durand, quand même c'est le futur patron. On ne chambra donc pas plus qu'il ne le faut. Il n'en régnait pas moins une certaine tension sur le plateau, inhabituelle chez des gens généralement plus décontractés. Il y eut ainsi quelques échanges mine de rien

trempe au vinaigre. Laurent Baffie sorti du mutisme quasi pathologique qui l'a saisi depuis qu'il joue les faire-valoir de Gildas, pour lancer quelques vannes. Visiblement agacé par le goût de Durand pour l'inspection et l'autoflagellation, il lui lança : « C'est 350 F la consultation... Continue, ça te fait du bien d'en parler ». Baffie, il est vrai, ne compte pas faire carrière à NPA.

A la question d'Agnes, l'intervieweuse : « Vous n'avez travaillé que sur des chaînes détestées par la presse... » Durand répondit qu'il n'y pouvait rien, que quand il était à Europe 1, Hachette c'était « la pieuvre verte », sur La 5, Hersant c'était « le papivore », et à TF1, Bouygues, « la télé-béton », lui retourna Gildas qui avait décidé de voussoyer son ancien collaborateur à Europe 1, un ami de quinze ans. Puis il lui demanda à brûle-pourpoint, quelle était sa position dans le débat qui fait rage à propos du niveau de revenu minimum pour les allocations familiales. Du bafouillis qui suivit, on ne comprit pas grand-chose, sinon, pour résumé clair, la pensée d'urgence, qu'il était contre mais pour aussi.

Afin de faire famille, Durand parla de « Michel » et de « Karl », que Gildas recroisait à chaque fois en « Michel Denisot » et « Karl Zéro ». Pour le reste, on apprit que Guillaume Durand aime les romans, le sport, les Stones (Rolling), Apocalypse Now et Le Gaspard. Et que, s'il a choisi Canal, c'est que, sur cette chaîne, on est bien ensemble. Bof.

Paroles de PDG ex-détenus

Quelques mois après leur libération, quatre patrons ont raconté à Jean-Pierre Moscardo leur expérience du milieu carcéral. Un documentaire signé Planète



perdu 5 kilos en cinq jours », note Maurice Bidermann, qui affirme s'être contenté de soupes chinoises en sachet et de petits suisses à 60 centimes.

« CRÉER LA PEUR »

La prison, surtout, demeure un monde dont il est difficile, dans les premiers temps, de comprendre les us et coutumes. « Man premier objectif, c'était de trouver quelqu'un qui savait, raconte Cyril de Rouvre, un type qui avait l'air d'être le patron à l'intérieur du système. » Dans la cour de promenade, il repère un détenu qui « commande ». « Il m'a

brûlé de lait sur mes affaires, raconte Cyril de Rouvre. Quand je suis remonté de promenade, le désespoir m'est tombé dessus. On se dit : "Les cons, à quoi ça leur sert ?" et en chiale, on pleure comme un gosse malheureux. » Maurice Bidermann, qui peut être très irritant quand il déclare que les repas étaient immanquables, « même pour des pauvres », semble avoir renoué le bas avec des chagrins d'enfant. « Quand j'ai été incarcéré, j'ai pleuré toute la nuit, c'était plus fort que moi, ajoute-t-il. C'était la première fois que ça m'arrivait en tant qu'adulte. »

En sortant de prison, Cyril de Rouvre a jeté, par superstition, tous les vêtements qu'il y avait portés. Maurice Bidermann a trouvé un travail à un détenu qu'il avait rencontré à la Santé. Aujourd'hui, Michel de Brem est sans doute celui qui parle de son incarcération avec le plus d'humanité. Le président du conseil général de Belfort, Christian Proust, reste, et c'est logique, le plus politique. « On est confronté à l'apprentissage des règles de vie commune par la faute, analyse-t-il. Quand j'en commettais une, on me disait : Attention, c'est une faute. Comme si le système de la prison était construit pour créer la peur de commettre une faute plutôt que d'aider à participer à un système de vie collective. »

Anne Chemin

* Carnets de prison, Planète, samedi 28 à 11 heures et dimanche 29 à 0 h 35.

TF 1

20.45
DRÔLE DE JEU
Divertissement présenté par Ludo et les Gildas.
Invités : Fabrice, Sylvie, Joël, Philippe Rissol, Gérard Vives, Jean Roucas, Sonia Dubois, Robert et Gicco.
(140 min.) 576621

23.05
SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet.
(10 min.) 4275319
Les meilleurs moments de l'émission avec des dossiers inédits.
0.55 et 2.05, 3.10, 4.15, 4.50
TF 1 nuit.
1.10 et 2.20, 3.20, 4.25, 5.10
Histoires naturelles.
Documentaire. L'Amazonie des Caboclos : Saint-Benoît : une nature pour demain ; Insolites.
3.00 Musique. Concert (10 min.)

France 2

20.55
MAIGRET ET LE CORPS SANS TÊTE
Téléfilm de Serge Leroy, avec Bruno Cremer (100 min.) 684824
Quand un cadavre sans tête est découvert dans un canal non loin de Paris, Maigret ne perd pas la sienne...

22.40
BOUILLON DE CULTURE
Magazine présenté par Bernard Pivot.
Gras plans et indications.
Invités : Antoine de Baecque et Serge Toubiana, François-Marie Banier, Jean-Pierre Solson, Bernard Clavel (65 min.) 3552824
23.30 Journal.
0.05 Pierrot le Fou (10 min.) 2775374
Film de Jean-Luc Godard, avec Anna Karina (1965, 105 min.)
2.25 Europe spécial (rediff.) 5.25 Météo. La météo guidée. 5.40 Clip et Météo. Anniversaire surprise (45 min.)

France 3

20.50
THALASSA
Hommage à Jacques-Yves Cousteau : Les promesses de la mer (65 min.) 302447
Caricature comme son testament, ce film, terminé en 1996, livre toutes les grandes idées qui ont guidé la vie du commandant Cousteau.

21.55
FAUT PAS RÉVER
Magazine présenté par Sylvain Augier.
Rusée : les fables du Cercle polaire ; France : le Cercle des boulangers ; Namibie : les derniers survivants du peuple d'ore (50 min.) 5284802
22.45 Journal. Météo.
23.10 Comment ça va ? Magazine.
Hépatite : après la peur, l'espoir (55 min.) 1375319
0.05 Libre court.
Id, la ou ailleurs, de Vincent Lory.
0.25 La Grande Aventure de James Ouellet. Le sabotage. Les 133 Météo guidée. Magazine. Les Dîners (20 min.)

Arte

20.45
DANGER SUR LA VOIE FERRÉE
Téléfilm de Bernd Böhlich, avec Karin Sars, Dirk Schoedon (105 min.) 157534
La commissaire de police de Potsdam vient de démanteler un réseau de crime organisé. Mais le commandant, le seul témoin à charge est abattu en pleine rue...

22.15
GRAND FORMAT : ANTARCTICA PROJECT
Documentaire d'Aud Egnafeld (1988, 100 min.) 158027
Ce documentaire allemand retrace l'expédition manquée de Greenpeace qui, en 1986, projetait de déclarer symboliquement l'Antarctique parc naturel et patrimoine de l'humanité.
23.55 Une longue journée s'achève (The Long Day Closes) (1991, 90 min.) 4043821
Film de Terence Davies, avec Leigh McCormack (1991, 90 min.) 6880008
1.15 Le Dessous des cartes (rediff., 15 min.)
1.30 L'Affaire Tournesol.
Film d'animation de Ray Goossens (1964, rediff., 55 min.) 1818480
2.25 Le Secret de la ligne claire. Documentaire (rediff., 25 min.) 4115157

M 6

20.45
PAROLE D'ENFANTS
Téléfilm de M. J. Courtois, avec Jean-François Garraud (105 min.) 514880
Deux adolescents de treize et quinze ans accusent leur père d'inceste puis se retracent. Mais une instruction judiciaire a été ouverte...

22.30
LE CAMÉLÉON
L'armée des lâches. Série (60 min.) 94840
23.30 Antenne sur commande.
Téléfilm A. de Richard T. Heffron, avec Daniel J. Travanti (95 min.) 4043821
Un vétéran du Vietnam, partiellement amnésique, retrouve la mémoire.
1.05 Best of groove.
2.05 Jazz 4. André Cœuret Trio (rediff.) 3.00 Polymatex. Yannick Noah (rediff.) 3.35 Les Plagueurs (rediff.) 4.30 Culture 1981. 4.45 Spécial science-fiction (rediff.) 4.45 E. M. 6 (rediff.) 5.10 Fais de - Best of (rediff.)

Canal +

20.45
CADFAEL
Le Myreur de Saint-Gilles. Série de Graham Thornehill, avec David Jacoby, Sean Pertwee (75 min.) 688447
Les aventures d'un homme détective qui enquête dans l'architecture du XIXe siècle.

22.00
EUROGAYVISION
Magazine (65 min.) 8316485
23.05 Flash d'Information. 23.10 Last Seduction (1993, 104 min.) 2062319
0.35 Nana (1993, 125 min.) 22064157
Film de Christian-Jaque. 3.00 Les Maitres du monde (1995, 100 min.) 8305799
4.40 Surprises. Spécial Gay. 5.15 L'Age des possibles (1995, 104 min.) 8920732

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison. Pierre-Michel Menget. 1951 Univercity.
20.30 Le Balaquet. Conversations philosophiques : La violence. 21.32 Black and Blue. Autopsie de l'innocence. Avec Georges Picemini. 22.40 Nuits magiques. Tout est bien sûr possible : Quatre projets d'artistes. [4x] Le diptère.
0.05 Du jour au lendemain. Olivier Ray. (Les années 1919-1939, 0.45 Les Chansons du monde. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique
20.30 Concert. Franco-Allemand. Festival de Saint-Denis. Donné en direct de la basilique Saint-Denis et émis simultanément sur les radios de Berlin, Frankfurt, Sarrebruck et Leipzig, par le Chœur de Radio-France et l'Orchestre national de France, dir. Charles Dumortier. Requiem de Berlioz. Daniel Galvez-Valejo, ténor.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Miroir du siècle. Sonate pour violoncelle et piano n° 1 op. 32, de Saint-Saëns ; Suite pour deux pianos op. 6, de Kodály ; Sonatine pour hautbois et piano, de Debussy.
0.00 Jazz-Club. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Solistes. Du Directeur à l'Empire.
22.45 Les Solistes. (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World News Today, 20.00 et 21.00, 1.00 World News, 21.30 World Report, 22.00 World News Europe, 22.30 Tonight, 23.30 World Sport, 0.00 World Edition.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economie, 23.30, 20.00, 21.30, 22.00, 22.30, 23.00, 23.30, 24.00, 24.30, 25.00, 25.30, 26.00, 26.30, 27.00, 27.30, 28.00, 28.30, 29.00, 29.30, 30.00, 30.30, 31.00, 31.30, 32.00, 32.30, 33.00, 33.30, 34.00, 34.30, 35.00, 35.30, 36.00, 36.30, 37.00, 37.30, 38.00, 38.30, 39.00, 39.30, 40.00, 40.30, 41.00, 41.30, 42.00, 42.30, 43.00, 43.30, 44.00, 44.30, 45.00, 45.30, 46.00, 46.30, 47.00, 47.30, 48.00, 48.30, 49.00, 49.30, 50.00, 50.30, 51.00, 51.30, 52.00, 52.30, 53.00, 53.30, 54.00, 54.30, 55.00, 55.30, 56.00, 56.30, 57.00, 57.30, 58.00, 58.30, 59.00, 59.30, 60.00, 60.30, 61.00, 61.30, 62.00, 62.30, 63.00, 63.30, 64.00, 64.30, 65.00, 65.30, 66.00, 66.30, 67.00, 67.30, 68.00, 68.30, 69.00, 69.30, 70.00, 70.30, 71.00, 71.30, 72.00, 72.30, 73.00, 73.30, 74.00, 74.30, 75.00, 75.30, 76.00, 76.30, 77.00, 77.30, 78.00, 78.30, 79.00, 79.30, 80.00, 80.30, 81.00, 81.30, 82.00, 82.30, 83.00, 83.30, 84.00, 84.30, 85.00, 85.30, 86.00, 86.30, 87.00, 87.30, 88.00, 88.30, 89.00, 89.30, 90.00, 90.30, 91.00, 91.30, 92.00, 92.30, 93.00, 93.30, 94.00, 94.30, 95.00, 95.30, 96.00, 96.30, 97.00, 97.30, 98.00, 98.30, 99.00, 99.30, 100.00, 100.30, 101.00, 101.30, 102.00, 102.30, 103.00, 103.30, 104.00, 104.30, 105.00, 105.30, 106.00, 106.30, 107.00, 107.30, 108.00, 108.30, 109.00, 109.30, 110.00, 110.30, 111.00, 111.30, 112.00, 112.30, 113.00, 113.30, 114.00, 114.30, 115.00, 115.30, 116.00, 116.30, 117.00, 117.30, 118.00, 118.30, 119.00, 119.30, 120.00, 120.30, 121.00, 121.30, 122.00, 122.30, 123.00, 123.30, 124.00, 124.30, 125.00, 125.30, 126.00, 126.30, 127.00, 127.30, 128.00, 128.30, 129.00, 129.30, 130.00, 130.30, 131.00, 131.30, 132.00, 132.30, 133.00, 133.30, 134.00, 134.30, 135.00, 135.30, 136.00, 136.30, 137.00, 137.30, 138.00, 138.30, 139.00, 139.30, 140.00, 140.30, 141.00, 141.30, 142.00, 142.30, 143.00, 143.30, 144.00, 144.30, 145.00, 145.30, 146.00, 146.30, 147.00, 147.30, 148.00, 148.30, 149.00, 149.30, 150.00, 150.30, 151.00, 151.30, 152.00, 152.30, 153.00, 153.30, 154.00, 154.30, 155.00, 155.30, 156.00, 156.30, 157.00, 157.30, 158.00, 158.30, 159.00, 159.30, 160.00, 160.30, 161.00, 161.30, 162.00, 162.30, 163.00, 163.30, 164.00, 164.30, 165.00, 165.30, 166.00, 166.30, 167.00, 167.30, 168.00, 168.30, 169.00, 169.30, 170.00, 170.30, 171.00, 171.30, 172.00, 172.30, 173.00, 173.30, 174.00, 174.30, 175.00, 175.30, 176.00, 176.30, 177.00, 177.30, 178.00, 178.30, 179.00, 179.30, 180.00, 180.30, 181.00, 181.30, 182.00, 182.30, 183.00, 183.30, 184.00, 184.30, 185.00, 185.30, 186.00, 186.30, 187.00, 187.30, 188.00, 188.30, 189.00, 189.30, 190.00, 190.30, 191.00, 191.30, 192.00, 192.30, 193.00, 193.30, 194.00, 194.30, 195.00, 195.30, 196.00, 196.30, 197.00, 197.30, 198.00, 198.30, 199.00, 199.30, 200.00, 200.30, 201.00, 201.30, 202.00, 202.30, 203.00, 203.30, 204.00, 204.30, 205.00, 205.30, 206.00, 206.30, 207.00, 207.30, 208.00, 208.30, 209.00, 209.30, 210.00, 210.30, 211.00, 211.30, 212.00, 212.30, 213.00, 213.30, 214.00, 214.30, 215.00, 215.30, 216.00, 216.30, 217.00, 217.30, 218.00, 218.30, 219.00, 219.30, 220.00, 220.30, 221.00, 221.30, 222.00, 222.30, 223.00, 223.30, 224.00, 224.30, 225.00, 225.30, 226.00, 226.30, 227.00, 227.30, 228.00, 228.30, 229.00, 229.30, 230.00, 230.30, 231.00, 231.30, 232.00, 232.30, 233.00, 233.30, 234.00, 234.30, 235.00, 235.30, 236.00, 236.30, 237.00, 237.30, 238.00, 238.30, 239.00, 239.30, 240.00, 240.30, 241.00, 241.30, 242.00, 242.30, 243.00, 243.30, 244.00, 244.30, 245.00, 245.30, 246.00, 246.30, 247.00, 247.30, 248.00, 248.30, 249.00, 249.30, 250.00, 250.30, 251.00, 251.30, 252.00, 252.30, 253.00, 253.30, 254.00, 254.30, 255.00, 255.30, 256.00, 256.30, 257.00, 257.30, 258.00, 258.30, 259.00, 259.30, 260.00, 260.30, 261.00, 261.30, 262.00, 262.30, 263.00, 263.30, 264.00, 264.30, 265.00, 265.30, 266.00, 266.30, 267.00, 267.30, 268.00, 268.30, 269.00, 269.30, 270.00, 270.30, 271.00, 271.30, 272.00, 272.30, 273.00, 273.30, 274.00, 274.30, 275.00, 275.30, 276.00, 276.30, 277.00, 277.30, 278.00, 278.30, 279.00, 279.30, 280.00, 280.30, 281.00, 281.30, 282.00, 282.30, 283.00, 283.30, 284.00, 284.30, 285.00, 285.30, 286.00, 286.30, 287.00, 287.30, 288.00, 288.30, 289.00, 289.30, 290.00, 290.30, 291.00, 291.30, 292.00, 292.30, 293.00, 293.30, 294.00, 294.30, 295.00, 295.30, 296.00, 296.30, 297.00, 297.30, 298.00, 298.30, 299.00, 299.30, 300.00, 300.30, 301.00, 301.30, 302.00, 302.30, 303.00, 303.30, 304.00, 304.30, 305.00, 305.30, 306.00, 306.30, 307.00, 307.30, 308.00, 308.30, 309.00, 309.30, 310.00, 310.30, 311.00, 311.30, 312.00, 312.30, 313.00, 313.30, 314.00, 314.30, 315.00, 315.30, 316.00, 316.30, 317.00, 317.30, 318.00, 318.30, 319.00, 319.30, 320.00, 320.30, 321.00, 321.30, 322.00, 322.30, 323.00, 323.30, 324.00, 324.30, 325.00, 325.30, 326.00, 326.30, 327.00, 327.30, 328.00, 328.30, 329.00, 329.30, 330.00, 330.30, 331.00, 331.30, 332.00, 332.30, 333.00, 333.30, 334.00, 334.30, 335.00, 335.30, 336.00, 336.30, 337.00, 337.30, 338.00, 338.30, 339.00, 339.30, 340.00, 340.30, 341.00, 341.30, 342.00, 342.30, 343.00, 343.30, 344.00, 344.30, 345.00, 345.30, 346.00, 346.30, 347.00, 347.30, 348.00, 348.30, 349.00, 349.30, 350.00, 350.30, 351.00, 351.30, 352.00, 352.30, 353.00, 353.30, 354.00, 354.30, 355.00, 355.30, 356.00, 356.30, 357.00, 357.30, 358.00, 358.30, 359.00, 359.30, 360.00, 360.30, 361.00, 361.30, 362.00, 362.30, 363.00, 363.30, 364.00, 364.30, 365.00, 365.30, 366.00, 366.30, 367.00, 367.30, 368.00, 368.30, 369.00, 369.30, 370.00, 370.30, 371.00, 371.30, 372.00, 372.30, 373.00, 373.30, 374.00, 374.30, 375.00, 375.30, 376.00, 376.30, 377.00, 377.30, 378.00, 378.30, 379.00, 379.30, 380.00, 380.30, 381.00, 381.30, 382.00, 382.30, 383.00, 383.30, 384.00, 384.30, 385.00, 385.30, 386.00, 386.30, 387.00, 387.30, 388.00, 388.30, 389.00, 389.30, 390.00, 390.30, 391.00, 391.30, 392.00, 392.30, 393.00, 393.30, 394.00, 394.30, 395.00, 395.30, 396.00, 396.30, 397.00, 397.30, 398.00, 398.30, 399.00, 399.30, 400.00, 400.30, 401.00, 401.30, 402.00, 402.30, 403.00, 403.30, 404.00, 404.30, 405.00, 405.30, 406.00, 406.30, 407.00, 407.30, 408.00, 408.30, 409.00, 409.30, 410.00, 410.30, 411.00, 411.30, 412.00, 412.30, 413.00, 413.30, 414.00, 414.30, 415.00, 415.30, 416.00, 416.30, 417.00, 417.30, 418.00, 418.30, 419.00, 419.30, 420.00, 420.30, 421.00, 421.30, 422.00, 422.30, 423.00, 423.30, 424.00, 424.30, 425.00, 425.30, 426.00, 426.30, 427.00, 427.30, 428.00, 428.30, 429.00, 429.30, 430.00, 430.30, 431.00, 431.30, 432.00, 432.30, 433.00, 433.30, 434.00, 434.30, 435.00, 435.30, 436.00, 436.30, 437.00, 437.30, 438.00, 438.30, 439.00, 439.30, 440.00, 440.30, 441.00, 441.30, 442.00, 442.30, 443.00, 443.30, 444.00, 444.30, 445.00, 445.30, 446.00, 446.30, 447.00, 447.30, 448.00, 448.30, 449.00, 449.30, 450.00, 450.30, 451.00, 451.30, 452.00, 452.30, 453.00, 453.30, 454.00, 454.30, 455.00, 455.30, 456.00, 456.30, 457.00, 457.30, 458.00, 458.30, 459.00, 459.30, 460.00, 460.30, 461.00, 461.30, 462.00, 462.30, 463.00, 463.30, 464.00, 464.30, 465.00, 465.30, 466.00, 466.30, 467.00, 467.30, 468.00, 468.30, 469.00, 469.30, 470.00, 470.30, 471.00, 471.30, 472.00, 472.30, 473.00, 473.30, 474.00, 474.30, 475.00, 475.30, 476.00, 476.30, 477.00, 477.30, 478.00, 478.30, 479.00, 479.30, 480.00, 480.30, 481.00, 481.30, 482.00, 482.30, 483.00, 483.30, 484.00, 484.30, 485.00, 485.30,

Foi-charbon

par Pierre Georges

IL Y A un peu d'Alexandre Dumas dans tout cela. Les Amis de Jacques Chirac, association à but laudatif, conduite par quelques vétérans chenus et couronnés de partout, en ont fait le serment mercredi : « Croix de bois, croix de Lorraine, nous maintiendrons la pureté du message ! » En lisant, hier dans *Le Monde*, le récit haut en couleurs d'une réunion de l'amicale, présidée par le bon docteur Aramis Pons, rebouteux des âmes et médecin-major de la « garde du cœur », on ne put s'empêcher de penser au vieux serment mousquetaire. Tous pour Chirac, Chirac pour tous ! Et de sourire à l'envoie lyrique du vénérable Portheus Comiti prêt à repartir au combat « avec la foi du charbonnier et le courage du légionnaire ».

Foi-charbon. Ainsi va désormais la vie des Coréziens et alliés de Paris et de France. Jusqu'à la conquête ! Jusqu'à ce que Chirac, qu'il ne sera pas, se chiraquise triomphe ! Le projet est clair. La route toute tracée, quoique un peu escarpée. Le XIX^e siècle sera, politiquement, chiraquien. Ou il ne sera pas, selon le visionnaire concept énoncé par Denis Tillinac, chevalier, lui, de la Table Ronde.

Magnifique, absolument magnifique ! Une ambiance du tonnerre, haut les cœurs. A l'initiative du projet associatif, les Amis de Jacques Chirac, on avait pu craindre le pire. Les Amis, l'Amicale sont des intitulés plutôt réservés habituellement à la célébration d'un lieu en péril, d'un produit du terroir ou d'un projet bouliste.

Les Amis sont légion, qu'ils soient ceux du genre humain, de l'Andouille de Vire, du Gros Plant ou de l'Albanie. Mais les Amis d'un président en exercice, hors campagne électorale, voilà bien

de l'indélicat, un comité de soutien se trompant de saison, jurant fidélité comme si cela n'allait pas de soi.

En fait, et on l'a bien compris à la lecture du récit, le véritable intitulé de cette association eût dû être « Les vrais Amis de Jacques Chirac », entreprise de tri et de brevets. La réunion, mercredi, le montra bien. Il ne s'agissait pas tant de dénoncer, par routine, les méfaits passés, présents et à venir de l'actuelle majorité que d'insérer le procès de quelques déserteurs, opportunistes et autres fauteurs de troubles, de gâchis et de défaits.

Les Amis, en assemblée, décidèrent en quelque sorte l'exclusion des faux-amis, pour ainsi dire des ennemis de l'intérieur et de l'amicale. Et cela tomba rudement à la mesure de la rudesse d'une défaite. Toutes les métaphores pour dire la trahison, l'incompétence, la désertion furent utilisées. Les Amis de Jacques Chirac qui ont des lettres et de la mémoire, évoquèrent successivement : « les courtisans », « les pommadés », « les cervelles molles », « les sceptiques », « les habiles ». Et même, même, « les muets du sérail conduits par l'étranger ottoman ». Edouard Balladur, traître préféré.

L'Amicale ainsi évolua entre catch et fureur. Entre Saxons et Francs. L'Amicale se compta, entre bons et méchants. L'Amicale plaignait le Prince, « notre pauvre Jacques Chirac » comme « entouré, aveuglé, étouffé ». L'Amicale fit serment, par le sang et le fer, de retrouver et de sauvegarder « l'esprit de 1995 ». Bref elle fit un si intense tintamarre que l'écho, saluateur, d'une si indéfectible amitié et si ferme résolution dut bien parvenir au Château et réchauffer le cœur d'un ami de trente ans.

M^{me} Royal esquisse de nouvelles missions pour l'école maternelle

DEPUIS sa nomination, Ségolène Royal, ministre déléguée en charge de l'enseignement scolaire, ne s'était guère soucée d'envoyer un message aux enseignants. Ministre « des enfants et des adolescents », elle s'est attaquée, en raison de l'actualité, au dossier de la pédophilie. Le discours qu'elle devait prononcer, samedi 28 juin, au congrès annuel de l'Association générale des institutrices d'écoles maternelles (AGIEM), à Perpignan, prend donc valeur de symbole.

Illustrant les trois axes de la politique éducative qu'elle entend mener – amélioration des conditions de vie matérielle à l'école, travail sur les contenus, lutte contre l'exclusion – Ségolène Royal devait lancer quelques idées, dont certaines apparaîtront sans doute comme des gadgets. Elle devait ainsi proposer que la rentrée devienne « une fête » avec éventuellement des lancers de ballons. Quant aux objectifs de la maternelle, dont les programmes ont été revus en 1995, il ne s'agit que de suggérer

une inflexion. Ségolène Royal devait insister sur l'apprentissage du langage, clé d'une bonne maîtrise de la lecture. « Bien parler, c'est bien lire plus tard », pense M^{me} Royal. Autre objectif : faire une plus large place à la « citoyenneté ». « C'est dans le comportement en classe, dans l'apprentissage de la vie en commun », que le rétablissement de la « morale civique » devrait trouver un début d'expression, estime le ministre. Les sciences ne devraient pas être oubliées, avec une éventuelle extension des opérations « La main à la pâte », initiées par Georges Charpak.

M^{me} Royal, qui connaîtra « dans dix jours les moyens dont elle dispose pour les ouvertures de classes », souhaite encourager les directrices d'école maternelle à scolariser les enfants avant trois ans, lorsque celles-ci jugent que les conditions familiales de l'enfant plaident pour une scolarisation précoce.

Béatrice Gurrey

■ **POLICE** : Jean-Marie Le Chevallier, député et maire (FN) de Toulon, est placé depuis une semaine sous la protection de trois fonctionnaires du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) de Marseille, à la suite de menaces à son encontre. M. Le Chevallier a indiqué, vendredi 27 juin sur RMC : « Je crois que [le ministère] a eu des indications selon lesquelles il y avait un contrat placé sur moi afin de m'éliminer. » En fin de semaine dernière, commente-t-on au ministère de l'Intérieur, la police avait eu vent de « menaces verbales précises » émanant du milieu régional du grand banditisme.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE
Cours relevés le vendredi 27 juin, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
Tokyo Nikkei	2621,75	Cours au 27/06	Var. en % Var. en % fin 96
Hong Kong index	15196,29	27/06	26/06
Tokyo Nikkei sur 3 mois	-0,49 +6		
	-0,45 -12,98		
Paris CAC 40	2887,27	-0,22	+24,68
Londres FT 100	4650,40	-0,16	+12,91
Zurich	1863,57	---	+41,04
Milan MIB 30	20402	+0,09	+29,97
Frankfurt DAX 30	3805,29	---	+31,73
Bruxelles	13407	---	+26,83
Stuttgart S&P	3636,64	---	+41,77
Madrid Ibex 35	2934,57	---	+34,57
Amsterdam CBS	993,20	---	+35,65

Tirage du Monde daté vendredi 27 juin 1997 : 518 596 exemplaires

Le ministre des transports entend ne pas « privilégier le tout-routier »

M. Gayssot souhaite « la complémentarité entre fer, voies d'eau et routes »

DEPUIS la victoire de la gauche aux législatives, aucun signe n'était venu du gouvernement pour indiquer ce qu'il adviendrait du « maraîchage » sur le programme autoroutier annoncé par le texte politique commun PS-Verts du 31 janvier (*Le Monde* du 25 juin). Vendredi 27 juin, à l'occasion de l'inauguration du tronçon Amiens-Abeville de l'autoroute A16, Jean-Claude Gayssot, ministre (PC) de l'équipement, des transports et du logement, n'a pas repris ce terme.

Mais il a affirmé qu'il entend, dans le domaine des transports terrestres, « infléchir les tendances » et « travailler à des orientations nouvelles » : « Comment, a lancé M. Gayssot, ne pas mesurer (...) les risques d'asphyxie, y compris pour la route, que nous encourageons en laissant les choses aller comme hier, c'est-à-dire en privilégiant le tout-routier ? Le bon sens impose une autre conclusion : il faut développer la complémentarité, un équilibre plus harmonieux entre (...) fer, voies d'eau, routes (...) ».

« Aujourd'hui, ajoute M. Gayssot, j'inaugure une splendide autoroute, mais mon ministère n'a pas les moyens d'entretenir correctement le réseau des routes nationales et de gérer ce patrimoine (...) Les moyens ne sont pas suffisants pour lutter contre le bruit routier et (...) des milliers de logements sont encore exposés à plus de 70 décibels (...) Nous avons un système qui, aujourd'hui, face à tout besoin de liaisons nouvelles, ne sait répondre que par l'autoroute concédée à péage, même si celle-ci coûte plus cher que des solutions plus simples ».

Tout le monde sait bien que, entre-tien, gestion du patrimoine, réhabilitation, génèrent plus d'emplois que les grands chantiers. Et, en matière de grands chantiers, je suis sûr que nous en ouvrons de nouveaux et pas seulement en matière autoroutière ».

En matière de complémentarité fer-route, M. Gayssot a annoncé que « des réflexions sont en cours concernant l'opportunité d'équiper pour le fret un axe de contournement [ferroviaire] de la région parisienne via Amiens ».

A propos du raccordement de l'A16 au réseau autoroutier d'Ile-de-France, et plus précisément au tronçon envisagé entre L'Isle-Adam (Val-d'Oise) et La Courneuve (Seine-Saint-Denis), M. Gayssot a rappelé qu'en tant que maire de Drancy il s'est « toujours opposé au passage de l'A16 en Seine-Saint-Denis ». Quant à la Francilienne (A104), autre point litigieux, M. Gayssot a jugé qu'« on ne peut se passer d'un bouclage de la Francilienne », tout en précisant qu'aucune décision n'est prise n'est prise sur ces deux sujets.

Non-dénonciation de viols d'enfants : une enseignante mise en examen

LA DIRECTRICE d'une école primaire de Fas-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) a été mise en examen pour ne pas avoir dénoncé un instituteur de son établissement, soupçonné de sept viols au agresseurs sexuelles sur des fillettes âgées de huit à onze ans, a-t-on appris, vendredi 27 juin.

Mise en examen pour « non-dénonciation de sévices et de mauvais traitements à mineurs de moins de 15 ans », elle a été laissée en liberté sans faire l'objet d'un contrôle judiciaire.

Récemment alertée par la dénonciation d'une élève, la directrice avait vu ses craintes se confirmer avec les assertions d'une autre enfant.

Pour éviter qu'un scandale n'éclabousse l'école, la directrice avait convoqué l'enseignant, mis en examen et écroué, jeudi 26 juin, à la maison d'arrêt de Luynes (Bouches-du-Rhône), pour lui suggérer de prendre « un congé maladie ». Plusieurs jours plus tard, elle devait toutefois prévenir la police. — (AFP)

NATEXIS

UN NOUVEAU GROUPE BANCAIRE

CONCENTRÉ D'EXPERTISE POUR L'ENTREPRISE.

Nous nous sommes concentrés autour d'un unique objectif : la réussite des entreprises.

C'est à leur service exclusif que nous avons regroupé les expertises du Crédit National, de la BFCE et de leurs filiales spécialisées.

Crédits, traitement des moyens de paiement, gestion collective, intermédiation boursière, activités de marchés, financements spécialisés, évolution de l'actionnariat, accompagnement à l'international.

De la réponse quotidienne à vos besoins jusqu'à la mise au point des projets qui orientent le long terme, le groupe NATEXIS accompagne chaque jour l'entreprise dans son activité en France, en Europe, comme dans son expansion sur les marchés du monde entier.

NATEXIS : un nouveau concentré d'expertise pour les entreprises.



Plus d'expertise pour l'entreprise.